DO PIZZOFALC

NAZIONALE
B. Prov.
XIII
313
BIBLIOTECA
VITT. EM. III
NAPOLI

37-9-36

BIBLIOTECA PROVINCIALE
37-9-36
Armadio XIII
Palchetto
Num.° d' ordine 1

192
3
13
B Pro
XIII
313

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON.

BIBLIOTECA NAZIONALE VITTORIO EMANUELE
NAPOLI

Digitized by Google

IMPRIMERIE ET FONDERIE DE J. PINARD,
RUE D'ANJOU-DAUPHINE, N° 8.

Digitized by Google

Digitized by Google

Couché fils del. et sc.

[illegible] Marechal du Palais

[illegible]

Digitized by Google

645096

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON,

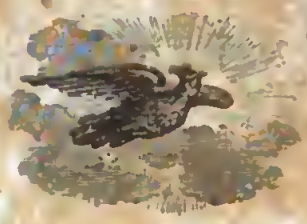
PAR

M. DE NORVINS.

ORNÉE DE PORTRAITS, VIGNETTES, CARTES ET PLANS.

BIBLIOTECA NAZIONALE "VITTORIO EMANUELE III" NAPOLI

TOME QUATRIÈME.



PARIS.
AMBROISE DUPONT ET Cie, LIBRAIRES,
RUE VIVIENNE, N° 16.

1828.

Digitized by Google

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON.

BIBLIOTECA NAZIONALE "VITTORIO E." NAPOLI

LIVRE QUATORZIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

NOUVEAUX PRÉPARATIFS DE NAPOLÉON. — CONCORDAT DE FONTAINEBLEAU. — AFFAIRES DE PRUSSE. — AFFAIRES D'AUTRICHE. — MARIE-LOUISE RÉGENTE. — NAPOLÉON PART POUR MAYENCE.

(1813.)

De retour aux Tuileries, Napoléon, après avoir consacré quelques heures de la nuit aux tendres affections de sa famille, se montre à ses courtisans, à ses ministres, aux différens corps de

l'Etat, avec le calme d'une ame ferme et au-dessus des coups de la fortune. Tous les cœurs étaient encore remplis de la funeste impression du bulletin de Malodeozeno (le 29e), aussi vrai, mais bien autrement terrible que ceux des batailles d'Eylau et d'Essling, dont Friedland et Wagram étaient venus effacer les fatals souvenirs. Napoléon lit cette impression sur tous les visages, et ne cherche pas à l'affaiblir par des mensonges ou des réticences; il avoue sans ménagemens la grandeur du désastre de l'armée française, et offre l'exemple de la constance inébranlable qui surmonte une douleur profonde. Avant cette première audience, il avait déjà adopté, avec son ministre de la guerre, les moyens de recréer une armée et un matériel; ensuite il appela ses autres ministres à un examen approfondi de l'état intérieur du pays. Parmi les sujets qu'il mit en discussion, aucun peut-être alors ne prit autant d'empire sur son esprit que la conspiration du général Malet; il en était surpris et humilié. Ce qui le blessa plus vivement que l'entreprise elle-même, ce fut la faiblesse du préfet de la Seine. Il ne pouvait concevoir, disait-il, « *que le premier magistrat civil de la capitale se fût fait subitement et sans opposition l'agent d'une révolution, plutôt que d'aller se ranger près du fils et de la femme*

de son souverain à qui il avait prêté serment. » Le lendemain il répondit à la harangue du sénat : « ... Des soldats timides et lâches perdent l'indé« pendance des nations, mais des magistrats pu« sillanimes détruisent l'empire des lois, les droits « du trône et l'ordre social lui-même. La plus « belle mort serait celle d'un soldat qui périt au « champ d'honneur, si la mort d'un magistrat « périssant en défendant le souverain, le trône et « les lois, n'était pas plus belle encore. » Après le Sénat, il reçut le Conseil d'Etat, et, toujours occupé de la conduite du préfet de la Seine, il termina sa réponse par ces mots remarquables : « ... Le conseil d'Etat d'un grand empire doit « joindre à ces principes un courage à toute « épreuve, et, à l'exemple des présidens Harlay et « Molé, être prêt à périr en défendant le souve« rain, le trône et les lois. » Le préfet de la Seine fut condamné par ses pairs, les membres du conseil, et destitué par un décret. Si la probité, l'honneur et les bons services avaient pu obtenir le pardon d'une si grande faute, M. Frochot aurait échappé à sa juste punition ; mais la politique ordonnait un exemple. Dans le cours de l'enquête la plus sévère sur cette affaire, Napoléon s'exprima ainsi : « La révolution n'est pas « morte ; ma dynastie n'a pas pris racine parmi

« les membres de mon Conseil. » S'il n'eût pas voulu taire les découvertes qu'il avait faites, une partie du Sénat, où la conjuration Malet avait des ramifications, se serait trouvée compromise. Il garda le silence à dessein, et, sans perdre de vue ses ennemis secrets, il leur fit sentir, par des paroles publiques dont eux seuls pouvaient bien comprendre le véritable sens, que leur conduite en son absence n'avait point de mystère pour lui. Trop environné de difficultés de toute espèce, trop éclairé en politique pour éclater autrement, et montrer à l'Europe des symptômes de division autour de son trône, il remit à d'autres temps le soin de remédier au mal. Il laissa ainsi dans le premier corps de la nation des germes fatals qui se développèrent quelques mois plus tard, et d'une manière bien inattendue sans doute pour lui, lorsque la dynastie impériale fut proscrite par son Sénat, et le lendemain par une partie des conseillers d'Etat, les juges même du comte Frochot, qui du moins n'était pas coupable de parjure. Quoi qu'il en soit, la conspiration Malet réveille dans le cœur de Napoléon toutes ses méfiances contre la révolution; il veut lui opposer d'autres barrières, et renforcer encore le dogme de l'hérédité par de nouveaux engagemens. Sur la demande expresse du Sénat, toujours empressé

de prévenir ou de consacrer la volonté de l'Empereur, le roi de Rome sera couronné, ainsi que l'Impératrice; un serment solennel unira la France à l'héritier du trône; trop faible garantie qui ne saurait défendre contre la coalition de l'Europe un empire que Napoléon lui-même n'aura pu sauver.

Une activité prodigieuse signale le retour de l'Empereur : la France y reconnaît les créations miraculeuses de l'époque consulaire; il semble même que, retrempé par les revers, Napoléon déploie encore plus de ressources et d'énergie. Les conseils se multiplient chaque jour, et il les préside tous. Dans le militaire, dans l'administration, dans la politique, des dispositions civiles, des mouvemens de troupes, des décrets, des sénatus-consultes, des traités même, tels que le Concordat de Fontainebleau, remplissent sans le fatiguer jamais la journée : la nuit, quand tous les membres de son gouvernement cèdent au besoin de repos, lui seul veille encore et délibère avec son génie sur le salut de la France. A peine dérobe-t-il à cette grande pensée quelques momens pour attacher ses regards paternels sur ce fils héritier de tant de gloire et dépositaire de tant d'espérances.

Cependant des courriers apportaient de jour

en jour à Napoléon des nouvelles de ses affaires dans le Nord ; on a vu quelle fâcheuse tournure elles avaient prise successivement : mais du côté de l'Espagne, le vainqueur de Salamanque n'ayant pas su profiter de sa victoire, et s'étant laissé arrêter avec toute son armée par le château de Burgos, le roi Joseph avait repris l'offensive, occupé de nouveau la capitale, et forcé Wellington à rentrer en Portugal. Burgos, Valladolid, Madrid, le royaume de Valence, l'Aragon et la Catalogne, étaient entre nos mains ; deux cent soixante-dix mille soldats gardaient encore notre conquête. Ils ne doivent pas quitter la Péninsule : Napoléon tire du moins de leurs rangs cent cinquante cadres de bataillons composés de vieux officiers et sous-officiers, pour conduire aux combats les jeunes conscrits de 1813 qu'il a fait appeler au moment de s'enfoncer dans les plaines de Moskou. Cette nouvelle levée, les cent cohortes de gardes nationales organisées avant son départ pour la Russie, quarante mille artilleurs de la marine qui peuvent entrer dans les cadres de l'armée de terre, les troupes tirées d'Italie, vont former une armée de trois cent mille hommes sur l'Elbe, sur le Rhin et le Mein : une autre armée, du même nombre d'hommes, contiendra l'Espagne, tandis qu'Eugène, à la tête de for-

ces imposantes, conservera l'Italie. C'est ainsi que l'on sent bien cette vérité, que l'Espagne a vraiment perdu l'empire de Napoléon. En effet, ses légions du midi réunies à celles du nord, il dictera encore la paix aux puissances coalisées contre lui; et l'Autriche, demeurée fidèle, viendra réclamer sa part des fruits de la victoire.

Mais en apprenant la défection de la Prusse et ses résultats, Napoléon vit que ce qui suffisait hier ne suffisait plus aujourd'hui, et demanda sans hésiter au Sénat, ou plutôt à la nation, cent mille hommes sur les cohortes, cent mille hommes sur les conscriptions des quatre dernières années, et cent cinquante mille hommes sur la conscription de 1814. Tout fut décrété par le Sénat et accordé par la France. Les citoyens, les corps judiciaires, les compagnies, les villes, tout le monde rivalisa de zèle dans une si grande circonstance; l'amour de la patrie, le sentiment de l'honneur national, le juste orgueil de vingt années de gloire, l'attachement et le dévouement pour Napoléon, caractérisèrent la conduite des Français. Ils firent avec leur élan ordinaire de généreux sacrifices; mais il y manqua le ferment de la liberté, qui crée des prodiges pour conserver les empires, et le concours actif de la nation qui naguère, soulevée tout entière par ses représen-

tans, n'avait pas moins contribué que ses douze cent mille soldats au triomphe de la république. En effet, c'est la nation sous les armes que les rois avaient surtout désespéré de vaincre; c'est devant elle qu'ils s'étaient abaissés au point de lui demander la paix et son alliance. Le génie d'un homme, quel qu'il fût, pèserait toujours moins que la France dans la balance des destinées. Peut-être Napoléon ne crut-il pas nécessaire de se servir de la force populaire, peut-être même craignit-il l'emploi d'un si redoutable instrument; cette faute, provenue d'une erreur de jugement, était décisive contre lui; car en face de la plus formidable, de la plus fortement enchaînée des coalitions que l'Angleterre ait jamais formée sur le continent, il ne pouvait se sauver qu'avec la nation et par la nation. Peut-être l'esprit qui paraissait animer les peuples soumis à son pouvoir aida-t-il à le tromper : enfans adoptifs du grand empire, uniquement gardés alors par nos lois civiles et par leurs sermens, ils sollicitaient l'honneur de s'associer à nos périls. Ces gages spontanés du patriotisme français de ces Etats étrangers, jettent une vive lumière sur le besoin que les vastes incorporations de la France avaient de la conservation de Napoléon. Et comment ce besoin n'aurait-il pas été profondément senti, comment

n'aurait-il pas inspiré des dévouemens sans bornes! Ces peuples pouvaient-ils ignorer qu'avec Napoléon tombaient tous les bienfaits répandus sur eux par leur union à la France? Ne comprenaient-ils pas que bientôt remis sous un joug de fer, ils perdraient tous les avantages de la loi française qui leur donnait l'égalité? Aussi ce fut leur raison, leur intérêt et leurs sentimens, qui les entraînèrent au devant des demandes de l'Empereur : ils se rallièrent autour de lui comme autour de leur libérateur et de leur appui. Ce temps offre un singulier spectacle : pendant que des princes qui étaient accourus solliciter dans la tente de Napoléon la gloire de concourir avec lui à la dernière conquête du continent européen trahissaient ses drapeaux, il se voyait recherché malgré ses revers par la fidélité des nations qui devaient craindre de s'unir à la contagion de sa mauvaise fortune, et d'aggraver ainsi le poids des malheurs dont elles étaient menacées si son empire venait à s'écrouler.

Occupé des plus vastes préparatifs de guerre, Napoléon ne négligeait pas la puissante ressource des négociations ; mais nous n'étions plus au temps où, presque aussi redoutées avant le combat qu'après la victoire, nos armes retenaient nos alliés dans le devoir, ou ramenaient nos ennemis promp-

tement punis de leur imprudente déloyauté. A la nouvelle de notre désastre, l'Autriche a failli éclater contre Napoléon; son retour aux Tuileries l'engage à temporiser : elle envoie à Paris le comte de Bubna avec une mission toute pacifique en apparence, et très hostile en réalité, sur laquelle l'opinion publique ne s'abuse pas un moment. Napoléon seul se laisse tromper par les protestations de l'envoyé de son beau-père, et proclame lui-même l'union indissoluble de la France et de l'Autriche. Cette puissance devient la médiatrice de la paix; mais, déjà déclarée au fond du cœur contre nous, elle ne tardera pas à profiter des événemens pour dépouiller son rôle d'amie et d'alliée. Napoléon dut prévoir cet événement en apprenant la défection des Prussiens, que nous avons rapportée dans le livre précédent, afin de ne pas interrompre avant son dénouement le grand drame de l'expédition de Russie.

Entre les négociations qui appelaient toute l'attention de Napoléon à l'instant où, près de recommencer la lutte avec ses ennemis, il devait chercher à éteindre tout germe de division intérieure en France, en Italie, et dans tous les pays annexés à l'Empire, il faut mettre au premier rang le Concordat de 1813. Le fond de tous les démêlés entre Napoléon et le souverain pon-

tife n'était pas l'expédition des bulles en trois ou en six mois pour les évêques nouvellement nommés; c'était la séparation à jamais du temporel et du spirituel dans la royauté pontificale. L'élévation extraordinaire de l'autorité religieuse du pape, sa prédomination sur les diverses communions de l'Europe, formaient la compensation de ce sacrifice; et le moyen de rendre cette dernière combinaison directement utile au plan que Napoléon avait conçu de recréer la vieille Europe, était l'établissement du Saint-Siége dans le palais métropolitain de la ville de Paris, qui fût ainsi devenue la capitale *du monde chrétien.*

Le projet de l'enlèvement de Pie VII à Savone par les Anglais avait déterminé sa translation à Fontainebleau; S. S. y tenait, avec tous les honneurs de la majesté souveraine, sa cour, composée d'une foule de prélats italiens et français. Cette ville aussi avait vu renouer les négociations : elles reprirent dans le courant de janvier une force nouvelle, et semblaient toucher à une conclusion prochaine, lorsque, le 19 de ce mois, Napoléon quitta brusquement une partie de chasse à Grosbois, pour se diriger sur Fontainebleau. Son arrivée émut singulièrement le souverain pontife. Aux premières paroles, tout le passé est mis en oubli, comme entre des personnes qui ont une

affection mutuelle. Le lendemain, le pape rend à Napoléon sa visite; un seul entretien, rempli d'égards réciproques et de témoignages de bienveillance, ouvre et fixe la négociation. Ne pouvant obtenir Rome, et ne voulant pas accepter la résidence de Paris, Pie VII opte pour celle d'Avignon; il donnera ses bulles aux nouveaux évêques, ou, à son défaut, ce sera le métropolitain, six mois après que leur nomination aura été notifiée au Saint-Siége. Napoléon dicta lui-même le Concordat, improvisé dans cette première conférence, et bientôt il passa à l'examen des conseils des deux hautes parties contractantes, pour y recevoir la forme d'une loi et d'un traité. Le 25 janvier, le pape lui-même, après quatre jours employés à la rédaction du Concordat, l'apporta avec une sorte de solennité dans le salon de l'Impératrice, où les deux cours étaient réunies, et le traité fut signé par les deux souverains. Le 27, l'Empereur revint à Paris. Le 15 février, eut lieu la publication du Concordat comme loi de l'Etat. Avant son départ de Fontainebleau, Napoléon combla de grâces et de distinctions de toute nature les membres de la cour pontificale: il alla même au devant des désirs du pape, en rappelant d'exil les quatorze cardinaux qui avaient refusé d'assister au mariage de Marie-Louise. Mais, initiés pendant leur dispersion dans les

secrets de la conspiration du Nord, et fidèles à toutes les doctrines usurpatrices de la cour de Rome, le premier usage qu'ils firent de leur liberté fut de la tourner contre Napoléon, en assiégeant de terreurs et de remords l'ame timorée du Saint-Père. Le 23 mars, au mépris des sermens les plus solennels, ils obtinrent du vénérable vieillard, ou plutôt ils lui arrachèrent un véritable parjure. Ainsi, les intérêts temporels l'emportèrent sur l'intérêt de la religion, appelée par Napoléon à la conquête de l'Europe entière, et le plus vertueux des pontifes, qui, livré à ses seules inspirations, aurait donné tout son sang pour étendre l'empire de l'Evangile sur toute la terre, préféra la possession de Rome à l'espérance de l'universalité de la foi chrétienne. A la lecture du bref par lequel le pape lui exposait les motifs et le vœu de sa rétractation au Concordat, Napoléon, qui avait oublié avec tant de générosité toutes les perfidies, toutes les trames du Saint-Siége pendant les guerres de la République en Italie et à l'époque de la campagne de Wagram, éprouva la plus juste comme la plus vive indignation. Aussi, le jour même de la réception de ce bref, le 25 mars, il y répondit par un décret qui substituait le métropolitain au souverain pontife, et prescrivait l'obéissance au Concordat dans tout l'Empire.

Cette grande négociation, échouée presque aussitôt que terminée, n'était pas d'un heureux augure pour la bonne foi des autres puissances de l'Europe. Effectivement une conjuration nouvelle les liait déjà toutes contre Napoléon, et elles se préparaient à violer vis-à-vis de lui non seulement tous les usages de la civilisation, mais encore les pactes les plus sacrés, en ajoutant à cette résolution la plus honteuse duplicité, comme on le vit d'abord par l'exemple de la Prusse engagée avec les cours de Londres, de Vienne et de Saint-Pétersbourg, même lorsque ses soldats marchaient sous notre drapeau. Il existait dans ce pays deux gouvernemens différens : le premier, représenté par le roi, paraissait servir loyalement l'alliance armée qu'il avait demandée à la France contre la Russie en mars 1812; le second, organe caché du *Tugendbund* prussien, était l'ame de la ligue germanique contre Napoléon. Il avait puissamment aidé, pendant la dernière guerre d'Autriche, les opérations du duc de Brunswick, du major Schill, et des autres chefs d'insurrection, qui, de concert avec l'Angleterre, cherchèrent alors à détruire dans le nord de l'Allemagne la domination française : en un mot, la lutte des cabinets pour renverser Napoléon était commencée.

Cependant, à son passage de Wilna à Paris, le duc de Bassano avait reçu à Berlin, du chancelier baron de Hardenberg, les protestations les plus vives sur la fidélité de son souverain à l'alliance : elles étaient journellement renouvelées au comte de Saint-Marsan, ministre de France. Indépendamment de ces assurances, l'annonce du remplacement du général Yorck, l'ordre de son arrestation et de sa mise en jugement, inséré dans la *Gazette de Berlin*, le désaveu de la conduite de cet officier et l'expression de l'indignation du roi, apportés aux Tuileries par le prince de Hatzfeld, le même à qui Napoléon avait fait grâce de la vie en 1807, semblaient devoir inspirer la confiance. Pour l'accroître encore, Frédéric avait chargé son envoyé extraordinaire de déclarer à l'Empereur qu'il était prêt à lever cinquante ou soixante mille hommes au service de la France, si on lui donnait de l'argent. Quelque envie que l'on pût avoir de chercher à excuser le roi, on ne saurait éviter de caractériser cette offre et cette demande de la manière la plus sévère; car, au lieu des quarante mille hommes auxquels l'avait réduit le traité de Tilsitt, il en comptait déjà quatre-vingt-quatre mille sous les armes, et trois semaines après il en eut deux cent mille. Toutefois le comte de Saint-Marsan et le maréchal Augereau

qui commandait un corps à Berlin, abusés par une certaine franchise de dehors, par une simplicité de mœurs qui est comme le type général des Allemands, écrivaient aussi au prince de Neuchâtel que le roi et son ministre n'étaient pour rien dans la capitulation de ses généraux; qu'il faudrait montrer au roi plus de confiance... Mais tout à coup un événement bien imprévu annonça le changement de système du gouvernement prussien. Le 22 janvier, on apprit à Berlin que Frédéric venait de partir pour Breslau. On prétendait que ce monarque avait craint d'être enlevé dans sa capitale, et qu'à Breslau, ville ouverte, il aurait plus d'indépendance pour maintenir au moins sa neutralité. Ce départ si brusque, au milieu d'un corps de l'armée française, put être interprêté aussi comme une défection devant l'ennemi. En réponse à l'insertion de la *Gazette de Berlin*, le 27, le général Yorck avait publié à Kœnisberg une déclaration où il disait que l'ordre de son arrestation lui avait été connu *d'après* un article inséré *dans quelques exemplaires* de la *Gazette;* mais que ni le général Kleist ni lui n'ayant été autrement informés de cette mesure, il conservait l'exercice du commandement et *des autres fonctions déterminées par l'ordre du cabinet du* 20 *décembre* 1812. Ces paroles expliquent assez

clairement que c'était en vertu des instructions de son gouvernement que le général Yorck avait signé, le 30 décembre, la convention de Tauroggen, dont la négociation avec le général Wittgenstein remontait au 15 du même mois; il avait eu le temps de rendre compte de cette circonstance, de demander des ordres et d'en recevoir. Le départ du roi pour Breslau fut également l'ouvrage de son cabinet, que devait gêner à Berlin la présence d'un corps d'armée français.

Le comte de Saint-Marsan avait suivi Frédéric à Breslau, et l'alliance y subsista encore en apparence. Ce fut même au nom de cette alliance et de la neutralité de la Silésie, que parurent dans cette ville, les 3, 9 et 10 février, les édits royaux qui appelaient aux armes toute la population virile de la Prusse. On ne pouvait recruter d'une manière plus palpable pour les ennemis de la France. Le 12, une proclamation du général Yorck fut publiée à Kœnigsberg : « Les représentans de la nation assemblés, disait-il, ont « décrété, outre l'armement général, l'organisa- « tion d'un corps de cavalerie pour renforcer l'ar- « mée. Citoyens de la Prusse, réunissons nos « efforts pour montrer à l'Europe ce que peut « produire l'amour pour le roi et pour l'indépen- « dance de la patrie. » Le 15 février, le baron

de Hardenberg disait à M. de Saint-Marsan, « que « tout ce qui se passait était un effet de la néces- « sité de sauver un coin de terre pour servir « d'asile au roi, et que le système n'avait point « varié. » Le ministre, le même jour, après avoir juré que son maître était resté invariable dans son système, et qu'aucunes ouvertures directes ni indirectes n'avaient eu lieu vis-à-vis de la Russie, communiquait, comme une idée du roi, à l'ambassadeur français, le projet d'une intervention de la Prusse entre les puissances belligérantes pour obtenir une trève d'après laquelle l'armée russe se retirerait derrière la Vistule, et l'armée française derrière l'Elbe, en remettant les grandes forteresses de l'Oder et la place de Dantzick aux troupes prussiennes. Une telle proposition était si dérisoire, qu'elle cachait effectivement un leurre et une démarche concertée avec les alliés. Le 17 février, nouvelles protestations de Frédéric sur sa persévérance dans ses engagemens envers la France, et sur sa résolution de fournir à l'empereur Napoléon le contingent promis de trente mille hommes; le 1er mars, ce prince signe son traité d'alliance avec la Russie. Bientôt une ordonnance émanée de Frédéric lui-même proclame l'innocence du général Yorck, le confirme dans son commandement, en mettant sous ses ordres,

comme une preuve de satisfaction et de la confiance illimitée du roi, les troupes du général Bulow, dont la trahison a livré le Bas-Oder aux Russes. Le 15 mars, l'empereur Alexandre arrive à Breslau, et dit au roi de Prusse: « Je jure de ne poser « les armes que quand l'Allemagne sera délivrée « du joug des Français. »

Dès lors sont tirés aux yeux de l'Europe tous les voiles de la défection prussienne. Le 17 mars, le baron de Krusemarch transmet au duc de Bassano la déclaration de guerre de la Prusse, et demande ses passeports. A cette nouvelle, Napoléon se repentit amèrement de sa générosité à Tilsitt envers une Maison toujours dominée par l'intérêt du moment, et si mobile dans sa politique. L'infidélité de la Prusse n'était que le prélude d'une convention signée le 19 mars à Breslau par le comte de Nesselrode et le baron de Stein pour la Russie, et pour la Prusse par le baron de Hardenberg et le général Scharnhorst : elle stipulait que tous les princes allemands seraient appelés à concourir sans délai à l'affranchissement de leur patrie, *faute de quoi ils seraient privés de leurs États*. L'indépendance des rois ne pouvait être attaquée d'une manière plus despotique, ni les liens sacrés des traités brisés avec plus de violence. Le vénérable roi de Saxe s'indigna de cette

tyrannie, qui était une atteinte aux droits des couronnes en même temps qu'un fatal exemple de rebellion donné aux peuples par des rois eux-mêmes : aussi, dès le 23 février, ce malheureux prince ne voulant pas trahir sa foi engagée à Napoléon, mais menacé de la perte de son trône par les proclamations d'un général russe, et craignant d'ailleurs de tomber, dans son propre palais, aux mains du partisan Brindel, était allé chercher un asile à Plauen, de là à Ratisbonne, et enfin à Prague, où il resta jusqu'à ce que la victoire de Lutzen lui eût rouvert les portes de sa capitale. D'autres articles du traité de Breslau portaient qu'un conseil central d'administration russe et prussienne gouvernerait les provinces conquises au profit des alliés; une armée de ligne, ainsi qu'une levée en masse, devaient en outre être organisées dans tous les Etats de la Confédération du Rhin. C'est alors que le maréchal Kutusoff s'empressa de déclarer, à Kalish, la dissolution de la Confédération du Rhin, et appela tous les Allemands à une véritable insurrection : « ... Que chacun, « disait-il, prince, noble ou d'un bas étage, « seconde de son bien et de son sang, de son « corps et de sa vie, de cœur et d'esprit, les pro- « jets d'Alexandre et de Frédéric. » Il menaçait ensuite *de la puissance des armes*, *prises si jus-*

tement, les princes parjures à la cause de l'Allemagne. Cette proclamation du maréchal Kutusoff, comme toutes celles qui furent alors répandues en Allemagne par Blücher, Wittgenstein, etc., rappelle les manifestes et souvent le langage de la Convention contre les rois; on y empruntait jusqu'aux mots sacramentels : *la liberté ou la mort.*

A la nouvelle de la désertion de la Prusse, Napoléon avait eu raison de dire : « *J'aime mieux un ennemi déclaré, qu'un ami toujours prêt à m'abandonner.* »

Ceci pouvait s'appliquer aussi à l'Autriche; car la convention de Kalish du 29 mars, entre M. de Nesselrode et M. de Lebzeltern, légalisa officiellement l'accord existant entre la Russie et l'Autriche. Cette convention était relative à l'armistice déjà conclu entre le prince de Schwartzemberg et M. Danstedt à Varsovie, et stipulait une nouvelle suspension d'armes quand la retraite des Autrichiens serait à peu près consommée. La dénonciation de l'armistice actuel serait motivée *par l'impossibilité dans laquelle se trouvent les alliés de laisser dans leurs flancs et à leur dos un foyer de mouvemens et d'insurrection, tel que l'offre l'armée polonaise sous le prince Poniatowski.* La présente transaction *restera à jamais secrète entre les deux cours impériales, et ne pourra*

de part et d'autre être communiquée qu'à S. M. le roi de Prusse uniquement. Tel fut le premier lien diplomatique qui associa les cours de Pétersbourg, de Vienne et de Berlin, dans la conjuration ourdie par l'Angleterre pour la ruine de Napoléon et la destruction de l'empire français. Tout ce qui suivit ce gage secret de la ligue des rois, convention de Dresde, congrès de Prague, congrès de Châtillon, ne fut que déception de la part de l'Autriche. Son parti était pris à Wilna, quand elle y envoya M. de Lebzeltern, et à Paris quand elle y envoya M. de Bubna et le prince de Schwartzemberg; à Vienne, quand elle y reçut, après le départ de sir Horace Walpole, M. de Stackelberg pour la Russie, et M. de Humboldt pour la Prusse. La preuve de cette assertion va ressortir de tous les faits suivans.

Cette puissance, qui, pendant que Napoléon était encore engagé dans les glaces de la Russie, où l'on espérait le voir enseveli avec son armée, avait pris une attitude menaçante, tenait un autre langage depuis le retour à Paris, et ne cessait de multiplier les protestations d'amitié. On disait à Paris au duc de Bassano, et à Vienne au comte Otto : « L'Autriche désire plus la paix « pour elle et pour l'Europe que pour la France. « Ce n'est pas l'empereur Napoléon qui en a le

« plus besoin; lui seul est intact, malgré ses per-
« tes; lui seul est en mesure de dicter la paix :
« il dépend de lui de rester un an sur la Vistule.
« Jamais les Russes ne franchiront cette bar-
« rière. » M. Lebzeltern parlait tout différemment à Wilna. Cependant l'Autriche manifestait l'intention de montrer un esprit de conciliation désintéressé, et demandait en conséquence la confiance de Napoléon. Bientôt, comme si les choses eussent été d'accord entre le beau-père et le gendre, elle déclara sa négociation ouverte avec l'empereur Alexandre, et couvrit ainsi d'une bonne apparence les intrigues qu'elle formait contre la France. Elle tirait de la position nouvelle qu'elle semblait avoir prise de notre aveu, la conséquence de ne pas augmenter son contingent *pour ne pas effaroucher nos ennemis qui s'adressaient à elle.*

Quelques jours après, M. de Metternich allait encore plus loin : « Tout ce que l'on demande à la
« France, disait-il, c'est de faire les plus grands pré-
« paratifs pour une nouvelle campagne. » Et afin d'assurer le maintien de l'alliance *par la coopération ostensible de la guerre,* il annonçait la mobilisation de soixante-dix mille hommes dans la Gallicie et la création de quarante-cinq millions de florins de billets de banque. Le cabinet de Vienne s'engageait à n'agir que comme il conviendrait à l'em-

percur Napoléon, et à ne pas faire un pas à son insu. Sans doute rien n'était plus perfide que d'exciter la France à une guerre que l'Autriche ne devait pas soutenir, et de négocier en secret à Wilna, à Vienne, à Breslau, tout en réclamant les droits de l'alliance. « Elle devait être éternelle, comme « les motifs qui l'avaient fait naître; c'était l'Au- « triche qui l'avait recherchée : elle avait bien ré- « fléchi avant. Si le cabinet avait à la refaire, il ne « voudrait pas la minuter autrement qu'elle n'est. » M. de Metternich ne s'arrêta pas là; et, comme s'il avait pu tout à coup se persuader que la France eût totalement oublié le séjour et la prépondérance de sir Horace Walpole à Vienne pendant la campagne de Russie, il annonça : « qu'il n'aurait « avec l'Angleterre de relations directes, que « quand il y serait autorisé par la France, et « qu'en conséquence il désignait au cabinet des « Tuileries le baron de Wessemberg choisi pour « la mission de Londres. »

La confidence de M. de Metternich fut entière au sujet de l'Angleterre. « Outre les sept millions « sterling qu'elle donne à la Russie, disait-il « encore, elle nous offre dix millions pour « changer de système. *Nous avons repoussé son* « *offre avec mépris*, quoique nos finances soient « dans le plus grand délabrement. Nos douanes

« sont à présent notre principal revenu. Nous « sommes sûrs de perdre cette branche lucrative « de nos finances, *si vous renoncez à votre sys-* « *tème d'exclusion des denrées coloniales...* »

Il était impossible de pousser plus loin les précautions de la trahison, que de paraître ainsi se rattacher par un intérêt spécial au blocus continental dont la destruction était le cri de ralliement de la Russie, de la Suède, de la Prusse, de l'Angleterre et de la conjuration germanique.

Telle était l'attitude officielle de l'Autriche vis-à-vis de la France, lorsque l'arrivée du prince de Schwartzemberg à Paris fut annoncée pour la fin de février. En sa qualité d'ambassadeur et de commandant du contingent autrichien, il devait servir la marche des négociations *et prendre les ordres de l'empereur Napoléon pour la campagne prochaine.* Mais l'armistice de Varsovie devait être pour Napoléon un écho de ce qui se passait à Breslau. Cette opération du prince de Schwartzemberg venait de découvrir, sans coup férir, le flanc droit de l'armée française, comme la convention du général Yorck avait livré le flanc gauche à la Russie. A l'imitation aussi de l'appel fait à Breslau, et avec la même perfidie d'intention, l'Autriche avait ordonné l'insurrection nationale par la levée de sa landwehr. Enfin, l'Autriche

avait articulé les grands mots d'*intervention* et ensuite de *médiation armée*. C'était par l'intermédiaire du cabinet de Vienne que les paroles de paix seraient écoutées de la Russie. Cette couleur était donnée à la mission autrichienne de Wilna, où avait été convenue l'évacuation de la Pologne par le contingent.

Dans l'attente où la cour de France était de l'arrivée du prince de Schwartzemberg, il parut au cabinet que l'ambassadeur Otto s'était laissé trop entraîner aux assurances de M. de Metternich. On n'avait pas le temps d'attendre qu'il fût détrompé : on fit aussitôt partir pour lui succéder le comte de Narbonne, aide de camp de l'empereur pendant la campagne de Russie. Il était à Vienne le 17 mars, douze jours avant le départ du prince de Schwartzemberg, qui, annoncé dès le 14 février, ne quitta Vienne que le 29 mars. Avant son arrivée, Napoléon savait déjà des nouvelles du comte de Narbonne. Dans les premiers jours de son séjour à Vienne, ce ministre avait découvert, avec une sagacité merveilleuse, les secrets de la politique autrichienne et les engagemens qui, peu de mois après, furent proclamés sous les noms de *quadruple alliance*. L'Autriche avait fait du chemin depuis la convention de Kalish. M. de Metternich prit avec M. de Narbonne le langage de mé-

diateur armé, caractère que la France était loin de lui accorder : il exigeait le sacrifice des départemens anséatiques ; il déclarait que l'Autriche ne se battrait ni pour les Polonais ni même pour conserver à Napoléon le titre de *protecteur de la Confédération du Rhin.*

L'Angleterre était satisfaite ; elle allait recueillir enfin les fruits de la rupture du traité d'Amiens, et sortir encore invulnérable des derniers champs de bataille où devaient être sacrifiés la France et Napoléon ; car, depuis cette époque, elle avait conçu l'idée d'étouffer le vainqueur sous le poids des trophées qu'il coûtait à l'Europe. La politique anglaise avait prononcé deux arrêts : refuser toujours la paix à la France, et armer toujours l'Europe contre la France. Napoléon n'ignorait pas cette inexorable fatalité attachée à sa grandeur ; aussi avait-il apprécié la valeur de la mission du baron de Wessemberg, et, bien que la cour de Vienne fût déjà agrégée à la conspiration britannique, il connaissait mieux qu'elle l'inflexibilité dont le cabinet de Londres, déjà à la tête des trois grandes puissances du Nord, saurait entourer la négociation que l'Autriche croyait pouvoir exploiter à son profit. Loin de vouloir prêter l'oreille à des propositions d'accommodement, l'Angleterre achetait avec un million sterling de subsides, et avec la promesse de

la Guadeloupe et de la Norwége, la coopération de Bernadotte qui devait commander trente mille Suédois et les vingt-cinq mille hommes du corps prussien de Bulow. A ce prix, Bernadotte, enfant de la France, Bernadotte que notre gloire a fait roi, portera les armes contre la patrie qui l'a élevé, contre le héros qui lui a permis d'occuper un trône et pardonné des conspirations tramées pour sa ruine.

Mais l'horizon politique s'obscurcissait chaque jour davantage. Du côté de l'Autriche, qui découvrait par degré ses pensées et ses prétentions, tout annonce la nécessité de renouer l'alliance par des victoires; d'un autre côté, la saison des combats venait de s'ouvrir, et les armées en marche entre le Rhin et l'Elbe donnaient à Napoléon le signal du départ. Le temps lui manque pour remplir le vœu du Sénat : le roi de Rome et l'Impératrice ne seront pas couronnés. Napoléon a reculé devant le luxe intempestif qui aurait distrait une partie de son trésor, dévoué tout entier aux besoins de la guerre. Cependant il veut laisser, pendant son absence, une garantie à l'empire, et il décerne solennellement, le 30 mars, la régence à Marie-Louise, à la petite-fille de Marie-Thérèse : souvenir héroïque, que rappelle à l'Impératrice la harangue du Sénat, et que tous deux ils doi-

vent bientôt oublier ! Napoléon a congédié M. de Bubna : ce négociateur est reparti pour Vienne avec des déclarations précises en échange de mensongères protestations ; car on a parlé à M. de Bubna de l'indépendance du royaume d'Italie, de celle de la Toscane, de celle des Etats romains, de celle de la Hollande au-delà du Rhin, et enfin des villes anséatiques, si l'on veut faire la paix générale. Ainsi, la France impériale ne serait plus que la France de la République, telle que le premier Consul l'avait trouvée. Napoléon a rendu M. de Bubna porteur d'une lettre qui ajoute une garantie à ses intentions pacifiques.

Enfin, le 13 avril, arriva le prince de Schwartzemberg ; il avait mis seize jours à venir de Vienne à Paris. L'Empereur partait le 15 : il reçut l'ambassadeur le 14 ; mais comme il avait tout dit à l'empereur d'Autriche dans sa lettre et à M. de Bubna, le nouvel envoyé ne fut pour lui que le commandant du contingent, et il lui adressa ces paroles :

« Je pars. Probablement du 22 au 25 avril « j'ordonnerai à votre lieutenant, le général Fri- « mont, de dénoncer l'armistice que vous avez « fait. Je serai de ma personne, dans les premiers « jours de mai, sur la rive droite de l'Elbe avec « trois cent mille hommes. L'Autriche pourrait

« porter à cent cinquante mille hommes votre « armée de Cracovie, en même temps qu'elle ras- « semblerait trente à quarante mille hommes en « Bohême; et le jour que j'arriverais sur l'Elbe, « nous débouchcrions tous à la fois contre les « Russes. C'est ainsi que nous parviendrons à « pacifier l'Europe. » Le prince de Schwartzemberg répondit « que si les instructions du major « général étaient envoyées au général Frimont, « il ne doutait point qu'on n'y obéît aussitôt. » Schwartzemberg paraissait trop tard. Grâce aux retards combinés de l'Autriche, l'épée de Brennus était déjà dans la balance; Napoléon venait de rentrer lui-même sous le joug de la fortune militaire, et sa volonté restait enchaînée jusqu'après le combat. Le 15, à une heure du matin, Napoléon voyageait sur la route de Mayence, où il arriva le 16, à minuit.

CHAPITRE II.

DÉPART DE MAYENCE. — SUITE DES AFFAIRES D'AUTRICHE. — COMBAT DE WEISSENFELS. — BATAILLE DE LUTZEN.

Pendant huit jours de prodiges, Napoléon parvient à organiser tous les corps de la nouvelle armée que la France venait d'improviser. Le 25 il était à Erfurt, et transférait son quartier général à Auerstaedt. Le prince de la Moskowa marchait sur Hambourg, le comte Bertrand sur Iéna, le duc de Reggio sur Saalfeld, le duc de Raguse se trouvait à Veissenzée, et le vice-roi s'avançait sur Hall et sur Merseebourg; la garde impériale était à Weimar. En parcourant une route jalonnée par tant de souvenirs glorieux pour la France, Napoléon reçut les acclamations de la jeune armée qu'il ne connaissait pas encore. Il s'arrêtait pour assister lui-même à la distribution des premières armes qu'elle eût portées. Napoléon, passant lentement au travers de leurs

longues colonnes, parlait à ses nouveaux soldats et les encourageait. Bientôt tous l'eurent vu; tous étaient certains de vaincre avec lui, et lui de vaincre avec eux.

Cependant, l'ambassadeur d'Autriche, dans de fréquentes conférences à Paris avec le duc de Bassano, avouait hautement le système de la médiation armée. Cette déclaration, à laquelle il était difficile de s'attendre, avait été provoquée par le zèle imprudent du comte de Narbonne à demander des explications catégoriques sur la question de savoir si le corps auxiliaire restait toujours à la disposition de Napoléon. M. de Metternich, forcé dans ses retranchemens, avait fait une réponse négative. Ainsi fut perdu tout l'effet de la sage circonspection employée par le cabinet de France pour empêcher l'Autriche de lever le masque. Dès lors le prince de Schwartzemberg garda de jour en jour moins de ménagemens; il alla même jusqu'à dire au duc de Bassano, qui cherchait à trouver dans le lien de famille la raison nécessaire de l'indissolubilité de l'alliance : « *La politique a fait le mariage; la politique pourrait le défaire.* » Le duc de Bassano ne transmit point à l'Empereur les paroles du prince de Schwartzemberg : aussi Napoléon, à son arrivée à Erfurt, ordonna au général Fri-

mont de dénoncer l'armistice, et fit écrire au comte de Narbonne qu'il comptait sur le contingent, et qu'il agréait Prague pour un congrès : « ... Je veux la paix, disait-il, mais non une paix « offerte comme une capitulation. Je la veux « sur des bases que je comprenne, et qui ména- « gent les intérêts permanens de la France. » Le 29, Napoléon quitta Erfurt à la tête de quatre-vingt mille hommes ; le vice-roi manœuvrait avec quarante mille hommes pour opérer sa jonction. Ainsi, dès le lendemain, nous allions déployer cent vingt mille hommes devant les alliés, qui croyaient encore n'avoir plus à détruire que les débris échappés de la Russie.

L'Empereur avait ordonné la réunion du corps du maréchal Ney à Weissenfels. L'avant-garde, sous les ordres du général Souham, reçut et repoussa vigoureusement les charges de sept mille hommes de cavalerie russe commandée par le général Landskoi, et l'ennemi évacua toute la rive gauche de la Saale. Le même jour, le mouvement général s'exécutait sur toute la ligne française. Le duc de Tarente emportait Mersebourg de vive force, et en chassait par une juste représaille les Prussiens d'Yorck qui avaient déserté ses rangs sur le Niémen. Le général Bertrand entrait à Bernbourg et se rendait maître du pont d'Iéna. Le duc de

Raguse occupait Kosen, et le duc de Reggio Saalfeld. La direction générale était sur Leipsick par Lutzen. Le maréchal Ney devait s'y porter de Weissenfels, et le vice-roi, de Mersebourg.

Le 1er mai, le corps du prince de la Moskowa se mit en opération. La division Souham, soutenue de la cavalerie du comte de Valmi, et suivie des divisions Girard et Marchand, força les défilés de Poserna que défendaient quinze mille chevaux, une forte artillerie et une division d'infanterie sous les ordres du général en chef Wittgenstein. L'ennemi appela vainement deux nouvelles divisions de cavalerie et une batterie de vingt pièces. Une batterie de douze de la garde impériale, dirigée par le général Drouot, fit reployer les Russes, et le corps du maréchal Ney continua son mouvement, le général Souham sur Lutzen, le général Girard sur Pégau. Mais le succès coûta des larmes à Napoléon; au commencement de l'action, un coup de canon tua le duc d'Istrie qu'il avait envoyé reconnaître l'ennemi: il fut profondément affecté de la mort de ce vieux témoin de ses exploits d'Italie et d'Egypte. Réduit, faute de cavalerie, à ne point poursuivre l'armée ennemie, et par conséquent à ignorer sa direction, Napoléon marchait en quelque sorte à l'aventure, et, dans la nuit du 1er au 2 mai, il occupa

avec la vieille et la jeune garde la petite ville de Lutzen, célèbre depuis deux siècles par la victoire et la mort de Gustave-Adolphe. Ce souvenir héroïque ne pouvait échapper à Napoléon : la jeune garde bivaqua non loin de la ville, sur la route de Leipsick, autour du monument élevé à la mémoire du vainqueur des impériaux.

La gauche de l'armée française s'appuyait à l'Elster et à l'armée du vice-roi, dont le quartier général était à Mersebourg. Le centre obéissait au prince de la Moskowa, qui s'était établi dans les villages de Kaya, de Gros-Gorschen, de Klein-Gorschen et de Rahna. La droite était sous les ordres du duc de Raguse, aux défilés de Poserna. Le général Bertrand se dirigeait de Nossen sur cette position. Le duc de Reggio marchait de Naumbourg sur Weissenfels, et le général Lauriston occupait Kubersdorff à l'extrême gauche. Le gros de l'armée française se tenait entre le Flossgraben et la Luppe, en avant de la route de Weissenfels à Leipsick. L'avant-garde du prince de la Moskowa était à Gros-Gorschen, sur le chemin de Lutzen à Pégau, par où l'ennemi avait débouché à l'insu de l'armée impériale. Le maréchal ne se doutait pas que les alliés fussent aussi près de lui. L'Empereur et nos troupes croyaient aller prendre les quartiers à Leipsick.

Digitized by Google

Dans la même nuit, l'ennemi, bien instruit de la marche confiante des Français, avait fait ses dispositions. Le comte de Wittgenstein avait ordonné le mouvement des deux armées russe et prussienne sur la rive gauche de l'Elster. Elles formaient ensemble une masse de cent cinq mille combattans, soixante mille Russes et quarante-cinq mille Prussiens, et d'un cinquième plus forte que l'armée française. Elles débouchèrent de Rotha et de Zwiekau, et franchirent l'Elster à Pégau et à Zeitz. Le général Yorck conduisait l'aile droite, le général Blücher le centre, et le comte de Wittgenstein, successeur du vieux Kutusoff-Smolenski, tombé mort à Buntzlau, en Lusace, s'était réservé le commandement de l'aile gauche, avec l'intention d'attaquer la droite de Napoléon dans sa marche sur Leipsick, et de le renfermer entre trois rivières, l'Elster, la Saale et la Luppe. A onze heures du matin, l'armée alliée était en bataille, la droite à Werben, la gauche à Domsen. Elle avait couché à trois lieues de nous.

Napoléon, cependant, n'avait d'autre but que de livrer la grande bataille qui devait lui ouvrir les portes de Dresde et le rapprocher de la Bohême, en transportant en Silésie le théâtre de la guerre. Dans cette double espérance, il ordonna au général Lauriston de se porter sur

Leipsick, et il fit écrire au prince Poniatowski de soutenir le contingent autrichien dont on ignorait encore la défection définitive. Il quitte Lutzen à neuf heures, accompagné du maréchal Ney qui était venu recevoir ses ordres. Dans la route on aperçoit la fusillade de l'avant-garde du général Lauriston autour des premières maisons de Leipsick. Au moment où l'Empereur, qui a mis pied à terre pour juger de la résistance de l'ennemi, fixe son attention sur ce point, une épouvantable canonnade se fait entendre du côté de la position où les troupes du prince de la Moskowa ont passé la nuit. Le maréchal part; bientôt des aides de camp accourent pour apprendre à Napoléon que toute l'armée alliée nous attaque. Aussitôt le grand capitaine, changeant ses dispositions, accepte le champ de bataille de l'ennemi; il charge le vice-roi, qu'il venait de revoir pour la première fois depuis leur cruelle séparation après les désastres de Russie, d'aller prendre le commandement de la gauche, et de diriger sur le feu le duc de Tarente. « *Il vous faut trois heures pour ce mouvement,* lui dit-il; *partez; le sort de la bataille en dépend.* » Il prescrit au duc de Raguse de tenir la droite, et de marcher à travers champ à l'ennemi; le général Bertrand, plus en arrière, doit le seconder. Bientôt toutes les troupes en colonnes sur la

route de Leipsick, entre Markrandstadt et Lutzen, s'arrêtent, se forment en ligne, et, par une rapide conversion à droite, s'élancent dans la plaine au secours du maréchal Ney. La vieille garde avait déjà rétrogradé, et le duc de Trévise, à la tête de la jeune, s'avançait pour soutenir le maréchal. Celui-ci reçoit l'ordre rigoureux de résister seul à l'armée ennemie pendant les trois heures nécessaires à l'accomplissement du mouvement général. Drouot est déjà sur le champ de bataille; il précède Napoléon qui se porte vivement au feu, à la tête de la cavalerie de sa garde. Toute l'artillerie de la garde et de la ligne se tient prête à marcher. « *C'est une bataille d'Égypte*, dit Napoléon; *nous n'avons pas de cavalerie, mais une infanterie française avec de l'artillerie doit suffire.* »

Les Russes avaient déclaré à Dresde *que leur guerre était finie;* ce qui voulait dire que c'était aux Prussiens à prendre le fardeau de leur nouvelle alliance. Averti par ces paroles de ce qu'on attendait de lui, Blücher en première ligne avait commencé l'attaque sur les villages qu'occupait le prince de la Moskowa, et qui allaient devenir le centre de l'action. Une résistance inattendue l'avait forcé de déployer toutes ses forces, et d'appeler l'armée du général Yorck : enfin Witt-

genstein, se trouvant à son tour surpris par une grande bataille, dut faire marcher sa réserve. Ainsi les conscrits du maréchal Ney ont d'abord mérité que cent mille hommes s'ébranlent contre eux. Vainement l'ennemi cherche, suivant son premier projet, à déborder à la fois la gauche de l'armée française et la droite, où le duc de Raguse venait d'entrer en ligne, et à gagner la route de Weissenfels : il est arrêté dans le village de Starsiedel par la division de marine du général Compans. Ces intrépides marins voient échouer contre leurs carrés sept charges successives de vingt-cinq mille hommes de cavalerie. Cependant le grand effort de l'ennemi a lieu sur le centre : quatre des cinq divisions du maréchal Ney soutiennent à elles seules tout le choc des Prussiens ; ils ont enlevé le village de Kaya après un combat des plus acharnés. Nos conscrits en désordre, mais non pas en fuite, cherchaient à se rallier dans la plaine ; l'Empereur arrive : sa présence les ranime, et le comte de Lobau les ramène à l'attaque de Kaya, sous la protection de la garde que l'Empereur a ordonné de disposer en échelons entre ce village et Lutzen. La position est reprise sous les yeux de Napoléon, qui, faisant relever les troupes fatiguées, pressant l'arrivée des renforts, reformant lui-même nos rangs ébranlés, conservant

toujours au besoin des lignes intactes, prévoit, commande, répare, et conduit tout au sein de la plus affreuse mêlée.

Cette lutte sanglante durait depuis plus de deux heures, lorsqu'on commença enfin à apercevoir la poussière et les premiers feux du général Bertrand qui entrait en ligne à la droite du duc de Raguse. Dans le même moment, sur la gauche, le prince vice-roi opérait la plus importante diversion, et le duc de Tarente, attaquant les réserves de Wittgenstein, menaçait sa droite. Ce double mouvement inattendu, qui mettait soudainement en sa présence des troupes que l'ennemi croyait avoir coupées du champ de bataille, ne lui laissa plus entrevoir de salut que dans une charge désespérée sur le centre de l'armée française, et pour la seconde fois il emporta le village de Kaya. Notre centre fléchit, dit le bulletin; mais cette valeureuse jeunesse, se ralliant tout à coup à la voix de Napoléon, s'ébranle de nouveau en criant: *Vive l'Empereur!* Napoléon voyait tomber à ses côtés une foule d'officiers et de soldats. Jamais il ne s'exposa plus volontairement et davantage; il sentait la nécessité de gagner cette première bataille, soit pour étonner encore l'Europe, soit pour rassurer la France. Au milieu de l'épouvantable tempête qui éclatait autour de lui, il jugea que le mo-

BIBLIOTECA NAZIONALE VITTORIO EMANUELE III
NAPOLI

dats, vingt-cinq mille hommes de la première cavalerie de l'Europe, et une immense artillerie, con-

Digitized by Google

ment qui décide de la victoire ou de la défaite était arrivé. A l'instant le comte de Lobau reçut l'ordre de se porter avec seize bataillons de la jeune garde sur Kaya, *de donner tête baissée, et de faire main basse sur tout ce qui s'y trouverait :* en même temps quatre-vingts pièces de l'artillerie de la garde partirent au galop, et, couvrant le plateau qui dominait le village, protégèrent par un feu terrible l'intervalle du front qu'allaient occuper les corps de Raguse et de Bertrand. Mais les seize bataillons du comte de Lobau, dont le premier choc avait forcé les Prussiens, ne purent résister à celui de nouvelles troupes et de toute la garde prussienne; ils durent évacuer le village où l'ennemi rentrait pour la troisième fois. Les Français s'arrêtèrent à cinquante pas, et s'étant reformés froidement à la voix du duc de Trévise et du comte Lobau, ils se précipitèrent avec une intrépidité sans égale dans Kaya, où ils combattirent corps à corps à l'arme blanche; c'est là qu'ils restèrent victorieux sur les débris sanglans des réserves prussiennes. Mais déjà les têtes de colonnes de la vieille garde, infanterie et cavalerie, étaient en vue, et nous avions gagné la bataille. Les alliés perdirent la journée de Lutzen avec deux armées de vieux soldats, vingt-cinq mille hommes de la première cavalerie de l'Europe, et une immense artillerie, con-

tre quelques divisions de conscrits armés de la veille. Avec ses cinq divisions et quelques centaines de chevaux badois et hessois, le maréchal Ney avait résisté pendant trois heures à tous les efforts des armées combinées. De son côté, le vice-roi avait doublement contribué à la victoire, soit en culbutant l'aile droite d'Yorck, soit en coupant à l'ennemi toute retraite sur Zwenckau. Le défaut de cavalerie et la prévoyance de Napoléon, qui savait qu'une partie de celle de l'ennemi était encore intacte, nous empêchèrent de poursuivre les vaincus. Il fit plus, il voulut visiter les avant-postes pour s'assurer de la manière dont l'armée se gardait. Grâce à cette prudence, nos soldats, surpris d'abord, sur les neuf heures du soir, par une irruption subite de la cavalerie des alliés, la repoussèrent partout et remportèrent un nouveau succès.

Napoléon n'attachait qu'une grande influence morale et politique à cette victoire sans prisonniers et sans poursuite; mais elle était d'autant plus honorable, qu'ayant été assailli en marche par toute une armée, il n'avait pu engager que le tiers de ses forces, et qu'il avait triomphé avec des jeunes gens qui maniaient des armes pour la première fois.

Cependant, malgré le sentiment de supériorité

qui résultait pour lui de cette vérité, Napoléon, qui connaissait enfin le changement subit que l'imprudence du comte de Narbonne avait produit dans la conduite politique de l'Autriche à l'égard de la France, ne quitta pas Pégau sans faire connaître toute sa pensée à cet ambassadeur. Il conçut en même temps, au lieu de s'aveugler par l'incroyable succès de Lutzen, la pensée d'une démarche que peu de jours après il fit faire à Dresde auprès de l'empereur Alexandre.

CHAPITRE III.

NAPOLÉON A DRESDE. — DÉPART DU PRINCE EUGÈNE POUR L'ITALIE. — ARRIVÉE DE M. DE BUBNA A DRESDE. — POSITION DES DEUX ARMÉES. — DÉPART DE DRESDE. — BATAILLE DE BAUTZEN ET DE WURSCHEN. — COMBAT DE REICHEMBACH.

Le comte de Wittgenstein avait résolu de gagner les bords de l'Elbe, où il voulait attendre la seconde armée russe que le général Barclai de Tolly amenait de Pologne. Les Prussiens se retirèrent par Borna et Colditz sur Meissen. Le prince vice-roi, qui précédait l'Empereur, la garde et les corps de Macdonald et de Marmont, marcha sur Borna, où il passa la nuit du 4 au 5 mai. Les Russes opérèrent leur retraite par Altenberg et Wilsdruf vers Dresde, ayant à leur tête les deux souverains alliés. Le général Bertrand les suivit par Chemnitz et Freyberg. Le général Lauriston poussait devant lui, sur la route de Leipsick à Dresde, les Prussiens de Kleist, que le jour de la bataille il avait chassés de Leipsick. Le maréchal Ney avait sa direction vers l'extrême gauche, sur Wittem-

berg et Torgau : c'est la route de Berlin. Le maréchal Victor et le général Sébastiani devaient se réunir au maréchal Ney, dont les forces seraient complétées à trente mille hommes ; les opérations de cette armée allaient se combiner avec celles du maréchal Davoust, qui, averti le 7 du mouvement sur Berlin, était chargé de s'emparer de Hambourg à tout prix.

Ainsi, Napoléon s'avançait sur Dresde et menaçait Berlin. Cette dernière expédition, qui est sa pensée dominante depuis la victoire de Lutzen, renferme non seulement le secret de la prochaine bataille, mais, si elle réussit, elle déplacera le théâtre de la guerre pour le porter sur la Vistule.

Après plusieurs avantages que le vice-roi remporta sur le général Miloradowitch, les 5, 6 et 7 mai, le général Bertrand eut l'ordre d'entrer à Dresde, où les souverains alliés s'étaient fait précéder le 4 par le bruit d'un succès complet. L'arrivée successive des nombreux convois de blessés russes et prussiens commença à dissiper l'illusion que la retraite d'Alexandre et de Frédéric-Guillaume, et plus encore l'incendie de tous les ponts de la ville à l'approche de notre avant-garde, ne tardèrent pas à détruire entièrement. Aussitôt le général Grundler prit possession de la ville vieille. Bientôt survient le vice-roi ; Napoléon arrive une

heure après, et pardonne aux habitans leur indigne conduite envers nous, en faveur de leur roi. De justes griefs cependant s'élevaient contre ce prince, retiré à Prague par les conseils et sous l'influence de l'Autriche, avec laquelle, à la vérité, il n'avait encore contracté aucun engagement écrit. La fermeté du langage de Napoléon et la droiture de son allié ramenèrent bientôt les choses à leur état naturel.

Le 12 mai, le roi de Saxe rentra dans sa capitale. L'Empereur alla au devant de lui à trois quarts de lieue, et le reçut au milieu de la garde impériale, qu'il avait retenue pour imprimer plus de solennité à un retour si important dans ces circonstances. Le roi de Saxe, réuni aux alliés, aurait pu entraîner la défection de l'Allemagne, tourner contre nous son peuple et son armée; rattaché à notre cause, il maintenait par son exemple toute la Confédération, rassurait par sa présence la Pologne envahie, mais non pas affranchie du serment d'obéissance qu'elle lui avait prêté, et nous donnait encore des forteresses, des positions et des auxiliaires. Napoléon voyait en outre dans ce retour la preuve que le cabinet autrichien n'avait pas pris jusqu'alors de parti décisif, puisqu'il laissait sortir de Prague le roi de Saxe, pour venir se mettre à Dresde entre ses

mains, lui et son royaume : ainsi donc, malgré son attitude menaçante de médiateur armé, ce cabinet se condamnait à un système de réserve. Pour accroître encore cette disposition d'un ennemi caché, Napoléon se hâta d'envoyer en Italie le prince vice-roi qui avait fait prendre une si haute idée de lui aux coalisés dans l'expédition de Moskou et dans les deux retraites de cette campagne. Le motif de ces résolutions de l'Empereur était la nécessité bien sentie d'appuyer par des démonstrations vigoureuses, soit le déploiement des grands moyens qu'il avait préparés depuis les remparts de Hambourg jusqu'aux rives du Pô, soit ses négociations avec la maison d'Autriche, de plus en plus chancelante dans sa fidélité à notre alliance. Cependant il était résulté des confidences du roi de Saxe à Napoléon, et des lettres saisies à Dresde, une nouvelle certitude de la secrète union qui liait étroitement M. de Metternich au comte de Nesselrode, par l'intermédiaire de M. de Stakelberg, et l'Autriche à la ligue du Nord contre la France. On devait à la police de l'armée des preuves bien autrement positives des sentimens plus qu'équivoques, pour ne pas dire hostiles, du cabinet de Vienne; mais, non moins influente au dehors que le retour miraculeux de Napoléon à Paris, après les revers de

Russie, la victoire imprévue de Lutzen était venue modifier pour le moment la politique autrichienne. Rassuré, disait-on, par le succès que l'on se plaisait à regarder comme un gage de paix, on s'est hâté de dépêcher M. de Bubna à Dresde et M. de Stadion auprès des alliés. Dans la lettre de M. de Bubna : « Le médiateur, écrivait l'empereur « d'Autriche à son gendre, est l'ami de Votre « Majesté... Il s'agit d'asseoir sur des bases ine- « branlables la dynastie que vous avez fondée et « dont l'existence s'est confondue avec la mienne. » Malgré ces belles protestations, l'Autriche ne craignait pas de révéler ses prétentions sur l'Illyrie, la Pologne et la Bavière. Napoléon vainqueur ne saurait accepter des conditions que plusieurs défaites de son armée auraient à peine motivées ; et en même temps pressé par les événemens qui ne lui permettent pas de suivre les ouvertures diplomatiques de l'ambassadeur, il adhère à la proposition d'un congrès, et part pour son avant-garde. Mais dans la route, ne voulant pas rouvrir encore la lice des combats, et laisser planer sur sa tête le reproche d'avoir fait couler de nouveau le sang humain avant d'avoir employé tous les moyens de conjurer ce malheur, il prescrit au prince major général d'envoyer demander aux avant-postes si on consentait à recevoir le duc de Vicence, qui était chargé de

traiter pour un armistice. Depuis Campo-Formio, sa constante habitude avait été d'offrir la paix après la victoire; on ne saurait refuser l'éloge dû à cette sage politique ou à cette modération si rare dans la vie des princes favorisés par le sort des armes. Ici de graves considérations imposaient à Napoléon, comme une nécessité, une démarche que les exemples de sa conduite passée couvriraient d'un voile honorable. Porté à croire que l'empereur Alexandre s'empresserait de saisir l'occasion de se venger avec éclat de la diversion des Autrichiens pendant la campagne de Russie, il avait senti que le moment présent était le seul où l'on pourrait s'adresser directement à ce prince : en effet après la bataille, et quel qu'en fût le résultat, il serait impossible d'arriver à lui autrement que par l'intermédiaire de l'Autriche. L'admission de son plénipotentiaire au camp russe était donc pour Napoléon l'unique moyen d'échapper à la médiation armée de l'Autriche, et à une rupture avec cette puissance. Mais Napoléon voulait obtenir deux choses bien difficiles : dénouer la ligue du Nord et garder ses alliés. Il prévoyait le fatal isolement où le précipiterait tout à coup le système de défection dont le cabinet de Vienne tenait tous les élémens, aussitôt que l'Autriche se

trouverait assez forte pour parler militairement aussi haut que la Russie et la Prusse. Ces considérations pressantes justifiaient assez l'impatience que Napoléon montra toute cette journée, soit à Dresde, soit à son quartier général de Harta, où il attendit vainement la réponse à son parlementaire. Le silence de l'empereur Alexandre lui prouvait suffisamment l'influence du comte de Stadion, et il mesura toute l'étendue des périls de sa position.

Cependant, d'après les ordres qu'il avait donnés à l'armée, et surtout d'après la marche rétrograde que le maréchal Ney avait faite de Luckau sur Bautzen, jamais Napoléon ne fut plus certain du résultat de la bataille qu'il allait livrer. « Si nous « étions d'un mois plus vieux, disait-il à Harta, je « ne demanderais jamais une plus belle occasion « de finir les affaires du monde les armes à la « main; car j'aurais de la cavalerie. Si j'en avais, « je ne leur proposerais pas d'armistice; ils sont « loin de s'attendre à ce qui va leur tomber sur « le corps. »

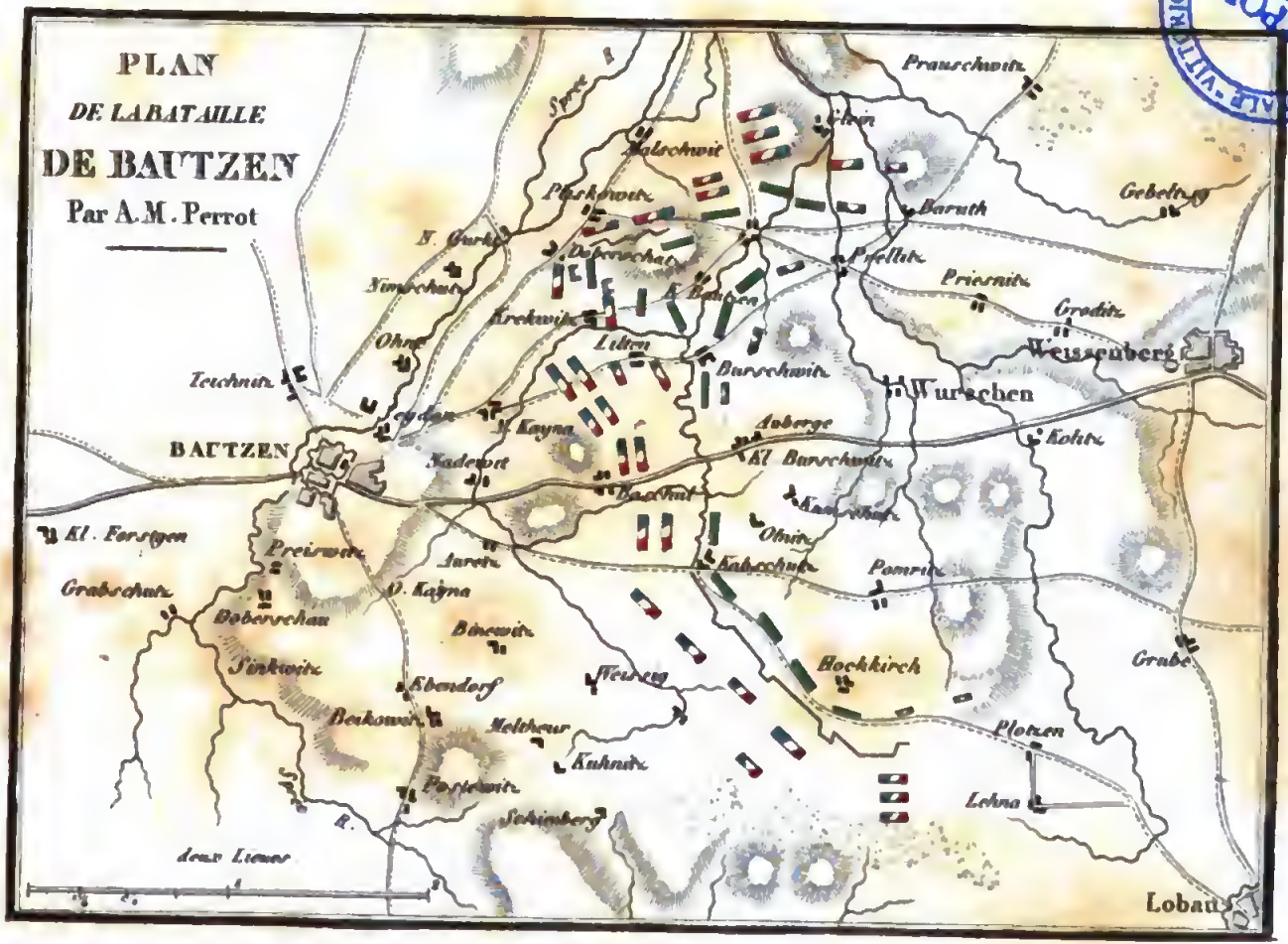
Pendant ces graves délibérations de Napoléon avec lui-même, notre armée continuait son mouvement, et marchait au devant de l'armée ennemie ralliée tout autour de Bautzen, où le duc de Tarente n'avait pu pénétrer. Parti de Harta le

19 mai, dans la matinée, Napoléon s'était arrêté au village de Bischoffswerda, brûlé pendant la poursuite de Lutzen; il fit distribuer des secours aux incendiés. Il se rendit ensuite aux avant-postes, d'où il ne revint que fort tard à son quartier général de Kleinfortsgen. Il a reconnu, des hauteurs qui dominent la Sprée, les deux positions des ennemis : leur gauche s'appuie sur Bautzen, petite ville qu'ils ont crénelée; elle soutenait leur centre; leur droite s'est formée entre Pliskowitz et Kreckwitz, sur des mamelons fortifiés qui, en 1758, servirent de refuge à Frédéric-le-Grand, battu par le maréchal Daun. Une forte arrière-garde occupe le couvent de Marienstern. Le front des coalisés, protégé par la Sprée, s'étend sur une lieue et demie de terrain. A trois mille toises en arrière, au village d'Hochkirch, s'ouvre l'enceinte d'un vaste camp retranché, présentant, autour de trois villages, une masse de défense que des travaux liés entre eux par des ravins et des marécages rendent formidable.

L'apparition subite, à Hoyerswerda, du corps de Lauriston, qui couvrait la marche du prince de la Moskowa, dans le dessein de tourner la position de l'ennemi, avait surpris le généralissime comte de Wittgenstein; mais, estimant que ce corps ne comptait guère plus de vingt-cinq mille

hommes, il se contenta de faire avancer à sa rencontre le général Barclai de Tolly avec dix-huit mille Russes, et le général Yorck avec douze mille Prussiens. Les Russes prirent position à Klix, et les Prussiens à Weissig : ce village devint le théâtre d'un combat assez important.

Le comte Bertrand avait reçu l'ordre d'envoyer à Kœnigswartha la division italienne du général Péry, pour maintenir la communication avec les corps qui se portaient de Luckau et de Dobrilugk sur Hoyerswerda. Mais cette division, ayant négligé de s'éclairer, s'était vue assaillie par le général Yorck, culbutée et dispersée. Le maréchal duc de Dalmatie s'y transporta, et rétablit les affaires. Le comte de Valmy, accouru rapidement avec sa cavalerie au secours de la division italienne, l'avait ralliée; il reprit le village de Kœnigswartha, pendant que le général Lauriston attaquait Weissig. Après trois heures d'une lutte opiniâtre, le passage de Klix, défendu par les Russes, fut forcé; le village de Weissig emporté, et le corps d'Yorck rejeté sur la rive droite de la Sprée. Cette action eut pour résultat l'occupation de la position de Weissig, où Lauriston coucha, et l'arrivée du prince de la Moskowa à Makersdorf. Le général Reynier soutenait le maréchal Ney, à une lieue en arrière, et le contre-mou-



BIBLIOTECA NAZIONALE VITTORIO EMANUELE
NAPOLI

Digitized by Google

vement, opéré par le prince de la Moskowa, avait réalisé les craintes du comte de Wittgenstein. En effet, la droite des ennemis se trouvait débordée par trois corps de l'aile gauche de l'armée française, tant sur Preititz et Klein-Bautzen que par Baruth et Wurschen.

Dans la soirée du 19, l'Empereur apprend qu'on a refusé verbalement de recevoir le duc de Vicence. Il ne reste donc plus qu'à combattre. Napoléon prend ses dispositions définitives pour la journée du lendemain, et avec d'autant plus de confiance, que la canonnade qu'il a entendue sur la gauche, du côté de Weissig, lui annonce que ses ordres sont exécutés. Le 20 mai, à huit heures du matin, il se place sur une hauteur, en arrière de Bautzen, et ordonne aux quatre corps d'armée de franchir la Sprée, par différentes directions. Le duc de Reggio, qui commande la droite, doit attaquer les hauteurs où s'appuie la gauche de l'ennemi; le duc de Tarente passera entre les montagnes de Bautzen, pour soutenir le duc de Reggio; le duc de Raguse jetera un pont de chevalets, et fera son mouvement au-dessous de la ville, malgré le feu des Prussiens. En seconde ligne s'avancent les réserves et la garde, le duc de Trévise à leur tête; à notre gauche, le général Bertrand menace l'aile droite

des alliés, que conduit le maréchal Blücher. Le duc de Dalmatie dirige et accorde toutes ces opérations sous les yeux de Napoléon, tandis que le prince de la Moskowa, avec les généraux Reynier et Lauriston, doit tourner l'ennemi, et se porter d'abord vers Wurschen où est le grand quartier général des alliés, et de là sur Weissemberg. A midi, les Français sont de l'autre côté de la Sprée. Le général russe Miloradowitch, chassé par le duc de Tarente, est obligé d'évacuer Bautzen. Le duc de Reggio a culbuté Gortschakow, et gagné les montagnes; la cavalerie ennemie est canonnée jusqu'au défilé de Niedguritz. Cependant le général Kleist, pressé par le duc de Raguse, entretenait un feu terrible le long de la Sprée, sur les hauteurs de Nider-Kayna, où il avait pour lui tout l'avantage du terrain. La nécessité de conserver ce point central décide le maréchal Blücher, qui voit le combat des collines de Kreckwitz, à envoyer au général Kleist un renfort de trois mille hommes d'infanterie, et à garnir les défilés de Niedguritz d'une infanterie et d'une artillerie nombreuses, afin d'empêcher les Français de déboucher. Le général Kleist se maintient jusqu'à la nuit entre le corps du prince de la Moskowa et le gros de l'armée française; mais pris en flanc à sa gauche par la division Bonnet, qui avait défilé de Baut-

zen, le général prussien opère sa retraite, et abandonne la position de Nider-Kayna au général Bonnet, qu'il a eu en tête depuis la première attaque. A sept heures du soir, l'ennemi était rejeté sur sa seconde ligne, et l'armée française, maîtresse des hauteurs qu'avait occupées l'armée combinée, venait de rendre inutile une partie des travaux de campagne élevés par les ennemis. Blücher seul était resté à Kreckwitz, où il se croyait inexpugnable.

Non moins prévoyant qu'à Lutzen, Napoléon fait bivaquer en carrés les troupes des ducs de Reggio, de Tarente, de Raguse et de Dalmatic, la garde impériale et la cavalerie du général Latour-Maubourg, et leur accorde quelque repos qu'il ne partage pas : toute la nuit se passe à donner des ordres. Le 21 au matin, le duc de Reggio se trouve aux prises avec les alliés, qui, pour n'être pas coupés de la route de Lobau et débordés à Hochkirch, ont posté tous leurs renforts de ce côté. Napoléon avait parcouru la veille la position ; il la reconnut encore avec soin, et suivant une de ces inspirations qui ont tant de fois caractérisé son génie sur les champs de bataille, il résolut de frapper le coup décisif sur la droite des ennemis, et de confier cette opération au prince de la Moskowa. Le mouvement qu'avait médité Napoléon

ne pouvait être exécuté avant midi. Il fit annoncer sur toute la ligne que l'attaque générale aurait lieu à une heure, et que la bataille serait gagnée à trois. En attendant, les ducs de Reggio et de Tarente reçurent l'ordre d'entretenir l'action contre le corps de Blücher, sur lequel Wittgenstein attachait toute son attention comme sur le point principal de l'affaire. Cette disposition de l'Empereur avait pour but d'empêcher sa gauche d'être tournée par l'ennemi, et de masquer notre véritable attaque. D'un autre côté, le prince de la Moskowa se dirigeait avec toutes ses troupes sur Preititz, tandis que Napoléon se réservait de tenir en échec le centre et la gauche de l'ennemi.

Cependant, à l'extrême droite, le duc de Reggio, obligé de céder à des forces supérieures, avait perdu ses positions, et se voyait vigoureusement ramené. Au même moment, le duc de Tarente, jugeant que ce mouvement de retraite devait compromettre sa division d'avant-garde, envoie ordonner au général Gérard de se retirer; mais ce général, au contraire, demanda une brigade de plus au duc de Tarente, et tenta avec tant d'audace et d'habileté une attaque commencée sous ses yeux par le brave colonel Labédoyère, commandant le 112e régiment, que deux heures après, le corps de Gérard avait repris les

positions. Pendant que ce succès rétablissait l'offensive contre la gauche de l'armée alliée, et que les ducs de Raguse et de Dalmatie cherchaient au centre à pousser sur Würschen le général Miloradowitch, le prince de la Moskowa culbutait les Russes au village de Klix, passait la Sprée, et ayant prescrit au général Lauriston de se diriger par Gottameld sur Baruth, il se disposait à l'appuyer à droite, quand l'ordre décisif de l'Empereur lui arriva. Bientôt ses troupes emportèrent les hauteurs de Glein, où se défendait Barclai; ce général se retira en échelons, faisant face par sa droite au général Lauriston, et l'empêcha de déboucher du terrain fourré qui s'étend au delà de Gottameld. Le général Barclai entra à Preititz, d'où il fut chassé. Mais le maréchal Blücher, qui n'était pas encore fortement engagé, envoya le corps de Kleist, les gardes, les réserves reprendre ce village, et dégarnit son centre. Napoléon, s'apercevant que le prince de la Moskowa faisait peu de progrès, combina, pour y suppléer, de nouveaux efforts sur le centre de la droite. Il était une heure après midi. Le duc de Dalmatie se développa. La garde et la réserve de l'armée, infanterie et cavalerie, masquées par un rideau, pouvaient se porter sur la gauche et sur la droite, selon les vicissitudes de la journée.

Placé tout à coup entre le mouvement du prince de la Moskowa et celui du duc de Dalmatie, le comte de Wittgenstein vit bien que pour avoir raison du maréchal Ney, il n'avait d'autre ressource que d'arrêter le maréchal Soult. Mais, de son côté, Napoléon sentit que le moment de gagner la bataille était arrivé, et il se mit à la tête de la garde. La cavalerie du général Latour-Maubourg et une réserve d'artillerie marchaient sur le flanc de la droite de la position de l'ennemi, devant le centre de l'armée russe; enfin, le mamelon de Kreckwitz, dont les alliés faisaient leur point d'appui, et où le marechal Blücher croyait pouvoir résister à tous nos efforts, fut enlevé par la division Morand et par la division wurtembergeoise. Le général Devaux établit sur ces hauteurs une batterie de la garde contre les masses qui voulurent les reprendre. Les généraux d'artillerie Dulauloy et Drouot se portèrent en avant avec soixante pièces de réserve, tandis que la jeune garde, aux ordres du duc de Trévise, si aguerrie par le combat terrible de Kaya, allait couper le chemin de Wurschen à Bautzen.

Cependant le duc de Dalmatie avait emporté tous les retranchemens et poussé sur Wurschen les troupes du général Miloradowitch. L'aile gauche, sous le commandement du général Blücher,

avait été forcée par le général Macdonald. Dans la grande chaleur de ce succès, le général Reynier se mit en ligne entre les corps du général Lauriston et du maréchal Ney, et commença une canonnade fort vive, à la faveur de laquelle débouchèrent par la droite de Klein-Bautzen les cinq divisions du troisième corps; l'ennemi ayant été obligé de dégarnir sa droite, afin de parer à la nouvelle attaque que dirigeait l'Empereur en personne, le prince de la Moskowa avait profité de ce mouvement pour marcher en avant. Déjà maître du village de Prussig, il avait débordé les alliés, et s'avançait sur Wurschen. Le comte de Wittgenstein, voyant sa droite tournée, fut convaincu qu'il ne pouvait plus tenir, et ordonna la retraite. Le général Barclai de Tolly se retira par Grœdlitz sur Weissemberg, ainsi que l'aile droite, toute composée de Prussiens, et l'aile gauche, ou l'armée russe, sur Hochkirch et Lobau.

Ainsi s'accomplit la prophétie annoncée le matin par Napoléon à son armée. La bataille s'engagea à une heure après midi, et, comme il l'avait prédit, elle fut gagnée à trois heures. Toute l'armée ennemie, entraînée dans le désastre des Prussiens, nous abandonna enfin ses formidables positions; mais nous manquions d'une cavalerie assez nombreuse pour tirer des fruits de notre victoire.

Une pensée semblable à ces inspirations sublimes que donnaient jadis à Napoléon ses grandes actions d'Italie, d'Egypte et d'Allemagne, couronna la journée de Bautzen. Profondément ému des preuves de dévouement de sa jeune armée, frappé d'admiration pour cette guerre de héros qu'avaient faite sous ses yeux des conscrits à peine sortis de leurs dépôts ou de la charrue de leurs pères, il décréta qu'un monument serait érigé sur le Mont-Cenis, et consacrerait à jamais sa reconnaissance envers ses peuples de France et d'Italie.

Le 22 mai, à quatre heures du matin, l'Empereur se mit à la poursuite des alliés avec la cavalerie de la garde, celle du général Latour-Maubourg et une partie de son infanterie : il marcha toute la journée, à la tête de l'avant-garde ; on arriva sans obstacles à Weissemberg. Plus loin, l'infanterie saxonne du général Reynier dut aborder les hauteurs en arrière de Reichembach, où le général Miloradowitch, commandant l'arrière-garde ennemie, s'était arrêté pour protéger la retraite des souverains, qui avaient couché à Lowemberg. L'attaque d'abord repoussée par l'ennemi, quoique combinée des deux côtés, réussit enfin, grâce aux efforts de la cavalerie sous les ordres des généraux Lefèvre-Desnouettes et Colbert, et aux cuirassiers de Latour-Maubourg ; mal-

heureusement elle coûta la vie au général de division comte Bruyères, l'un des officiers les plus distingués de l'armée et l'un des vétérans d'Italie. Dans le même instant, et au milieu du feu le plus vif, un chasseur de l'escorte est tué à quelques pas; Napoléon, qui le voit tomber presque sous les pieds de son cheval, dit au duc de Frioul : « Duroc, la fortune nous en veut bien aujourd'hui. » La fortune allait frapper un autre coup.

Au lieu de s'arrêter à Reichembach avec le quartier général, Napoléon, apprenant que l'ennemi tenait encore du côté de Makersdorf, rejoint son avant-garde, et ordonne un mouvement sur la ville de Gorlitz, où il espérait passer la nuit. Tout à coup, comme il descendait rapidement le chemin creux du village, pour se porter sur une hauteur voisine, un boulet perdu ricoche contre un arbre, tue raide le général du génie Kirgener, et ouvre le bas-ventre au grand-maréchal Duroc. L'Empereur était lancé en plein galop et gravissait la hauteur, quand un aide de camp d'Oudinot annonça la mort du duc de Frioul. « *Ce n'est pas possible*, dit Napoléon, *je lui parlais tout à l'heure.* » En ce moment le colonel Gourgaud, premier officier d'ordonnance, vint rendre compte à l'Empereur du mouvement que le prince de la Moskowa avait dû exécuter sur Gorlitz,

ajoutant que l'ennemi ne présentait plus qu'une faible arrière-garde. Napoléon revint sur ses pas, et, suivi des ducs de Dalmatie et de Vicence, alla voir le grand-maréchal, près duquel étaient réunis les docteurs Larrey et Yvan, et quelques officiers de santé.

Le Bulletin rapporta en ces termes cette triste entrevue : « Il le trouva avec toute sa connaissance, et montrant le plus grand sang-froid. Le duc serra la main de l'Empereur, qu'il porta sur ses lèvres. « Toute ma vie, lui dit-il, a été con-« sacrée à votre service, et je ne la regrette que « pour l'utilité dont elle pourrait vous être encore. « — Duroc, lui dit l'Empereur, il est une autre « vie ; c'est là que vous irez m'attendre et que « nous nous retrouverons un jour. — Oui, Sire ; « mais ce sera dans trente ans, lorsque vous aurez « triomphé de vos ennemis, et réalisé toutes les « espérances de notre patrie. J'ai vécu en honnête « homme, je ne me reproche rien. Je laisse une « fille, Votre Majesté lui servira de père. » L'Empereur, serrant de la main droite le grand-maréchal, reste un quart d'heure, la tête appuyée sur la main gauche, dans le plus profond silence. Le grand-maréchal rompit le premier ce silence : « Ah ! Sire, allez-vous-en ; ce spectacle vous peine. » L'Empereur, s'appuyant sur le duc de Dalmatie

et sur le grand écuyer, se retira sans pouvoir dire au duc de Frioul autre chose que ces mots : « *Adieu donc, mon ami!* » Napoléon ne quittait le lit du mourant que pour veiller sur l'armée, distribuer des récompenses aux braves, et travailler avec son ministre des relations extérieures; il n'en était pas moins pénétré de la plus vive douleur. Cette douleur était juste; en effet, il perdait dans Duroc non seulement un compagnon d'armes, mais encore un de ces amis sûrs et dévoués auxquels on peut tout confier, et qui ont conquis le droit de dire la vérité tout entière. Convaincu de l'étendue de cette perte, et afin d'éterniser le souvenir de leur amitié, il ordonna que le corps du grand-maréchal fût transporté à Paris, dans l'église des Invalides, pour y recevoir les honneurs funèbres. Il voulut aussi acheter de ses deniers la maison où Duroc était mort, et la donner au pasteur du village, à condition de placer et de conserver à l'endroit où avait été le lit du grand-maréchal une pierre avec cette inscription :

ICI LE GÉNÉRAL DUROC,

DUC DE FRIOUL,

GRAND-MARÉCHAL DU PALAIS DE L'EMPEREUR NAPOLÉON,

FRAPPÉ D'UN BOULET,

A EXPIRÉ DANS LES BRAS DE SON EMPEREUR ET DE SON AMI.

Banni du monde entier sur le rocher de Sainte-Hélène, Napoléon mourant fut fidèle aux souvenirs de Makersdorf, et consacra par sa dernière volonté le dernier vœu du duc de Frioul pour sa fille.

Cependant la vivacité de la poursuite de Napoléon et toutes les conséquences d'une pénible retraite fatiguaient les alliés : ébranlés par trois victoires que d'autres suivront sans doute, ils changent de langage et renoncent à l'orgueil de leurs refus récens; le lendemain de leur défaite, ils réclament la faveur d'un armistice. Le comte de Stadion, constant dans sa haine pour Napoléon et occupé à consommer une nouvelle trahison contre lui, prête sa plume aux paroles trompeuses des puissances conjurées; l'Empereur accepte leur demande, sans penser qu'une proposition faite par un ennemi juré, par un homme aussi acharné à sa perte et à celle de la France, ne pouvait cacher que la plus perfide et la plus fatale déception. Mais, malgré toutes ces communications qu'il aurait fallu rejeter avec une fermeté inflexible, l'armée s'avance en trois colonnes par des routes différentes sur la Silésie. Le 23 elle passe la Neiss, le 24 la Queiss, le 25 le Bober, le 27 la Katzbach. Le prince de la Moskowa commande l'avant-garde du centre, avec les généraux Reynier et Lauris-

ton, et suit la retraite de Blücher et de Barclai de Tolly. A la droite, les ducs de Tarente et de Raguse, et le comte Bertrand, poussent l'armée de Wittgenstein ; à la gauche, la marche est sur Glogau, qu'il faut débloquer, après son héroïque résistance; le duc de Bellune venait de faire sa jonction avec le général Sébastiani. Ainsi, en dix jours la Saxe avait été délivrée par Napoléon; en huit jours la Haute-Silésie était au pouvoir des Français! Breslau va tomber. L'armée ennemie est acculée au fond de la Basse-Silésie, où Napoléon s'apprête à porter le théâtre de la guerre; une seule bataille peut-être doit refouler sur elle-même l'invasion du Nord, et fermer aux alliés le retour de la patrie. On attend la chute de Hambourg; cet important événement ouvrira une autre route sur Berlin à une autre armée française. Encore deux jours, l'Elbe et l'Oder sont conquis, les chemins sont libres pour marcher sur Custrin, sur Varsovie, sur Dantzick. Dans cette dernière ville, trente mille Français et alliés vont devoir leur délivrance à nos succès. Quand tous ces grands résultats nous attendent, le 28 le duc de Vicence reçoit une lettre des plénipotentiaires russe et prussien, avec la copie des pleins pouvoirs du commandant en chef des armées combinées; la teneur de ces pouvoirs exprimait clairement que

la médiation autrichienne, à laquelle Napoléon voulait se soustraire, était la condition *sine qua non* de toute espèce d'arrangement. Ainsi la campagne militaire se trouvait suspendue, mais la campagne politique était près de s'ouvrir, et dans cette autre guerre Napoléon allait rencontrer un ennemi actif, adroit, passionné, qui lui disputerait corps à corps le champ de la négociation, et d'autant plus inflexible, qu'il serait sous l'influence autrichienne. Le comte de Stadion, le commissaire impérial de la médiation autrichienne, au quartier général des alliés, devenu le général en chef de leur retraite, les avait attirés vers la Bohême, où de grandes intelligences militaires leur étaient préparées. La garde impériale avait suivi le mouvement des alliés. Napoléon, parti le 29 pour Rosnig, établissait le lendemain son quartier général à Neumark. Le duc de Bassano était resté à Liegnitz, afin de tracer les instructions au duc de Vicence. Le comte de Bubna, retourné à Vienne, devait y faire connaître le résultat de sa mission à Dresde. Les propositions dont il était porteur concernaient l'ouverture d'un congrès pour la paix, soit générale, soit continentale, la conclusion d'un armistice, et enfin la nomination des plénipotentiaires chargés de régler entre la France et l'Autriche le sort de l'alliance et l'acceptation de la

médiation. Le 30, le comte de Bubna revint de Vienne à Liegnitz, où il eut une conférence avec le duc de Bassano; le lendemain il repartit pour Vienne, après avoir donné l'assurance qu'il serait bientôt de retour avec les pouvoirs nécessaires qu'on lui avait demandés, et qu'il aurait dû avoir si sa cour eût voulu de bonne foi accélérer le grand œuvre d'une conciliation.

FIN DU LIVRE QUATORZIÈME.

Digitized by Google

LIVRE QUINZIÈME.

Seconde Campagne de Saxe.

CHAPITRE PREMIER.

ARMISTICE DE PLESSWITZ. — PRISE DE HAMBOURG. — RETOUR DE NAPOLÉON A DRESDE. — CONVENTION DE DRESDE AVEC L'AUTRICHE. — RETRAITE DE L'ESPAGNE. — BATAILLE DE VITTORIA.

Les conférences relativement à l'armistice s'ouvrirent, le 30 mai, à l'abbaye de Waldstadt, entre le duc de Vicence pour la France, le comte de Schouwaloff pour la Russie, et M. de Kleist pour la Prusse; elles continuèrent à Gebersdorf le 31 et le 1er juin, et furent transportées à Plesswitz. Les prétentions des alliés et les résistances de Napoléon qui voulut la commander, selon son usage, rendirent cette négociation tellement orageuse, qu'elle put lui faire pressentir les difficultés que le congrès lui présenterait. Enfin, après

une véritable bataille de six jours, que Napoléon crut avoir gagnée, le 4 juin l'armistice fut signé. Un avantage bien réel pour Napoléon et sur lequel il devait établir, en cas de rupture à Prague, ses principales combinaisons militaires, la prise de Hambourg où entra, le 31 mai, le général Vandamme, hâta probablement la conclusion de cette fatale trève. Dès le 29, le Danemarck avait renoué son alliance avec la France; l'armée danoise, commandée par le comte de Schulembourg, était depuis lors sous les ordres du maréchal prince d'Eckmühl. En ce moment, le drapeau de Napoléon devient une patrie pour les Polonais de Poniatowski; après avoir dû traverser désarmés les provinces de son allié l'empereur d'Autriche; ils ont repris les armes en mettant le pied dans la Lusace, et sont tous à la solde de la France à dater du 1er juin.

Napoléon a quitté le 5 son quartier général de Neumark; le 10, il occupe à Dresde le palais Marcolini, situé dans un faubourg; le même jour, arrive le baron de Kaas, ministre de l'intérieur de Danemarck, qui fait à l'Empereur d'intéressantes révélations. A Altona les alliés n'ont épargné ni promesses ni menaces pour détourner cet ambassadeur d'aller remplir sa mission: ils avaient même été jusqu'à lui offrir d'annuler la cession de la

Norwége à la Suède; mais, sur son refus, et pour se venger de l'attachement du Danemarck envers la France, le lendemain de la prise de Hambourg, l'apparition de la flotte anglaise était venue dans la rade de Copenhague réveiller un affreux souvenir. Un capitaine de vaisseau n'avait pas craint de sommer le roi de souscrire sous quarante-huit heures le traité de la cession spoliatrice qu'une politique sans pudeur avait osé lui imposer, de remettre en dépôt la province de Dronthein et de donner vingt-cinq mille hommes à la ligue du Nord. Le roi avait repoussé avec fierté cette injurieuse sommation, et le prince royal de Danemarck, déguisé en matelot, était parvenu à débarquer en Norwége, où il appelait les habitans à la défense nationale. Déjà à cette époque le despotisme anglais ne dissimulait plus le rôle qu'il voulait jouer dans les affaires actuelles de l'Europe; il dépouillait le Danemarck et il déclarait qu'il n'accepterait pas pour la France, *même les bases de la paix de Lunéville*. L'Empereur reçut aussi M. de Bubna : au lieu d'apporter les réponses aux demandes qu'avait faites le duc de Bassano, cet envoyé se contenta de notifier au cabinet de France l'acceptation de la médiation autrichienne par les alliés, et d'annoncer la prochaine arrivée à Dresde de M. de Metternich pour

la même négociation. La ville de Prague avait été adoptée pour le congrès; l'empereur d'Autriche ne tarda point à se rendre, avec sa chancellerie et ses ministres, au château de Gittschin, voisin de la capitale de la Bohême. Un autre personnage parut aussi à Dresde le même jour, ce fut le duc d'Otrante, cet homme qui n'était pas le moins dangereux des amis de Napoléon, et *qu'il ne fallait pas laisser à Paris en de telles circonstances;* aussi l'envoyait-on remplacer le comte Bertrand au gouvernement général d'Illyrie; mais Fouché prit le temps de voir venir Metternich à Dresde. Cependant le mois de juin s'écoulait sans que le congrès pût s'ouvrir, et les délais d'un armistice de quarante jours se consommaient sous les lenteurs du cabinet autrichien. Enfin, le 27 juin, M. de Metternich arriva à Dresde sur les provocations du duc de Bassano, qui n'avait cessé de lui mander qu'il était revêtu de tous pouvoirs pour négocier. Le lendemain, ce ministre fut admis à remettre à l'empereur Napoléon une lettre de son souverain; cette audience devint une longue conférence consacrée à l'exposition des prétentions de l'Autriche : elle demandait la moitié de l'Italie, l'Illyrie, le retour du pape à Rome, la Pologne saxonne, l'abandon de la Hollande, celui de l'Espagne, la renonciation au protectorat de la Con-

fédération du Rhin et à la médiation helvétique : « *C'est le partage de l'Empire français que vous voulez,* » dit Napoléon. Impatient alors de tous ses griefs contre la maison d'Autriche, depuis la négociation du prince de Schwartzemberg à Minsk, il les récapitula avec chaleur; puis, arrivant aux engagemens secrets conclus par cette puissance avec l'Angleterre, la Russie et la Prusse, hors d'état de conserver cette réserve en paroles que leur supériorité impose aux souverains : « *Ah! Metternich,* dit-il, *combien l'Angleterre vous a-t-elle donné pour me faire la guerre?* » Ce mot ne termina pas la conférence, mais il laissa certainement des germes d'aigreur dans le cœur de Metternich. Voilà sous quels auspices les deux ministres signèrent, le 30 juin, la convention relative à la médiation autrichienne. M. de Metternich repartit pour Gittschin, avec la satisfaction d'avoir servi l'intérêt de sa cour, et avec le ressentiment de son injure. La convention signée ne ressemblait guère à celle que Napoléon avait proposée dans le but d'une paix générale; il y avait compris l'Angleterre, les Etats-Unis, le roi d'Espagne, la régence de Cadix et toutes les autres puissances des deux masses belligérantes. C'était la paix du monde sur les bases déjà publiées dans *le Moniteur* du 24 mai, qu'il voulait soumettre à la médiation

de l'Autriche. Jamais, sans doute, arbitrage plus honorable n'avait été confié à aucune couronne; toutefois le cabinet autrichien s'obstina à retrancher de cette proposition tout ce qu'elle contenait de généreux; il n'y restait que ce dont il avait besoin pour assurer le succès de ses projets hostiles contre la France. Aux termes de la convention du 30 juin, les plénipotentiaires devaient se réunir à Prague le 5 juillet; en conséquence, l'armistice serait prorogé jusqu'au 10 août, et le cabinet de Vienne s'était réservé de faire agréer cet engagement par la Russie et la Prusse. Il ne se hâta point de remplir sa promesse, et ce fut le 12 juillet seulement que M. de Metternich informa le duc de Bassano de l'assentiment des cours de Pétersbourg et de Berlin; mais l'acte résultant de cet assentiment ne fut signé que le 26 juillet à Neumark par les commissaires français et alliés. Ainsi Napoléon, même sous la garantie de la médiation de l'Autriche, venait d'éprouver de la part des alliés une opposition de vingt-six jours pour l'exécution de l'article le plus important du traité.

A Prague, le même système avait accueilli la négociation française. M. de Narbonne, nommé plénipotentiaire avec le duc de Vicence, l'y avait précédé et n'avait pu voir les plénipotentiaires

des alliés. M. de Vicence y arriva le 26 juillet. M. de Humboldt était le représentant de la Prusse, et M. d'Anstett, né français, et par cela seul incapable, aux termes de l'article 20 du décret du 26 août 1811, *de servir comme plénipotentiaire dans un traité où devaient être débattus les intérêts de la France*, se trouvait le négociateur de la Russie. Toutes ces circonstances, unies au choix de M. d'Anstett, qui avait quelque chose d'inconvenant et d'hostile, ne pouvaient que beaucoup déplaire à Napoléon; mais il dut regretter bien plus vivement encore de s'être engagé dans la carrière des négociations avec des puissances malveillantes et sans foi, quand il apprit que, non contente de s'être liée par des engagemens à Reichenbach envers l'Angleterre et les alliés, l'Autriche, le 9 juillet, en avait encore contracté d'autres à Trachemberg, quartier général de l'empereur Alexandre : l'Angleterre y avait fait la loi à l'Autriche en l'effrayant de son oligarchie, comme elle avait décidé Alexandre en l'effrayant de ses boyards, et Frédéric-Guillaume de son peuple. Les subsides achevèrent ce que les menaces avaient commencé. Napoléon fut instruit de ce nouveau pacte qui enchaînait tout à coup au serment de sa destruction la Prusse, la Suède, la Russie, et l'Autriche enfin, dix jours après qu'il l'avait reconnue

médiatrice. Il sentit alors qu'il devait aussi se préparer à la guerre, sous le voile d'un congrès, et que, ne pouvant augmenter son armée, il lui fallait chercher plutôt dans son génie militaire que dans sa politique ou dans l'effectif de ses troupes, les moyens de lutter contre les deux cent mille hommes de l'Autriche, les réserves russes et prussiennes, et l'armée suédoise, qui allaient doubler les forces dont il venait de triompher. En considérant la défection de Bernadotte, en se rappelant la conduite du roi de Naples pendant la retraite de Russie, peut-être Napoléon aurait-il dû se défier de ce prince, qui, quoique sous le poids d'un accord secret avec l'Autriche, offrait alors son épée à son beau-frère. Napoléon, qui le savait si brave, ne le croyait alors pas moins fidèle, et le vit avec plaisir arriver pour prendre comme français sa part dans nos derniers combats.

Pendant l'armistice et les longues délibérations qui en remplissent le cours, l'Empereur ne cesse pas un instant de suivre les relations du dehors, les affaires du dedans, et règle avec une infatigable activité tout ce qui concerne l'armée : à en juger par les détails et l'ensemble de ce qu'il fait sous ce rapport, il semble que ce soit un grand ministre de la guerre consacrant toutes ses facultés à cette seule partie du gouvernement; convois

d'artillerie, troupes en marche, officiers en mission, police des cantonnemens, travaux du génie, situation des arsenaux, constructions de nouvelles places, armement, équipement des soldats, direction des renforts sur les divers corps qui les attendent, arrivée des munitions, transports des approvisionnemens, rien n'échappe à ses regards, à sa vigilance, à son action. Par lui, l'ordre règne au milieu de tant d'élémens de confusion ; par lui, la Saxe est préservée des fléaux qui accompagnent ordinairement la présence des armées. En même temps les trésors qu'il a tirés de ses caves du pavillon Marsan acquittent toutes les dépenses et alignent la solde. Ce sont les alliés vaincus à Austerlitz, à Iéna, à Wagram, qui ont fourni eux-mêmes la précieuse réserve que Napoléon emploie aujourd'hui contre eux. Dresde, protégé par les nombreux ouvrages qui s'élèvent, et asile du quartier général, où abondent une foule de militaires de tout rang, offre tout à la fois l'aspect sévère d'un camp et le mouvement d'une brillante capitale où les préparatifs même de la guerre communiquent une nouvelle activité à toute la population. Au milieu d'elle, calme et agité, méditant, ordonnant et faisant exécuter, Napoléon veille en même temps sur l'Allemagne et sur la France, comme sur l'Italie et sur

l'Espagne : les nouvelles de ce dernier pays sont d'une nature fâcheuse. Enhardi par nos revers, et sans doute aussi par le défaut d'une direction forte, qui ne se laissait que trop apercevoir sous un prince incapable du rôle politique et militaire qui lui était imposé, Wellington a repris l'offensive le 28 mai, à la tête de soixante-dix mille hommes, et sa marche a décidé Joseph au parti nécessaire d'évacuer Madrid. L'armée française était parvenue à mettre l'Ebre entre elle et Wellington; mais lorsqu'on apprit que l'ennemi avait passé ce fleuve, l'alarme se répandit au quartier général du roi : un conseil de guerre fut tenu; le maréchal Jourdan proposait de descendre l'Ebre et de se retirer sur Saragosse pour y rallier l'armée de Clausel, et communiquer ainsi avec Saint-Sébastien, Bilbao, Pampelune, et avec le corps du général Foy. C'était sur les hauteurs inexpugnables de Salinas et de Mont-Dragon que l'on pourrait arrêter Wellington; et par les mouvemens simultanés de la retraite du maréchal Suchet, qui venait de sauver Tarragone et de forcer lord Murray à se rembarquer après un échec complet, la barrière des Pyrénées serait nécessairement fermée à l'invasion étrangère. Le conseil se rangea à l'avis du maréchal Jourdan : au contraire, Joseph, saisi mal à propos d'un rêve de gloire,

voulut combattre, et l'ordre de la bataille fut donné pour le lendemain 21 juin, par ordonnance royale. La bravoure française soutint jusqu'au dernier moment sa haute renommée; nos soldats ne cédèrent qu'à l'immense supériorité du nombre des ennemis : le combat de Vittoria fut glorieux pour nos armes, et la perte presque égale des deux côtés. Mais l'imprévoyance et l'inhabileté du chef, qui ne savait ni commander ni abdiquer le commandement, l'absence de toute précaution pour assurer la retraite, changèrent un revers, facile à réparer peut-être, en un désastre qui nous enlevait l'Espagne sans retour. Dans cette extrémité, Napoléon chargea le maréchal duc de Dalmatie d'aller arrêter les Anglais : « Je vous ai « nommé, disait l'ordre dicté par l'Empereur, mon « lieutenant général commandant mes armées en « Espagne et sur les Pyrénées..... Vous prendrez « toutes les mesures pour rétablir mes affaires « en Espagne, et pour conserver Pampelune, « Saint-Sébastien et Pancorbo, et toutes celles que « les circonstances demanderont... » Le 12 juillet, le maréchal était à Bayonne; il organisa l'armée et la divisa en trois corps : le général Reille eut la droite; le général Drouet d'Erlon, le centre; le général Clausel, l'aile gauche; cette armée s'élevait à soixante mille hommes. L'armée

anglaise était stationnée à Irun ; elle occupait la Basse-Navarre, où elle couvrait les siéges de Pampelune et de Saint-Sébastien ; mais lorsqu'il apprit l'arrivée du duc de Dalmatie, dont il connaissait l'habileté, Wellington reprit son système de circonspection accoutumée.

En Italie, la présence du vice-roi, qui forme trois corps d'armée sur l'Adige, le dévouement des Italiens, profondément convaincus que leur destinée repose tout entière sur les succès de Napoléon, inspirent de la sécurité. A Munich, un roi loyal et fidèle porte son armée à quarante mille hommes pour nous secourir : une confiance intime règne entre Napoléon et le roi de Wurtemberg, qui découvre à son grand allié les intrigues et les trames de l'Autriche. Ces révélations et les nouvelles de Prague avertissent l'Empereur de peu compter sur les négociations, et de se préparer à la guerre. En conséquence, il arrête ses dispositions pour une seconde campagne. Quatre corps d'armée, sous la conduite des généraux Vandamme, Poniatowski, Arrighi, et du maréchal Gouvion Saint-Cyr, contiendront la Bohême ; on expédie au vice-roi l'ordre de se tenir prêt à attaquer, et de s'efforcer d'entrer à Vienne ; il sera secondé dans cette opération par l'armée bavaroise, le neuvième corps du duc de Castiglione et la cavalerie

du général Milhaud. En Espagne, la prudence et la fermeté sont recommandées au duc de Dalmatie et au maréchal Suchet, que doivent appuyer trente mille hommes demandés par l'Empereur aux départemens du Midi. Les garnisons assiégées reçoivent l'avis de la reprise des hostilités; on leur fait espérer des secours. Napoléon visite en cinq jours les places de l'Elbe; ensuite il va reconnaître dans la Basse-Lusace les positions importantes de Luckau et de Luben. A peine revenu à Dresde, instruit du départ de l'Impératrice qu'il a appelée à Mayence, le 25 il s'est mis en route pour cette ville. Le 3 août il doit être de retour à Dresde afin d'y suivre de plus près la négociation de Prague. L'Impératrice obtiendra de son époux une dernière démarche auprès de son père; mais cette démarche, faite avec la conviction d'un insuccès, ne sera qu'un acte de complaisance inutile.

On a souvent répété que, si, au lieu de porter ses armes au sein de l'Allemagne, Napoléon avait attendu l'ennemi sur les barrières du Rhin, il eût conservé sous la protection d'une guerre toute nationale l'intégrité de l'empire dans les limites que lui avait tracées, si j'ose le dire, la politique de la nature : fort de ses trois victoires, ne pouvait-il pas également profiter de l'armistice

pour reployer sur le Rhin et l'armée qui venait de les remporter et les trente mille hommes du maréchal prince d'Eckmühl, et toutes les garnisons des différentes places de l'Allemagne? Après avoir déployé toutes les ressources de son génie dans la création d'une nouvelle armée, il avait assez fait pour sa gloire militaire personnelle en allant battre les alliés avec des recrues à deux cents lieues de sa capitale. Cet armistice, qui, signé dans le cours de sa carrière victorieuse, donnait à la coalition le temps de renouer sa trame et d'agglomérer ses forces, devenait alors un immense bienfait de la fortune; car Napoléon avait eu tort de croire à la possibilité de la paix, comme à la puissance des souvenirs de Tilsitt et d'Erfurt, comme à la partialité de François II pour son gendre. Il était condamné par l'Europe, et il ne pouvait plus résister à l'Europe qu'en se mettant sur le terrain de la patrie, à la tête et au milieu de la nation. Une pareille retraite protégeait mieux la négociation de Prague que les bivacs de la Saxe et de la Lusace; elle protégeait au moins la France. L'Europe, déjà vaincue trois fois dans les plaines de la Saxe, se fût arrêtée avec respect devant les remparts de notre pays, et aurait accepté le généreux *ultimatum* qui la rendait à son indépendance: toutes les haines, toutes les vengeances,

toutes les ambitions étrangères expiraient à l'aspect du colosse de la France armée sur ses frontières, et offrant en sacrifice au repos du monde les fruits de vingt années de gloire et de conquêtes.

CHAPITRE II.

CONGRÈS DE PRAGUE. — DÉCLARATION DE GUERRE DE L'AUTRICHE A LA FRANCE.

La convention du 30 juin avait, ainsi qu'on l'a vu, prolongé l'armistice au 10 août, et fixé la réunion des plénipotentiaires au 5 juillet. Le 3, M. de Metternich proposa qu'elle n'eût lieu que le 8, et le 8 il la fit ajourner au 12. Ainsi, sur les trente-cinq jours convenus, le ministre du médiateur en avait arbitrairement retranché sept. Le 9, M. de Narbonne était allé se mettre à la disposition de l'empereur d'Autriche, établi au château de Brandeitz; on lui avait répondu qu'il était bien placé à Prague. Evincé comme ambassadeur par M. de Metternich, il se présenta comme plénipotentiaire; mais, jusqu'au 29, il ne put parvenir à voir ceux des alliés : vingt-quatre jours avaient été perdus; il n'en restait plus que douze pour traiter de la paix du monde. Telle fut la première époque du prétendu congrès de Prague qui,

ouvert sous les auspices de M. de Stadion et sous la direction de M. de Metternich, s'annonça dès le principe comme une chambre ardente où Napoléon allait être condamné sans appel. La seconde époque de cette détestable machination, couverte d'un nom sacré, commença le 29 juillet par l'intervention officielle du médiateur. Les plénipotentiaires français demandèrent que les pouvoirs fussent échangés en commun. Désespérant alors d'empêcher, comme il le souhaitait, l'ouverture du congrès, M. de Metternich repoussa la forme convenue des conférences, et proposa, suivant une fausse application de la marche adoptée au congrès de Teschen, où il y avait deux médiateurs, le mode des transactions par écrit. Cependant la véritable intention de Napoléon était de décliner la fatale médiation de son ennemi caché, de conclure sans intermédiaire avec Alexandre une paix glorieuse pour ce prince, de faire payer à l'Autriche, par la perte de son influence en Europe, sa mauvaise foi dans la campagne de 1812 et dans le moment présent, où elle jouait un rôle plus odieux encore. Mais ses plénipotentiaires n'étant pas parvenus à échanger une parole avec celui de Russie ni avec celui de Prusse, pressé d'ailleurs par le terme si prochain de l'armistice, Napoléon fut obligé de tenter du côté du médiateur l'œuvre de la paix.

Aussi, pendant ces orageuses discussions, une négociation secrète, sortie de l'arsenal politique de Napoléon, traversait le champ de bataille du congrès, et arrivait au château impérial de Brandeitz, dans le portefeuille de M. de Metternich. C'est à son beau-père que s'adresse directement Napoléon : une lettre confidentielle du 9 août charge seul le duc de Vicence de cette démarche; elle a pour objet « *de savoir de quelle manière l'Autriche entend que la paix peut se faire, et si l'empereur Napoléon adhérant à ses propositions, l'Autriche ferait cause commune avec la France, ou si elle resterait neutre.* » Le 7, l'Autriche avait donné son mot; elle demandait « *la dissolution du grand-duché de Varsovie qui serait partagé entre la Russie, l'Autriche et la Prusse; le rétablissement des villes anséatiques dans leur indépendance; la reconstruction de la Prusse avec une frontière sur l'Elbe; la cession à l'Autriche de toutes les provinces illyriennes, y compris Trieste.* » Il était question aussi de l'indépendance de la Hollande et de l'Espagne, mais comme devant être traitée à la paix générale. Prague est à vingt-cinq lieues de Dresde; cette note parvient à Napoléon le 8 au soir : il ne pense pas que le 10 soit un terme tellement fatal pour la pacification du monde, qu'il ne puisse

consacrer la journée du 9 à l'examen des propositions de l'Autriche. Il répond qu'il admet « *la dissolution du duché de Varsovie, mais que Dantzick sera ville libre, et que son allié le roi de Saxe sera indemnisé.* Il cède *à l'Autriche les provinces illyriennes, même le port de Fiume, mais non celui de Trieste. La Confédération s'étendra jusqu'à l'Oder; le territoire danois sera garanti.* » Les courriers de Napoléon et de M. de Bubna doivent être à Brandeitz dans la nuit du 10 au 11. Tout à coup on apprend à Dresde que le congrès est dissous! le 11, dans la matinée, M. de Metternich l'a déclaré aux plénipotentiaires français. L'existence politique actuelle de l'Europe n'aura dépendu peut-être que du courrier de Napoléon, qui ne sera entré à Prague qu'après minuit, dans la nuit du 10 au 11 août 1813!

Le 15, M. de Narbonne arriva à Dresde, porteur de la déclaration de guerre de l'Autriche. Elle était faite d'avance, comme d'avance aussi les logemens avaient été préparés à Prague pour les trois souverains alliés. Cependant, au milieu du triomphe de la trahison étrangère, le duc de Vicence continuait sa mission auprès de M. de Metternich. A présent qu'il n'est plus médiateur, pourra-t-il marcher plus librement? L'armistice n'est pas rompu; il a encore six jours de délai à

courir jusqu'à la reprise des hostilités. Le 11, M. de Metternich insiste pour l'abandon de l'Illyrie, sans excepter Trieste, et contre toute disposition contraire aux vues des puissances, qui s'accordent pour recréer la Prusse. L'empereur d'Autriche se charge de communiquer les propositions de la France à l'empereur Alexandre, lequel est attendu à Brandeitz. Le 13, l'empereur Napoléon cède tout ce qui était en contestation. Il accède aux demandes du cabinet de Vienne : il charge M. de Bubna, qui est toujours près de lui à Dresde, d'en aller porter l'assurance à son maître, et il donne à M. de Vicence tout pouvoir pour conclure et signer la paix à ce prix. Le 14, M. de Metternich rend compte à son souverain du consentement de l'empereur Napoléon aux conditions exigées. Le 15, il diffère de s'expliquer avec M. de Vicence, parce que l'empereur Alexandre n'est point encore à Brandeitz. Enfin, le 16, arrive ce souverain qui, dès la première entrevue, rejette les propositions de Napoléon, et *décide l'empereur François à courir les chances que lui promet la guerre.* Napoléon reçoit cette réponse, et déclare, en montant à cheval, qu'il va se battre pour la paix. « Rien n'empêche, « dit-il, de négocier en se battant. Dites à M. de « Metternich que je propose d'ouvrir dès aujour-

« d'hui un congrès dans une ville frontière qu'on « neutralisera. » On est au 18; le duc de Bassano s'empresse d'adresser une note à M. de Metternich, en conformité de ce dernier ordre de Napoléon. Le 21, le ministre en accuse réception, et déclare *que la proposition de la France va être portée par les cours de Russie, de Prusse et d'Autriche à la connaissance des autres cours alliées*. On verra que cette réponse est devenue une espèce de mot d'ordre diplomatique. Le sang de quatre cent mille hommes va couler en attendant le résultat de cette officieuse communication! Ainsi, l'armistice, d'abord refusé par la Russie et demandé depuis par M. de Stadion, n'a été conclu que pour donner le temps à l'Autriche de compléter ses armemens, et le congrès n'a été admis que pour aider cette puissance à dénouer des engagemens qu'elle n'avait pas le courage de rompre ouvertement.

Telle fut l'issue de ce complot diplomatique, où la haine la plus déclarée et l'intention la plus évidente d'une guerre implacable se cachaient sous un vain déguisement d'amour de la paix. Quatre jours avant la fin de ce congrès, on n'avait pas même établi la forme des négociations. Tout ce qui n'était pas Français ne parlait qu'avec une féroce impatience du terme de ce congrès. Ce terme

était si fatal, qu'il ne pouvait être retardé d'une heure. La civilisation du dix-neuvième siècle le voulait ainsi pour le bonheur du monde. Depuis ce temps, le monde politique est blessé à mort. Les rois anciens et les rois nouveaux sont tous rentrés dans leur indépendance; mais les peuples, qui ne sont ni anciens ni nouveaux, les peuples, qui sont éternels, sont aussi rentrés dans l'empire de leur raison.

CHAPITRE III.

PRÉLIMINAIRES DE LA CAMPAGNE. — NAPOLÉON EN BOHÊME. — IL REVIENT SUR BLUCHER. — BATAILLE DE DRESDE. — BATAILLES DE LA KATZBACH, DE KULM, DE GROSS-BEEREN, DE DENNEWITZ. — TRAITÉ DE LA TRIPLE ALLIANCE A TŒPLITZ.

Le 10 août, l'armistice avait été dénoncé; le même jour, l'Autriche, réunie de principes aux puissances avant même que les traités eussent consacré leur union, voyait déjà son armée en ligne avec ses nouveaux alliés qui avaient fait plusieurs marches en Bohême pendant la tenue du congrès, au nombre de quatre-vingt mille hommes sous les ordres de Barclai de Tolly. Moreau était arrivé à leur quartier général : il venait servir sous les drapeaux ennemis, pour répondre à l'appel de Bernadotte encore plus coupable que lui, si l'on peut reconnaître des degrés dans le crime de porter les armes contre sa patrie. Cependant les hostilités ne devaient commencer que le 16, six jours après la dénonciation de l'armis-

tice; mais le 14, le maréchal Blücher, connu depuis sa retraite d'Iéna sur Lubeck pour être peu scrupuleux en fait de bonne foi, fit marcher ses troupes sur le terrain de la neutralité. Il était entré dans Breslau, et ensuite à Jauer. Le maréchal Ney, attendant religieusement le dernier jour de la dénonciation, se trouva surpris par Blücher, et dut se mettre en retraite. Ainsi, la campagne s'ouvrit, du côté des alliés, par une violation des droits de la guerre. Les commissaires de l'armistice, le baron de Krusemarck et le comte Schouwaloff, manifestèrent hautement leur indignation.

Les ennemis ont cinq cent mille hommes sous le drapeau, et Napoléon deux cent quatre-vingt mille seulement; mais il compte sur le choix de sa position et sur son génie. Il part de Dresde dans la journée du 15 août; le même jour, sa garde marche sur Bautzen, où le lendemain arrive le roi de Naples. Le 18, à Gorlitz, l'Empereur est rejoint par le duc de Vicence, à qui M. de Metternich avait renouvelé l'ultimatum de la guerre au nom de François et d'Alexandre. Le dessein de Napoléon est de menacer les communications entre l'armée russe-prussienne et celle de Schwartzemberg. Le 19, Napoléon touche à Zittau; il y trouve le corps de Poniatowski, et entre avec lui

à Gabel. Il juge alors qu'il n'a en face qu'une division de cavalerie légère autrichienne, commandée par le négociateur Bubna, et que le gros des forces alliées se rassemble sur la rive gauche de l'Elbe. Toutefois, connaissant la lenteur autrichienne, il pense qu'il a le temps, avant de prévenir l'ennemi à Dresde, de courir en Silésie, et de repousser les cent mille hommes de Blücher au delà des positions que le maréchal Ney a été contraint de leur abandonner. Arrivé devant eux le 21, à Lowenberg, il fait jeter des ponts sur le Bober, sous le feu de l'ennemi qui est forcé de reculer sur tous les points. A la manière dont s'exécute l'attaque, Blücher devine que Napoléon est là, et il ne cherche plus à disputer le terrain : cependant une retraite trop précipitée pourrait compromettre sa gauche; en conséquence, il se concentre derrière la petite rivière de Haynau. Mais l'armée française continue son mouvement avec vigueur, et il doit se réfugier derrière la Katzbach. A la fin de cette journée a lieu la première défection dans nos rangs; un régiment de hussards westphaliens passe en entier à l'ennemi, malgré nos succès. Enfin, le 23 août, se termine la poursuite de Blücher par Napoléon. Défait de nouveau à Goldberg, le général prussien se retire en toute hâte sur Jauer, où le 24 il réunit son armée.

Napoléon avait bien calculé; il a eu le temps de battre et de repousser Blücher : il aura celui d'arriver à Dresde avant Schwartzemberg. Peut-être laisse-t-il avec regret à ses lieutenans cette valeureuse armée de Silésie, où il a pendant trois jours fixé la victoire. Dès le 22, il avait fait rétrograder sa garde sur Gorlitz. Le 23, dans sa route, il donne au maréchal Ney, que Macdonald remplace à l'armée de Silésie, l'ordre de le suivre avec son corps; mais l'ordre est mal transmis, et le maréchal rejoint seul l'Empereur : cette erreur grave ne pouvait être réparée; Napoléon marchait sur Dresde à toute course. Déjà les alliés ont franchi les montagnes de l'Erzgebirge. Le 24, le maréchal Saint-Cyr, après une légère canonnade, quitte sagement le camp de Pirna, et se retire à Dresde, qui a été mise à l'abri d'un coup de main. Le lendemain, le prince de Schwartzemberg campait devant Dresde, avec deux cent mille hommes; mais il remit l'attaque au 26, pour attendre l'arrivée du corps de Klenau. Moreau, qui connaissait le prix du temps et qui surtout appréciait l'absence de Napoléon, voulait que l'attaque eût lieu au moment même, et alors la ville serait nécessairement emportée. Napoléon savait que le 9 juillet, aux conférences de Trachemberg, les Autrichiens, les Russes et les Prussiens s'étaient

donné rendez-vous à *Dresde, dans le camp de l'ennemi.* Il avait formé son plan en conséquence. Les instructions tracées au maréchal Berthier le jour du départ de Dresde, et laissées en double au duc de Bassano, en font foi. Napoléon avait conçu deux projets pour deux hypothèses différentes : dans l'une, marcher de Gabel sur Prague, et envahir la Bohême; dans l'autre, franchir l'Elbe à Kœnigstein ou à Lilienstein. La démonstration qu'il venait de faire par la Silésie, sur la Bohême, n'avait pas eu d'autre but que d'inspirer aux alliés l'espoir d'arriver avant lui à Dresde, et lorsque ces mêmes alliés s'avanceraient dans la plaine, Napoléon devait, en passant les ponts de l'Elbe à Kœnigstein, revenir se placer sur les derrières de l'armée ennemie, en la coupant des montagnes de la Bohême, et la forcer de recevoir la bataille au moment où elle comptait attaquer Dresde. Mais il fallait, pour l'exécution de cette belle opération, que Dresde pût tenir jusqu'au 28; et sur cette question une réponse négative, rapportée par le général Gourgaud à l'Empereur, le détermine à renoncer à son dessein. Il se contente de détacher le général Vandamme pour débloquer Pirna, et s'emparer des défilés de Peterswalde, sur la Bohême. Alors, mettant encore à profit la lenteur autrichienne, il entre à Dresde

le 26, vers dix heures du matin. Dans la matinée, tous les corps en route ont rejoint l'Empereur, qui les reçoit à l'entrée du pont et leur donne les ordres de direction. Il était temps : en effet, à quatre heures après midi, le prince de Schwartzemberg s'est décidé à ne plus attendre le corps de Klenau, et commande l'assaut. Les alliés, formés en six colonnes précédées chacune de cinquante bouches à feu, s'avancent sur les ouvrages. En peu de momens la canonnade devient terrible. L'artillerie de la redoute de la porte de Freyberg est démontée par celle de l'ennemi ; il emporte également la redoute du centre. Nos troupes, qui occupent le parc, se replient sur les faubourgs. Les alliés débouchent entre Striesen et l'Elbe, et portent le combat jusqu'aux pieds des palissades. Les boulets, les obus balaient les rues de la ville. Napoléon juge le moment de l'offensive arrivé pour lui. Son centre est couvert par les retranchemens de Dresde. Il ordonne d'assaillir les deux flancs de l'ennemi ; il porte tout sur les deux ailes. La jeune garde a l'honneur de la première attaque. Le maréchal Ney débouche par la porte de Plauen, sur la gauche des alliés ; le maréchal Mortier sur la droite, par la porte de Pirna. Le roi de Naples, avec la cavalerie de la garde et celle de Latour-Maubourg, repousse l'ennemi sur la route de

Wilsdruf. Bientôt la victoire, que Schwartzemberg croyait certaine, se change en une défaite sanglante, et les Français ont repris toutes leurs positions. On consacre la nuit, de part et d'autre, aux dispositions de la grande affaire du lendemain. Dès la pointe du jour, Napoléon, sûr de ses hautes combinaisons, présente la bataille, et Schwartzemberg l'accepte, plein de confiance dans la supériorité de ses forces. Cependant l'absence du corps de Klenau forme un vide dans la ligne ennemie; son aile gauche est sans appui. Cette défectuosité n'échappe pas à Napoléon; il voit le parti qu'il peut en tirer. Les deux armées sont en présence. A sept heures la canonnade commence sur les deux fronts. L'aile droite des Français a fait des progrès rapides : du côté des alliés, le centre est coupé de la gauche. Alors, par l'ordre de Napoléon, la canonnade redouble au centre, afin d'attirer l'attention de l'ennemi, et de l'empêcher de secourir sa gauche. Bientôt il rétrograde de toutes parts et évacue ses positions. Le corps de Klenau arrive enfin, mais trop tard. Les deux meilleures communications de l'ennemi sur la Bohême sont occupées, celle de Pirna par Vandamme, celle de Freyberg par le roi de Naples. A l'entrée de la nuit, Schwartzemberg a ordonné la retraite en trois colonnes sur Tœplitz. Il laisse

Digitized by Google

BIBLIOTECA NAZIONALE "VITTORIO EMANUELE III" NAPOLI

BATAILLE DE DRESDE

Mort de Moreau.

sous les murs de Dresde trente mille morts et douze mille prisonniers. Au nombre des victimes de la journée se trouve le célèbre Moreau. Le premier coup de canon, tiré de Dresde par les ordres de l'Empereur, a emporté les deux jambes à ce général, qui meurt quatre jours après, au milieu des plus cruelles souffrances. La justice veut qu'on mette la gloire légitime de Moreau en présence de la faute qui ternit l'éclat de sa vie; quant à Napoléon, ne semblait-il pas être dans ce moment le ministre de la vengeance nationale contre l'illustre coupable dont les conseils avaient failli nous enlever Dresde et perdre l'armée française?

Après cette grande bataille, où, le premier jour avec soixante mille hommes et le second avec quatre-vingt mille, Napoléon avait défait les deux cent mille hommes de Schwartzemberg sous les murs de Dresde, il chargea le roi de Naples, le duc de Raguse et le maréchal Saint-Cyr, de poursuivre l'armée vaincue. Lui-même se disposa à partir pour Pirna, et à porter en Bohême ses aigles triomphantes; mais les nouvelles de la Silésie l'arrêtèrent : elles étaient telles, qu'au moment d'aller achever la victoire de Dresde, à Tœplitz, où se dirigeait Schwartzemberg, il se vit tout à coup plus nécessaire sur les bords du Bober que sur les rives de l'Elbe.

En effet, tandis que l'Empereur enlevait les portes de Dresde à Schwartzemberg, Macdonald s'avançait dans la Silésie avec soixante mille hommes contre cent mille d'infanterie et vingt-cinq mille d'excellente cavalerie. Cependant il avait pour instruction de se borner rigoureusement à contenir Blücher; d'ailleurs, plusieurs jours d'une pluie continuelle ayant rendu les chemins impraticables, fait déborder les rivières, et mis les armes à peu près hors d'état de servir, un double motif de prudence lui conseillait de suivre les ennemis, plutôt que de les poursuivre, et de les attendre dans une position qu'il aurait choisie. Mais, le 26 août, malgré les représentations de ses généraux, il avait ordonné le mouvement d'attaque. Blücher, débarrassé de Napoléon, de la garde impériale et de quatre autres corps, reprenait aussi, et avec plus de raison, l'offensive. Il se disposait à passer la Katzbach. Les deux armées donnèrent l'une contre l'autre, sans le savoir, au milieu d'un épais brouillard qui masquait leur marche respective. Lauriston attaqua Langeron. Blücher s'arrêta alors et plaça ses troupes. De notre côté le onzième corps se développa entre Wemberg et Kleintentz; Macdonald espérait que Souham, qui devait déboucher par la route de Liegnitz à Jauer, entrerait en ligne et appuierait sa gauche; mais ce général, que la

canonnade de Lauriston avertissait de se hâter, crût pouvoir arriver plus tôt en suivant par Kroitsch la direction tracée pour la cavalerie : ces deux corps se croisèrent dans le défilé long et étroit de ce village. Il s'ensuivit un encombrement épouvantable. Livrée à ses propres forces, la gauche de Macdonald fut tournée par la cavalerie ennemie. Les Français se virent refoulés dans le défilé du village, où le parc et les bagages du onzième corps restèrent au pouvoir des Prussiens. Acculé à deux rivières par Sacken et Yorck, Macdonald s'opiniâtre à soutenir un combat trop inégal; toutes ses tentatives pour opérer une diversion avantageuse sont inutiles, et causent des pertes considérables à notre armée. Dans la nuit, il put enfin se retirer sur Bauntzlau; mais Lauriston, réduit à lutter toute la journée contre les cinquante mille hommes de Langeron, attaqué par des forces triples des siennes près de Goldberg, n'est parvenu à rentrer dans cette ville qu'en laissant sur le champ de bataille dix-huit pièces de canon. D'un autre côté, la division Puthod, abandonnée seule dans les montagnes, après notre revers de la Katzbach, a succombé sous la supériorité du nombre, malgré une résistance héroïque; et les flots du Bober ont enseveli tout ce qui n'a pu se sauver à la nage. L'audace inopportune de Macdonald coûte à

la France cent pièces de canon et vingt-cinq mille hommes, dont quinze mille prisonniers. Son opération fut d'autant plus blâmée, que l'armée de Silésie ayant pour mission de se borner à isoler entièrement Blücher de la Bohême, et de le rejeter, si cela se pouvait, sur l'Oder, c'était la droite et non la gauche de l'ennemi qu'il fallait assaillir. Mais du moment où Macdonald s'était trouvé surpris en flagrant délit, dans sa fausse marche sur Jauer, il aurait dû se replier et défendre son front de bataille avec les rivières, au lieu de les avoir derrière lui. La Katzbach donna son nom à la bataille, et la bataille le titre de prince à Blücher. Bien que ce général eût combattu ces deux journées avec la supériorité de trois contre un, sa perte fut à peu près égale à celle de l'armée française.

On se souvient que l'Empereur a chargé Vandamme de reprendre Pirna, et de s'emparer de la position de Peterswalde. Le 25 août, jour de l'attaque de Dresde, ce général avait occupé Kœnigstein; le lendemain, jour de la bataille, il enlevait le camp retranché de Pirna, et poussait devant lui le général Ostermann. Se croyant soutenu à Pirna, où il était remplacé par le maréchal Saint-Cyr, il avait franchi les hauteurs de Peterswalde, et cédant à une ardeur inconsidérée, sans avoir as-

suré par un simple détachement ses communications ; il s'était précipité sur la petite ville de Kulm, en avant de Tœplitz. Mais Ostermann avait senti toute l'importance du seul point par où la retraite de Schwartzemberg devait s'opérer, et il s'arrêta à une demi-lieue de cette ville, résolu d'en défendre à tout prix les approches au général Vandamme. Celui-ci, convaincu de l'intérêt attaché à l'occupation de Tœplitz où les alliés ont réuni une immense quantité de matériel, attaqua violemment Ostermann, qui le reçut avec une rare intrépidité. Vers le soir, une forte colonne prussienne, détournée de sa route par la poursuite de l'armée victorieuse, déboucha sur le champ de bataille, et obligea Vandamme de se retirer sur Karwitz et sur Kulm. Il aurait dû se reployer alors devant des forces aussi supérieures, et retourner prendre position à Hollendorf, où il aurait envoyé à la découverte des mouvemens de l'Empereur. Il aurait su que la direction avait été tout à coup changée en conséquence du départ subit de Napoléon qui, surpris à Pirna par des vomissemens violens, était retourné à Dresde. Mais, le 30 au matin, Vandamme, malgré le danger qui le menaçait, s'étant obstiné à rester devant Kulm avec ses dix-huit mille hommes, il avait vu Barclai de Tolly mettre en mouvement

soixante-dix mille combattans, dont dix mille de cavalerie : le résultat d'une semblable témérité ne pouvait être douteux. La valeur française devait expirer devant cette masse d'assaillans, et bientôt la retraite de Vandamme avait tourné en une déroute complète. Ses soldats s'étaient précipités pêle-mêle sur les défilés de Telnitz, après avoir abandonné leur artillerie. Mais de nouveaux malheurs les attendaient! Vers deux heures, la tête du corps du général prussien Kleist parut à Telnitz; repoussé de la route de Tœplitz par l'affluence des corps alliés, pressé par le maréchal Saint-Cyr, il avait dû se jeter sur la gauche, et prendre la route de Peterswalde. Cette rencontre imprévue place tout à coup les soldats de Vandamme entre l'ennemi qui les poursuit et l'ennemi qui leur barre le chemin : dans une telle extrémité, ils jurent de s'ouvrir un passage l'épée à la main. Formés en colonne serrée, ils gravissent la montagne, et, guidés par Corbineau, abordent audacieusement la colonne de Kleist. Tout ploie devant ce grand acte d'un courage désespéré : les Prussiens sont culbutés, enfoncés; leur artillerie tout entière tombe au pouvoir des Français. Héroïsme inutile! Suivis de trop près par les troupes de Barclai et d'Ostermann, les nôtres sont forcés d'abandonner les canons conquis en

fuyant. Cependant, à deux lieues du champ de bataille, Corbineau, Dumonceau et Philippon rallient les glorieux débris du corps de Vandamme, contiennent l'ennemi, et arrivent à Liebenau, où ils rejoignent le maréchal Saint-Cyr. La fatale journée de Kulm arrêta la marche de la grande armée de Napoléon, sauva celle de Schwartzemberg, et rendit aux alliés l'attitude offensive, à laquelle nous ne les avions pas accoutumés, ou qu'ils avaient presque toujours payée par des revers, quand ils avaient osé la prendre devant nous. Ce fut sous les auspices de ces malheurs de la France, que, le 2 septembre, les trois souverains se réunirent à Tœplitz, où le ministre britannique, lord Aberdeen, reçut hautement leurs sermens. Le 9, fut signé en sa présence le traité qui proclama l'accession solennelle de l'Autriche à la ligue du Nord, et qui révéla en même temps les mystères de Reichembach, de Trachemberg. Ce traité rétablissait l'Autriche et la Prusse, l'une dans le *statu quo* de 1803, l'autre dans celui de 1805. L'histoire ne peut manquer de remarquer que, stipulant cette disposition dès le mois de juillet aux conférences de Trachemberg, l'Autriche, médiatrice du congrès qui allait s'ouvrir, avait accepté, avait donné elle-même rendez-vous dans le camp de *l'ennemi commun*. Quel nom

infliger à la duplicité des protestations de François II à son gendre, dont il préparait la ruine avec une si odieuse préméditation, et sans aucun respect de tout ce qu'il y a de plus sacré sur la terre?

Partout la fortune imprimait sa main ennemie à nos affaires. Le 18, parti de Baruth, conformément à l'ordre de l'Empereur, le duc de Reggio avait la mission de s'emparer de Berlin par une opération que le prince d'Eckmühl était chargé de soutenir d'un autre côté; mais, demeuré dans l'inaction le 19 et le 20, le premier de ces maréchaux quitta le jour suivant la route de Torgau à Berlin, et fit un mouvement sur Wittemberg. Le 22, se trouvant en face de Bernadotte, le duc de Reggio attaqua son armée forte de cent mille hommes, et emporta les défilés de Wittstock et de Juterbogt. Le lendemain, le maréchal avait donné à ses troupes une direction tellement divergente, qu'il se trouvait inférieur à son adversaire sur tous les points, au lieu qu'en portant la masse de ses forces sur l'extrême gauche du prince royal, il devait battre les Prussiens qui la formaient, et contenir le centre et la droite de l'ennemi avec le septième corps commandé par le général Reynier. De cette manière seulement il aurait pu arriver à Berlin. Mais au lieu de suivre la marche si impé-

rieusement tracée par Napoléon, et combinée avec celle du prince d'Eckmühl, il avait dirigé le septième corps sur Gross-Beeren, le douzième sur Ahrensdorf, et le quatrième sur Blackenfeld. Le prince royal avait porté tous ses efforts sur le centre à Gross-Beeren, jugeant bien que le succès de son attaque entraînerait nécessairement la défaite de nos deux ailes. L'événement justifia cette prévision. Long-temps le général Reynier, assailli avec la plus grande impétuosité, déploya une vigueur égale à celle des ennemis. L'artillerie ne décidant pas la question, et la pluie ayant rendu les fusils presque inutiles, on en vint à la baïonnette, l'arme favorite de nos soldats; mais, écrasé sous le nombre, le général français se vit forcé d'abandonner Gross-Beeren, et de se retirer sur Gottow. Après la défaite du septième corps, les deux ailes se reployèrent sur Trebbin. Treize pièces de canon et quinze cents prisonniers, presque tous Saxons, qui le lendemain passèrent à la solde de la Prusse, servirent de trophées au prince royal. Ainsi cette prise de Berlin, et la belle idée de la jonction des deux maréchaux, idée qui, depuis deux mois, occupait toute la pensée de Napoléon, s'étaient perdues dans les chances toujours désastreuses d'une retraite.

A son retour de Pirna, l'Empereur apprit à

Dresde l'échec du duc de Reggio. Les pertes essuyées à Gross-Beeren n'étaient pas irréparables, et l'attaque de Berlin se présenta à son esprit comme un projet plus important que l'on pouvait reprendre d'autant mieux, que le prince d'Eckmühl se trouvait encore à même de la seconder. Il donna au maréchal Ney le commandement du maréchal Oudinot, lui prescrivit de se porter en avant et de replacer, par un mouvement de flanc, l'armée sur la route de Dresde à Berlin. Le 5 septembre, Ney commença son opération, chassa les Prussiens de leurs positions, et se remit en marche le lendemain. Il ne songeait pas à s'engager ce jour-là, mais à doubler l'aile gauche de l'armée combinée par devant Juterbogt, à gagner Baruth rapidement, et à se diriger sur Berlin. Dans sa route, le général Bertrand rencontra, au village de Dennewitz, le corps prussien de Tauenzien, et força son aile gauche à reculer. Bulow parut alors, et un combat violent s'éleva entre les deux partis également acharnés : il durait depuis quatre heures, lorsque l'arrivée du septième corps ébranla l'ennemi ; bientôt une fausse charge de cavalerie ayant mis notre infanterie à découvert, le maréchal, repoussé à son tour de deux villages qu'il occupait, fit avancer le douzième corps. De part et d'autre on redoublait d'audace

et de constance; et le maréchal allait triompher de tous les obstacles; lorsque Bernadotte vint décider l'action en sa faveur, avec soixante-dix bataillons, quatorze mille chevaux et cent cinquante pièces de canon. Dans cette situation critique, hors d'état de lutter contre des masses aussi imposantes, le maréchal ordonna la retraite; elle s'opéra en bon ordre sur Rohrbuk, où il voulait prendre position, se défendre jusqu'à la nuit, et marcher sur Torgau; mais l'armée française malheureuse était blessée à mort. La trahison achevait ce que la supériorité des forces n'avait pu faire; le septième corps perdit tout à coup deux divisions saxonnes qui passèrent à l'ennemi. Cette désertion laissa un vide immense dans la ligne; et, malgré les efforts du duc de Padoue, ce vide fut rempli par les alliés. Sa cavalerie se vit rejetée sur l'infanterie, et le désordre se mit dans nos rangs. En vain, avec cette intrépidité que rien n'a jamais abattue, Ney voudrait, à la tête des débris de la division Morand, sauver au moins l'honneur de ses troupes: deux divisions de cavalerie sont sourdes à sa voix, et s'éloignent de la bataille. Alors la déroute est complète: brisée en deux, l'armée se précipite dans deux directions différentes. Oudinot s'est jeté sur la route de Schweidnitz avec le septième et le douzième corps, et Ney arrive à Dahme

avec le quatrième. Le 8 septembre, l'armée du maréchal avait repassé l'Elbe. Elle s'était réunie sous les murs de Torgau. Ney établit son quartier général à Tulemberg, et le prince royal à Juterbogt.

Cependant, après la nouvelle de la défaite de la Katzbach, au lieu de suivre l'opération qu'il avait commencée sur la Bohême, Napoléon partit de Dresde le 3 septembre, avec sa garde, le corps de Marmont et la cavalerie de Latourg-Maubourg, pour arrêter Macdonald dans sa retraite et ressaisir l'offensive contre Blücher. Mais celui-ci, à la première rencontre qui eut lieu près de Bautzen, reconnut à l'attaque du roi de Naples que l'armée de Macdonald venait d'être renforcée. Fidèle à son plan, il ne chercha point à compromettre ses succès, et se dirigea sur Gorlitz et sur Lobau. Le 6, Napoléon fit un mouvement sur Reichembach. Blücher se porta derrière la Neiss et la Queiss. Napoléon vit bien que ce général n'avait d'autre intention que de le tenir éloigné de Dresde, afin de favoriser sur le Haut-Elbe les entreprises de la grande armée de Bohême; il reprit en toute hâte la route de la capitale de la Saxe, mécontent de n'avoir pu joindre Blücher, et prescrivant à Macdonald d'imiter la conduite des Prussiens, de ne rien hasarder, et de se retirer

devant des forces supérieures. Il était temps de revenir à Dresde. Le 5 septembre, Wittgenstein avait remplacé Saint-Cyr à Peterswalde, et le 7 à Pirna; mais après avoir dépassé cette ville, le général russe fut contraint de rétrograder, ainsi que le général Klenau, par un mouvement que Napoléon avait fait sur Liebstadt, et qui nous mit en possession des positions de Geyersberg, de Hollendorf, d'Altemberg et de Borna. Le 11, l'Empereur était de retour à Dresde; le 14, le prince de Schwartzemberg délogea les Français de Hollendorf : le 16, ils y rentrèrent; le 17, Napoléon ordonna l'attaque sur Kulm, et s'empara des villages qui avaient vu la perte de Vandamme. L'ennemi parvint de nouveau à s'en rendre maître, et revint occuper encore Peterswalde en Silésie. Blücher, ayant jugé bientôt que Napoléon avait quitté l'armée de Macdonald, s'était reporté en avant. De son côté, le maréchal français, prenant trop à la lettre les derniers ordres de l'Empereur, avait reculé sans brûler une amorce entre Dresde et Bischoffswerda, et facilité ainsi, au lieu de la retarder, comme il le pouvait avec une honorable et sage résistance, la jonction des trois armées alliées. Bubna touchait par sa droite au prince royal, et par sa gauche à Blücher. Mais tandis que ce général, inquiet de notre marche

sur Grossenhayn, et portant le corps de Sacken à Camens, forçait encore Macdonald à quitter Bischoffswerda et à se retirer sur Hartau, le roi de Naples eut affaire à Tauenzien, et prit Mühlberg; le lendemain cette ville retomba au pouvoir de l'ennemi. Le 21, Napoléon voulut tenter une troisième fois de livrer bataille à Blücher; le 22, il chassa son avant-garde de Hartau : le 23, il la poursuivit jusqu'à Godau, mais il trouva Blücher dans une position tellement avantageuse, qu'il ne crut pas devoir l'attaquer, notre gauche étant déjà débordée par le corps de Sacken. Napoléon ayant renoncé à son projet, Macdonald reçut l'ordre de reculer; Blücher suivit ce mouvement rétrograde. Bernadotte, plus prudent, conservait toujours son quartier général de Juterbogt, et se contenta de s'assurer, pour le passage de l'Elbe, de deux points fortifiés, Rosslau et Acken; bientôt il poussait son avant-garde jusqu'à Dessau, et faisait investir Wittemberg par Bulow : en même temps Tauenzien s'étendait sur la gauche pour communiquer avec Blücher. Le 24, la tranchée fut ouverte devant Wittemberg, qui perdit ses faubourgs. Le bombardement, commencé le 25, continua le 26; la ville était en feu. Bulow ouvrit la seconde parallèle; mais, le même jour, le maréchal Ney reprit l'offensive, obligea

les Suédois à quitter Dessau, et, trop faible pour attaquer leur tête de pont à Rosslau, il établit son quartier général à Oranienbaum. Cette journée du 26 septembre était signalée par un événement bien important : les cinquante mille hommes que Beningsen amenait à marches forcées de la Pologne à travers la Silésie passèrent l'Elbe à Lietmeritz. La présence de Beningsen fit donner le signal de la destruction de Napoléon sur toute la ligne des coalisés.

Assiégé de toutes parts, Napoléon s'obstinait à garder Dresde comme un immense arsenal, comme la forteresse d'où, suivi de son invincible garde, il pourrait encore s'élancer au secours de ses armées, et y porter la victoire avec lui : mais les alliés avaient résolu de le forcer dans cette position, ou de l'en arracher. En conséquence, les armées de Schwartzemberg et de Beningsen se combinèrent pour agir sur notre flanc droit, et celles de Blücher et de Bernadotte pour agir contre notre gauche. Afin de faire face à un orage si redoutable, Napoléon appela à lui les vingt mille hommes qu'Augereau avait organisés à Wurtzbourg, et dès lors la Bavière resta abandonnée à elle-même, c'est-à-dire que nous fûmes menacés de la défection d'une armée, et privés de tout l'appui de cette puissance. Sûrs de

ne trouver partout que des auxiliaires, les alliés pressaient leur marche avec rapidité : le 4 octobre, toute l'armée de Blücher avait effectué le passage de l'Elbe, à l'exception du corps du général Thümen, qui continuait le siége de Wittemberg. De son côté, le prince royal de Suède franchissait le fleuve à Rosslau et à Acken. Le maréchal Ney dut évacuer Dessau et se retirer sur Delitsh, où, le 5, il fut rejoint par le général Bertrand. Le 6, Bernadotte entrait à Dessau, et Blücher à Duben. Le mouvement était général. Le 5, le prince de Schwartzemberg s'était porté à Mariemberg, et Beningsen l'avait remplacé à Tœplitz.

Cependant, avant de partir de Dresde, Napoléon conçoit encore le projet de surprendre Blücher et d'empêcher sa jonction avec Bernadotte. Le 7, à six heures du matin, il a quitté Dresde ; il y laisse malheureusement deux de ses meilleurs généraux, le maréchal Saint-Cyr et le comte de Lobau, ainsi que trente mille hommes qu'il ne revoira plus. Le 9, Napoléon marche à la tête de cent vingt-cinq mille hommes sur Duben, où est Blücher ; mais celui-ci, par une manœuvre hardie, lui échappe : il passe la Mulda, et se réunit à Zœrbig avec le prince royal de Suède. Tous deux, malgré leur immense supériorité, se sont

repliés sur la Saale; ils craignent d'engager le fer avec le redoutable Napoléon jusqu'à la coopération de la grande armée de Bohême. Le 11, Napoléon poursuit son mouvement. Wittemberg est débloquée par le général Reynier; Dessau est forcée par le maréchal Ney. Tauenzien et Thümen sont rejetés avec perte de l'autre côté de l'Elbe : ils détruisent le pont de Rosslau, et se retirent par Zerbst sur Potsdam et Berlin. Bernadotte défend les approches de cette capitale. Napoléon attend à Duben le parti que prendront les coalisés. C'est dans cette ville, le 14 octobre, qu'il reçoit la déclaration de guerre de la Bavière, dont l'armée a trahi notre cause contre le vœu de son souverain. Le roi de Wurtemberg va céder aussi, malgré lui, à une loi si cruelle pour un prince généreux et pour un allié fidèle. Entraîné par le même tourbillon, le grand-duc de Bade suivra bientôt l'exemple de ses voisins. Napoléon, en pleine marche militaire, voit tout à coup les tentes qui couvrent son terrain stratégique coupées par de grands intervalles : mais, ce qui est surtout funeste et irréparable, la jonction de l'armée bavaroise avec le corps de Reuss découvre la frontière française depuis Huningue jusqu'à Mayence. Plus d'autre ressource, pour ne pas perdre toute communication avec la France, que de gagner rapidement

Leipsick, où les armées combinées pourraient nous prévenir. D'ailleurs, la grande armée autrichienne avait débouché de la Bohême; et, le 13, le roi de Naples, vivement attaqué vers le village de Wachau, n'a écouté que sa valeur, et a payé un imprudent succès par un revers. Napoléon, arrivant le soir à Leipsick, vit dans le lointain les feux du combat inégal que soutenait son beau-frère. Les alliés n'ont pas cessé d'avancer; ils sont avec trois cent quarante-neuf mille hommes en présence de Napoléon, qui n'en compte que cent cinquante-cinq mille, et n'a que vingt-deux mille hommes de cavalerie à opposer à un nombre plus que double de cette arme si importante dans une vaste plaine. C'est avec ces forces que Napoléon va disputer encore l'empire du monde, et balancer la fortune.

CHAPITRE IV.

BATAILLE DE WACHAU, DE LEIPSICK ET DE HANAU. — L'ARMÉE REVIENT A MAYENCE.

La journée du 15 octobre fut consacrée par les deux armées aux préparatifs pour l'engagement du lendemain : il était inévitable; les vedettes ne se trouvaient plus qu'à une portée de fusil. Napoléon et Schwartzemberg ne changent rien le jour suivant aux dispositions de la veille; ils ont la même ardeur d'en venir aux mains, quoiqu'il manque aux Français le septième corps, qui est en marche d'Eilembourg sur Taucha; et aux alliés, l'armée de Beningsen et de Colloredo, qui n'était pas encore arrivée sur le champ de bataille. A neuf heures précises, au signal de trois coups de canon, tirés à intervalles, trois fortes colonnes des armées de Wittgenstein et de Kleist débouchent, couvertes par deux cents pièces d'artillerie. La bataille de Wachau commence : une canonnade effroyable l'annonce sur les deux lignes.

Tous les efforts des alliés se dirigent sur Wachau et Liebertwolkwitz; ces deux villages, six fois attaqués, résistent six fois, défendus qu'ils sont par Bellune et par Lauriston, et par la cavalerie de Latour-Maubourg, de Sébastiani, de Milhaud. A onze heures, Macdonald a enlevé une batterie; à midi, le deuxième corps repoussait la sixième attaque. Napoléon juge le moment favorable de forcer le centre ennemi par un mouvement décisif pour la journée; il fait avancer sa réserve en ligne. Oudinot, Mortier, Victor, combinent leurs manœuvres, et rivalisent de bravoure et de succès. Drouot protége avec soixante bouches à feu de la garde la marche de Victor. Le prince de Wurtemberg ne peut résister; ses troupes sont culbutées et vivement poursuivies. Le centre ennemi allait être enfoncé, quand les grenadiers de Rajewski opposent à l'impétuosité française une barrière impénétrable, et permettent au prince de Wurtemberg de se rallier derrière leurs rangs. Le combat est aussi acharné sur les deux ailes: Macdonald et Lauriston ont repoussé Klenau; Schwartzemberg envoie aussi sa réserve appuyer son centre. Mais Napoléon, que fatigue une canonnade meurtrière sans résultat, lance la cavalerie par grandes masses, afin de déterminer notre triomphe. Kellermann a débouché par la droite

de Wachau avec les Polonais et les dragons de la garde; par la gauche s'élance le roi de Naples avec la cavalerie de Latour-Maubourg; le duc de Bellune revient à la charge sur les grenadiers de Rajewski et les colonnes du prince de Wurtemberg. Kellermann, après avoir culbuté les cuirassiers russes, se voit ramené sur les hauteurs de Wachau par la réserve autrichienne de Nostitz. De son côté, le roi de Naples a dispersé la cavalerie qui couvrait Gossa, entamé les grenadiers russes, renversé le corps du prince de Wurtemberg, emporté une batterie de vingt-six pièces; mais au moment d'achever la victoire, privé des généraux Maison et Latour-Maubourg, qui sont tombés blessés, et surpris tout à coup dans le désordre qui suit une charge à fond par les cosaques de la garde russe, il recule à son tour, en perdant vingt-quatre des bouches à feu dont nous venions de nous emparer avec une rare audace. Cependant Toubeskoi parvient à rallier les grenadiers de Rajewski, et les réserves de la cavalerie autrichienne entrent en ligne; son apparition sur le champ de bataille fait rétrograder vers leur première position les colonnes d'attaque du deuxième corps. Alors Napoléon met en mouvement les deuxième et cinquième corps de cavalerie; une artillerie formidable les soutient : ils

enfoncent le corps de Gorzakof, et enlèvent le village central de Gossa. Mais la division prussienne de Pirsen les arrête et rentre dans le village; elle est appuyée sur deux régimens de la garde russe et par quatre-vingts bouches à feu. Telle fut la dernière attaque que Napoléon dirigea à la journée de Wachau sur le centre des ennemis. A la droite, le prince Poniatowski venait de mériter le bâton de maréchal, en défendant avec succès le passage de la Pleiss contre les Autrichiens, malgré la supériorité de leur nombre et la fureur de leurs efforts; cependant, sur le soir, le général Meerweldt était parvenu à la traverser à un gué près de Dolitz. Notre droite se trouvait forcée; la grande combinaison de Schwartzemberg pour percer la ligne qui couvrait notre camp et nos parcs, et prendre toutes nos positions à dos, allait réussir, quand l'Empereur, que l'on croyait occupé tout entier du mouvement sur Gossa, accourut avec ce qu'il avait de troupes disponibles. Dolitz fut repris, le corps de Meerweldt culbuté dans la rivière, et lui-même tomba entre nos mains. Ainsi Napoléon remporta la victoire au lieu même où le feld-maréchal autrichien espérait que les Français rencontreraient leur défaite assurée.

Sur la rive gauche de l'Elster, le général Ber-

trand, chargé de la défense de Lindenau, a été vivement assailli par le général Giulay, et contraint, après sept heures de combat, à se retirer derrière la Luppe. Tout était perdu si le général autrichien eût fait sauter le pont de Lindenau, qu'il occupait depuis notre retraite; mais Giulay n'a point eu cette prudence, et Bertrand, ayant repris l'offensive avec audace, est parvenu à rejeter l'ennemi dans ses positions, et à nous rouvrir la route d'Erfurt, qui est celle de France. Au nord de Leipsick, nos armes ont eu autant de gloire peut-être et moins de bonheur. Privé des deux divisions Souham qu'il a envoyées du côté de Wachau, et qui n'ont pu le rejoindre quand il les rappelait, séparé du corps de Reynier, vainement attendu, ayant encore en arrière la division Delmas, le prince de la Moskowa a dû soutenir avec le duc de Raguse les efforts des trois armées réunies de Blücher. Ney a déployé pendant toute la journée une telle vigueur, qu'il a lassé la constance des ennemis, contre lesquels nous luttions dans la proportion d'un contre quatre. Mais enfin nous avons à regretter la position de Mœckern, deux mille hommes et douze pièces de canon. A la vérité, cette affaire coûtait dix mille hommes à Blücher; cependant, malgré ce résultat, et surtout dans l'impossibilité où nous étions de recevoir des ren-

forts importans, nos pertes irréparables étaient bien plus grandes que les siennes. A six heures, le maréchal Ney fit passer la Partha à Schœnfeld au sixième corps et à la division Delmas. Le duc de Padoue et le général Dombrowski se replièrent sur le faubourg de Halle, à Pfaffendorf.

La nuit approche; il n'est plus temps de songer à combattre en ce moment; après une action si longue et si terrible, qui a vu trois batailles en un jour, chacun se retire, et les feux de bivac remplacent les clartés meurtrières de l'artillerie. L'armée française a sa droite à Markléeberg, tout son centre à Wachau, sa gauche à la redoute suédoise. Les tentes de Napoléon ont été dressées en avant de Probstheyda, près de la route de Rochlitz; c'est là qu'on lui amène le général Meerweldt, auquel il fait rendre son épée; et après une longue conférence, ce général est conduit aux avant-postes alliés. L'ancien négociateur du traité de Campo-Formio pour l'Autriche, avec le vainqueur d'Italie dont la brillante étoile remplissait l'horizon, est devenu le négociateur de l'empereur Napoléon dont la fortune touche au déclin. Napoléon renvoie le comte de Meerweldt porter des offres conciliatrices à François II. La saine politique, l'intelligence des vrais intérêts de l'Autriche, qui ne peut aujourd'hui se rappeler sans honte et sans

regret les mémorables et prophétiques paroles de Napoléon à Meerweldt, prescrivaient à l'empereur François d'écouter les propositions avantageuses de l'Empereur des Français. Toutefois celui-ci se trompa étrangement s'il crut que son beau-père se souviendrait d'avoir recouvré deux fois sa couronne; Alexandre d'avoir obtenu le sauf-conduit d'Austerlitz et la paix de Tilsitt; Frédéric-Guillaume d'être remonté sur son trône; le républicain Bernadotte d'avoir peut-être été gracié comme général, pardonné plusieurs fois comme maréchal, enfin, autorisé et aidé puissamment à prendre place parmi les rois. La quadruple alliance n'admet ni le pardon des injures ni le pardon des bienfaits.

Nonobstant l'échec éprouvé sur la Partha, où la force du nombre et le hasard de l'absence d'un corps d'armée qu'un malentendu a empêché d'en venir aux mains favorisèrent si bien l'ennemi, la bataille de Wachau était une victoire, et certes elle avait donné une éclatante et nouvelle preuve de l'incontestable supériorité de l'armée française; mais il nous fallait un de ces succès de Marengo ou d'Austerlitz, qui finissaient une guerre et mettaient un empire à notre merci, et nous ne pouvions nous flatter d'avoir conquis ce résultat accoutumé de nos anciens triomphes. Au contraire, la lutte doit recommencer avec un immense péril

pour nous, malgré les avantages réels de notre position. En effet, nos vivres sont assurés, tandis que l'ennemi en manque; nos blessés reçoivent des secours dans les maisons de Leipsick, tandis que ceux des alliés se voient abandonnés à tous les besoins sur le champ de bataille et dans quelques villages désolés; la Pleiss et la Partha nous enveloppent et nous protégent; notre armée occupe les positions dominantes de la plaine, et nous sommes adossés à l'enceinte d'une grande ville et maîtres de ses portes. Enfin, même en cas de revers, des murs, des défilés, des marais, interposés entre l'ennemi et nous, lui opposeront assez long-temps des obstacles pour que le gros de notre armée opère sa retraite en sécurité par la route de Lutzen et de Weissenfels; mais cent vingt mille hommes de plus ont rejoint Schwartzemberg. Cependant l'admirable constance des Français, le génie de Napoléon parviendront encore à contrebalancer cet immense avantage, et à ramener la fortune conjurée avec nos ennemis, si d'un côté des trahisons consommées sur le champ de bataille par des compagnons d'armes et des alliés, si de l'autre l'inconcevable et criminelle inexécution des ordres du grand capitaine, ne viennent pas tourner l'événement contre nous.

La journée du 17, pendant laquelle on attendit

vainement une réponse de M. de Meerweldt, ne fut pas une journée de repos pour nos soldats ; ils la passèrent sous les armes, occupés à se préparer, et battus par une pluie continuelle. L'Empereur, comme cédant à une espèce de pressentiment, se hâte d'envoyer les insignes de maréchal de l'empire au prince Poniatowski, et reste dans sa tente à dresser le plan de la bataille du lendemain. En face de nous, le 17 au soir, le corps de Colloredo est entré en ligne, ainsi que celui de Beningsen; l'un s'établit à Grœbern, l'autre à Naunhof; le prince royal de Suède remplit le dernier vide en occupant Breitenfeld. Instruit de ces circonstances, Napoléon sent la nécessité de rétrécir encore son ordre de bataille, et, en se rapprochant de Leipsick, de se lier plus fortement avec sa gauche. A une heure du matin il quitte son bivac, et fait exécuter un changement de front, la gauche en arrière, le village de Connewitz servant de pivot. Pendant ce mouvement il va donner ses instructions à Reudnitz, au maréchal Ney; de là il se porte à Lindenau, où il ordonne au général Bertrand de marcher sur Lutzen et de se rendre maître des défilés de la Saale à Weissenfels. A midi, ce général avait rempli cette mission salutaire. En revenant, Napoléon visite les ponts de Lindenau, commande qu'on pratique dans les

marais voisins quelques nouveaux passages qui puissent faciliter la traversée de ce long défilé, envoie deux divisions de la garde relever le corps de Bertrand, et à huit heures du matin on le revoit à son quartier général de Stœtteritz.

En ce moment, l'armée de Schwartzemberg s'avançait sur trois épaisses colonnes : celle de droite commandée par Beningsen, celle du centre par Barclai de Tolly, celle de gauche par le prince de Hesse-Hombourg ; la première se dirigea sur Holzhausen, la seconde sur Wachau, la troisième sur Dolitz et Dœzen. Le prince royal de Suède avait quitté Breitenfeld, manœuvrait pour tourner la droite du maréchal Ney, et nous aborda par la route de Taucha à Leipsick. Blücher, sur la rive droite de la Partha, se disposait à franchir cette rivière. Le prince de Hesse-Hombourg commença l'action : après une attaque vive et opiniâtre, il emporta les villages de Dolitz et Dœzen, reçut une blessure, et fut remplacé par le général Bianchi. Le centre ennemi s'empara aussi de la bergerie de Meysdorf, et de la tuilerie en avant de Wachau. La droite traversa sur trois colonnes le ruisseau de Liebertwolkwitz. A dix heures, les deux armées étaient en présence, et la canonnade s'engagea sur tous les points. Les détachemens français, postés en avant pour arrêter la

marche des alliés, étaient rejetés sur le gros de l'armée. Macdonald, menacé d'être pris à revers sur sa gauche par Beningsen déjà maître de Baalsdorf, se retira sur Stœtteritz, et s'étendit jusqu'à Probstheyda, qui devint l'angle saillant de la ligne de défense. Là aussi se porta l'effort de l'ennemi. A la droite, le maréchal Poniatowski était vivement pressé à Connewitz. Cependant Oudinot, avec deux divisions de la garde, repoussait sur Dolitz le général Bianchi, qui fut secouru à temps par Colloredo. Oudinot dut ralentir son mouvement offensif. Poniatowski, ayant en tête des forces trop supérieures, se replia sur sa première position de Connewitz; il la conserva toute la journée malgré l'acharnement des Autrichiens, qu'il empêcha de déboucher de Lœssnig. Au centre, la grande attaque eut lieu à deux heures. Probstheyda, où se défendaient Bellune et Lauriston, fut assailli si vigoureusement par le prince Auguste de Prusse, qu'ils perdirent deux fois le village; mais l'occupation de ce poste était si importante, que Napoléon lui-même ordonna une dernière tentative, et en chassa définitivement les Prussiens. Stœtteritz, quartier général de l'Empereur, où s'était reployé Macdonald, résista aux troupes de Ziethen et de Beningsen, et fut incendié par leur artillerie. A cinq heures, Napoléon, voulant finir cette ter-

rible attaque du centre, fit établir ses réserves d'artillerie sur le plateau de Probstheyda, et refoula l'ennemi dans le vallon. Schwartzemberg, repoussé partout, garnit d'une artillerie également formidable le plateau opposé. De part et d'autre les armées immobiles tombaient foudroyées par une mort inévitable à la peur comme au courage. Ce stupide dévouement à la discipline militaire, contre laquelle l'honneur défend au dernier soldat le moindre murmure, doit paraître, sans contredit, la preuve la plus complète du degré d'asservissement que la tyrannie des institutions puisse imposer aux facultés physiques et morales de la multitude. Cette grande destruction sur place, sans gloire et sans passion, moissonna les deux camps jusqu'à la nuit qui enfin lui enleva la clarté nécessaire à la continuation du carnage.

Mais la bataille avait encore deux théâtres. Le prince royal de Suède et le maréchal Blücher ont aussi pris part à l'action. Menacé d'être tourné par le premier, le maréchal Ney, grâce à un changement de front rapidement conçu et habilement exécuté, a fermé la ligne circulaire que l'armée française formait autour de Leipsick. Alors une troupe de cavalerie et d'infanterie saxonne, avant-garde du corps du général Reynier, aux approches de la cavalerie russe, au lieu

de la combattre, courut à sa rencontre, et occupa à sa tête le poste d'avant-garde qu'elle venait d'abandonner dans nos rangs. Ce n'était là que le prélude d'une trahison en masse; car au moment où l'ennemi parut devant Paunsdorf, le reste des troupes saxonnes, composant deux brigades avec quarante pièces d'artillerie, et la brigade de cavalerie wurtembergeoise commandée par le général Normann, passèrent à l'ennemi malgré les efforts de leur digne chef, le général Zeschau, qui, fidèle à son prince et à l'honneur, demeura parmi nous, n'ayant plus que cinq cents hommes de sa nation. Pour comble d'horreur, à peine ces infames déserteurs furent-ils arrivés à distance, qu'ils dirigèrent le feu de leur artillerie sur la division Durutte, qui était en ligne avec eux! Cet attentat militaire, le plus odieux qu'offrent les annales de la guerre, avait son asile naturel sous les drapeaux de l'ex-maréchal français, qui venait, comme prince royal de Suède, porter les derniers coups à sa patrie. L'ennemi lui-même ne cacha point l'indignation que lui inspirait une telle perfidie. La conduite de l'armée saxonne a pu flétrir, mais non souiller la vieillesse de son vénérable monarque. La défection de ces indignes soldats avait laissé un grand vide dans la ligne française; réduit à quatre mille hommes, le général

Reynier était hors d'état de conserver Paunsdorf.

Dans le même moment un autre Français, le comte de Langeron, attaquait avec les Russes le village de Schœnfeld, un des faubourgs de Leipsick; deux fois il s'en empara, deux fois il en fut chassé par le sixième corps, qui, faute de munitions, dut enfin céder. Mais le maréchal Ney ayant fait succéder au sixième corps le troisième, Schœnfeld tomba de nouveau en notre pouvoir. Langeron engagea alors tout son corps d'armée, et, après des prodiges de valeur, le troisième corps, écrasé par cette masse d'assaillans, se vit aussi obligé de quitter ce village. Dix mille hommes de part et d'autre payèrent de leur sang l'affaire de Schœnfeld. Le maréchal Ney se reploya sur Reudnitz, où Langeron le suivit de près.

La division Durutte, restée seule contre l'armée suédoise et le corps de Wintzingerode, renforcée bientôt de la division Delmas, était parvenue à déposter les Suédois du village de Kohlgœrten; mais, assaillie par trente mille hommes, elle ne put résister plus long-temps, et l'ennemi poursuivait sa marche sur Leipsick. Averti de ce péril si pressant, Napoléon s'y porte de sa personne avec une division de sa garde à pied et ses grenadiers à cheval, et repousse les Suédois jusque

dans la position de Schœnfeld. Encouragé par ce succès important, l'Empereur ordonne de charger les Suédois sur leur gauche, qu'un intervalle entre eux et l'armée de Beningsen laissait à découvert. A peine la cavalerie légère de la garde eut-elle débouché par Mœlchau, qu'elle se trouva arrêtée en face de deux divisions que soutenaient l'artillerie saxonne et une batterie anglaise à la Congrève au service du prince de Suède. Ce furent encore les masses qui firent fléchir les Français. Bulow accourut avec son corps d'armée, et, malgré les efforts de nos braves, il se maintint toute la journée dans les villages de Stuntz et de Sellerhaussen, dont il s'empara.

Blücher, de son côté, avait fait attaquer le faubourg de Rosenthal, mais sans réussir, malgré son opiniâtreté : le soir, il détacha vers Halle le corps d'Yorck; il voulait prévenir sur la rive gauche de la Saale la retraite des Français, que parut lui indiquer la marche d'un train considérable d'équipages dans la direction de Weissenfels.

La nuit seule sépara les combattans et mit un terme au carnage. Ainsi se termina la fameuse bataille du 18 octobre. Les alliés, malgré leurs trois cent mille soldats, n'ont rien gagné contre Napoléon; et, découragés par la perte de soixante mille hommes, ils n'oseraient penser à

enlever Leipsick de vive force : non seulement nous pouvons nous défendre, mais il est douteux que l'ennemi ose attaquer. Cependant les munitions manquaient; depuis cinq jours l'armée avait consommé deux cent cinquante mille coups de canon : il ne restait plus que dix mille cartouches dans les caissons, c'est-à-dire à peine pour soutenir le feu pendant deux heures. Les réserves les plus voisines se trouvaient à Erfurt et à Magdebourg, et la retraite fut décidée. Dès le soir, les parcs et les équipages filèrent par Lindenau sur Lutzen, qui avait vu la première victoire de Napoléon dans cette campagne; la cavalerie, la garde, une partie de l'infanterie, suivirent dans la nuit. La marche était difficile par le défilé de deux lieues qui sépare Leipsick de Lindenau, et que coupent plusieurs rivières sur lesquelles aucun pont n'avait été jeté, malgré les commandemens réitérés de Napoléon.

A la nouvelle inespérée de notre retraite, les alliés tressaillent de joie et lancent toutes leurs masses contre Leipsick. L'Empereur désirerait épargner à cette malheureuse ville les horreurs qui la menacent; dès le 19 au matin il permet qu'on tente tous les moyens d'éviter les conséquences d'un assaut. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse viennent de paraître à leur armée. Une députation de la ville, des officiers du roi de

Saxe, des parlementaires français, intercèdent pour Leipsick. Ces demandes de l'humanité sont rejetées avec un froid orgueil par des vainqueurs qui n'ont pas contribué à la victoire. Que Leipsick périsse, même sans nécessité! voilà ce qu'osent penser et vouloir les alliés. Napoléon, français par le cœur, et aussi généreux dans les revers que dans la prospérité, sera plus humain envers une ville allemande que les sauveurs de l'Allemagne. On lui donne le conseil rigoureux, mais utile et décisif, de brûler les faubourgs de Leipsick, et de tenir jusqu'au dernier moment dans cette ville. Il ne peut se résoudre à cet acte de barbarie, quoique certain de tirer les plus grands avantages d'une défense prolongée qui assurera la retraite de notre armée, et rétablira peut-être nos affaires. D'ailleurs, quelques heures de résistance arrêteront assez long-temps les alliés devant les barrières des faubourgs et l'enceinte de Leipsick. Bientôt l'Empereur monte à cheval, et va porter des consolations au roi de Saxe. Dans une longue entrevue, il le délie de ses engagemens, et le presse de la manière la plus vive, au nom de son salut, de traiter avec les alliés, qui respecteront sans doute en lui la vieillesse, la vertu et le rang suprême. On ne peut relire sans émotion cette scène des derniers adieux entre Napoléon et son vieil

ami, comme il l'appelait. Rien de plus beau, de plus touchant que les paroles du vénérable monarque qui ne s'occupe que des périls de l'hôte illustre dont il a reçu sa couronne; rien de plus grand que Napoléon qui, à l'approche de Bernadotte, de Beningsen et de Schwartzemberg entrés par trois côtés dans Leipsick, ne cède, pour se retirer, qu'aux prières et aux larmes de toute la famille royale. Elle tremble de le voir égorger sous ses yeux, au milieu du palais même : telle était l'idée que la cour de Dresde se formait de l'humanité des alliés!

Napoléon veut sortir de la vieille ville par la porte de Randstadt, mais elle est déjà encombrée : obligé de revenir sur ses pas, il va chercher la porte opposée (celle de Saint-Pierre), et longe le boulevart de l'Ouest pour gagner le faubourg par lequel l'armée s'écoule. Dans le trajet, il a pu connaître de lui-même le véritable état des choses, et il pousse encore l'attention jusqu'à envoyer le duc de Bassano rassurer le roi de Saxe. L'arrière-garde du duc de Raguse tient toujours en avant du faubourg de Halle, que Blücher a vainement tenté de forcer. Reynier occupe le faubourg de Rosenthal; dans ceux de Taucha et de Grimma, le maréchal Ney lutte avec une constance sans égale contre les corps russes de Woronzow, les Prus-

siens de Bulow, et l'armée suédoise; Poniatowski et Lauriston défendent de même les faubourgs du midi. Derrière nous, les boulevarts circulaires de la vieille ville sont intacts, et peuvent se soutenir long-temps. Deux heures encore d'une pareille résistance, l'arrière-garde est sauvée et se réunit avec tout notre matériel à l'armée, que Napoléon a déjà mise hors d'atteinte.

Dans un moment si difficile, où il fallait achever notre retraite devant plusieurs armées qui attaquaient Leipsick de tous les côtés avec fureur, l'Empereur attache la plus haute importance au grand pont de l'Elster, par lequel les boulevarts débouchent sur le faubourg de Lindenau; il recommande donc à toute l'attention des officiers de l'artillerie et du génie ce pont qui devait être notre salut. Après avoir donné à cet égard les ordres les plus précis et les plus sévères, il s'engage, au milieu de la foule, dans le faubourg qui a plus de mille toises de longueur. Parvenu à travers tous les obstacles au dernier pont, celui du moulin de Lindenau, il descend de cheval, place lui-même sur la route des officiers d'état-major, pour indiquer aux hommes isolés le lieu de la réunion de chaque corps, et s'occupe ensuite de dicter des instructions au duc de Tarente qu'il charge du commandement en chef de toute l'arrière-garde.

A peine il finissait, au bruit du canon qui tonnait de toutes parts, qu'une explosion plus forte se fait entendre; le roi de Naples, le duc de Castiglione, accourent et lui annoncent que le grand pont de l'Elster a sauté. Par suite de ce malheur irréparable, près de vingt mille hommes se voient séparés de l'Empereur, et livrés au plus affreux désespoir; ceux-ci jurent de mourir plutôt que de se rendre; ceux-là posent les armes; d'autres, jugeant aussi toute résistance inutile, se précipitent dans la Pleiss et l'Elster, mais pour la plupart les eaux bourbeuses de ces rivières deviennent un gouffre où ils restent engloutis. Le maréchal Macdonald passe à la nage, le général Dumoutier se noie. Depuis le matin, Poniatowski arrêtait les efforts des alliés par des prodiges de courage; en apprenant que tout espoir lui était ravi, il dit à ses officiers : « C'est ici qu'il faut succomber avec hon-« neur. » A ces mots il s'élance suivi de quelques cavaliers au milieu des ennemis; atteint de plusieurs blessures, entouré de tous côtés, ne pouvant plus se faire jour, il traverse la Pleiss, s'avance vers les bords de l'Elster déjà garnis de tirailleurs russes, pousse son cheval dans les flots, et y rencontre la mort. Voici la cause de ce cruel événement : les alliés s'étaient enfin rendus maîtres des faubourgs; l'armée française se trouvait refoulée sur

les boulevarts, lorsque la défection d'un bataillon badois, en abandonnant la porte Saint-Pierre, ouvrit à l'ennemi l'entrée de la ville, où bientôt plusieurs de ses colonnes se précipitèrent. Cependant les trois corps d'armée français qui la défendent n'ont plus d'autre parti à prendre que de gagner la grande route, combattant toujours. Leur bonne contenance et leur valeur héroïque eussent assuré leur retraite, si l'officier préposé à la destruction des ponts après le passage n'eût pas confié cette importante commission à un simple caporal de sapeurs. Cependant la fusillade des tirailleurs de Langeron sur les boulevarts, le feu des Badois et des Saxons du haut des murs de la vieille ville, d'où ces déserteurs de l'honneur et de l'humanité tiraient sur nos soldats, ont produit un grand désordre autour du pont. Le sapeur, armé de la mèche fatale, croit que l'ennemi arrive en masse; il exécute sa consigne et détruit l'unique voie de salut pour notre arrière-garde qui contient encore le gros des alliés. Dès lors cette héroïque arrière-garde, deux cents pièces de canon et un matériel immense, ont été enlevés à Napoléon. Les officiers du génie ne se laveront jamais des reproches d'un aussi coupable oubli de leurs premiers devoirs; le commandant de cette arme avoue lui-même que, du 5 au 19, on aurait eu le

temps de jeter cinquante ponts sur les deux rivières : à Wagram, il n'avait fallu que douze heures de nuit pour en jeter six en face des Autrichiens. Après cet aveu et ces précédens, que le général du génie détourne comme il le pourra la terrible responsabilité d'un désastre qui pèse presque tout entier sur sa tête ! à la vérité les ennemis perdirent plus de quatre-vingt mille hommes, mais cette perte énorme ne compensait pas la désorganisation de notre armée, l'abaissement de notre fortune et la ruine de notre influence en Europe.

Napoléon était en arrière du dernier pont de Lindenau, au moment de la destruction du pont de l'Elster ; il fit aussitôt former sa garde en bataille et placer ses batteries ; il se trouva ainsi chargé de protéger jusqu'à la Saale les débris de l'armée, qui, supérieure à la funeste impression d'un si cruel revers et aux défections successives des troupes de la Confédération, ne cessa de combattre de Leipsick jusqu'à Erfurt, c'est-à-dire du 20 au 23, et contre des forces quadruples des siennes. L'ennemi la vit toujours la même, toujours digne de sa renommée, à Markranstadt, à Freybourg, à Hambourg, mais surtout à Kosen. Napoléon, arrivé le 23 à Erfurt, ne donna que deux jours de repos à ses généreux soldats. Menacé par Blücher du côté d'Eisenach, on dut quitter

Erfurt le 25 et se porter à Gotha; le 26, on s'engage avec assez de sécurité dans la forêt de Thuringe; le 28, nous sommes à Sehlutern, et nous avons passé Fulde. Là semblait s'arrêter l'acharnement de l'ennemi; il n'a mis à notre poursuite que des hordes de cosaques qui, en nous faisant du mal sans doute, resserraient cependant par la crainte continuelle de leurs attaques les liens de la discipline, hâtaient la marche des Français, et rendaient l'armée plus compacte. Nous espérions gagner désormais sans coup férir les remparts de Mayence; mais un obstacle aussi grand qu'imprévu nous attendait aux bords de la Kintzig, et contraignit la valeur française à marquer par une victoire ses derniers pas sur la terre germanique.

La nouvelle armée austro-bavaroise, qui avait fait sa jonction à Braunau le 19 octobre, s'était mise en mouvement sous les ordres du général de Wrède, et portée à marches forcées sur les derrières de nos troupes, afin de leur couper même la retraite sur la France. Le 24, au bruit de la victoire de Leipsick, elle se présenta devant Wurtzbourg : là, elle se vit arrêtée par douze cents Français; le général Tharreau, leur commandant, rejeta fièrement en leur nom toutes les sommations d'une armée de cinquante mille hommes.

De Wrède eut la barbarie de faire jouer cent pièces de canon contre une ville amie, et la honte de laisser une brigade devant la citadelle où s'étaient renfermés Tharreau et ses douze cents braves.

Le 29, de Wrède occupait Hanau avec le gros de son armée. Napoléon, instruit de cette circonstance, partit de Schlutern et renversa les brigades autrichiennes et bavaroises qui inquiétaient son passage. Certain qu'une bataille devait encore ouvrir à son armée les portes de la vieille France, il fit diriger sur Coblentz tous les bagages, sous la protection de la cavalerie des généraux Milhaud et Lefebvre-Desnouettes. En effet, le 30, quarante-cinq mille hommes l'attendaient sur la Kintzig, en avant de Hanau, couverts par une artillerie formidable. Au débouché de la forêt qui sépare les deux armées, Napoléon, faute d'artillerie, est obligé de suspendre l'attaque et de se borner à la fusillade de ses tirailleurs. A trois heures, le général Drouot paraît avec cinquante pièces de la garde, et fait taire le feu de l'ennemi. Mais une charge générale de la cavalerie austro-bavaroise, profitant du moment où le général Nansouty étend la sienne sur la droite, entoure de si près l'artillerie française, que les canonniers doivent défendre leurs pièces à l'arme blanche. Alors la cavalerie de la garde et les cuirassiers dégagèrent l'artillerie,

et, culbutant par une charge à fond l'infanterie ainsi que la cavalerie des ennemis, dispersèrent entièrement leur gauche. Cependant le général de Wrède, pour favoriser sa retraite, engagea sa droite dans une attaque vigoureuse qui, bientôt arrêtée par une autre partie de la garde, n'eut pas plus de succès que la première; et l'armée austro-bavaroise, repoussée en désordre au delà de la Kintzig, ne put se rallier que la nuit sous le canon de Hanau, après avoir eu six à sept mille hommes tués, blessés et prisonniers. Ainsi se termina cette bataille que la trahison avait préparée à Ried et à Braunau.

Le lendemain, le maréchal Marmont entra dans Hanau : il poursuivit l'ennemi, tomba sur son aile droite, l'enfonça et l'accula sur le Mein. Cette entreprise réussit comme Napoléon l'avait ordonné. Le maréchal Mortier, resté le 30 à Gelnhausen, put faire sa jonction avec le gros de l'armée. Marmont se reploya au delà de la Kintzig. Le quatrième corps, commandé par le général Bertrand, demeura devant Hanau et occupa le débouché de Lamboi. Le général de Wrède revint sur le maréchal Marmont, et voulut reprendre Hanau; mais, après avoir forcé la porte de Nuremberg, une blessure le mit hors de combat, et il ne put empêcher ses colonnes d'être rejetées de l'autre côté de la

ville. L'attaque qu'il avait dirigée sur le pont de Lamboi, défendu par le général Guilleminot, n'eut pas non plus une heureuse issue; malgré l'infériorité de ses troupes et celle de son artillerie qui n'était que de douze pièces contre trente, ce général garda sa position. Débarrassé de toute inquiétude, le quatrième corps évacua Hanau pour prendre la route de Francfort. La division bavaroise, qui se trouvait dans cette ville, l'abandonna devant Napoléon. Le 31 octobre, toute l'armée y arriva successivement, et, le 2 novembre, Mayence reçut pour la dernière fois dans ses murs l'empereur Napoléon et son armée.

Le général Bertrand resta seul en dehors de la barrière du Rhin, et se fortifia à Cassel et à Hocheim. Le 9 il dut céder Hocheim à des forces trop supérieures, et se renferma dans la fameuse tête de pont de Cassel.

Ce fut le dernier combat de la campagne. Les armées combinées prirent des cantonnemens sur la rive droite du Rhin; Blücher s'établit entre Coblentz et le Mein, Schwartzemberg entre le Mein et le Necker, de Wrède sur la rive gauche de ce fleuve; Beningsen bloquait Magdebourg, Klenau retenait le maréchal Saint-Cyr dans Dresde; le 28 octobre, Saint-Priest et ses Russes occupèrent Cassel, capitale du royaume de West-

phalie, rayé du nombre des Etats par les alliés, qui avaient sanctionné son érection et traité de puissance à puissance avec Jérôme; leurs troupes envahirent également le duché de Berg tout entier, ainsi que le Hanovre : Wintzingerode s'étendit dans l'Oldenburg et l'Ost-Frise, tandis que Bulow marchait pour soulever la Hollande. Les princes coalisés, réduits désormais à adopter les principes, à parler le langage, à employer les moyens de la révolution, siégeaient avec leur état-major militaire et politique à Francfort; et c'est de là que, pour consommer la ruine de Napoléon, ils allaient presque dans les mêmes termes que la Convention nationale de France, prêcher aux peuples de l'Europe l'insurrection, comme le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.

CHAPITRE V.

AFFAIRES D'ESPAGNE ET D'ITALIE, JUSQU'A LA FIN DE 1813. — NAPOLÉON A PARIS. — PROPOSITIONS DE FRANCFORT. — SÉANCES DU SÉNAT ET DU CORPS LÉGISLATIF.

AVANT et depuis la rupture du congrès de Prague, nos armées, excitées dans les deux Péninsules par Napoléon qui sentait profondément les périls de la France, répondaient avec la même constance, mais avec une fortune diverse, aux appels du génie infatigable de ce grand capitaine. De glorieux faits d'armes, perdus dans les escarpemens des montagnes et étouffés par les désastres de la grande armée, signalèrent les derniers efforts de l'armée d'Espagne sous le maréchal Soult. Les généraux Foy, Clausel, Abbé, Reille, Rey, Conroux, Drouet, etc., attachèrent leurs noms à cette campagne malheureuse, où la valeur française soutint le dernier vol de l'aigle impériale sur le sommet des Pyrénées. A la fin de 1813, il ne reste plus à la France en Espagne que le petit port

de Santona qui, presque sans défense, partagera avec Hambourg, à l'autre extrémité de l'Europe, l'honneur de garder le drapeau tricolore jusqu'au traité de Fontainebleau.

Le prince Eugène, arrivé le 18 mai à Milan, après s'être illustré par la belle retraite de Posen et avoir partagé les lauriers de Lutzen, comptait, vers le milieu de juillet, sous ses drapeaux, plus de cinquante mille hommes. Dans le mois d'août il occupait sur la ligne de la Save Wippach, Alpen, Tarvis, Villach, Laybach et Trieste; des succès variés lui enlevèrent et lui rendirent ces diverses positions, qu'il aurait fini par conserver, malgré le soulèvement de l'Illyrie et la désertion de tous les soldats des contrées réunies à la France. Mais le traité de Ried entre l'Autriche et la Bavière étant venu donner tout à coup à la guerre d'Italie un caractère plus dangereux, en ouvrant aux troupes autrichiennes les défilés du Tyrol, le vice-roi a cru devoir resserrer sa ligne. Ce prince se trouvait, comme son père adoptif, les armes à la main contre son beau-père; comme Napoléon il fut aussi trahi dans son camp, et marcha entre la défection du roi de Bavière et la douteuse amitié du roi de Naples, revenu de l'armée d'Allemagne sous la funeste influence des séductions et des promesses du cabinet autrichien. Si Joa-

chim, que Napoléon et le vice-roi appellent au secours de l'Italie, reste fidèle, la route de Vienne reverra Eugène et Murat, et Napoléon devra son salut à ses deux élèves, à ses deux compagnons d'armes, auxquels il a confié les insignes royaux de l'Italie pour les défendre contre les ennemis de la France.

La tâche d'Eugène est cruelle : condamné à redescendre les premiers degrés de la gloire militaire de Napoléon, à franchir les pentes et non plus les sommets des Alpes juliennes, sa retraite est une lutte perpétuelle. Le 31 octobre, il ravit Bassano aux Autrichiens; le 5 novembre, après avoir secouru Palma-Nova et organisé la défense de Venise, il se replie sur l'Adige, et, malgré l'affaiblissement de sa jeune armée par les combats successifs, par les maladies, par les garnisons laissées dans les places, il se montre encore digne des souvenirs qui l'environnent sur le théâtre des prodiges de l'armée d'Italie, que commandait Bonaparte au temps où il jetait les fondemens de la renommée du plus grand capitaine qui fut jamais. Le 15, il bat à Caldiero le général Bellegarde; le 27, un revers enlève aux Français Ferrare et Rovigo; les Autrichiens s'opiniâtrent à occuper ces deux territoires, parce qu'ils savent que Joachim, qui a fait dresser ses tentes derrière celles du vice-

roi, attend des nouvelles du prince Cariati, son négociateur auprès du cabinet de Vienne. Ce prince est resté à Naples avec l'autrichien Neipperg et un envoyé de l'anglais Bentinck. Les proclamations couvrent l'Italie. De Ravennes, le général Nugent promet aux Italiens le bonheur dont ils jouissent à présent sous la maison d'Autriche; Joachim leur annonce hautement leur indépendance. Cependant le vice-roi fait construire un pont à Borgo-Forte et armer le fort de Plaisance pour défendre le passage du Pô contre nos alliés de Naples, presque aussi dangereux que nos ennemis de Vienne. L'attitude équivoque ou plutôt menaçante du roi Joachim était l'objet constant de la correspondance de l'Empereur avec le vice-roi : « *Faites-lui toutes les prévenances possibles*, écrivait Napoléon à Eugène, le 3 décembre, *pour en tirer le meilleur parti.* » En attendant, et d'après les ordres de l'Empereur, les villes, les arsenaux, les magasins des provinces françaises et italiennes sont ouverts aux Napolitains. Joachim a demandé des armes à l'Empereur; il les reçoit pour les tourner bientôt contre la France. Zara a succombé à un siége et à un bombardement par la défection des Croates. Venise, que les Autrichiens bloquent étroitement, repousse leurs attaques avec vigueur. Le 19 décembre, ils ont été battus à Cartaguaro;

dans les derniers jours de ce mois se consommait la trahison de Joachim : ses troupes arrivaient à Rimini et à Imola; elles étaient entrées comme amies à Ancône, et le 30 elles entraient de même à Bologne. Ce fut alors que le vice-roi, ayant reçu des renforts d'Espagne et d'Alexandrie, prit de nouvelles dispositions militaires.

Immédiatement après la victoire de Hanau, Napoléon, revenu à Mayence, consacre six jours dans cette ville à la réorganisation de son armée. Le duc de Tarente défendra le Rhin à Cologne, Marmont à Mayence, le duc de Bellune à Strasbourg; le duc de Valmy va à Metz commander les réserves; le général Bertrand, qui a livré le dernier combat sur la Kintzig, est placé en première ligne à Hochheim, en avant de cette tête de pont de Cassel, inexpugnable boulevart de Mayence. Tout le reste de l'armée a repassé cette grande limite que la nature et la république avaient donnée à la France. Mais, ainsi qu'à Torgau, le typhus des hôpitaux militaires moissonne sous leurs abris les braves que le champ de bataille a respectés : cette terre, encore française, semble n'avoir plus que des tombes pour ses défenseurs.

Le 9 novembre, Napoléon était de retour à Paris, et prenait avec constance les importantes mesures que nécessitait l'état des choses, sans

perdre un moment de vue le cours des négociations.

L'Autriche avait senti qu'il lui fallait du temps pour armer sa médiation, et elle y employa les deux mois de la négociation de Plesswitz et du prétendu congrès de Prague. Il en était de même à l'égard de la coalition; elle avait décidé la destruction de Napoléon et de l'empire français : toutefois il lui fallait aussi du temps afin de se faire ouvrir toutes les portes de la France, et elle en avait trouvé le moyen dans la fallacieuse négociation de Francfort, provoquée par M. le baron de Saint-Aignan, et pour laquelle Napoléon s'était montré disposé aux plus grands sacrifices. Déjà, après Leipsick, l'Autriche avait cherché à séduire cette neutralité, admirable privilége que l'Europe depuis plusieurs siècles reconnaissait à la Suisse; le 18 octobre, la Suisse l'avait de nouveau réclamé, et Napoléon s'était empressé d'y adhérer. Mais le cours du Rhin, depuis Bâle jusqu'à la mer, ne suffisait pas à l'invasion européenne : les alliés décidèrent à Francfort que la neutralité helvétique serait traitée comme une protection du sol français, et l'oligarchie bernoise, qui gardait la frontière allemande, convint de prêter la main à la violation du territoire helvétique par le généralissime autrichien. Ainsi rien ne pourra plus

arrêter l'envahissement de la France : le Rhin est livré aux coalisés à Bâle, à Rheinfelden, à Schaffouse, et la route de Genève est devant eux. On charge Schwartzemberg du premier mouvement, Bubna du second ; Blücher attend la nouvelle de leur marche pour passer le Rhin à Manheim ; Bernadotte attend aussi en Hollande, pour entrer en Belgique, que Blücher ait mis le pied dans la vieille France. Cependant, quelle crainte peut motiver tant de circonspection ? Ils n'ont laissé derrière eux que des captifs à Hambourg, à Dantzick et dans quelques places du Nord. Dès le 11 novembre, le maréchal Saint-Cyr avait capitulé à Dresde pour ses trente-deux mille hommes avec les généraux Tolstoï et Klenau. Mais le dernier ambassadeur d'Autriche à Paris, le généralissime Schwartzemberg, a refusé de ratifier la capitulation ; et, lorsqu'ils s'avançaient vers la France, Saint-Cyr et son armée ont été investis, désarmés, conduits prisonniers en Autriche ! L'Europe ne connaît plus de lois, de sermens, de principes d'honneur, quand il s'agit de traiter avec Napoléon. Le 21 novembre, Stettin, après huit mois de blocus, ouvre ses portes ; le 24, Amsterdam reçoit le général Bulow, proclame l'indépendance de la Hollande et le rappel de la maison d'Orange ; le 2 décembre, Utrecht se rend ; le 4, les Suédois

sont dans Lubeck; le 10, l'ennemi occupe Breda et Wilhemstadt; enfin, le 15, pour qu'il ne restât plus en Europe un seul allié à Napoléon, le fidèle roi de Danemarck signe malgré lui un armistice avec les Russes. Cependant la forte ville de Torgau, où vingt-sept mille hommes ont été entassés dans les maisons d'une population de quatre mille cinq cents habitans, a subi tous les maux de l'humanité, toutes les horreurs de la guerre: en proie à une contagion qui dévore quatre cents hommes par vingt-quatre heures, bombardée nuit et jour, livrée à la famine, au désespoir, elle n'a plus d'autre asile pour ses morts que les glaces de l'Elbe. Son gouverneur, Narbonne, le négociateur de Prague, a péri victime du typhus. Le général Dutaillis, qui remplace M. de Narbonne, aura jusqu'au dernier moment la force de tenir fermées à l'ennemi les portes de la malheureuse Torgau.

Le 11 décembre, au milieu des désastres de ses troupes d'outre-Rhin, et des trames machiavéliques de la coalition, Napoléon, dans le traité de Valençay, donne un gage solennel à la paix dont il a reconnu les bases posées par les alliés eux-mêmes, et rend l'Espagne à Ferdinand. On ne sait qui parvint à faire différer l'exécution de ce traité. Ces retards doivent encore se prolonger; il résulterait cependant de la rentrée de Ferdi-

nand en Espagne la réunion au drapeau de cent dix mille hommes, que depuis Bayonne jusqu'à Gironne commandent les maréchaux Soult et Suchet. L'Espagne, subitement neutralisée par le retour de son roi, eût rappelé ses troupes qui doublaient les armées britanniques. Wellington, réduit à ses seules forces, n'eût pas osé envahir les provinces méridionales de la France. La plus grande partie des armées françaises d'Espagne auraient pu paraître sur la Loire à la fin de décembre, ou se rendre à Lyon pour défendre avec Augereau l'entrée de la France orientale aux Autrichiens de Bubna. On accuse le ministre de la guerre, Clarke, d'avoir au moins laissé sans ordres les maréchaux Soult et Suchet.

Le duc de Bassano avait encore entamé une autre négociation avec le pape; il la continua, quoiqu'il ne fût plus ministre des relations extérieures : l'évêque de Plaisance, qui en était le plénipotentiaire, la fit connaître par des lettres qu'il publia dans les journaux. Ainsi Napoléon, en traitant avec Ferdinand et avec le pape, était allé de lui-même au devant de ces bases de Francfort, qu'on lui refusait depuis qu'il les avait acceptées.

Cependant, le 15 novembre, un sénatus-consulte avait appelé trois cent mille hommes sous

les armes; un autre avait fixé au 19 décembre l'ouverture du Corps-Législatif. Le 17 de ce mois, un décret impérial mobilisait cent quatre-vingt mille gardes nationaux, pour renforcer les garnisons de l'intérieur. Napoléon a besoin de toutes les ressources de la France et de toutes celles de son génie, au moment où il doit faire face aux périls sans nombre qui l'environnent : pour trouver des secours et du dévouement dans de si graves circonstances, il avait convoqué le Sénat, le Corps-Législatif et le Conseil-d'Etat. Il ouvrit en ces termes cette séance solennelle, dont les suites furent si fatales à lui-même et à la France :

« SÉNATEURS, CONSEILLERS-D'ÉTAT, DÉPUTÉS DES DÉPARTEMENS AU CORPS-LÉGISLATIF,

« D'éclatantes victoires ont illustré les armes « françaises dans cette campagne : des défections « sans exemples ont rendu ces victoires inutiles. « La France même serait en danger sans l'énergie « et l'union des Français... Je n'ai jamais été sé- « duit par la prospérité : l'adversité me trouvera « au-dessus de ses atteintes ; j'ai plusieurs fois « donné la paix aux nations lorsqu'elles avaient « tout perdu. D'une part de mes conquêtes j'ai

« élevé des trônes pour des rois qui m'ont aban-
« donné; j'avais conçu de grands desseins pour
« la prospérité et le bonheur du monde... Mo-
« narque et père, je sens que la paix ajoute à la
« sécurité des trônes et à celle des familles... Des
« négociations ont été entamées avec les puis-
« sances coalisées : j'ai adhéré aux bases préli-
« minaires qu'elles m'ont présentées; rien ne s'op-
« pose de ma part au rétablissement de la paix... »
Les pièces de la négociation furent communiquées au Sénat et au Corps-Législatif, qui nommèrent chacun une commission pour leur examen. Le 30, la commission du Sénat présenta son adresse à l'Empereur; le Sénat approuvait tous les sacrifices demandés à la France dans le but de la paix... « C'est le vœu de la France, dit la dépu-
« tation; c'est le besoin de l'humanité. Si l'enne-
« mi persiste dans ses refus, eh bien! nous com-
« battrons pour la patrie entre les tombeaux de
« nos pères et les berceaux de nos enfans. »

Le Sénat de Rome ne s'exprimait pas autrement quand Annibal campait à ses portes; mais si le temps était le même, les hommes étaient différens.

Napoléon répondit : « Ma vie n'a qu'un but,
« le bonheur des Français. Cependant, le Béarn,
« l'Alsace, la Franche-Comté, le Brabant sont

« entamés ; les cris de cette partie de ma famille « me déchirent l'ame : j'appelle des Français au « secours des Français ; j'appelle les Français de « Paris, de la Bretagne, de la Normandie, de la « Champagne, et d'autres départemens, au se- « cours de leurs frères. Les abandonnerons-nous « dans leur malheur? *Paix et délivrance de notre « territoire!* doit être notre cri de ralliement. A « l'aspect de tout ce peuple en armes, l'étranger « fuira ou signera la paix *sur les bases qu'il a « lui-même proposées. Il n'est plus question de « recouvrer les conquêtes que nous avons faites.* » C'était parler en grand homme et en grand citoyen. Le rapport de la commission au Sénat était également digne de la nation, du Sénat et de Napoléon. Il se terminait ainsi : « Le moment est « décisif. Les étrangers tiennent un langage pa- « cifique ; mais quelques unes de nos frontières « sont envahies et la guerre est à nos portes. « Trente-six millions d'hommes ne peuvent trahir « leur gloire et leur destinée... Rallions-nous « autour de ce diadème, où l'éclat de cinquante « victoires brille au travers d'un nuage passager. « *La fortune ne manque pas long-temps aux « nations qui ne se manquent pas à elles- « mêmes.* » Le Sénat de Rome, celui de Sparte, celui de 93, auraient fait triompher cette maxime

généreuse, ou ils auraient péri pour elle. Mais, peu de mois après, le grand principe que proclamait le Sénat de 1813 fut perdu pour la France et pour lui, et il y survécut tout entier.

L'attitude du Corps-Législatif eut moins de noblesse : au lieu d'accourir au secours de la patrie et de son souverain, il instruisit le procès de l'empire avec la liberté; sa commission sembla n'être que l'organe du parti de l'étranger, au lieu de l'être des départemens de la France. « ... On ne « veut pas nous humilier, dit l'orateur de la com- « mission, *on veut seulement nous renfermer dans « nos limites et réprimer l'élan d'une activité « ambitieuse, si fatale depuis vingt ans à tous « les peuples de l'Europe.* De telles propositions « nous paraissent honorables pour la nation, « *puisqu'elles prouvent que l'étranger nous « craint et nous respecte.* Ce n'est pas lui qui « assigne des bornes à notre puissance; c'est le « monde effrayé qui invoque le droit commun « des nations. Les Pyrénées, le Rhin et les Alpes « renferment un vaste territoire dont plusieurs « provinces ne relevaient pas de l'*empire des lis, « et cependant la couronne royale de France « était brillante de gloire et de majesté entre « tous les diadèmes.* — *Orateur,* s'écrie le « duc de Massa, président, *ce que vous dites*

« *est inconstitutionnel.* — *Il n'y a ici d'inconsti-* « *tutionnel que votre présence!* » réplique l'orateur; et il continua par le tableau du despotisme sous lequel gémissaient les peuples *du Rhin, du Brabant et de la Hollande.*

Ainsi l'Europe assiégeante et la France assiégée apprirent en même temps que le Corps-Législatif se constituait l'opposition. Une adresse à l'Empereur fut votée à la majorité de deux cent vingt-trois voix contre trente-une : cette adresse était, comme le rapport, une véritable émanation de la déclaration de Francfort; elle séparait aussi de Napoléon le peuple français; elle exprimait violemment le vœu d'un redressement des griefs imputés au gouvernement impérial; elle demandait à l'Empereur des garanties contre lui-même, *des garanties politiques, pour engager la nation, pour rendre la guerre nationale.*

Il s'agissait bien alors de théories; il s'agissait d'être ou de ne pas être. Le devoir actuel, le devoir pressant, le devoir vraiment constitutionnel du Corps-Législatif était de s'unir, *séance tenante,* à Napoléon pour sauver la patrie. Ce devoir était de prendre l'initiative légale du salut public, et de garder en réserve ces remontrances, comme des droits qui devaient survivre aux malheurs de la France, pour les empêcher de se re-

Digitized by Google

nouveler jamais. Si le Corps-Législatif, redevenu dès lors un grand pouvoir, adoptait la résolution de proclamer lui-même la guerre nationale, il se constituait, par cette seule déclaration, le dictateur politique de la nation en danger, dont Napoléon eût été le dictateur armé : alors toute la France, se levant à la voix de ses représentans, aurait rejeté au delà du Rhin les alliés trop heureux d'accepter les conditions de Francfort, gages assurés de paix pour tout le monde. Des passions honorables, mais peu éclairées, aveuglèrent les uns, des haines particulières entraînèrent les autres. Une trahison commencée fit habilement fermenter ces mauvais germes, qui se développèrent avec une incroyable activité. Napoléon sentit profondément les conséquences d'une division si contraire aux intérêts du pays et à toute saine politique; ne sachant quel remède apporter au mal, il ordonna de saisir l'épreuve du rapport et celle de l'adresse chez l'imprimeur, et de briser les planches de la composition; en outre, les portes du palais du Corps-Législatif furent fermées et la législature ajournée. Peut-être la loi de la nécessité, qui gouverne encore plus les princes et les empires que les particuliers, exigeait-elle cette illégale et violente détermination; mais c'était le cas de la justifier par un appel direct et géné-

reux à la nation, et de s'adresser à elle avec l'audace et la confiance d'un grand homme sous lequel elle avait accompli tant de prodiges. Au lieu de cela, Napoléon conçut la malheureuse idée de donner aux députés une audience de congé, et il laissa éclater à peu près en ces mots son vif mécontentement :

« J'ai supprimé votre adresse; elle était incen-
« diaire. Les onze douzièmes du Corps-Législatif
« sont composés de bons citoyens; je les connais,
« je saurai avoir des égards pour eux; mais un
« autre douzième renferme des factieux, des
« gens dévoués à l'Angleterre : votre commission
« et son rapporteur M. Lainé sont de ce nombre;
« il correspond avec le prince régent par l'inter-
« médiaire de Desèze, je le sais, j'en ai la preuve;
« les quatre autres sont des factieux... S'il y a
« quelques abus, est-ce le moment de me venir
« faire des remontrances quand deux cent mille
« cosaques franchissent nos frontières? est-ce le
« moment de venir disputer sur les libertés et
« les sûretés individuelles, quand il s'agit de
« sauver la liberté politique et l'indépendance
« nationale? Il faut résister à l'ennemi; il faut
« suivre l'exemple de l'Alsace, des Vosges et
« de la Franche-Comté, qui veulent marcher
« contre lui et s'adressent à moi pour avoir des

« armes... Vous cherchez dans votre adresse « à séparer le souverain de la nation..... C'est « moi qui représente ici le peuple, car il m'a « donné quatre millions de suffrages : si je vou- « lais vous croire, je céderais à l'ennemi plus « qu'il ne me demande..... Vous aurez la paix « dans trois mois ou je périrai..... Votre adresse « était indigne de moi et du Corps-Législatif. » Il aurait bien mieux valu se contenter d'avoir dissous la Chambre des députés que de lui adresser une pareille réprimande. Sous le rapport de l'attitude à garder vis-à-vis des ennemis, Napoléon parlait comme la vérité elle-même; cependant beaucoup de choses qu'il n'aurait pas dû dire lui échappèrent dans l'entraînement de l'improvisation. A la place de l'Empereur, César, habitué à l'art de manier les esprits dans le sénat et devant le peuple comme au camp, aurait conquis et entraîné le Corps-Législatif. Napoléon, quoique doué d'une haute éloquence, ne savait pas gouverner ses paroles dans toutes les circonstances, et pour n'avoir pas possédé ce talent, il a peut-être perdu l'empire. Après ce funeste entretien avec le Corps-Législatif, il soutint sa résolution par des raisons d'Etat irrésistibles ; mais cette résolution n'en était pas moins une grande faute que tout commandait d'éviter, même au

risque d'une révolution. Il fallait enfin sauver la France par la France, dût-on périr soi-même au milieu de la tourmente qui l'aurait arrachée des mains de l'étranger. Il n'était plus au pouvoir d'un homme et d'une armée d'obtenir ce prix des plus héroïques efforts.

FIN DU LIVRE QUINZIÈME.

LIVRE SEIZIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

SUITE DE LA NÉGOCIATION DE FRANCFORT. — DÉFECTION DU ROI DE NAPLES. — CAMPAGNE DE FRANCE. — CONGRÈS DE CHATILLON.

L'ANNÉE 1814 commence pour Napoléon sous de sinistres auspices : sur les bords de la Baltique, les vingt mille braves, reste de la garnison de Dantzick, sont, au mépris de la capitulation, envoyés dans les déserts de la Russie par l'ordre d'Alexandre, au nom duquel le prince de Wurtemberg les a déclarés libres de retourner en France; Genève, qu'un lâche magistrat vient d'abandonner, a ouvert ses portes que l'on pouvait défendre long-temps contre Bubna; Lyon, confié au maréchal Augereau déjà indigne de lui-même, Lyon, qui doit sauver le Midi et la France, si le duc de Castiglione se souvient de ce qu'il a fait autrefois et des dernières instructions de Napo-

léon, menace de tomber aux mains de l'ennemi. Serons-nous plus heureux dans les négociations? La tournure qu'elles prennent ne promet pas une réponse favorable à cette demande.

Le duc de Vicence, muni des pleins pouvoirs de l'Empereur, n'avait pu être admis auprès de M. de Metternich. Le 18 janvier, il attendait encore ses passeports aux avant-postes français. Napoléon avait lu clairement dans les propositions des alliés, lorsqu'il disait à son plénipotentiaire qu'elles n'étaient qu'un masque. Et sans doute, après les démarches officielles qu'il avait fait résulter de la note confidentielle de M. de Saint-Aignan, il n'était point permis d'accuser l'Empereur de ne pas vouloir mettre un terme à la guerre, quand, d'ailleurs, il ne comptait plus qu'une petite armée de cinquante mille hommes pour défendre la France assiégée par un million de soldats. La paix n'était pas seulement un devoir pour lui; elle était une nécessité, une loi de la fortune, et d'une fortune propice, si la conduite des alliés s'accordait avec leurs déclarations.

Ce même mois de janvier devait encore être fatal à l'honneur du diadème. Un souverain à qui la France donnait depuis vingt ans le titre de *son premier soldat*, que Bonaparte, en reconnaissance de cette valeur devenue historique pour la

nation, avait uni à sa famille et doté d'une des plus belles couronnes de l'Europe, le roi Joachim oublie tout à coup qu'il n'est rien sans la France et sans Napoléon. Il imite Bernadotte, dont toutefois la condition politique est bien différente, et il court se placer à la suite des intérêts et des défections des anciennes dynasties. Le 6 de ce mois, il a signé un armistice avec l'Angleterre; le 11, un traité d'alliance offensif et défensif avec l'Autriche; en vertu de ce traité, trente mille Napolitains doivent marcher contre la France. Ces étranges conventions, conseillées par les passions privées, par les haines implacables des obscurs amis de Murat, entraînent la perte de l'Italie, et vont devenir une des principales causes de la chute de l'empire français. Elles ferment au vice-roi la route de Vienne, qu'une bataille combinée avec le roi de Naples lui aurait infailliblement ouverte, comme nous l'avons dit.

La France semble marquée de la même fatalité au dedans qu'au dehors au commencement de cette année. Dans le courant de janvier, le Fort-Louis, Montbelliard, Haguenau, le Fort-l'Ecluse, Saint-Claude, Cologne, Trèves, Vesoul, Epinal, Forbach, Bourg-en-Bresse, Nancy, le fort de Joux, Langres, Dijon, Toul, Chambéry, Châlons-sur-Saône, Bar-sur-Aube, sont occupés par l'en-

nemi. Avant la fin de janvier, la France est saisie au nord, à l'est, au sud; elle n'a plus de frontière où elle a un voisin : la mer, sous le joug de la marine britannique, complète le blocus continental qui nous enveloppe de toutes parts. Cependant Napoléon, oubliant la résistance politique qu'il vient d'éprouver dans le Corps-Législatif, a appelé aux armes toute la population virile des Vosges, de la Haute-Saône, de l'Isère, de la Drôme, du Jura, du Doubs, du Mont-Blanc, de la Côte-d'Or, de l'Yonne, de l'Aube, du Haut et du Bas-Rhin. On donne aux levées en masse de ces départemens des officiers et des généraux qui y sont nés; le général Berckeim a sous ses ordres toutes celles de l'Alsace. Dès le 8 janvier, un décret a mis en activité les trente mille hommes de la garde nationale de Paris; l'Empereur les commande en chef, et prend le maréchal Moncey pour major-général. Cette armée est l'armée de la capitale; c'est elle qui, en 1789, a fait la révolution; mais jamais elle n'aura vu un plus grand péril. Les invalides de Fleurus, de Jemmapes, d'Arcole, d'Austerlitz, d'Iéna, d'Essling, de Wagram, de Friedland, et quelques uns de Moskou, demandent à partager les travaux de la défense nationale; plusieurs centaines de ces vétérans généreux vont grossir les bataillons de l'ar-

mée active : « Le moment est venu, disait *le Mo-*
« *niteur*, où de tous les points de ce vaste empire
« les Français qui veulent délivrer promptement
« le territoire de la patrie et conserver l'honneur
« national que nous tenons de nos pères, doivent
« prendre les armes, et marcher vers les camps,
« rendez-vous des braves et des vrais Français. »
Et en effet, malgré les assertions contraires et les discours perfides des conspirateurs de Paris, c'était bien pour la France et non pour Napoléon que la nation était appelée aux armes.

La destinée de Napoléon dépend de la guerre et du congrès qui en suivra toutes les phases; heureux, il dictera encore la loi, et renverra les étrangers de France pour n'y plus revenir; malheureux, il perdra sa couronne, avec la douleur de voir le territoire sacré au pouvoir des alliés. Pour soutenir la guerre, il invoque son génie dont il a la confiance d'obtenir de nouveaux prodiges; mais en même temps la prudence lui conseille de ne rien négliger dans les négociations, de même que sa dignité lui prescrit de prendre une attitude convenable par une déclaration franche de ses résolutions : il fait donc écrire au duc de Vicence : « ... La chose sur laquelle Sa Ma-
« jesté est revenue le plus souvent, c'est la né-
« cessité que la France conserve ses limites na-

« turelles... Le système de ramener la France à « ses anciennes frontières *est inséparable du ré-* « *tablissement des Bourbons*... Sa Majesté ne voit « que trois partis : ou combattre et vaincre, ou « combattre et mourir glorieusement, ou enfin, « *si la nation ne le soutient pas*, abdiquer.... » Napoléon avait tout prévu, et ne pouvait plus être surpris par aucune chance du sort.

Le 23 janvier, après avoir confié le roi de Rome et sa mère à la fidélité de la garde nationale, l'Empereur signe les lettres patentes qui confèrent la régence à l'Impératrice; le 24, par une confiance que rien ne justifie, il abandonne la capitale de la France à son frère Joseph, qui s'était laissé ravir Madrid et l'Espagne; dans la nuit, il embrasse sa femme et son fils pour la dernière fois, et part, le 25 au matin, en jurant de vaincre et de sauver la patrie. Quoique toute l'Europe soit armée contre lui, il tiendra ce serment s'il n'est pas trahi par des compagnons d'armes. Le 26, le quartier général se trouve à Châlons-sur-Marne; les avant-postes sont à Vitry. Napoléon vient d'entrer en campagne. Nos troupes vont manœuvrer dans ces plaines de Valmy où, vingt ans auparavant, les Français ont remporté leur première victoire contre les Prussiens, sous le vieux Kellermann qui les conduit encore. Napoléon passe

toute la soirée à recueillir des nouvelles, et voici ce qu'il apprend : la grande armée autrichienne, descendue des Vosges, a dirigé sa plus forte colonne sur Troyes; un corps de vieille garde, commandé par le duc de Trévise, a défendu le terrain pied à pied, et a livré de glorieux combats à Colombey-les-Deux-Églises et à Bar-sur-Aube; mais la ville de Troyes n'en court pas moins un danger imminent. Le duc de Raguse est derrière la Meuse, entre Saint-Michel et Vitry; le duc de Bellune, qui semble destiné partout à commettre des fautes presqu'aussi fatales que des trahisons, a abandonné les défilés des montagnes, et s'est replié, ainsi que le prince de la Moskowa, sur Vitry-le-Français. Toute l'armée française, moins le duc de Tarente que le duc de Valmy doit attendre à Châlons, se trouve réunie sous la main de l'Empereur; instruit que le duc de Trévise se retire de Troyes, il lui donne avis de sa marche, et vole, dès le 27, attaquer un corps de Blücher à Saint-Dizier, le chasse de cette ville avec vigueur, et coupe en deux l'armée de Silésie. La présence de Napoléon jette la terreur parmi les ennemis, elle ranime le courage des habitans et nous amène une foule de nouveaux défenseurs; on déterre ses armes, on se précipite sur l'ennemi, on lui fait de nombreux prisonniers;

l'enthousiasme est universel. Napoléon a résolu d'empêcher la jonction de Blücher avec Schwartzemberg, et se dirige vers Troyes par Brienne, où la rupture du pont de Lesmont-sur-Aube avait retenu ce général. Napoléon s'en réjouit; il voudrait qu'une grande bataille, livrée pour le salut de la France, immortalisât ce bourg de Brienne et son second berceau, cette école militaire qu'il est réduit à conquérir sur des Russes et des Prussiens. Tandis que le duc de Trévise va revenir à Troyes, par les ordres de Napoléon, l'armée arrive à travers une forêt impraticable pour d'autres soldats que des Français, sous Brienne. Nos attaques sur les terrasses du parc et à l'entrée de la ville basse sont si vives, que Blücher et son état-major parviennent à peine à s'échapper. Blücher est l'un des ennemis les plus ardens de cette guerre implacable, et sa prise aurait une grande importance, parce qu'un homme animé de deux passions fortes, comme la haine et la vengeance, peut beaucoup à la tête d'une armée qui les partage. Le bourg défendu par les Russes, le château par les Prussiens, ont vu le combat le plus acharné, qu'une perte égale rend funeste aux deux armées. Il semble que Brienne soit pour elles un de ces lieux sacrés dont la possession assurait la victoire aux anciens Grecs. La nuit, après douze

heures d'une lutte opiniâtre, ne sépara pas les combattans; elle pensa être fatale aussi à Napoléon, qui, vers dix heures du soir, regagnait son quartier général de Mézières, à une demi-lieue de Brienne : un hurra de cosaques se jeta au milieu de sa colonne, et l'un d'eux allait le frapper de sa lance, quand, d'un coup de pistolet, Gourgaud l'abattit aux pieds de Napoléon. Cette journée fut malheureuse. L'Empereur n'avait avec lui qu'une partie de sa garde et de son armée; le gros de ses forces marchait dans une autre direction, pour couper la route de Troyes à Blücher, qui s'est replié silencieusement vers Bar-sur-Aube. Le 30, à la pointe du jour, Napoléon va occuper Brienne, et s'établit au château. Affligé du sort des habitans, il leur donne des secours, médite le rétablissement de leur ville, où il a résolu de fonder soit une école militaire, soit une résidence impériale. Bientôt il apprend que Blücher a fait sa jonction avec Schwartzemberg, et que cent mille hommes nous attendent dans les plaines de l'Aube. Le 1er février, il accepte le combat avec ses cinquante mille hommes, presque tous conscrits des nouvelles levées; il a en tête les vieilles bandes de toutes les nations, qui se sont aguerries par ses exemples et sous son drapeau : l'élite de l'armée de Silésie, celle de l'armée

autrichienne, la garde impériale russe. Napoléon est au centre de son armée, au village de la Rothière, et soutient avec la plus grande vigueur tout l'effort de l'ennemi, qui a dirigé sur ce point son attaque principale. Mais vainement les généraux Duhesme et Gérard déploient une intrépidité héroïque, l'un à la Rothière, l'autre à Dienville; la supériorité numérique des alliés rend inutiles les miracles de la valeur française, et nous ne pouvons enlever la victoire: les ennemis ne l'ont pas obtenue, puisque nos troupes se maintiennent dans la même position devant eux; cependant l'audace seule leur a manqué pour nous ravir le champ de bataille. Dans la nuit, Napoléon ordonne la retraite sur Troyes, et trompe habilement Blücher, qui espère nous détruire. Le lendemain, l'armée française pousse son mouvement sur la rive gauche de l'Aube, après avoir coupé encore une fois le pont de Lesmont qui a été rétabli le 31 janvier. Mais Marmont, chargé de protéger notre marche, est resté sur la rive droite, et n'a plus d'autre ressource que celle de franchir la Voire à Rosnay. Assailli par les vingt-cinq mille Bavarois du général de Wrède, Marmont se souvient de Hanau: l'épée à la main, il passe sur le corps de ces infidèles alliés, et le même jour il arrive à Arcis.

Le 1er février, Bruxelles avait été évacuée. Ne

pouvant plus sauver la Belgique envahie par son ancien général, par Bernadotte, Maison était réduit à défendre pied à pied la frontière de la Flandre. Eugène, que l'agression de Joachim a forcé, le 4, de se replier de l'Adige sur le Mincio, y attendait les Autrichiens. Le roi de Naples avait dit au général Gifflenga, aide de camp d'Eugène : « ... Aujourd'hui, je dois ma couronne à l'Autri-« che, et à l'Autriche seule : elle pouvait la rendre « à la reine Caroline ; elle a mieux aimé me la con-« server. En conséquence, je la servirai fidèlement « et chaudement, comme j'ai servi l'Empereur... » Joachim était trompé sur tout, même sur sa nouvelle fidélité, et il dut avoir d'autant plus de regret de sa conduite, que les cinquante mille vieux soldats de Bellegarde étaient battus à Velaggio et à Pozzuolo par les trente mille conscrits du vice-roi, et perdaient au delà de huit mille hommes.

Cependant Napoléon apprend, le 3 février, à Pincy, entre Brienne et Troyes, que le lendemain le congrès doit s'ouvrir ; toute l'Europe diplomatique et toute l'Europe militaire sont réunies contre lui. Si la position avait été changée de Prague à Francfort, elle l'est bien davantage de Francfort à Châtillon. Le duc de Vicence demande d'autres pouvoirs ; Napoléon résiste longtemps aux exigences de sa situation, aux souve-

nirs et aux instances de ceux qui l'entourent; enfin il donne carte blanche à son plénipotentiaire « pour conduire la négociation à une heureuse « issue, sauver la capitale et éviter une bataille « où sont les dernières espérances de la nation. »

Ainsi le duc de Vicence n'a plus *les mains liées*, et, par cette carte blanche, il lui est bien déclaré *que le salut de la France dépend d'une paix ou d'un armistice à faire dans quatre jours.* Et en effet les souverains alliés venaient d'arrêter définitivement à Brienne la marche sur Paris, par les deux rives de la Seine. Macdonald, repoussé du pays de Liége, était déjà à Meaux, où il retenait les fuyards; il avait dû, le 5, évacuer Châlons devant le général Yorck. Blücher s'était séparé de ses alliés pour agir isolément sur la Marne. Dans le but de l'atteindre, Napoléon, après avoir, le 3 et le 4, marqué son mouvement de retraite par de brillantes affaires d'avant-garde, et avoir forcé l'ennemi de se replier sur Bar-sur-Aube, était parti de Troyes. Cependant la tristesse régnait dans le cœur des soldats qui n'avaient pas l'habitude de reculer devant l'ennemi. « Où nous arrêterons-nous? » disaient-ils au sortir de Troyes, ne sachant pas qu'ils allaient au secours de Paris.

Le 7, Nogent est mis à l'abri d'un coup de

main par la rupture du pont et de promptes dispositions. Mais les courriers de Paris et les aides de camp du duc de Tarente viennent annoncer la nouvelle de la marche de Blücher sur la capitale, par la grande route de Châlons. Le salut ou la perte de la France dépendent maintenant du congrès de Châtillon. Napoléon a donné à son plénipotentiaire la mesure du péril public, en mettant entre ses mains le sort de l'Etat : il a été six heures à s'y décider. Il reçoit à Nogent, sous la date du 6, une lettre par laquelle M. de Vicence lui accuse réception de la *carte blanche* expédiée la veille de la ville de Troyes; ce ministre se plaint de n'être pas éclairé touchant le danger dont parle l'Empereur, et il demande des instructions positives sur les sacrifices qu'il faut faire. Après les protestations de la plus haute raison et du courage le plus inflexible, après les révoltes d'un cœur généreux et livré aux plus cruelles angoisses, déterminé enfin par le seul intérêt de la patrie, dont il crut entendre la voix, Napoléon s'est décidé à abandonner la Belgique et la rive gauche du Rhin, l'Italie, le Piémont, l'Allemagne, Gênes, etc. Il doit signer cette dépêche le 9, à sept heures du matin; mais à cinq heures, il a reçu un rapport sur les mouvemens des armées russes et

prussiennes. A la lecture de ce rapport, une illumination de génie s'est emparée de lui; le duc de Bassano l'en trouve entièrement préoccupé. « Ah! c'est vous, » dit l'Empereur qui lui voit dans les mains la dépêche pour Châtillon. « Il « s'agit d'autres choses, ajoute-t-il : je suis « dans ce moment à battre Blücher de l'œil; il « marche par Montmirail. Je pars; je le battrai « demain, je le battrai après demain : si je réussis, « l'état des affaires va changer, et nous verrons; « en attendant, laissez Caulaincourt avec les pou- « voirs qu'il a. » C'était le jour même où Razumowski suspendait le congrès, après en avoir violé les formes.

Napoléon a donné ses ordres. Bourmont est chargé de défendre à Nogent le passage de la Seine; Oudinot garde le pont de Bray. Le soir, Napoléon arrive à Sézanne par la traverse; il a fait douze grandes lieues avec son armée. Il n'est plus qu'à quatre lieues de Blücher, qui court sur Meaux avec sécurité après Macdonald. Le 10, au matin, l'Empereur marche de nouveau : Marmont a rétrogradé avec l'avant-garde à cause des mauvais chemins; Napoléon le remet en route. Marmont force les défilés de Saint-Gond, et enlève à l'ennemi le village de Baye. Dans l'après-midi, Napoléon débouche à Champ-Aubert, engage

aussitôt ses troupes, bouleverse les colonnes russes du général Alsufief, qui ont défendu Brienne, et brise l'armée de Blücher. Nansouty en suit une partie sur Montmirail; Marmont poursuit l'autre sur Châlons. Napoléon s'arrête à Champ-Aubert, et fait dîner avec lui les généraux prisonniers. En informant le duc de Vicence de ce succès, il se contente de lui recommander *de prendre une attitude moins humiliée* au congrès. Marmont tenait Blücher en échec, entre Châlons et Champ-Aubert. Le lendemain 11, Napoléon accourt sur les traces de Sacken, qui marche vers La Ferté, et d'Yorck qui est déjà à la vue de Meaux; mais à la nouvelle de la défaite de Champ-Aubert, ils ont rebroussé chemin et viennent au devant de la bataille que Napoléon leur apporte; une attaque générale la décide bientôt en faveur des Français. Ney et Mortier ont emporté avec la plus grande valeur la ferme des Grenaux, où l'ennemi a concentré ses forces; il fuit vers Château-Thierry en pleine déroute, dans l'espoir de rejoindre Blücher sur la Marne. Mais le 12, poursuivis jusqu'à cette ville, les Russes et les Prussiens, qui n'ont pas eu le temps d'en couper le pont, y sont entrés pêle-mêle avec la cavalerie française. Mortier refoule sur la route de Soissons tous ces fuyards d'Yorck et de Sacken. Les habitans de Château-

Digitized by Google

BIBLIOTECA NAZIONALE "VITTORIO EMANUELE III"
NAPOLI

Digitized by Google

en

marcher,

es

s en

France.

Les deux routes de Châlons sont balayées par

BIBLIOTECA NAZIONALE VITTORIO
NAZ

Digitized by Google

Thierry ramassent les fusils des vaincus et se forment en partisans.

Cependant Marmont n'a pu contenir plus longtemps Blücher, renforcé de deux corps russes et prussiens arrivés de Mayence : il a même dû évacuer Champ-Aubert ; enfin il se voit poussé jusqu'à Montmirail ; tout à coup il fait volte-face et prend position dans la plaine de Vaux-Champs ; il se retrouve encore à l'avant-garde, ayant derrière lui Napoléon avec son armée en bataille. Il est huit heures du matin : Blücher, étonné, voudrait refuser la bataille ; mais attaqué soudain par notre cavalerie qui se précipite sur les carrés prussiens, les enfonce et les disperse, la retraite que Blücher ordonne n'est plus qu'une fuite. Lui-même, le soir, enveloppé avec son état-major, il ne peut se dégager que le sabre à la main et à la faveur de l'obscurité. Marmont continue la poursuite toute la nuit. Napoléon retourne coucher à Montmirail ; il envoie huit mille prisonniers russes et prussiens porter à Paris les bulletins de cette glorieuse semaine. Il peut se rappeler cette fameuse campagne de cinq jours qui marqua ses premiers succès en Italie ; d'autres vont encore illustrer ses derniers combats en France.

Les deux routes de Châlons sont balayées par

les troupes françaises ; maintenant Napoléon est appelé sur les routes de la Seine, où s'avance Schwartzemberg, tandis que Mortier et Marmont restent gardiens des avenues de Châlons. Le 15, l'Empereur marche sur Meaux avec sa garde et le corps de Macdonald ; il prévient Victor et Oudinot que le lendemain il débouchera derrière eux par Guignes. Le 16, c'est à leur canon que l'Empereur se rallie ; ils se battaient dans la plaine de Guignes : sa présence arrête l'ennemi, qui était bien éloigné de le croire si près de lui. Schwartzemberg, avec ses cent cinquante mille hommes, avait à la fin forcé les ponts de Nogent, de Bray, de Montereau, et s'avançait plein de sécurité sur Nangis, dans l'espoir d'arriver à Paris avant Blücher : l'émulation de ces deux généraux est prématurée. Le 17, Napoléon attaque Schwartzemberg devant Nangis ; les dragons venus d'Espagne avec le général Treilhard contribuent au succès de cette journée. Schwartzemberg, vaincu comme Blücher, éprouve la déroute la plus complète : Oudinot et Kellermann poursuivent les Russes jusqu'à Nogent ; Macdonald, les Autrichiens sur Bray ; et Gérard, les Bavarois, qu'il écrase à Donne-Marie et à Villeneuve. Victor a l'ordre de s'emparer le soir même du pont de Montereau ; et Napoléon va coucher au château de Nangis,

dans la confiance que Montereau est occupé par ses troupes; sûr de ce point, il espère forcer Schwartzemberg à une bataille rangée.

Le 17, dans la soirée, un officier autrichien se présente aux avant-postes; il vient demander une suspension d'hostilités. Napoléon saisit cette occasion d'échapper aux lenteurs et aux perfidies d'un congrès, et écrit directement à son beau-père, en lui envoyant une lettre de Marie-Louise. Il témoigne le plus vif désir d'entrer en arrangement avec l'Autriche; mais, après ces huit jours de victoire, il compte traiter sur de meilleures bases que celles de Châtillon, par lesquelles on lui dictait les plus dures conditions. En même temps, et sous l'inspiration du retour de la fortune à ses drapeaux, il s'empresse de mander au duc de Vicence: « Je vous ai donné carte blanche pour « sauver Paris et éviter une bataille qui était la « dernière espérance de la nation : la bataille a eu « lieu; la Providence a béni nos armes; j'ai fait « trente à quarante mille prisonniers; j'ai pris « deux cents pièces de canon, un grand nombre « de généraux, et détruit plusieurs armées sans « presque coup férir; j'ai entamé hier l'armée du « prince de Schwartzemberg, que j'espère détruire « avant qu'elle ait repassé nos frontières. Votre « attitude doit être la même; vous devez tout

« faire pour la paix ; mais *mon intention est que* « *vous ne signiez rien sans mon ordre,* parce que « moi seul je connais ma position... Je veux la « paix ; mais ce n'en serait pas une que celle qui « imposerait à la France des conditions plus hu- « miliantes que celles de Francfort... Je suis prêt « à cesser les hostilités, *et à laisser les ennemis* « *rentrer tranquilles chez eux,* s'ils signent les « préliminaires basés sur les propositions de Franc- « fort... » Napoléon a reconnu toute la force de la carte blanche, puisqu'il la révoque : dès ce moment seulement, elle n'existe plus pour lui; mais elle existe encore pour son plénipotentiaire jusqu'au 21, jour où cette lettre lui parvient. Il fallait le courage d'obéir à Châtillon aux ordres de Troyes; il fallait désintéresser l'Angleterre aussitôt la réception de ces pouvoirs illimités. Si, le 7, le 8 ou le 9, M. de Vicence avait déclaré à lord Castlereagh qu'il abandonnait, pour la paix, Anvers, la Belgique, le Rhin, la paix était faite, malgré Razumowski et Stadion. Le 8 mars, et il n'est plus temps, M. de Metternich le dit clairement; il écrit à M. de Vicence, de Chaumont : « ... Je « ne doute pas que vous êtes journellement dans « le cas de vous convaincre que l'Angleterre va « rondement en besogne; *le ministère actuel est* « *assez fort pour pouvoir vouloir la paix... Pour*

« *arriver à cette paix, il faut également en vou-*
« *loir les moyens, et ne pas oublier que l'Angle-*
« *terre dispose seule de toutes les compensations*
« *possibles...* » A Prague, M. de Metternich était l'intermédiaire nécessaire de la négociation, aussi ne réussit-elle point; à Châtillon, c'était lord Castlereagh : il n'eût pas pu refuser une paix achetée par les sacrifices spécifiés plus haut, sans s'exposer à payer ce refus de sa tête, si les chances de la guerre venaient à changer, comme elles changèrent réellement depuis le 10 jusqu'au 19 février.

Pendant que ces choses se passaient à Nangis, le congrès s'était rouvert le 17, et les plénipotentiaires alliés présentaient leur projet de traité préliminaire. L'empereur Napoléon devait renoncer aux acquisitions faites par la France depuis 1792, ainsi qu'aux titres dérivans de son influence sur les pays placés hors des anciennes limites de la France; l'indépendance de l'Allemagne, de l'Italie, de la Suisse était déclarée; la Hollande rentrait sous la souveraineté de la Maison d'Orange, et l'Espagne sous celle de Ferdinand VII, etc. C'était bien le cas sans doute d'accepter ce traité préliminaire, et de faire usage de la carte blanche; il portait d'ailleurs que quatre jours étaient donnés pour l'échange des ratifications. On ne sait quel motif engage M. de Vicence

à intervenir pour la couronne d'Italie, pour le prince Eugène, le prince Jérôme et le roi de Saxe, et à ne pas répondre sur-le-champ. Quatre ou cinq jours plus tard, il n'était plus libre; il recevait les lettres de Nangis, du 17 et du lendemain, par lesquelles l'Empereur révoquait les pouvoirs sans limites.

Le 17 février doit marquer dans nos fastes comme un jour fatal. Le maréchal Victor n'a pas exécuté l'ordre si précis et si important de prendre Montereau : cette ville est encore occupée par les Wurtembergeois, qui couvrent la retraite sur Sens du corps autrichien de Bianchi. Le 18, le maréchal se présente devant Montereau, et veut forcer cette position. Le général Chateau, son gendre, qui avait emporté avec tant de valeur les hauteurs de Brienne, y est mortellement blessé d'un coup de feu. L'action devient générale, et la victoire reste à Napoléon. Dans cette affaire, se souvenant de son ancien métier, il pointe lui-même des pièces d'artillerie, s'expose gaiement aux coups de l'ennemi, et répond aux alarmes ainsi qu'aux murmures des soldats : « Allez, mes amis, ne craignez rien; le boulet qui « me tuera n'est pas encore fondu. » Gérard, qui a puissamment contribué au succès, reçoit le commandement du corps du maréchal Victor, à qui

l'Empereur, justement mécontent de sa négligence et de sa lenteur de la veille, permet de se retirer chez lui; mais touché par les larmes d'un ancien compagnon d'armes, et surtout par la perte du général Chateau, Napoléon tend la main à Victor, et l'envoie commander deux divisions de sa garde.

Le 19, l'armée a l'ordre de pousser l'ennemi sur Troyes, et de nettoyer la rive droite de la Seine. Les Autrichiens, les Russes, les souverains alliés sont en pleine fuite. Paris reçoit les drapeaux des journées de Nangis et de Montereau. Le 20, l'Empereur se trouve à Bray, où Alexandre a couché la veille; le soir, il entre à Nogent, que Bourmont a si vaillamment défendu le 10, le 11 et le 12 contre toute l'armée de Schwartzemberg, et où il a gagné ses étoiles de lieutenant général. Le 22, Napoléon poursuit sa marche; la retraite des alliés se change en déroute; cent mille hommes se précipitent vers nos frontières devant les quarante mille braves de Napoléon, qui n'a pu décider Schwartzemberg à une bataille rangée. Les équipages des alliés refluent jusque sur les Vosges et les bords du Rhin. On arrive le 22 à Méry-sur-Seine; de l'autre côté un corps ennemi en force le passage, et l'on apprend avec la plus grande surprise que ce corps est celui de Sacken, appar-

tenant à cette éternelle armée de Blücher, qui partout se reproduit, et semble renaître de ses ruines. Une action vigoureuse s'engage avec les Russes dans les rues de cette petite ville; ils en sont chassés ; ils se retirent à la hâte de l'autre côté de l'Aube. Cependant les flammes dévorent Méry, et le quartier général impérial se transporte au hameau de Châtres, où Napoléon passe la nuit du 22 au 23 dans la boutique d'un charron. Le matin se présente le prince de Wenszel-Liehtenstein, aide de camp de Schwartzemberg, et porteur d'une réponse de l'empereur d'Autriche à la lettre du 17 de l'empereur des Français. Une conversation secrète prolongea l'audience que Napoléon accorda au prince. On assure qu'interrogé par ce souverain touchant l'influence que trois membres de la famille des Bourbons, arrivés en France, semblaient avoir prise sur les intentions des alliés, le prince de Liehtenstein avait répondu que « l'Autriche ne se prêterait à rien de sem-« blable; qu'on n'en voulait ni à l'existence de « Napoléon ni à sa dynastie, et que sa mission « était une preuve sans réplique qu'on ne voulait « faire que la paix. » Alors Napoléon dit au prince qu'il serait le soir même à Troyes, d'où il enverrait aux avant-postes ennemis un général pour y traiter d'un armistice. Immédiatement après

le départ de l'aide de camp autrichien, le baron de Saint-Aignan, beau-frère du duc de Vicence, revenait de Paris, d'une mission, et il était admis chez l'Empereur, qu'il trouva entièrement rassuré sur la position des affaires. Deux ministres que n'avaient éblouis aucunes des victoires, bien que miraculeuses, qui venaient d'illustrer le mois de février, avaient fait promettre à M. de Saint-Aignan de présenter à l'Empereur le tableau véritable de l'opinion, de la situation de la capitale, et des dangers de toute espèce qui le menaçaient. Les avis dont il s'était chargé étaient sévères; il les porta à Napoléon avec autant de courage que de fidélité, et le pressa instamment de répondre aux vœux unanimes que l'on formait à Paris pour la paix, quelles que fussent les concessions auxquelles il fallût descendre. Napoléon, tout rempli de ses succès et des dernières paroles du prince de Lichtenstein, repoussa les représentations de M. de Saint-Aignan; mais la loyauté de ce plénipotentiaire de la pensée publique ne fut point ébranlée : « Sire, dit-il en terminant, la « paix sera assez bonne si elle est assez prompte. « — Elle arrivera assez tôt, répliqua vivement « Napoléon, si elle est honteuse ! » Ces mots se répandent, et l'armée reprend la route de Troyes, aussi tristement qu'elle avait repris de cette ville,

le 5 du même mois, le chemin de la capitale.

Les conseils qui arrivaient de Paris avaient sans doute de la sagesse; les circonstances leur prêtaient beaucoup de force; toutefois si les ministres, celui de la guerre surtout, si le général qui commandait la grande ville, si Joseph et les autres membres du gouvernement eussent rempli la moitié de leurs devoirs, Napoléon n'aurait pas eu besoin d'entendre de pareils avis, parce qu'il ne se serait jamais vu réduit à une extrémité semblable. En effet, même dans la position où il se trouvait, son génie, qui venait de lui ramener la fortune par de si incroyables succès sur les forces combinées de l'Europe, pouvait encore le sauver.

Le 23, dans l'après-midi, nous paraissons devant Troyes; les portes en sont fermées et barricadées. L'ennemi semble vouloir la défendre ou plutôt la détruire avant de l'évacuer. Le combat s'est engagé; mais à la nuit l'ennemi fait demander une trève pour remettre les portes à la pointe du jour : Napoléon préfère le salut de la ville à un nouveau triomphe.

L'Empereur rentre à Troyes le 24. Fatigués de dix-huit jours de domination étrangère, les habitans laissent éclater des accusations de trahison et de connivence avec l'ancienne dynastie. Deux émigrés sont dénoncés pour avoir porté

publiquement la croix de Saint-Louis et la cocarde blanche pendant le séjour des alliés ; l'un d'eux est arrêté et fusillé. Napoléon a appris que les proclamations d'Hartwell circulent dans Paris, et que des lettres émanées de Louis XVIII sont mystérieusement parvenues aux principaux personnages de l'empire. Il sait que le duc de Berri est à Jersey, le duc d'Angoulême à Saint-Jean-de-Luz avec l'armée anglaise, et le comte d'Artois en Franche-Comté. Aussi, à son entrée à Troyes, il a rendu un décret qui prononce la peine des traîtres contre tous ceux qui auront arboré les insignes de l'ancienne monarchie. Cependant, dans cette même ville de Troyes, l'empereur Alexandre avait déclaré à M. de Vitrolles que les alliés n'épousaient pas la cause de la Maison de Bourbon, que ce négociateur officieux venait plaider auprès de lui ; les autres souverains tenaient le même langage. A Châtillon, on avait également affirmé au plénipotentiaire français que le comte d'Artois était arrivé à Vesoul, sans en prévenir les puissances, sans leur assentiment, et qu'il allait repartir.

Dans l'espoir de tirer un grand parti de sa nouvelle situation, Napoléon s'occupe de la suspension d'armes. Les alliés se sont retirés sur Bar-sur-Aube, d'où le prince de Schwartzemberg

fait proposer Lusigny pour la négociation. Le point le plus difficile à décider était la ligne d'armistice. Napoléon demanda qu'elle s'étendît depuis Anvers jusqu'à Lyon; cette demande étonna les alliés. En attendant leur réponse, Napoléon se livrait aux espérances que devait lui donner l'espèce d'empressement que la coalition avait montrée pour une trève, lorsque, dans la nuit du 26 au 27, il découvre l'énigme de cette attaque de Méry, suivie si rapidement d'une retraite de la part des Russes. Ceux-ci étaient la nouvelle avant-garde d'une autre armée de cent mille hommes, récemment formée par Blücher des différens corps descendus de la Belgique. Cet infatigable général, présent à l'échauffourée du pont de Méry, où il venait de recevoir une blessure, avait voulu, pour la seconde fois, rallier le prince de Schwartzemberg; mais la déroute de ce prince, après Nangis et Montereau, ayant détruit cette combinaison, le général prussien l'avait remplacée en reprenant un projet plus hardi et plus brillant, celui d'arriver seul à Paris par les deux rives de la Marne. En effet, devant lui Marmont s'était vu forcé d'évacuer Sézanne le 24; Mortier se retirait également de Soissons, et ces deux maréchaux se reployaient sur la Ferté-sous-Jouarre. Loin de se laisser abattre par un événement aussi inattendu, Napoléon se retrouva au

contraire dans son élément naturel, les grandes difficultés. La plus pressante à surmonter est sans doute celle de masquer son départ et celui de son armée pour courir après Blücher, sans que Schwartzemberg puisse dans son mouvement de retraite avoir le moindre soupçon de ce changement. Oudinot et Macdonald doivent contenir les Autrichiens : l'un se bat déjà à Bar-sur-Aube; l'autre, avec Gérard, fait faire sur toute la ligne ces acclamations qui annoncent la présence de Napoléon. Cette ruse réussit. A midi l'Empereur était à Arcis : pour la première fois il se trouve mener de front deux négociations et deux opérations militaires.

Arrivé à Sézanne, il apprend la marche sur Meaux de Mortier et de Marmont, qui n'ont pu rester à la Ferté-sous-Jouarre. Il faut sauver Meaux; c'est un faubourg de la capitale. De Sézanne, Napoléon se porte à la Ferté-Gaucher. Là, il reçoit de fâcheuses nouvelles : le feld-maréchal autrichien, Schwartzemberg, a découvert que Macdonald et Oudinot sont seuls devant lui, et en conséquence il a repris vigoureusement l'offensive à Bar-sur-Aube; Wittgenstein et Schwartzemberg, blessés dans l'action, ont refoulé sur Troyes, par la masse de leurs troupes, les faibles corps français placés en face d'eux; Macdonald,

qui devait fournir la garde au congrès de Châtillon, a dû également suivre le mouvement rétrograde sur Troyes, et enfin Augereau, qui a reçu à Lyon l'ordre le plus pressant de rallier en Franche-Comté, va avoir à combattre, outre le corps de Bubna, celui de Bianchi et de Hesse-Hombourg, que Schwartzemberg, embarrassé du nombre de ses troupes, vient de diriger sur Lyon.

Cependant Napoléon ne perd pas de vue son ennemi principal. Le 2 mars, pendant qu'on rétablit le pont de la Ferté-sous-Jouarre détruit par Blücher, il s'arrête dans cette ville pour envoyer au duc de Vicence, avec une lettre autographe, le *contre-projet* que ce ministre lui a demandé, en réponse au projet de traité préliminaire des alliés. Blücher a pris la rive gauche de la Marne, et s'avance sur Soissons. Tout est sauvé si Napoléon arrive à Soissons avant Blücher, engagé dans des chemins de traverse impraticables. Pas un moment de perdu du côté des Français : Napoléon expédie des courriers à Paris, à Châtillon, à Meaux ; Mortier et Marmont ont l'ordre de ressaisir l'offensive. Le pont de la Ferté rétabli dans la nuit du 2 au 3, Napoléon a passé la Marne : il se précipite sur Château-Thierry et sur la route de Soissons ; il est en pleine ma-

nœuvre sur les flancs de l'ennemi, auquel nous avons coupé le chemin de Reims. Tout se dirige vers Soissons, la clef de la barrière de la Marne. Marmont et Mortier s'y portent par deux routes différentes : ce dernier maréchal est tranquille sur le sort de Soissons, défendue par une bonne garnison et par des fortifications nouvellement réparées. Cerné de toutes parts, Blücher ne saurait éviter sa ruine, puisque nous occupons Soissons. Blücher ne l'ignore pas ; aussi se propose-t-il d'emporter la ville de vive force et de s'y renfermer : il se présente, et les ponts s'abaissent devant lui !... Bulow et Wintzingerode, arrivés aussi de la Belgique de l'armée de Bernadotte, avaient, le 2 mars, menacé Soissons, intimidé le commandant, qui ouvrit ses portes ! Le 4 au matin, Napoléon apprend à Fismes l'entrée des Prussiens dans Soissons ! Le général qui avait livré la place se nommait Moreau : « Ah ! s'écrie Napoléon, ce « nom m'a toujours été fatal. » Il le fut en effet.

Soissons perdue, la Marne franchie par les alliés, il faut que Napoléon surprenne le passage de l'Aisne. Le 5 mars, il court à Béry-au-Bac qu'enlève le général Nansouty ; ainsi le chemin de Reims à Laon nous appartient. Le 6, il marche à Laon, et trouve sur les hauteurs de Craonne une armée russe en position ; il remet la bataille

au jour suivant. Le soir, des nouvelles de Strasbourg lui apprennent le mouvement presque général de la population des Vosges contre les Autrichiens en retraite, et le concert d'attaque qui semble lier par des opérations offensives les garnisons du Rhin, celles de la Lorraine et celles de l'Alsace. Mais, le 7, il faut emporter Craonne : Ney et Victor à la tête de l'infanterie, Grouchy et Nansouty à la tête de la cavalerie, s'élancent sur le plateau avec leur impétuosité ordinaire; les trois derniers sont blessés. Belliard prend le commandement en chef de la cavalerie, soutenu par Drouot et son artillerie. Nous sommes maîtres de Craonne, après avoir éprouvé la plus vigoureuse résistance. Nous suivons les ennemis jusqu'à l'embranchement de la route de Laon à Soissons; ils tiennent quelques heures à l'auberge de l'Ange-Gardien, afin de donner le temps à Blücher d'évacuer Soissons et de rallier. La journée fut fort sanglante, et notre difficile victoire eut un caractère de tristesse qui se manifesta dans toute l'armée. Napoléon avait encore le front tout chargé de soucis, quand il parvint à Bray; ce succès sans trophées lui inspirait de profondes réflexions. Ce qui entoure l'Empereur, hommes de guerre, hommes d'Etat, a les yeux fixés du côté de Châtillon.

M. de Rumigny, attaché au cabinet, en arrive; il est porteur des nouvelles de M. de Vicence : elles ont un aspect grave; les propositions de Lusigny sont qualifiées à Châtillon d'infraction aux bases de la négociation; on ne veut point admettre de discussion; on persiste à exiger que le duc de Vicence souscrive à la condition *des anciennes limites de la France*, ou remette un *contre-projet;* sans cela on menace de se séparer. La dépêche du plénipotentiaire est très pressante. M. de Rumigny emporte, le 8, une longue réponse à cette lettre du duc de Vicence, et cette réponse donne encore une carte blanche, *sauf ratification!*

Napoléon a rejoint la tête de ses colonnes; elles sont en pleine marche sur Laon : on fait occuper Soissons qui n'est plus une barrière, et à deux lieues de Laon nous nous voyons arrêtés par l'ennemi, maître d'un défilé au milieu des marais; il est trop tard pour forcer ce passage. Napoléon rétrograde jusqu'à Chavignon, où Flahaut vient lui révéler la rupture des conférences de Lusigny. Le mouvement de Blücher a rétabli les affaires des alliés, en attirant Napoléon sur ses traces; ils n'ont plus besoin d'un armistice. Cependant, dans cette nuit du 8 au 9, un fait d'armes à la fois heureux et hardi ouvre

le défilé au maréchal Ney. Gourgaud, premier officier d'ordonnance de l'Empereur, a surpris les grands gardes des alliés. L'armée se trouve au pied des hauteurs de Laon. Le 9, Marmont, Ney et Mortier font leurs dispositions pour aborder le 10, à la pointe du jour, cette forte position : elle est défendue par l'armée de Blücher grossie de cette avant-garde de l'armée de Bernadotte qui a pris Soissons sans coup férir, et deux fois plus nombreuse que celle de Napoléon. Laon est le centre presque inexpugnable des opérations du général prussien. Dans la nuit qui précède l'attaque, Marmont à son tour se laisse surprendre, et son corps est dispersé. Fatale représaille du beau fait d'armes de Gourgaud! Ainsi se perd tout à coup, pour la seconde fois et d'une manière irréparable, le fruit de la marche pénible et savante de Napoléon. La disgrâce de Soissons allait être réparée; l'audace de Gourgaud avait conduit l'armée sous les remparts de Laon! Une grande bataille était près de se donner pour sauver la capitale. Napoléon montait à cheval à quatre heures du matin, pour engager cette bataille généreuse, quand il apprit le désastre de Marmont; il dut alors se retirer sur Soissons, dont il confia la garde à Mortier. Ce fut de cette ville qu'il écrivit au prince vice-roi, le 12 : « Je

« reçois votre lettre et le projet de traité que « le roi de Naples vous a envoyé : vous sentez « que cette idée est une folie ; cependant, envoyez « un agent auprès de ce traître extraordinaire, « et faites un traité avec lui en mon nom... Que ce « traité reste secret jusqu'à ce qu'on ait chassé les « Autrichiens du pays, et que vingt-quatre heures « après sa signature le roi se déclare et tombe sur « les Autrichiens. Vous pouvez tout faire en ce « sens. *Rien ne doit être épargné, dans la situa-* « *tion actuelle, pour ajouter à nos efforts les* « *efforts des Napolitains.* » Ainsi Napoléon connaît mieux que personne le péril de sa position, et le besoin qu'il a de conclure la paix à tout prix.

Le 13, l'Empereur s'empare à force ouverte de Reims, dont Corbineau avait été repoussé par un corps russe aux ordres de l'émigré Saint-Priest. Une scène, qui rappelle celle de Victor à Montereau, a lieu le lendemain pour Marmont : ce maréchal vient rendre compte du désastre qu'il a essuyé à Laon. Napoléon lui adresse des reproches foudroyans, lui pardonne, et retient à dîner celui qu'il nomme *l'un de ses enfans!* Dans la même journée, il reçoit six mille hommes que lui amène le fidèle Jansens, général hollandais, commandant dans les Ardennes. L'Empereur n'avait pas négligé de l'informer de sa marche sur l'Aisne.

Ce brave arrivait à Reims par la route de Rethel : un renfort de six mille hommes est un corps d'armée pour Napoléon qui combat avec trente-cinq mille hommes les forces de tout le nord de l'Europe. Ney s'avance sur Châlons.

Pendant les trois jours de repos que l'armée prend à Reims, deux événemens de la plus haute gravité se passaient dans le midi de la France : le 12, le duc d'Angoulême entrait à Bordeaux avec l'armée anglo-espagnole ; le 13, Ferdinand VII reparaissait en Espagne sous la protection du maréchal Suchet. Augereau, à qui Napoléon a donné de Troyes l'ordre de se porter à toute course avec ses vingt mille hommes sur Vesoul, afin d'y écraser la retraite de Schwartzemberg, Augereau avait désobéi. Ainsi l'armée de Lyon n'est plus pour Napoléon cette précieuse réserve qui, conduite par un vieux capitaine, doit réunir sous son aigle les belliqueux enfans du Jura et des Vosges, de la Bourgogne, de la Champagne ; Augereau, le soldat Augereau, n'a pas voulu de cette gloire qui sauvait la France ; son armée et lui vont cesser de compter dans la défense nationale. Le 21 mars, Lyon ne sera plus à Napoléon ; la même semaine aura vu tomber Lyon et Bordeaux : l'une par la défection d'un maréchal, l'autre par l'arrivée d'un prince de la Maison de Bourbon.

Jamais la guerre ne s'est présentée à Napoléon sous un aspect plus menaçant et plus multiplié. Le cri de la coalition est PARIS. Napoléon a été deux fois à Vienne, à Berlin; il a été à Moskou: François, Frédéric-Guillaume, Alexandre, ont juré d'aller à Paris; ils y sont attendus : M. de Vitrolles leur en a porté le vœu. Schwartzemberg a sonné le tocsin de l'irruption sur Paris. Oudinot et Macdonald ont évacué Troyes le 4 mars devant cette grande révolte de la peur. Schwartzemberg se dirige avec assurance sur Nogent; il n'a plus en face Napoléon et sa troupe sacrée.

Le 16 au soir, Napoléon avait choisi entre Schwartzemberg et Blücher; c'est au généralissime qu'il veut livrer bataille. Le 17, on marche sur l'Aube par Epernay; le 18, Napoléon entre à Fère-Champenoise, où M. de Rumigny paraît, venant de Châtillon. A la séance du 13, les plénipotentiaires alliés ont renfermé M. de Vicence dans un cercle de vingt-quatre heures pour donner son contre-projet. D'après cette résolution, leur projet est à peu de chose près leur ultimatum. Le duc de Vicence demande un nouveau délai; il l'obtient, et, le 15, jour de la séance décisive, il présente un contre-projet où il ne parle nullement des concessions spécialisées par l'Empereur lui-même le 2 mars; mais il réclame le grand-

duché de Varsovie pour le roi de Saxe, et les souverainetés dont ils sont titulaires pour la princesse Elisa, pour le grand-duc de Berg, pour le prince de Neufchâtel, et enfin pour M. de Talleyrand. Quand le sort de la France est entre ses mains, quand le salut de la patrie devrait être sa seule pensée, ce plénipotentiaire a l'attention de s'occuper même aussi des petits princes allemands, tandis que dans la dépêche du 8, dont M. de Rumigny a été porteur, l'Empereur dit formellement à leur sujet : « *Il laissera les alliés faire à leur gré.* »

La correspondance et le protocole des séances de Châtillon prouvent que la paix aurait été faite le 13, le 14, le 15, le 16, le 17, si le duc de Vicence eût accédé aux sacrifices que dans son intime conviction l'Empereur ne pouvait éviter. La gloire d'une résolution généreuse autant qu'habile lui restait tout entière, et sans aucun péril, puisqu'il avait pour appui les ordres du cabinet et la voix de la France.

Le 18, les alliés annoncent à nos plénipotentiaires que les négociations sont terminées par le fait de la France. Cette fatale nouvelle arrive au hameau de Châtres au moment où Napoléon écrivait à M. de Vicence : « *Il est bien temps de parvenir à savoir* quels sont les sacrifices que la

« France ne peut éviter de faire pour obtenir la « paix. » Le 19, les alliés rappellent avec dérision au duc de Vicence, que, six semaines auparavant, il a offert pour un armistice ce qu'il refuse aujourd'hui pour la paix. Cependant, le même jour, M. de Vicence leur déclare « *qu'il ne peut encore regarder sa mission comme terminée, qu'il doit attendre les ordres de sa cour.....* » Ce sont les dépêches de Reims du 17. M. de Vicence quitte le 21 au matin Châtillon, où restent encore les plénipotentiaires des alliés. Tout nous devient funeste : les dépêches de l'Empereur avaient été confiées à l'auditeur Frochot : l'ennemi le retarde dans sa route; il n'a pu rejoindre M. de Vicence que le 21, et il le rencontre à quelques lieues de Châtillon! Frappé de la teneur de ces dépêches du 17, M. de Vicence s'arrête à Joigny, d'où il écrit à M. de Metternich « *que le courrier qu'il vient de recevoir a augmenté ses regrets. Ce qu'il m'a apporté*, dit-il, *ne me laisse pas de doute sur la possibilité qu'on aurait eue à s'entendre, même à Châtillon.* » C'était peut-être le cas d'y retourner; les plénipotentiaires des alliés avaient seuls titre pour recevoir cette confidence.

CHAPITRE II.

SUITE DE LA CAMPAGNE DE FRANCE. — CAPITULATION DE PARIS.

Cependant Napoléon apprend à Châtres que la déroute du corps de Saint-Priest à Reims, et sa propre marche sur Epernay, ont changé en retraite vers Troyes le mouvement général des alliés sur Paris. Une terreur panique a saisi le conseil des rois : cette terreur était si grande, qu'Alexandre disait lui-même que la moitié de sa tête en grisonnerait. Si les alliés viennent à Paris, ce sera malgré eux, et ils s'y montreront d'autant plus irrités contre Napoléon, qu'ils auront pu en triompher plus tôt. Macdonald et Oudinot, qui avaient dû rétrograder de Provins, ont rejoint l'Empereur à Plancy ; ils croyaient poursuivre Wittgenstein, et Napoléon croyait manœuvrer sur les flancs de l'ennemi contre un corps isolé. Peu de jours après, une erreur tout-à-fait contraire devait lui être bien fatale !

Le 20, l'Empereur veut traverser Arcis pour

remonter jusqu'à Bar-sur-Aube; mais les reconnaissances qu'il a envoyées sur Troyes ont trouvé l'ennemi. Une affaire sérieuse s'engage avec l'avant-garde. Napoléon s'y porte à la tête de trente mille hommes, afin de balayer sa route. Une armée immense se développe devant lui; c'est celle de Schwartzemberg!... Fatigué des combats partiels dans lesquels Napoléon multipliait successivement la victoire contre les corps de la grande armée alliée, ce généralissime s'était enfin déterminé à mettre un terme à tant de défaites, et, du moment où le prince royal de Suède serait en ligne, à faire simultanément un mouvement général d'irruption européenne sur la capitale. Mais, sollicité de nouveau, l'empereur Alexandre avait décidé de marcher sans attendre Bernadotte. C'était cette tempête inattendue que Napoléon voyait fondre sur lui à Arcis, le 20 mars, jour anniversaire de tant de fortunes diverses dans sa vie.

Napoléon n'a jamais su reculer tant qu'il a pu combattre, et bientôt la bataille l'environne. Cette journée, il ne se regarde que comme le premier soldat de la France à qui sa vie appartient tout entière: il l'offre mille fois au fer, au feu de l'ennemi, qui la refusent; souvent il est obligé de se servir de son épée pour se dégager des masses qui l'entourent. Un obus tombe à ses pieds; il y pousse

son cheval : la pièce éclate... un nuage de poudre le dérobe tout à coup à ses soldats ; mais ni lui ni son cheval ne sont atteints, et il va, inutilement encore, chercher la mort au milieu de ses batteries. Tant que Napoléon a le glaive à la main, Arcis est inexpugnable pour l'armée de cent cinquante mille hommes qui l'assiége. La nuit vient : elle ne suspend pas les périls du jour. L'incendie des faubourgs et le feu continuel des deux armées éclairent la défense des Français et les travaux des assiégeans, dont cette terrible clarté dirige les attaques. Un seul pont reste encore à Napoléon pour se soustraire lui et ses soldats à une perte inévitable : il ordonne d'en jeter un second, et le 21 au matin nous évacuons Arcis. Cependant le combat ne se ralentit pas, et la retraite brillante de Napoléon devant des masses si supérieures devient un beau fait d'armes à ajouter à son histoire. L'ennemi pourrait anéantir l'armée française ; mais il la craint encore, tant elle est menaçante, même en reculant : Napoléon se replie dans le plus grand ordre sur Vitry-le-Français. Les routes de la capitale appartiennent à l'ennemi !

Napoléon passe à Sommepuis la nuit du 21 au 22 ; le 23, son quartier général est à Saint-Dizier, où le rejoint le duc de Vicence, à neuf heures du soir. Ce ministre écrit à M. de Metter-

nich, sous la dictée de Napoléon : « Arrivé cette « nuit seulement près de l'Empereur, Sa Majesté « m'a sur-le-champ donné ses derniers ordres pour « la conclusion de la paix ; elle m'a remis en même « temps tous les pouvoirs nécessaires pour la né- « gocier et la signer. » Cette lettre était terminée, lorsqu'au moment où Napoléon montait à cheval pour se porter sur Doulevent, on lui amena le baron de Weissemberg, ambassadeur autrichien à Londres, qui revenait d'Angleterre ; il voulut l'entendre avant le départ de la dépêche de M. de Vicence, que l'on confia au colonel Galbois, de l'état-major du prince de Neufchâtel. Napoléon prescrivit à M. de Weissemberg de le suivre à Doulevent, où il le chargea d'une communication verbale pour l'empereur d'Autriche, relative à la conclusion de la paix ; mais cette mission ne pouvait être remplie. Par suite d'un mouvement du général Piré à Chaumont et sur la route de Langres, l'empereur d'Autriche s'était vu séparer de l'empereur Alexandre, et forcé d'aller se réfugier à Dijon, accompagné d'un seul officier. Si ce prince avait été pris dans cette échauffourée, sa rançon eût été mise sans doute au prix de la paix, et Doulevent eût jugé le procès de Châtillon, de Francfort et de Prague.

Napoléon trouva à Doulevent un avis secret de

l'honorable comte de La Valette, directeur général des postes; cet avis portait : « *Il n'y a pas un moment à perdre si on veut sauver la capitale.* » Napoléon savait bien que politiquement Paris c'était la France; mais, entouré par la grande armée alliée, comment pouvait-il se faire jour afin de la prévenir à Paris? Le 26, une forte canonnade le rappelle à Saint-Dizier. Attaquée par des forces majeures, son arrière-garde a évacué cette ville. Milhaud et Sébastiani, accourus avec leur cavalerie, repoussent l'ennemi au gué de Valcourt sur la Marne. Chassé de Saint-Dizier, où rentre l'Empereur, l'ennemi se disperse dans le plus grand désordre sur les routes de Bar-sur-Ornain et de Vitry. Le 27 au soir, auprès de cette dernière ville, Napoléon apprend que ce n'est point Schwartzemberg qui le poursuit, mais un des lieutenans de Blücher, Wintzingerode, que l'on a détaché pour masquer le mouvement général des alliés sur Paris. Là, il apprend encore que Blücher a opéré enfin sa jonction avec Schwartzemberg, le 23, dans les plaines de Châlons, après son départ d'Arcis; et le même jour une proclamation des alliés, dictée par les émissaires du comité conspirateur de Paris, annonçait à la France la rupture des négociations et la marche de Schwartzemberg et de Blücher sur la capitale! « Les alliés, » dit le général Wil-

son, témoin oculaire, « se trouvaient dans un « cercle vicieux, d'où il leur était impossible de « se tirer, si la défection ne fût venue à leur se- « cours..... Le mouvement sur Saint-Dizier, qui « devait assurer l'empire à Napoléon, lui fit perdre « la couronne. » Cependant Napoléon ne désespère pas du salut de Paris; il compte y paraître encore assez tôt pour faire payer cher aux alliés l'erreur qui l'abusait depuis son départ d'Arcis. Il a enjoint à Marmont et à Mortier de se reployer à la hâte sur Paris, d'en arrêter tous les convois, d'en réunir autour d'eux tous les renforts. Ces deux maréchaux présenteront alors à l'ennemi, devant les barricades des faubourgs, une force intacte qui doit enlever et appeler autour d'elle la population de la capitale. Que fera Schwartzemberg, quand il trouvera sous les murs de Paris la menace d'une bataille d'extermination dans laquelle un demi-million de Français combattra pour ses foyers, et quand il sentira peser sur ses derrières Napoléon arrivant à vol d'aigle à la tête de ses trente mille braves, et soutenu par l'insurrection des habitans des Vosges, du Jura, de l'Aube, de la Côte-d'Or, etc.? Si Napoléon pouvait craindre qu'il fût trop tard pour préserver Paris, il exécuterait son premier projet, il irait rallier les garnisons de la Lorraine, de l'Alsace; il convoquerait

à son ban la généreuse levée en masse des peuples les plus guerriers de la terre natale. D'ailleurs, son frère Joseph a l'ordre de résister jusqu'à l'extrémité, de barricader les rues de Paris, de créneler les maisons, de couper les ponts extérieurs, d'enlever les bateaux. Clarke a fait transporter de Cherbourg et du Hâvre quatre-vingts pièces de gros calibre; elles devaient être en batterie. Le comité de défense a entouré Paris de redoutes; vingt mille hommes d'infanterie, établis dans les dépôts voisins, sont prêts à entrer en ligne avec les autres forces de la capitale. Outre la terreur qu'inspire une aussi grande cité et le dévouement chaque jour renouvelé de sa garde nationale, Paris peut tenir assez long-temps pour que l'arrivée de Napoléon la délivre à l'instant : mais malheureusement il faut compter sur l'intrépidité de Joseph et sur la fidélité de Clarke!

Le 28, au point du jour, Napoléon part de Saint-Dizier à tire d'aile pour la capitale : il croit d'autant plus devancer l'ennemi à Montmartre, que, d'après le rapport de ses courriers, la route de Troyes se trouve libre. Ainsi, la Seine est le Rubicon des deux partis. L'Empereur, qui s'apprête à suivre la rive gauche, envoie à franc étrier le général Dejean annoncer son retour aux Parisiens : il fait dans cette journée quinze grandes

lieues avec sa garde, et entre à Troyes. De cette ville il expédie, avec une pareille mission, Girardin, premier aide de camp du major général. Nous sommes au 29 : dans le même moment, un conseil avait lieu aux Tuileries, et, malgré l'opposition de M. de Talleyrand qui veut la régence et s'oppose chaudement à ce que Marie-Louise et son fils s'éloignent, cette princesse et le roi de Rome partent pour Blois, escortés par deux mille cinq cents hommes de ligne que réclame la défense de Paris. D'accord, sans le savoir, avec le vieux ministre, un enfant âgé de trois ans et neuf jours s'était vainement écrié, en quittant le palais des Tuileries : « Je veux rester à Paris ! » on n'écouta pas sa faible voix; et cependant l'instinct d'une nature généreuse avait inspiré le jeune roi de Rome, comme s'il eût senti que la résolution du conseil détrônait Napoléon et déshéritait son fils. Les grands dignitaires, les ministres, même celui de la guerre, et le roi Joseph, à qui l'Empereur a confié sa capitale, tous se pressent sur les pas de la régente qu'ils viennent de faire abdiquer par son départ. Talleyrand retarde assez le sien pour que la barrière lui soit refusée. Il demeure à Paris afin d'attendre et de juger les événemens. Le comité se rallie autour de lui : la crainte, l'intérêt, l'ambition, tout, excepté le patriotisme, ap-

pelle la foule dans son hôtel, devenu tout à coup le centre d'un gouvernement inconnu qui aujourd'hui agit et délibère mystérieusement, et demain rendra des oracles!

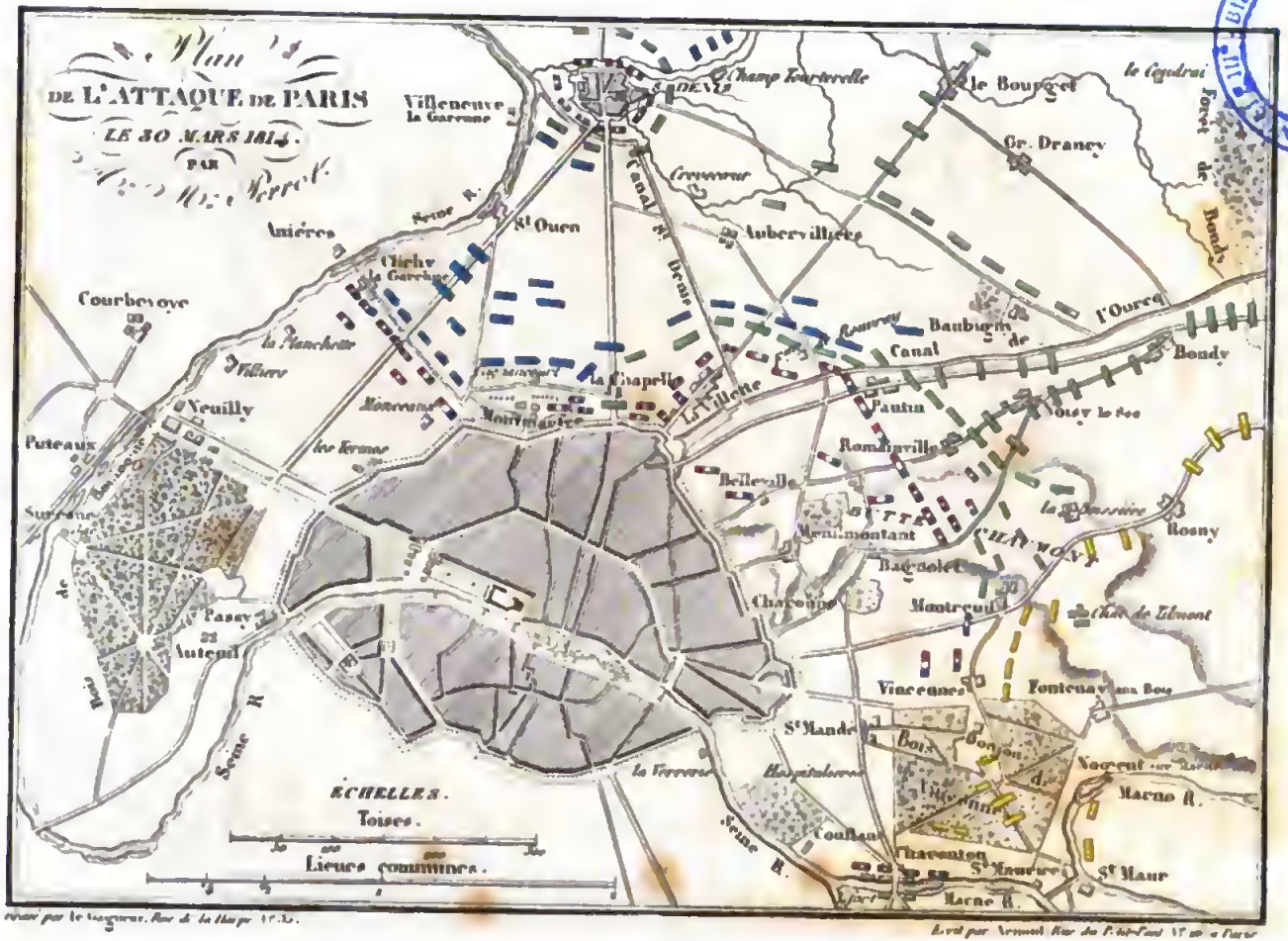
Le 30, après quelques heures de repos, Napoléon poursuit sa route. Qu'a-t-il besoin d'arriver avec une armée? Lui seul est l'armée qui peut sauver Paris. A quelques lieues de Troyes, il se jette dans une carriole de poste; elle porte aussi toute la fortune de César. A chaque relais il demande où sont l'Impératrice et le roi de Rome? On lui dit que sa femme et son fils ont quitté Paris, qu'on se bat aux portes... Il vole... A dix heures du soir, cinq lieues seulement le séparent de Paris..... Dans une heure, il se verra à la tête des braves qui disputent la capitale aux coalisés... IL EST TROP TARD DE DEUX HEURES... PARIS VIENT DE CAPITULER!

Napoléon se trouvait à pied sur la route, au relais de Fromenteau, quand il reçut cette fatale nouvelle du général Belliard, que Paris a vu figurer parmi ses plus illustres défenseurs. Les courriers envoyés par Napoléon à Paris, ainsi qu'aux maréchaux Mortier et Marmont, avaient été pris; ces maréchaux, croyant que l'Empereur, après la bataille d'Arcis, se reployait sur eux, étaient venus au devant de lui jusqu'à Fère-Cham-

penoise, où, le 25, attaqués par la grande armée alliée, et par un effroyable ouragan qui battit le front de leurs troupes, ils résistèrent pendant plusieurs heures, et furent obligés de céder au nombre. Les généraux Pacthod et Amey escortaient un convoi avec leurs divisions; ils avaient en tout six mille soldats, dont les deux tiers, encore en habits de paysans, étaient des recrues des départemens de l'ouest. Rencontrés par toute l'armée alliée, ils se disposèrent à vendre chèrement leur vie; les gardes russes, prussiennes, autrichiennes, se brisèrent contre ces bataillons rustiques; la mêlée devint affreuse. Les hommes de toutes les nations assaillirent cette poignée de Vendéens qui, la veille du retour des Bourbons, jurèrent de mourir pour Napoléon, refusèrent quartier, et périrent presque tous. Les généraux Pacthod, Amey, Jamin, Delort, Thévenot et Bouté, seuls encore debout au milieu de leurs carrés renversés à leurs pieds, tombèrent aux mains de l'ennemi. La mort des braves qu'ils soutinrent de leur exemple jusqu'au dernier moment, fut le dévouement des Thermopyles contre l'armée des Satrapes du Nord; mais il ne devait pas sauver la patrie. Ce combat héroïque, dont la fortune rendit l'issue si déplorable pour nous, avait fait éclater un tel acharnement, que les alliés, ne pouvant se reconnaître

à cause de la variété des uniformes, se chargèrent entre eux. Le généralissime ordonna en conséquence à toute l'armée d'invasion de porter une écharpe blanche au bras gauche : cet ordre, deux jours après, reçut des conjurés de Paris une perfide et dangereuse interprétation : ils dirent que les ennemis avaient arboré les couleurs de la Maison de Bourbon.

Les maréchaux avaient honoré leur retraite sur Paris par de beaux combats à Sézanne, à Chailly, à la Ferté-Gaucher, à Trilport, à Meaux, à Ville-Parisis. Séparés l'un de l'autre à Nangis, Mortier avait marché par Guignes, et Marmont par Melun. Réunis à Brie-Comte-Robert, ils étaient arrivés ensemble à Charenton, où ils disposèrent leurs troupes pour la bataille du lendemain, 30 mars : cette bataille fut celle de Paris. Le 29, les alliés avaient afflué sur Paris par toutes les avenues du nord et de l'est. Cependant, dans cette terrible extrémité, les maréchaux parvinrent à réunir à leurs glorieux débris quelques milliers d'hommes des dépôts, dix mille citoyens de la garde nationale parisienne et plusieurs compagnies d'artillerie spontanément formées par les généreux élèves de l'Ecole Polytechnique. A la tête d'environ trente mille hommes, Mortier et Marmont engagèrent le combat le matin à cinq heures. Jamais les Fran-



BIBLIOTECA NAZIONALE VITTORIO EMANUELE III
NAPOLI

çais n'avaient déployé une plus brillante valeur : les villages de Pantin et de Romainville, pris et repris plusieurs fois, étaient demeurés à nos troupes. L'ennemi laissa douze mille tués sous les murs de Paris : la perte des nôtres fut moins considérable, quoiqu'ils ne se battissent que pour mourir à la vue de sept à huit cent mille habitans qui ne surent ni soutenir les vivans ni remplacer les morts. Le roi Joseph ni le général Clarke, ministre de la guerre, n'avaient organisé la défense matérielle de la capitale, malgré les moyens suffisans proposés par le comité. Le ministre avait refusé à vingt mille braves vingt mille fusils renfermés dans l'arsenal. A midi, la grande ville et la petite armée se trouvèrent enveloppées par l'inondation étrangère, à Montmartre, à Charonne, à Vincennes. Alors le roi Joseph, qui, en se demandant : « Que ferait mon frère à ma place? » devait rester à son poste jusqu'au dernier soupir, ordonna aux maréchaux de capituler, et se mit en route pour la Loire. Clarke, celui des ministres dont la présence à Paris était de premier devoir ; Clarke, qui répondait surtout de Paris à l'Empereur, se hâta de suivre le prince fugitif qui n'avait pas senti bouillonner dans ses veines le sang de Napoléon.

Cependant, tandis que Marmont négociait un armistice, l'ennemi faisait des progrès par le seul

déploiement de ses masses : il occupait Mont-Louis, Belleville, Ménilmontant, la butte Chaumont, la Villette, et Blücher menaçait de forcer la barrière de Saint-Denis, quand des deux côtés on suspendit les hostilités. Toutefois Mortier avait devant lui Kleist, Yorck, Woronzow et l'émigré Langeron. Le maréchal et Belliard, son chef d'état-major, ignoraient le départ du roi Joseph. Ils continuèrent, malgré leur faiblesse, d'imposer aux ennemis qui flottaient indécis au pied des hauteurs de Montmartre, lorsque l'aide de camp Dejean, expédié de Doulencourt par Napoléon, arriva et prescrivit au maréchal de donner avis au prince de Schwartzemberg des ouvertures de paix faites à l'empereur d'Autriche. Le maréchal s'empressa d'obéir; mais le prince répliqua par la déclaration des alliés, après la rupture de Châtillon. Dans l'intervalle de cette communication, Mortier, n'étant pas informé par Marmont de l'ordre de capituler, tenait ferme, et répondit à la sommation d'un aide de camp de l'empereur Alexandre : « Les alliés pour être au « pied de Montmartre ne sont point dans Paris; « mes soldats et moi, nous périrons plutôt sous « ses ruines que d'accepter une honteuse capitu- « lation : au reste, quand je ne pourrai plus dé- « fendre Paris, je sais où et comment effectuer

« ma retraite devant vous, et malgré vous. » Mortier rappela ainsi aux Russes le héros de Dernstein. Cependant Marmont venait de conclure la suspension d'armes, et Mortier, en ayant enfin reçu l'avis, se réunit à son collègue pour traiter. L'armistice ne donnait d'autre ligne aux maréchaux que l'enceinte de Paris. Ainsi l'on devait remettre Montmartre aux alliés. L'émigré Langeron eut connaissance de ce traité; mais impatient de se signaler contre la capitale de son ancienne patrie, il ne voulut pas attendre l'évacuation de Montmartre : il l'attaqua de vive force, et, malgré la suspension d'armes, on se battit encore depuis Montmartre jusqu'à Neuilly. La capitulation fut vivement discutée à la Villette par les maréchaux : on convint que l'armée se retirerait avec son matériel et aurait toute la nuit pour sortir de Paris; cette convention était verbale. Le conseil chargea Marmont de la rédiger et de la signer au nom de son collègue : les troupes des deux maréchaux se dirigèrent sur Fontainebleau par les barrières du Maine et d'Orléans. Mortier avait évacué Paris le premier; il occupait Villejuif, au moment où le général Belliard faisait à Napoléon le récit de la prise de Paris. Napoléon l'avait écouté dans le plus grand silence : « Eh bien! dit-il, allons à « Paris; partons. — Mais, Sire, il n'y a plus de

« troupes à Paris, lui répondit Belliard. — N'im-
« porte, reprit l'Empereur, j'y trouverai la garde
« nationale; mon armée m'y rejoindra demain ou
« après, et j'y rétablirai les affaires. Suivez-moi
« avec toute votre cavalerie. — Votre Majesté
« s'expose, répondit Belliard, à être prise et à
« faire saccager la capitale : elle est entourée par
« cent trente mille hommes. Je n'en suis sorti
« que par une convention, je ne puis y rentrer,
« ni moi ni mes troupes. » Après ces mots, Napoléon s'achemine vers la maison de poste, ordonne de prendre position, et se résout à envoyer le duc de Vicence pour traiter. Parvenu, non sans peine, à Bondy, quartier général de l'empereur Alexandre, le duc de Vicence rendit compte des ordres dont il était chargé. Alexandre remit sa réponse après l'entrée à Paris, qui allait avoir lieu. M. de Vicence revint attendre dans cette ville l'audience du czar, et Napoléon se décida à attendre à Fontainebleau le résultat de cette dernière négociation.

Cinquante mille hommes lui restent; ils arrivent de la Champagne par Sens, de Paris par Essonne. Ces débris de l'honneur militaire de la France vont se reconnaître en se serrant autour du grand capitaine pour lequel ils sont toujours prêts à combattre et à mourir. Les soldats de Marmont,

de Mortier, qui viennent d'illustrer encore une fois les aigles de Napoléon, doivent protéger contre la ville ennemie, contre la capitale, le quartier général de l'Empereur. Napoléon donne à son ancien aide de camp, à Marmont, le poste avancé d'Essonne, poste de confiance qui couvre le camp de Fontainebleau.

CHAPITRE III.

LES ALLIÉS A PARIS. — NAPOLÉON A FONTAINEBLEAU. — SON ABDICATION. — LES ADIEUX DE FONTAINEBLEAU. — DÉPART POUR L'ÎLE D'ELBE.

Le 31 mars à midi, Alexandre et Frédéric-Guillaume, ainsi que le généralissime Schwartzemberg, firent leur entrée dans Paris. Après vingt-deux années de guerre, ils occupent à leur tour en triomphateurs la capitale de leur ennemi. Les Parisiens cherchent vainement à la tête de ce cortége le père de l'Impératrice, l'aïeul du roi de Rome; son absence leur dit énergiquement que la France est la proie de la vengeance, et que Paris n'a reçu dans ses murs que des vainqueurs irrités. François II avait été retenu en Bourgogne par la marche de Napoléon sur Fontainebleau. Le hasard servit heureusement d'abord l'empereur d'Autriche, en le tenant éloigné des événemens qui livraient à ses alliés la capitale de son gendre. Cette sorte de bonne fortune fut partagée aussi de plein gré par lord Castlereagh. M. de

Metternich, afin de profiter, sans en être responsable, du mal que l'on ferait à la France, prolongea l'absence de son maître et la sienne le temps qui lui parut nécessaire au premier établissement de la conquête; car la coalition voulait imprimer le caractère de conquête à son entrée à Paris, et cependant elle n'avait osé aborder la pensée de ce triomphe, malgré une armée de cinq cent mille soldats, avant l'arrivée de M. de Vitrolles au quartier général d'Alexandre. Blücher seul l'avait tenté deux fois, et deux fois il avait été battu par Napoléon.

Si les alliés ne se trouvèrent pas sans surprise les armes à la main dans la capitale du grand empire, celle-ci se sentit frappée à leur aspect d'une morne stupeur; ce moment détruisait tout à coup le juste orgueil de vingt-cinq années de gloire. Les Parisiens furent, et ils devaient l'être, plus étonnés, plus à plaindre que les habitans de Vienne, de Berlin, de Moskou, qui n'avaient pas eu de pareils souvenirs à abdiquer devant le même malheur; aussi les alliés parurent-ils inquiets du silence profond qui régna sur leur passage. Ce silence ne fut interrompu qu'au boulevart Italien, par des cris rares et violens en faveur de la Maison de Bourbon. Le bracelet blanc, que Schwartzemberg avait ordonné à l'armée alliée de s'attacher

autour du bras, parut un signal impérieux que donnait le vainqueur de se rallier à la famille royale. La population, élevée dans la haine de ces couleurs, ne vit en elles que la loi de l'étranger, et demeura muette à l'apparition de cette nouvelle servitude de la guerre. Les royalistes, au contraire, encouragés par ce qu'ils regardèrent comme un appel à leur opinion, sortirent tout à coup de l'incognito dont leur conspiration s'enveloppait depuis six mois, et lancèrent dans les groupes des oisifs du boulevart des Italiens quelques femmes hardies qui attachèrent des cocardes blanches aux chapeaux des hommes; ils pavoisèrent aussi quelques fenêtres avec des mouchoirs, et firent entendre des balcons de plusieurs maisons les cris de *vivent les Bourbons! vivent nos libérateurs!* Ce mot de libérateur devint à l'instant le sobriquet des alliés, et l'on chanta bientôt : *Nos amis les ennemis.* D'autres royalistes plus audacieux, environ au nombre de vingt personnes armées, vinrent, sur le boulevart de la Madelaine, au devant des souverains, en habits bourgeois, portant des cocardes blanches et le drapeau des fleurs de lis. Les vieux habitans se rappelèrent les commencemens de la révolution; en effet, c'en était une que l'on essayait. Des dames se précipitèrent, au péril de leur vie, au milieu des che-

vaux, pour approcher l'empereur Alexandre; elles demandèrent à grands cris, à ce prince, le rétablissement de la famille royale. Plusieurs d'entre elles étaient dames du palais de Marie-Louise, et ne s'en distinguèrent pas moins par la vivacité de leurs instances ; mais Alexandre, encore plus frappé du calme et de l'aspect de la ville depuis la barrière de Bondy jusqu'à ce boulevart, était resté impassible à la vue de cette scène bizarre, et avait froidement continué sa route jusqu'aux Champs-Élysées. Il y fit défiler pendant trois heures les armées de la coalition, et se rendit ensuite, à pied, vers cinq heures, chez le prince de Bénévent, où il avait désigné son quartier général. Par un sentiment délicat de ménagement pour l'empereur Napoléon, ce prince avait formellement refusé d'occuper soit le palais des Tuileries, soit celui de l'Élysée, dans lequel il ne s'installa qu'après le traité du 11 avril.

Mais pendant qu'Alexandre goûtait les premiers fruits de la victoire devant ses soldats, un secret entretien avait lieu entre M. de Nesselrode et le prince de Bénévent; ils y préparaient l'objet que l'on allait discuter le soir dans le conseil des souverains, c'est-à-dire la question du gouvernement à établir en France. De son côté, le prince de Schwartzemberg n'avait pas tenu la conduite

d'un ennemi généreux ; oubliant son titre de dernier ambassadeur d'Autriche auprès de Napoléon, auquel il devait son grade de feld-maréchal, il s'était souvenu seulement des engagemens qu'au mépris du serment militaire et de la foi des traités il avait contractés avec la Russie, à Minsk, en 1812. En sa qualité de généralissime, qui pendant l'absence de son maître le rendait l'égal des deux autres souverains, il s'était hâté de déclarer *que l'existence de Napoléon en France était incompatible avec le repos de l'Europe, et que, Napoléon vivant, on devait se fixer au retour de l'ancienne dynastie.* Cette manifestation inattendue des intentions de l'Autriche précéda l'ouverture du conseil. On ne remarquait pas dans Alexandre le même empressement à détrôner Napoléon que dans le représentant de François II ; il dit qu'il y avait trois partis à adopter : « *Faire la paix avec Napoléon, en prenant contre lui toutes ses sûretés; établir la régence; rappeler la Maison de Bourbon.* » M. de Talleyrand (le prince de Bénévent) vota hautement en faveur du dernier parti, ajoutant « qu'*il se portait fort pour le Sénat*, lequel entraînerait Paris, qui entraînerait la France. Cependant Alexandre ne paraissait pas persuadé, et alors on proposa d'admettre à la délibération deux membres du comité que M. de Talleyrand avait formé

autour de lui. Le conseil se trouva ainsi composé des deux souverains, du généralissime, du prince de Bénévent, du duc de Dalberg, de l'archevêque de Malines et du baron Louis. Alexandre proclama que ses alliés et lui ne connaissaient que deux ennemis, l'empereur Napoléon, et *tout ennemi de la liberté des Français*. Il demanda ensuite les opinions des nouveaux venus; l'un d'eux affirma que *toute la France était royaliste*, et que d'ailleurs l'exemple de Paris deviendrait décisif. L'empereur Alexandre prit alors, on ne sait pourquoi, l'avis du roi de Prusse et du généralissime, auxquels cette question était tout-à-fait inconnue; et, d'accord avec eux, ce prince déclara *qu'il ne traiterait plus avec l'empereur Napoléon ni avec aucun membre de sa famille*. Les votans français obtinrent facilement la permission de publier cette déclaration, dont les imprimeurs Michaud, présens, par hasard ou à dessein, dans une salle voisine, couvrirent deux heures après les murailles de Paris. « *Il y a*, écrivit en 1816 un publiciste devenu célèbre, et qui était de ce conseil, *il y a un point décisif dans les affaires, et il était là... On ne peut trop le dire, la restauration est sortie de ce conseil.* » Voilà comme la nation fut consultée, représentée et interprétée.

Il fallait assurer le dénouement de cette comé-

die politique, que ses propres auteurs ont nommée depuis la journée des dupes. « *A la fin du conseil*, dit l'historien de la restauration, *nous mîmes tous nos soins à empêcher l'effet des représentations que les négociateurs, au nom de Napoléon, pourraient chercher à produire. Si nous ne pûmes les empêcher d'arriver, on parvint du moins à abréger leur séjour et à en atténuer l'effet. Dès que nous fûmes sortis du conseil, nous travaillâmes à nous assurer d'un des généraux les plus influens.* » Mais quand même ces précautions n'eussent pas eu le succès qu'elles ont obtenu, les trois personnages qui conduisaient l'affaire de la royauté depuis la fin de 1813, se trouvaient garantis par les alliés. « *MM. de Talleyrand et de Dalberg*, dit le même auteur, *avaient fixé leur attention d'une manière plus positive... On avait poussé l'attention jusqu'à pourvoir à notre avenir*, S'IL EUT ÉTÉ COMPROMIS PAR L'ISSUE DES ÉVÉNEMENS. »

Cependant on sentait la nécessité de dire quelque chose à la nation dans la déclaration dont le comité venait de fournir l'improvisation à l'empereur Alexandre; voilà pourquoi cette pièce portait aussi : « *Les souverains alliés reconnaîtront et garantiront la constitution que la nation française se donnera; ils invitent en conséquence*

le Sénat à désigner un gouvernement provisoire, qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration et préparer LA CONSTITUTION QUI CONVIENDRA AU PEUPLE FRANÇAIS! » Il y avait encore une autre mission à confier au Sénat, c'était de consulter le peuple français sur *la dynastie qui lui convenait*, et d'ouvrir à cet effet des registres dans tous les chefs-lieux, suivant le mode mis en usage pour l'avénement de Napoléon au consulat à vie et à l'empire; cet acte de justice et de franchise eût été une noble démonstration de la sincérité des principes de la déclaration de Francfort, de celle de Châtillon; enfin de la dernière déclaration de Paris, où les alliés redisaient encore qu'ils voulaient que la France fût libre, grande, heureuse! Mais l'opinion publique, qui le jour même de l'occupation de la capitale n'avait certainement pas eu le temps de se reconnaître, venait d'être surprise dans une embuscade française et étrangère. Prisonnière sans cartel, elle n'était pas même admise à capitulation : on lui avait seulement donné d'office un interprète, comme les tribunaux donnent un défenseur à un accusé sans espoir, et cet interprète était le Sénat. Ce corps avait fait ses preuves de complaisance et de docilité. Imperturbable instrument des volontés de Napoléon et accablé de ses bienfaits, il n'avait pas appris, dans

la longue habitude de rendre des services et d'en recevoir le prix, la générosité qui resserre les liens de la fidélité aux sermens envers le prince abandonné de la fortune. Convoqué par M. de Talleyrand et sous la présidence de ce ministre en qualité de vice grand électeur de l'empire, le Sénat fournit d'urgence à cette convocation une minorité choisie, laquelle, en raison d'une délibération convenue, nomma un gouvernement provisoire, composé de MM. de Talleyrand, de Beurnonville, de Jaucourt, de Dalberg et de l'abbé de Montesquiou. Les constituans se trouvèrent en majorité dans le gouvernement provisoire, circonstance qui leur inspira le faux espoir auquel ils se laissèrent entraîner; car on doit croire, à leur honneur, qu'ils rêvèrent alors la France de 1790. Soit poussé par de hautes instigations, soit excité par les souvenirs amers d'une ambition déçue, M. Bellard prit sur lui, comme président du conseil général du département de la Seine, de proclamer que la capitale demandait le rétablissement de la famille royale; et en effet il pouvait bien déclarer pour Paris, avec le conseil général, ce que trois Français avaient déclaré en présence des chefs de la coalition pour toute la France. Mais tel n'était pas encore le vœu connu des souverains alliés; ils n'avaient spécifié que la

déchéance de Napoléon *et l'œuvre d'une constitution qui convînt à la France.* Le procès de Napoléon était perdu, celui de la Maison de Bourbon n'était pas gagné.

Dans la soirée du 31, le duc de Vicence, d'après les espérances données la veille à Bondy, obtenait l'audience de l'empereur Alexandre et remplissait sa mission. Mais le prince de Schwartzemberg, transformé par lui-même en ministre de la contre-révolution, avait fait signifier au plénipotentiaire de Napoléon qu'il n'était toléré à Paris que comme parlementaire. On alla même jusqu'à lui demander sa parole d'honneur qu'il n'agirait en aucune manière, soit auprès des autorités, soit auprès des individus. Pour mieux trancher la question, on inséra dans le *Moniteur* du 2 avril la note suivante : « Le duc de Vicence « s'étant présenté auprès des souverains alliés, « n'a pu parvenir à s'en faire entendre. Ses pro- « positions n'étaient pas celles que les puissances « avaient le droit d'attendre, surtout d'après la « manifestation éclatante des habitans de Paris et « *de toute la France.* » Le même jour, à neuf heures du soir, le Sénat, qui avait le mot d'ordre des alliés, déclara « Napoléon déchu du trône, le « droit d'hérédité aboli dans sa famille, le peuple « et l'armée déliés envers lui du serment de fidé-

« lité. » Le lendemain, une assez forte minorité du Corps-Législatif adhéra au Sénatus-Consulte. La Cour de cassation envoya également son adhésion; il en fut de même de la part de la Cour des comptes et de la Cour impériale. Des milliers d'exemplaires du Sénatus-Consulte furent expédiés dans les départemens, aux armées françaises, aux armées ennemies et à tous les corps constitués, pour être simultanément publiés. Le premier secrétaire de Bonaparte, jadis son compagnon de l'école de Brienne, Bourrienne, le jour de l'entrée des alliés, avait pris la direction des postes que le comte de La Valette, ancien aide de camp et l'ami de Napoléon, avait dû quitter le matin pour sa propre sûreté; la poste était devenue ainsi un puissant agent de la trahison domestique et de l'occupation étrangère. Toutefois, il répugnait à la morale politique de cette époque de constituer un pays uniquement sur la désertion. Les souverains alliés, les princes de la Maison de Bourbon, ce gouvernement provisoire lui-même, bien qu'éphémère, ne pouvaient regarder ces apostasies, les uns comme une garantie suffisante de leur triomphe, les autres comme un gage certain d'une fidélité si subite, le dernier enfin comme une sanction de ses actes.

En effet, il est de l'essence des choses et sur-

tout des choses politiques, que le moindre obstacle suffise pour les arrêter dans leur marche précipitée. Prévenu par le comité de défection qui, suivant sa tactique, occupait toutes les avenues des souverains alliés, le duc de Vicence venait à la vérité de se voir enlever à l'improviste la cause personnelle de Napoléon; mais il lui restait à soutenir celle de la régence et celle de la dynastie impériale. Alexandre l'avait entendu, l'avait même écouté favorablement; le plénipotentiaire avait obtenu au moins une promesse de protection pour les derniers intérêts qu'il était chargé de défendre. Il avait balancé pendant douze heures toute la coalition anti-napoléonienne, soit française, soit étrangère; il avait su regagner tout le terrain conquis par la trahison : en un mot, il était parvenu à remettre en doute la question de l'ancienne dynastie, que le prince de Bénévent et son parti croyaient avoir décidée. Mais avant de se prononcer définitivement sur une affaire aussi grave et aussi compliquée dans ses chances, l'empereur Alexandre voulut réunir le jour même, 3 avril, les principales notabilités de Paris, et présider un grand conseil de famille, où seraient portés et discutés les intérêts de la France, tant par rapport à elle que par rapport à l'Europe : « Il faut décider, dit l'empereur dans

« cette réunion, quel est le gouvernement qui « convient à la France, pour remplir ces deux « objets. » La discussion, entamée dans l'esprit de modération dont Alexandre venait de donner l'exemple, fut suivie en toute liberté, et la balance des opinions des étrangers penchait évidemment pour la régence. Mais le général Dessoles, prenant la parole et plaidant avec chaleur la cause de ceux qui, comme lui, s'étaient aventurés dans l'œuvre de la restauration, fit reprendre à la déclaration du 31 mars tout son empire. Ainsi le procès fut jugé de nouveau contre Napoléon. Remonté dans ses appartemens, l'empereur Alexandre reçut le duc de Vicence, et lui déclara que *Napoléon devait abdiquer*. Le duc partit pour Fontainebleau.

Pendant que ces choses se passaient à Paris, l'impératrice régente, établie à Blois avec le gouvernement, faisait publier cette proclamation, dans laquelle elle plaçait les droits de son fils et sa personne sous la sauvegarde des Français :

« FRANÇAIS !

« Les événemens de la guerre ont mis la capitale « au pouvoir de l'étranger. L'Empereur, accouru « pour la défendre, est à la tête de ses armées si

« souvent victorieuses : elles sont en présence de « l'ennemi, sous les murs de Paris. C'est de la résidence que j'ai choisie, et des ministres de l'Empereur, qu'émanent les seuls ordres que vous « puissiez reconnaître. Toute ville au pouvoir de « l'ennemi cesse d'être libre, toute direction qui « en émane est le langage de l'étranger, ou celui « qu'il convient à ses vues hostiles de propager. « Vous serez fidèles à vos sermens; vous écouterez « la voix d'une princesse qui fut remise à votre « foi, qui fait sa gloire d'être associée aux destinées du souverain que vous avez choisi. Mon « fils était moins sûr de vos cœurs au temps de « vos prospérités; ses droits et sa personne sont « sous votre sauvegarde. »

Le lendemain de cette proclamation, qui resta inconnue à Paris où elle ne fut colportée que secrètement, le comte de Schowaloff et le baron de Saint-Aignan vinrent à Blois, l'un au nom de l'empereur de Russie, l'autre au nom du gouvernement provisoire, déclarer à l'Impératrice, dont le projet était de se rendre à Orléans et à Fontainebleau, qu'elle devait partir pour Rambouillet, avec son fils. Cette princesse écrivit à son père et à son époux, pour se plaindre de la violence exercée contre elle. Arrivé le 10 à Paris, M. de Metter-

nich s'empara de la lettre adressée à l'empereur d'Autriche; M. de Bausset porta l'autre à Fontainebleau : « *J'abdique et ne cède rien,* » lui dit Napoléon, après avoir blâmé le départ de Marie-Louise pour Blois.

On a vu que dans la soirée du 31 mars, qui avait suivi le conseil des alliés, les membres du comité de défection s'occupèrent *de s'assurer d'un des généraux les plus influens.* En effet, le 2 avril, des pourparlers avaient lieu entre Marmont et Schwartzemberg, d'après la négociation entamée par le gouvernement provisoire avec ce maréchal. Ainsi on ne négligeait aucune précaution contre l'ennemi commun, et afin qu'il n'y eût rien d'intact autour de Napoléon, la trahison s'introduisait jusque dans ce qu'il appelait sa famille militaire. Le généralissime avait été s'établir au château de Chevilly, voisin d'Essonne. Le lendemain, le maréchal Marmont reçut, à son quartier général d'Essonne, une lettre par laquelle le prince de Schwartzemberg, en lui envoyant les papiers publics, ainsi qu'une invitation du gouvernement provisoire *de se ranger sous les drapeaux de la bonne cause française,* l'engageait à écouter ses propositions. Le maréchal se hâta de répondre « que l'armée étant déliée par le « Sénat de son serment de fidélité, il était prêt

Digitized by Google

BIBLIOTECA NAZIONALE
NAPOLI

MARMONT,

Duc de Raguse.

Digitized by Google

et le jour suivant il avait mis en discussion un plan de campagne. La question était, ou de manœuvrer autour de la capitale, ou de se reti-

Digitized by Google

« à quitter *avec ses troupes* l'armée de l'empereur « Napoléon aux conditions suivantes : Que le prince « de Schwartzemberg garantirait *à toutes les « troupes françaises* qui quitteraient les dra- « peaux de Napoléon Bonaparte, de pouvoir se « retirer librement en Normandie avec armes et « bagages ; et que *si par suite de ce mouvement « les événemens de la guerre faisaient tomber « entre les mains des puissances alliées la per- « sonne de Napoléon Bonaparte, sa vie et sa « liberté lui seraient garanties dans un espace « de terrain et dans un pays circonscrit au choix « des puissances alliées et du gouvernement fran- « çais.* » Le 4 avril, le prince de Schwartzemberg envoya au maréchal la garantie demandée. Ainsi l'aide de camp Marmont savait que son mouvement livrait son général aux ennemis les plus acharnés, et il avait la générosité de mesurer la terre où son Empereur resterait captif!... Un espace de terrain!... Marmont aurait-il deviné Sainte-Hélène?

Dès le 1er avril, le lendemain de son arrivée à Fontainebleau, l'Empereur n'avait pas perdu un seul moment pour la réorganisation de l'armée, et le jour suivant il avait mis en discussion un plan de campagne. La question était, ou de manœuvrer autour de la capitale, ou de se reti-

rer sur la Loire. Le premier avis avait prévalu, et par suite des dispositions que Napoléon prit alors, il désigna pour son quartier général Montlignon, au lieu de Ponthierry. Le 3, après avoir passé sa garde en revue, il lui avait dit :

« Soldats !

« L'ennemi nous a dérobé trois marches et s'est « rendu maître de Paris ; il faut l'en chasser. « D'indignes Français, des émigrés, auxquels « nous avions pardonné, ont arboré la cocarde « blanche et se sont joints à nos ennemis. Les « lâches ! ils recevront le prix de ce nouvel atten- « tat. Jurons de vaincre ou de mourir, et de faire « respecter cette cocarde tricolore qui, depuis « vingt ans, nous trouve dans le chemin de la « gloire et de l'honneur. »

Ce serment avait été prononcé par la garde avec enthousiasme : toute la soirée, les soldats dansèrent des farandoles aux cris de *vive l'Empereur ! allons à Paris*. Napoléon se vit même obligé de contenir l'effervescence guerrière qui s'était emparée de ses troupes. Cependant, dans cette même journée remplie d'événemens, de circonstances, d'actes de toute nature, l'annonce de la

déchéance proclamée par le Sénat, celle de l'abdication demandée par les alliés, tous les journaux, tous les pamphlets de la capitale étaient partout colportés, grâce aux émissaires du gouvernement provisoire et aux amis des hôtes du palais de Fontainebleau. C'était par Essonne, et avec raison, que toutes ces nouvelles pénétraient dans l'intérieur de Napoléon et sous les tentes de sa fidèle armée. Mais si la déchéance était débattue dans le palais, au camp elle était hautement rejetée. Les acclamations de la garde prouvaient suffisamment l'esprit du soldat. Quant aux chefs de l'armée, aux maréchaux, il s'en trouvait qui paraissaient regarder la question de l'abdication comme un asile au moins pour la patrie, et ils se disposaient à l'aborder avec l'Empereur à la première occasion.

Le duc de Vicence arriva à Fontainebleau dans la nuit, et rendit compte à Napoléon de la décision fatale dont il était porteur. Napoléon se détermina alors à adjoindre au duc de Vicence deux plénipotentiaires qui, par leur influence personnelle, donneraient des représentans aux intérêts de la France, à ceux de l'armée, et du poids aux vœux que cette armée, encore menaçante pour les alliés, formait si hautement en sa faveur! Le lendemain matin, Napoléon désigna les maréchaux

Ney et Marmont. L'acte d'abdication fut discuté, rédigé et signé en ces termes :

« Les puissances alliées ayant proclamé que « l'empereur Napoléon était le seul obstacle au « rétablissement de la paix en Europe, l'empereur « Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il « est prêt à descendre du trône, à quitter la « France, même la vie, pour le bien de sa pa- « trie, inséparable des droits de son fils, de ceux « de la régence de l'Impératrice et du maintien des « lois de l'empire.

« Fait en notre palais de Fontainebleau, le 4 « avril 1814. NAPOLÉON. »

Le duc de Bassano écrivit à M. de Metternich, pour l'informer de l'abdication et de la condition que Napoléon y avait mise. Cette dépêche fut portée à M. de Metternich à Villeneuve-l'Archevêque, à quelques lieues de Sens. Ce ministre n'avait garde de se hâter de se rendre à Paris ; l'Autriche voulait achever son ouvrage ; c'était elle qui, de Prague, avait amené les alliés à Paris. Le système de son vieux cabinet pour l'abaissement de la France devait prévaloir sur tous les liens du sang. Depuis un an Schwartzemberg n'avait rien laissé de douteux à cet égard, par ses paroles au duc de Bassano : « *La politique a fait le ma-*

Digitized by Google

riage; la politique peut le dissoudre. » Ce moment était venu.

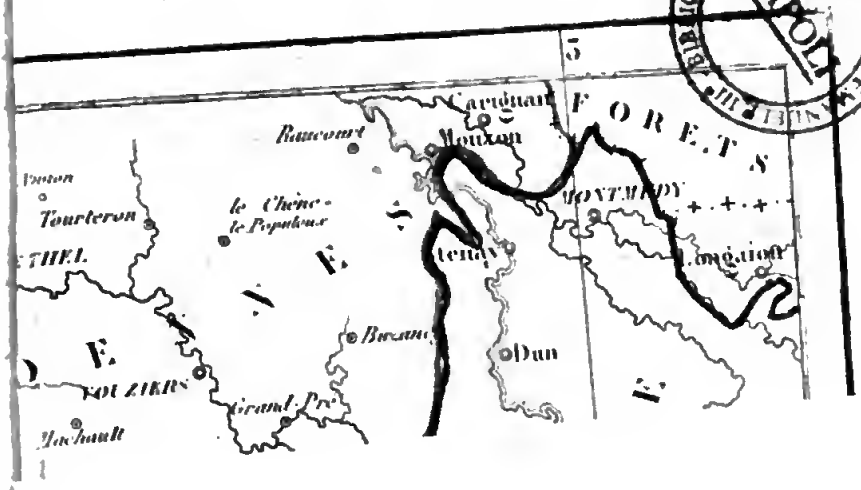
Tandis qu'on expédiait les pouvoirs des négociateurs, on annonça à l'Empereur que le maréchal Macdonald venait d'arriver de Saint-Dizier avec son corps d'armée. Entraîné par la destinée, Napoléon se sentit encore plus frappé de l'importance du commandement d'Essonne, où était le maréchal Marmont. « *C'est là*, dit Napoléon, *que s'adresseront toutes les intrigues, toutes les trahisons de Paris. Il faut que j'aie à ce poste un homme comme Marmont, mon enfant, élevé dans ma tente!* » Et Macdonald fut nommé plénipotentiaire. Cependant les ducs d'Elchingen, de Vicence et de Tarente reçurent l'ordre formel de dire au duc de Raguse, en passant à Essonne, que Napoléon l'avait aussi choisi; mais que ne pouvant refuser à sa fidélité, garantie par tant de bienfaits d'un côté et par tant de services de l'autre, ce dernier témoignage de sa confiance et de son affection, il le laissait le maître de se joindre à ses collègues, dans le cas où il ne croirait pas être plus utile à l'Empereur à Essonne qu'à Paris. Malgré l'imminence de ses périls et la sagacité de son esprit, il n'avait pas été donné à Napoléon de tout prévoir.

Porteurs de l'abdication, les trois plénipoten-

tiaires prennent la route de Paris. La veille, on avait ordonné aux troupes de se mettre en mouvement : la garde impériale s'était ébranlée pour occuper Montlignon, où Napoléon avait résolu d'établir son quartier général. Arrivés à Essonne, les plénipotentiaires descendent chez le duc de Raguse, à qui ils font connaître les ordres de l'Empereur. Ils devaient attendre, pour aller plus avant, l'autorisation du général ennemi ; le maréchal les retint à dîner. Bientôt il confie à Ney et à Macdonald qu'il a traité avec Schwartzemberg ; il voulait parler de la convention d'Essonne, ratifiée le matin même à Chevilly. Un moment après, le duc de Vicence reçoit cette confidence du maréchal Macdonald. Alors la conversation devient générale ; elle est des plus vives de la part des plénipotentiaires de Fontainebleau : celui d'Essonne paraît céder à la puissance des sentimens qui combattent sa conduite ; il leur affirme que rien n'est signé, et qu'il les suivra à Paris. Les plénipotentiaires, dans la persuasion que cette affaire ne repose que sur Marmont, lui proposent ou d'aller à Fontainebleau tout avouer à l'Empereur, ou de les accompagner à Chevilly et de tout dénouer avec Schwartzemberg ; Marmont se décide pour le dernier parti. Avant de monter en voiture, il déclare en présence de ses collègues,

aux généraux Souham et Bordesoult, ses principaux divisionnaires, que l'arrangement convenu avec le généralissime doit être regardé comme nul, qu'il ne tardera pas à revenir, et il leur ordonne de garder leurs positions; il ajoute qu'il ne sépare point sa cause de celle de l'armée. Arrivés au château de Chevilly, les ducs d'Elchingen, de Vicence et de Tarente, entrèrent chez le prince de Schwartzemberg, qui seul pouvait transmettre aux nouveaux plénipotentiaires l'autorisation nécessaire pour pénétrer jusqu'à Paris et remplir leur mission. Le duc de Raguse demeura dans la voiture, préférant, dit-il, ne voir le généralissime qu'après leur visite. Le maréchal Macdonald ayant appris que le prince royal de Wurtemberg était malade dans le château, monta à son appartement. Le prince lui parla de la convention de Chevilly comme d'une affaire totalement terminée, et dont rien ne devait arrêter l'exécution. Macdonald quitte le prince et court à la voiture, où il avait laissé Marmont; mais il ne l'y trouve plus : Marmont était chez le généralissime autrichien. Macdonald raconta alors au duc de Vicence ce qu'il tenait du prince de Wurtemberg. Un moment après, Marmont les rejoignit dans le salon, où il fut suivi presque immédiatement par le généralissime. Le duc de Raguse essaya de vifs

reproches, balbutia, allégua l'embarras de s'expliquer devant tant de personnes, et assura qu'il avait rempli sa promesse; Schwartzemberg ne démentit aucune des paroles de Marmont. Enfin, l'autorisation de se rendre à Paris étant venue, les plénipotentiaires se mirent en route. Le maréchal Marmont partit avec eux « *pour répéter*, leur dit-il, *la même déclaration à l'empereur Alexandre, la négociation avec le prince de Schwartzemberg étant connue de S. M. I.* » A une heure du matin, ils furent admis en présence de l'empereur, qui les reçut avec bienveillance. Ils reproduisirent dans toute leur force les premiers argumens du duc de Vicence, relatifs à la déclaration du 31 mars. « La régence, dirent-ils, n'a-« vait point eu de défenseurs : elle avait été jugée « et condamnée par défaut. » Loin de rejeter leurs raisonnemens, l'empereur écouta avec intérêt la lecture que lui fit le duc de Vicence de quelques articles rédigés d'avance à Fontainebleau ; il les discuta, même sans y faire beaucoup d'objections. Il était deux heures du matin ; l'empereur les congédia et les ajourna à midi. Ils s'éloignèrent, rassurés par l'impression qu'ils venaient de produire, par les dispositions qu'on leur avait montrées, et par la renonciation de Marmont aux engagemens de Chevilly.



BIBLIOTECA NAZIONALE VITTORIO EMANUELE III NAPOLI

Google

Les plénipotentiaires s'étaient réunis à onze heures et demie chez le maréchal Ney, attendant l'instant où ils devaient revoir l'empereur. Marmont arriva, et bientôt on l'avertit que son premier aide de camp, le colonel Fabvier, le demandait. Il sortit, et rentra cinq minutes après, pâle comme la mort : « Souham et Bordesoult, dit-il, « ont enlevé mon corps d'armée. Fabvier est venu « en toute hâte.... » Et l'on appela Fabvier, qui rendit compte de l'événement. Marmont dit qu'il allait ramener ses troupes, chose impossible, puisqu'elles se trouvaient, depuis la pointe du jour, dans les lignes des ennemis : elles étaient parties avec ardeur, dans l'espoir qu'on les menait au combat! Bien qu'aucune illusion n'abusât les plénipotentiaires sur cette irréparable aventure, ils engagèrent le maréchal à faire tout ce qu'il croirait devoir tenter pour tenir la parole qu'il leur avait donnée à Essonne, renouvelée à Chevilly et à Paris. Midi était déjà sonné; ils n'avaient pas un moment à perdre pour paraître chez l'empereur Alexandre : ils dissimulèrent autant que possible leur dévorante anxiété; car tous leurs efforts seraient vains si Alexandre apprenait cette défection. Ce prince les accueillit aussi bien que la nuit précédente, et la conversation avait repris un cours favorable, quand un officier se présenta et parla

en russe à l'empereur : « *Nous sommes perdus*, dit tout bas le duc de Vicence au maréchal Macdonald, *l'empereur sait que le corps de Marmont a passé.* » Alexandre sortit un moment, puis il rentra. Mais la discussion des articles, presque approuvés dans la conférence de la nuit, ayant recommencé, donna lieu de la part de ce souverain à une foule d'objections : la défection du premier corps avait tout changé. La suite de l'entretien fut remise à cinq heures ; on parla avec chaleur de l'armée et de ses sentimens : « Messieurs, dit l'empereur avec vivacité, vous « faites sonner bien haut la volonté de l'armée, « et vous n'ignorez pas que le corps du duc de « Raguse a passé de notre côté ; d'autres sont « encore dans les mêmes dispositions : on est las « de la guerre. Nous ne voulons que le bonheur de « la France : *peu nous importe son gouvernement*, « s'il la rend heureuse. Nous ne voulons aujour- « d'hui que ce que le vœu national a déjà proclamé. « *Il repousse la régence*, comme il a repoussé « l'empereur Napoléon. Je vous déclare donc que « nous ne pouvons admettre que *son abdication* « *absolue ; à cette condition seule, vous pouvez* « *regarder la paix comme faite.* Nous nous en- « gageons à faire assurer à l'empereur Napoléon « une existence indépendante et convenable sous

« tous les rapports. » Les plénipotentiaires se récrièrent en vain contre cette étrange détermination, si différente des espérances qui leur avaient été données. Ils combattirent vivement la conséquence que l'Empereur tirait de la défection du sixième corps, et affirmèrent qu'elle ne serait suivie d'aucune autre. Efforts inutiles! L'arrêt européen venait d'être prononcé par Alexandre, en l'absence de François II, mais de concert avec le gouvernement provisoire. Les plénipotentiaires durent se résigner à retourner à Fontainebleau pour porter à l'empereur Napoléon la nouvelle décision du vainqueur.

Le duc de Vicence ayant eu des audiences particulières de l'empereur de Russie, dans une de ces audiences, le 3 avril, il avait été question de choisir le lieu de retraite qui serait assigné à Napoléon. Alexandre avait désigné l'île d'Elbe au lieu de Corfou et de la Corse dont on avait parlé. Le 5 avril on lisait dans *le Moniteur:* « S. M. l'em-
« pereur de Russie, dès qu'elle a su le change-
« ment opéré dans le gouvernement français par
« le Sénat, et l'établissement du gouvernement
« provisoire, a fait proposer, au nom des puis-
« sances alliées, à Napoléon Bonaparte, de se
« choisir un lieu et un établissement de retraite
« *pour lui et sa famille.* M. le duc de Vicence

« a été chargé de lui remettre cette proposition. » Ainsi cette détermination sur l'abdication absolue datait du 2 avril. Napoléon devait en avoir eu connaissance, et sans doute elle lui revint à l'esprit le 4, après le départ de ses négociateurs. La renonciation qu'il avait signée en faveur de son fils lui parut alors, non plus un sacrifice qu'il faisait généreusement à la France, mais une démarche que sa haute raison frappait de nullité. « On a voulu, dit-il, me faire abdiquer « en faveur du roi de Rome, je l'ai fait; cependant ce n'est pas l'intérêt de la France. Mon « fils est un enfant, ma femme n'entend rien aux « affaires. Vous auriez donc une régence autrichienne pendant douze ou quinze ans, et vous « verriez M. de Schwartzemberg vice-empereur des « Français : cela ne peut vous convenir. D'ailleurs « il faut raisonner : quand même cela entrerait « dans les vues de l'Autriche, *croit-on que les « autres puissances consentent jamais à ce que « mon fils règne tant que je vivrai?* Non certainement. Elles auraient trop peur que j'arrachasse le timon des affaires des mains de ma « femme; aussi je n'attends rien de bon de la « démarche des maréchaux. »

Napoléon disait à Fontainebleau ce que le prince de Bénévent disait à Paris, et ce que venait de

répéter en d'autres termes Alexandre aux plénipotentiaires. Napoléon jugeait mieux que personne toute sa position, et il en était d'autant plus porté à tenter encore le sort des armes, comme la seule ressource qui restât à une condition aussi désespérée. On assure qu'il avait dit à M. de Vicence : « *Pendant que vous négocierez à Paris, je leur tomberai dessus avec mes braves. Je pars demain.* » Mais avant de prendre la route d'Essonne avec le gros de l'armée, car on a vu que la garde était déjà en mouvement sur Montlignon, l'Empereur envoya son premier officier d'ordonnance Gourgaud à Essonne, pour inviter à dîner les maréchaux Marmont et Mortier, et le général Souham, le plus ancien divisionnaire de l'armée. Il voulait s'entretenir avec eux des opérations qu'il projetait. Le colonel Gourgaud ne trouva ni le maréchal Marmont, alors parti pour Paris avec les plénipotentiaires, ni le général Souham, qui pourtant était à Essonne; mais il lui laissa l'ordre de se rendre à Fontainebleau. L'Empereur l'attendit inutilement, et dans la nuit du 4 au 5 lui expédia un autre officier. Celui-ci ne rencontra ni Souham ni le corps d'armée, et revint en toute hâte apporter cette affreuse nouvelle. Ainsi Fontainebleau restait à découvert! L'honneur de l'armée était offensé, et tout es-

poir perdu, jusqu'à celui qui n'avait jamais manqué, l'espoir dans les armes. Napoléon doute encore de la défection de Marmont. Il refuse de croire que son élève, son ami, son enfant, « celui, disait-il, qui a mangé mon pain sous « ma tente, » l'ait trahi, abandonné au dernier jour. « *L'ingrat*, s'écria-t-il, *il sera plus malheureux que moi!* » Cependant il ordonne au général Belliard de faire couvrir Fontainebleau par quelques escadrons. Mais le maréchal Mortier, voisin d'Essonne, avait pourvu à cette pressante nécessité, du moment où il avait appris le départ de son collègue. Ce malheur, tout nouveau pour Napoléon, le touchait de trop près, et son ame se sentait depuis plusieurs jours oppressée sous le poids de trop de chagrins, pour qu'il ne cédât pas enfin à l'impérieux besoin de lui donner un confident digne de sa douleur. Ce confident ne pouvait être que l'armée de Fontainebleau. Voici comme il lui parle dans l'ordre du jour du 5 avril :

« L'Empereur remercie l'armée pour l'atta-« chement qu'elle lui témoigne, et principalement « parce qu'elle reconnaît que la France est en lui, « et non dans le peuple de sa capitale. Le soldat « suit la fortune et l'infortune de son général, « son honneur et sa religion. Le duc de Raguse « n'a point inspiré ces sentimens à ses compagnons

« d'armes : il est passé aux alliés. L'Empereur ne « peut approuver la condition sous laquelle il a « fait cette démarche : il ne peut accepter ni la « vie ni la liberté de la merci d'un sujet.

« Le Sénat s'est permis de disposer du gou- « vernement français. Il a oublié qu'il doit à l'Em- « pereur le pouvoir dont il abuse maintenant ; « que c'est lui qui a sauvé une partie de ses mem- « bres de l'orage de la révolution, tiré de l'obs- « curité et protégé l'autre contre la haine de la « nation. Le Sénat se fonde sur les articles de la « constitution pour la renverser. Il ne rougit pas « de faire des reproches à l'Empereur, sans re- « marquer que, comme le premier corps de l'Etat, « il a pris part à tous les événemens. Il a été « si loin, qu'il a osé accuser l'Empereur d'avoir « changé des actes dans la publication. Le monde « entier sait qu'il n'avait pas besoin de tels arti- « fices..... Aussi long-temps que la fortune s'est « montrée fidèle à leur souverain, ces hommes « sont restés fidèles, et nulle plainte n'a été en- « tendue sur les abus de pouvoir. Si l'Empereur « avait méprisé les hommes, comme on le lui a « reproché, alors le monde reconnaîtrait aujour- « d'hui qu'il a eu des raisons qui motivaient son « mépris. Il tenait sa dignité de Dieu et de la na- « tion : eux seuls pouvaient l'en priver. Il l'a tou-

« jours considérée comme un fardeau, et, lors-
« qu'il l'accepta, c'était dans la conviction que lui
« seul était à même de la porter dignement. Au-
« jourd'hui que la fortune s'est décidée contre
« lui, la volonté de la nation seule pouvait le per-
« suader de rester plus long-temps sur le trône.
« S'il se doit considérer comme le seul obstacle
« à la paix, il fait ce dernier sacrifice à la France.
« Il a en conséquence envoyé le prince de la Mos-
« kowa, les ducs de Vicence et de Tarente à
« Paris pour entamer les négociations. L'armée
« peut être certaine que son honneur ne sera
« jamais en contradiction avec le bonheur de la
« France. »

Pendant que Napoléon confiait ainsi à son armée, avec une modération digne des plus grands caractères, les douloureux secrets de sa fortune actuelle, une portion de cette armée, soustraite le matin à son drapeau, comme je l'ai déjà dit, sous l'espoir qu'elle allait se battre pour lui, répondait à Versailles aux nobles sentimens qu'il lui témoignait à Fontainebleau. Voici quelle avait été la destinée du corps de Marmont : depuis deux jours, dans l'armée de Napoléon, on ne parlait que d'une attaque sur Paris ; le mouvement opéré la veille par la garde avait de nouveau confirmé ce bruit. Placé au premier poste, le corps de

Marmont attendait avec impatience le signal de s'ébranler à son tour. Le 5, à la pointe du jour, le général Souham met ce corps en mouvement; et, à peine avait-il franchi le rayon de cantonnement, il se voit entouré par des régimens de cavalerie étrangère qui précèdent, qui flanquent et qui ferment sa marche au travers de toutes les troupes ennemies en armes sur sa route. A l'aspect des cavaliers bavarois, qui l'abordèrent au sortir du territoire d'Essonne, les officiers et les soldats, partis avec joie, parce qu'ils croyaient aller attaquer le flanc droit de l'ennemi, reconnurent qu'on les avait livrés. Alors des murmures sinistres parcoururent les rangs, et de menaçantes clameurs révélèrent aux généraux Souham et Bordesoult l'énergie des sentimens qui soulevaient contre eux tous les esprits. Néanmoins le corps du maréchal Marmont, traîné comme un vil prisonnier, dut défiler ainsi, malgré lui, sous les fourches caudines de la trahison, et, quoique plein d'une vigoureuse indignation, promener l'infamie d'un déserteur à la vue des soldats de toutes les nations, au lieu de les combattre avec toute la furie française. Enfin, à Versailles, où ces braves furent débarrassés de leurs gardiens, l'explosion éclata, et ils se soulevèrent spontanément contre les chefs qui les avaient extorqués

au commandement de Napoléon. Ces généraux n'eurent que le temps de se soustraire à la colère commune, au milieu des coups de fusil. Les soldats se rassemblèrent à l'Orangerie avec le dessein de retourner vers Napoléon, et de venger son injure et leur honneur; ils voulaient reprendre le chemin d'Essonne, et passer en plein jour sur le ventre des étrangers, auxquels on les avait lâchement vendus.

On a vu plus haut toutes les protestations et toutes les infidélités de Marmont; on a vu qu'il avait juré de ne pas se séparer du reste de l'armée, et promis de ramener lui-même à Essonne le sixième corps qu'il feignait de croire enlevé par les généraux sous ses ordres, qui n'avaient fait que lui obéir; mais outre l'impossibilité de tenir cette promesse, il pensait si peu à l'exécuter, qu'au lieu d'aller risquer lui-même de revoir ses troupes déjà rendues à Versailles, et condamnées à ne pouvoir plus rejoindre Napoléon, il leur adressa, au contraire, une proclamation où on lisait : « Vous êtes les soldats de la patrie; ainsi « c'est l'opinion publique que vous devez suivre, « et c'est elle qui m'a ordonné de vous arracher « à des dangers désormais inutiles, pour conser- « ver votre sang que vous saurez répandre en- « core lorsque la voix de la patrie et l'intérêt

« public réclameront vos efforts. *De bons can-*
« *tonnemens et mes soins paternels* vous feront
« oublier bientôt, j'espère, jusqu'aux fatigues que
« vous avez éprouvées. »

Le même jour, à trois heures après midi, le général qui commandait à Corbeil la division de réserve disait dans sa proclamation : « ... La nuit
« dernière des corps entiers ont quitté leurs po-
« sitions. J'avais l'ordre d'occuper Corbeil : au-
« cun ordre contraire ne m'a été donné; je suis
« donc resté fidèle avec vous à mon poste. Les
« braves ne désertent jamais ; ils doivent mourir
« à leur poste..... » On inséra cette pièce après celle de Marmont, dans *le Moniteur* du 7 avril. Le rapprochement n'était pas heureux pour la proclamation du maréchal. A la lecture de celle-ci, ses officiers arrachèrent leurs épaulettes, brisèrent leurs épées; les soldats jetèrent leurs armes, et se trouvant sans chef pour retourner à Essonne, ils durent subir la loi de la nécessité, et se laissèrent conduire à Mantes.

Je ne saurais comprendre pourquoi, au premier aveu de Marmont de sa convention avec Schwartzemberg, l'un des plénipotentiaires ne partit pas sur-le-champ, ou comment on n'expédia pas au moins un secrétaire pour en instruire l'Empereur à Fontainebleau. On ne pouvait douter cependant

que, si cette convention avait lieu, la négociation ne fût perdue, comme cela arriva en effet. Je dirai plus : un ancien serment et des devoirs plus sacrés que jamais, obligeaient chacun de ces plénipotentiaires à la déclaration d'une vérité si importante pour l'Empereur ; tout leur prescrivait de s'arrêter à Essonne et de demander de nouveaux ordres à l'Empereur.

Grâce à l'absence du corps qui manque autour du drapeau impérial par la défection de Marmont, les quarante mille hommes qui restent à Napoléon pour livrer la bataille du désespoir, que les alliés et le gouvernement provisoire redoutaient comme un triomphe presque certain de notre héroïque armée, n'ont plus même une position militaire à Fontainebleau. Napoléon sent toute la force de cette affreuse conséquence de la trahison et se décide à prononcer l'abdication des droits de son fils et de sa famille. Voilà donc cette résolution que l'empereur de Russie, profitant de l'avantage que lui donnait la conduite du duc de Raguse, s'est décidé tout à coup à exiger dans la seconde conférence du 6 avril avec les plénipotentiaires français. Congédiés d'une manière aussi rigoureuse par l'empereur Alexandre, ceux-ci arrivèrent le soir à Fontainebleau. Après le compte rendu de leur mission, ils se retirèrent, et l'Empe-

reur, dans le dessein de sonder les dispositions de ses maréchaux sur les projets militaires qu'il pouvait avoir conçus, fit appeler le prince de la Moskowa. Ce qui se passa dans cette entrevue a échappé à l'investigation historique.

Le 6 avril vit sortir du gouvernement provisoire, décréter par le Sénat après quelques changemens, imprimer, proclamer et insérer au *Bulletin des Lois*, la nouvelle constitution française. Cet acte *appelait librement au trône Louis-Stanislas-Xavier de France, et après lui les membres de sa famille. Mais la constitution devait être soumise à l'acceptation du peuple français, et Louis ne devait être proclamé* ROI DES FRANÇAIS *qu'aussitôt qu'il aurait accepté la constitution et juré de l'observer et de la faire observer.* Cette disposition à elle seule établissait le contrat entre la nation et le Roi; c'était précisément ce qui devait faire rejeter par les conseils du Roi l'acte du Sénat. L'abbé de Montesquiou engageait alors le Roi à faire une simple déclaration. *On ne parlerait au public ni du Sénat ni de la constitution, et il ne serait redevable qu'à S. M. de ce que le Sénat prétend lui donner à un prix si dégoûtant.* Mais de son côté le Sénat, par sa maladresse à stipuler ses intérêts privés qu'il fallait régler dans un traité secret et particu-

lier, pour ne montrer au public que la constance à soutenir les intérêts généraux, perdit une admirable occasion de mettre à jamais les droits de la France à couvert, et de donner ce qu'il se réduisait à recevoir. A la vérité ce corps était dominé par une minorité dévouée à M. de Talleyrand, alors vice-grand-électeur, et au gouvernement provisoire où il ne siégeait pas un homme d'un grand caractère et capable de conduire dignement la négociation entamée avec le prince auquel on pouvait rendre la couronne à des conditions également honorables et utiles pour la nation et pour la royauté. Les alliés eux-mêmes, et surtout Alexandre qu'une raison habile rejetait alors du côté des principes libéraux comme le seul moyen de faire prendre le change à l'enthousiasme militaire de la France, auraient vu avec plaisir le prince enchaîné par un traité qui, en le défendant contre les préjugés et l'entraînement de ses anciens amis, tous opposés aux besoins de l'époque, aurait encore délivré l'Europe de la crainte d'une révolution nouvelle.

Le 7 avril, Napoléon se leva plus guerrier que de coutume; il en avait fini avec la politique. Déjà familiarisé à l'idée d'être un souverain sans empire, il ne pouvait encore supporter l'idée d'être un général sans armée. Il ordonna la revue du

deuxième et du septième corps. Le maréchal Oudinot reçut cet ordre avec une surprise qui frappa Napoléon : ce n'était pas la première fois qu'il avait remarqué plus que de la lassitude de la part des chefs de l'armée. La revue eut lieu, et les vives acclamations des soldats prouvèrent à l'Empereur la fidélité de leurs sentimens qui recevaient alors de son infortune une expression plus énergique. Les chefs de l'armée étaient devenus des hommes de palais ; les soldats étaient demeurés les hommes de la tente : ceux-ci restaient toujours dévoués au grand capitaine qui venait de les illustrer dans la postérité la plus reculée, par la plus belle campagne de sa vie ; ceux-là savaient que l'Empereur avait abdiqué. On prétend que Napoléon, vivement ému de l'enthousiasme des troupes, qui effectivement n'étaient plus les siennes, dit au duc de Reggio : « *Maréchal, puis-je compter sur votre corps d'armée? — Non, Sire; Votre Majesté a abdiqué. — Oui, mais sous condition. — Il est vrai, Sire, mais le soldat ne connaît pas les restrictions. — Eh bien! maréchal, attendons les nouvelles de Paris.* » Le maréchal avait raison ; mais Napoléon pouvait aussi bien lui répondre que le soldat ne connaît pas les abdications.

Après la revue, l'Empereur fut reconduit dans

ses appartemens par les maréchaux Berthier, Ney, Lefebvre, Oudinot, Macdonald, par les ducs de Bassano et de Vicence, et le général Bertrand, grand-maréchal du palais. Napoléon engagea tout à coup avec une entière liberté d'esprit la conversation sur les affaires, et traita la haute question des intérêts de la France et de l'armée, comme s'il n'y eût pris d'autre part que celle d'un citoyen et d'un militaire. Le développement qu'il donna à ses idées le ramena naturellement à celles d'une juste défense, et il se complut à mettre en balance les chances de la guerre avec l'ignominie d'une paix qu'il disait mortelle pour la France. Il savait bien que quatre armées resserraient chaque jour davantage le camp de Fontainebleau; qu'une armée russe se trouvait entre Essonne et Paris, une autre entre Montereau et Melun; que des corps nombreux étaient en marche par les routes de Chartres et d'Orléans, tandis que d'autres troupes accouraient par celles de la Bourgogne et de la Champagne, et tenaient le pays entre l'Yonne et la Loire. « Mais « d'un autre côté, disait-il, les alliés seront for- « cés de se battre, ayant Paris à dos. L'immense « population de la capitale entendra notre canon. « La garde nationale, le peuple des faubourgs, en « partie composés de vétérans de la vieille gloire « républicaine et de celle de l'empire, voudront

« partager les périls de l'armée et feront trembler « l'ennemi. » Aucun des avantages d'une telle position n'échappe à Napoléon; il compte aussi sur l'armée du maréchal Soult sous Toulouse, sur celle du maréchal Suchet qui est à Narbonne et qui doit se réunir à celle de Soult; sur celle du maréchal Augereau dans les Cévennes, sur celle encore du prince Eugène, et sur celle du général Maison dans la Flandre; enfin sur les nombreuses garnisons de nos places frontières. Pourquoi, forçant les lignes ennemies, comme il l'a fait tant de fois avec les braves éprouvés qui lui restent, n'irait-il pas chercher les armées du Midi ?.... quand il reste à combattre derrière la Loire? Napoléon est d'avis qu'il faut y marcher sans délai.

On oppose à ce projet de l'Empereur les forces immenses qui occupent toutes les avenues de Fontainebleau, les distances qui séparent de l'armée les armées du Midi, le blocus qui interrompt toutes les communications et jusqu'au passage des courriers. « Une route fermée pour des courriers, « répond Napoléon, s'ouvre bientôt devant cin- « quante mille hommes. » Alors on lui parle des maux de la France menacée tout à coup des horreurs d'une guerre civile dont il serait et l'auteur et l'objet. Ce mot de guerre civile a sur lui la

puissance d'un talisman, et sa résolution, qu'il a nourrie sans doute pendant la veillée d'une longue nuit, s'évanouit à l'instant. Le citoyen l'emporte, mais le guerrier devait reparaître. « Eh bien! dit-« il avec force, puisqu'il me faut renoncer à dé-« fendre plus long-temps la France, l'Italie n'est-« elle pas une retraite digne de moi? Veut-on « m'y suivre encore une fois? Marchons vers les « Alpes! » Ce cri aurait entraîné l'armée, encore toute bouillante de courage et pleine d'enthousiasme : il frappa vainement sur les cœurs émoussés des grands dignitaires du commandement, affamés de repos. Dans les circonstances pareilles à celles où l'on se trouvait, les soldats valent mieux que les généraux, de même que dans certaines crises le peuple vaut presque toujours mieux que ses chefs. Napoléon termina ce qu'on appela alors *la conférence des maréchaux*, par leur déclarer qu'il se décidait à signer l'abdication absolue. Toutefois, dit-on, il ajouta que cette détermination ne devait nullement contrarier les opérations militaires qu'il pouvait avoir projetées, ce qui n'est pas probable. Les conférences avec ses plénipotentiaires furent reprises trois fois pendant cette journée; Napoléon y discuta vivement la forme de l'abdication absolue, et enfin l'acte en fut ainsi rédigé :

« Les puissances alliées ayant proclamé que « l'empereur Napoléon était le seul obstacle au « rétablissement de la paix en Europe, l'empereur « Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il « renonce, pour lui et ses héritiers, aux cou- « ronnes de France et d'Italie, et qu'il n'est au- « cun sacrifice personnel, même celui de la vie, « qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt de la France.

« Fontainebleau, 11 avril 1814. »

Les plénipotentiaires, partis pour Paris, arrivèrent chez l'empereur Alexandre à deux heures du matin. « *Apportez-vous l'abdication?* » leur dit ce prince en les voyant entrer, tant il brûlait d'être délivré de tout ce qui tenait à l'audacieux destructeur du Kremlin. M. de Vicence fit à Alexandre la lecture de l'acte; l'empereur en exigea à l'instant une copie, afin de rassurer dans la même nuit le gouvernement provisoire, dont le fantôme de Napoléon armé troublait encore le sommeil.

Indépendamment de la négociation relative à l'abdication absolue, au choix d'une principauté pour Napoléon, et aux arrangemens relatifs à la famille impériale, les plénipotentiaires français devaient en outre traiter d'un armistice, afin de mettre un terme aux agitations de l'armée et aux inquiétudes de la France envahie.

La publicité que l'on s'empressa de donner à cet armistice manqua son effet par rapport au soldat, qui persista noblement jusqu'à la fin à ne pas se croire étranger au sort de son général, à la fortune de Napoléon. Le soldat n'avait rien entendu à la déchéance, ni à l'abolition de son serment de fidélité; il ne comprenait pas davantage l'intérêt d'un armistice, quand il n'attendait encore qu'un signe de Napoléon pour recommencer la guerre : mais on pensait autrement dans les rangs les plus élevés de l'armée. Les principaux lieutenans de Napoléon désertaient son drapeau comme son palais; et Fontainebleau, jadis peuplé d'une cour de princes et de rois heureux de trouver place au milieu de la foule des compagnons d'armes de l'Empereur, devenait d'heure en heure un désert. Berthier avait offert l'un des premiers l'exemple d'un si lâche abandon; au reste, l'ame de Berthier était une ame faible et commune que Napoléon aurait dû connaître dès long-temps. Les hommes nés pour obéir aveuglément comme le major-général, ont abdiqué d'avance, avec la liberté de leur personne et de leur pensée, toute espèce de courage moral et de dévouement généreux. Cependant il y avait des héros à côté des ingrats qui se montraient si impatiens de s'éloigner d'un grand homme aux prises avec l'adversité.

J'ai dit que dans une conversation entre M. de Vicence et l'empereur Alexandre, ce souverain, en parlant du séjour futur de Napoléon, avait insisté pour l'île d'Elbe. Les plénipotentiaires se prévalurent adroitement de cette première ouverture comme d'un engagement, pour obtenir que l'île d'Elbe fût accordée à Napoléon comme souveraineté indépendante. Heureusement cet engagement avait précédé la défection de Marmont; car déjà les alliés, éveillés par les agens de la restauration sur le danger d'un tel voisinage pour la France, ne voulaient plus donner l'île d'Elbe : ils sentaient que cette île était un port sur la France.

Cependant, tandis que Napoléon trahi, mais non pas vaincu, traitait encore en souverain, le maréchal Soult, après la bataille d'Orthez, livrée le 27 février, et suivie de la glorieuse retraite de sa petite armée, en présence des forces considérables des Anglais, était arrivé le 24 mars dans la ville de Toulouse, et, en quinze jours, avait fait un vaste camp retranché de la capitale du Languedoc. Quinze jours aussi avaient paru nécessaires au circonspect Wellington pour oser attaquer les trente mille Français de Soult avec ses quatre-vingt mille vieux soldats. Le 10 avril, à six heures du matin, l'action s'était engagée autour de l'immense enceinte fortifiée par le maré-

chal sous les yeux de son ennemi. Wellington fut d'abord repoussé sur tous les points. De leur côté, les Espagnols et les Portugais, culbutés et forcés à prendre la fuite, ne parvinrent qu'avec peine à se rallier sous la protection de la cavalerie anglaise. Beresford, que Wellington avait rappelé de Bordeaux, ayant reçu l'ordre de s'emparer des retranchemens du Calvinet, jugea, après la déroute des Espagnols, plus prudent de tourner la position que de l'assaillir de front. Le duc de Dalmatie avait fait les plus habiles dispositions pour empêcher le général Beresford d'accomplir son projet, et même pour le séparer du reste de l'armée anglo-espagnole. Malheureusement les manœuvres que le maréchal ordonna furent mal exécutées : le trouble et la confusion se mirent dans nos rangs, et laissèrent à l'ennemi le loisir d'attaquer le premier. Les Français se virent obligés de plier. Bientôt le combat se ranima avec une nouvelle fureur; nos soldats s'efforcèrent de reprendre l'avantage; mais que pouvaient l'audace et le courage le plus intrépide contre cette masse d'assaillans? Il fallut céder au nombre, et les Anglais se rendirent maîtres du Calvinet. La nuit seule avait terminé cette bataille, où une seule redoute, un seul canon, tombèrent au pouvoir des Anglais, où un seul moment d'hésitation causée par la mort

NAPOLI BIBLIOTECA NAZIONALE VITT. EM. III

d'un général, qui s'égara avec sa colonne, empêcha les Français d'être victorieux. Le maréchal perdit trois mille six cents hommes tués ou blessés, Wellington dix-huit mille. Le lendemain, trompant encore la vigilance de Wellington, à qui la nécessité le force d'abandonner Toulouse, Soult s'est remis en marche par le département de l'Aude, pour conduire à Napoléon une de ses plus braves armées. Il ne sait pas que la bataille de Toulouse a été dérobée à un armistice; le 12, il l'apprend dans sa route par Wellington, qui lui envoie la copie de la convention conclue à Paris pour la suspension d'armes. Ainsi l'héroïque résistance de notre armée n'a été qu'un sacrifice inutile à la France.

Pendant la négociation de Paris, Napoléon, toujours poursuivi par le chagrin d'avoir donné sa dernière abdication, fit écrire et écrivit lui-même au duc de Vicence pour la lui redemander. Ce ministre répondit que l'acte d'abdication étant la base de la négociation, il ne pouvait se rendre responsable des graves inconvéniens qui résulteraient, pour les intérêts de Sa Majesté, du parti de manquer aux engagemens qu'elle avait pris.

Dans le moment où l'on publiait à Paris l'acte d'abdication absolue et l'adhésion de l'armée à la restauration, on annonçait aussi l'arrivée de

Monsieur, frère du Roi. Le lendemain, ce prince devait faire son entrée solennelle. Napoléon n'ignorait aucune de ces circonstances, ni aucun de ses nouveaux périls; mais, inflexible dans sa volonté comme au temps de ses prospérités, n'ayant plus qu'elle pour appui, ne reconnaissant plus qu'elle pour destinée, il persista toute la journée du 12 avril à ne point ratifier le traité signé la veille à Paris avec toutes les puissances. L'abdication avait été remise au gouvernement provisoire en échange de son acceptation du traité. Rien ne semblait presser Napoléon de se décider; intérieurement dominé par un autre sentiment, il paraissait également indifférent au refus et à l'acceptation des ratifications. Dans cette même journée il avait discuté froidement, et pendant plusieurs heures, avec le duc de Bassano, la question du suicide, et quoiqu'il eût fini par la résoudre négativement, l'impression avait paru tellement forte, qu'on s'étudia à écarter tous les moyens qui auraient pu favoriser une tentative funeste.

Napoléon se trouvait dans cette disposition morale, quand les ducs de Tarente et de Vicence arrivèrent à Fontainebleau et lui remirent le traité. Un plénipotentiaire russe y vint aussi pour l'échange des ratifications. La secrétairerie d'Etat travaillait aux expéditions; elle y employa toute

la nuit. Le plénipotentiaire russe se présenta avec de nouvelles difficultés qui blessaient l'honneur de Napoléon. Les prétentions qu'il mit en avant pour avoir un ordre de l'Empereur relatif à la remise des places fortes aux alliés, indignèrent Napoléon, et des discussions assez vives eurent lieu chez le prince de Neufchatel. L'Empereur refusa la demande incidentelle de l'ennemi; puisqu'on n'avait pas voulu traiter avec lui pour la France, il était au moins étrange de vouloir lui faire donner l'ordre d'en livrer les forteresses. Napoléon passa une partie de la soirée avec le duc de Vicence, et se retira à onze heures.

On ignora alors, mais on a su depuis, que Napoléon avait constamment porté sur lui, pendant la retraite de Moskou, un poison inventé par Cabanis pour soustraire ses amis aux supplices de la terreur. Devenu prisonnier d'Alexandre, il se souvint de ce poison; la vigueur seule de sa constitution la fit triompher, après une longue agonie. « *La mort ne veut pas de moi,* » dit alors Napoléon. Cependant la crise avait été si violente, qu'il fut impossible à l'Empereur de se lever avant onze heures pour expédier le maréchal Macdonald. Son visage était renversé, ses yeux enfoncés dans leurs orbites, son teint livide, ses membres brisés. Enfin, son ame reprit tout à coup

toute sa supériorité sur ses infortunes. Vainement il a cherché à mourir; l'événement vient de tromper sa dernière volonté : n'en ayant plus à remplir vis-à-vis de lui-même ni à opposer à la destinée, il signa les ratifications, et congédia ensuite le maréchal Macdonald, après lui avoir offert un sabre pour reconnaître sa fidélité : « *Je regrette*, lui dit-il, *de n'avoir plus à vous donner d'autres témoignages de mon estime.* » En effet, pendant toute la négociation, Napoléon se plaisait à nommer le maréchal *un homme d'honneur*.

Par le traité signé le 11 à Paris et le 13 à Fontainebleau, l'Empereur Napoléon, l'Impératrice et tous les membres de la famille impériale, conservent leurs titres et leurs qualités. L'île d'Elbe est accordée en toute souveraineté à Napoléon, avec deux millions de revenus, dont un reversible à l'Impératrice, et à la charge de la France. On donne en toute propriété à l'Impératrice les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla; ces duchés passeront à son fils, qui en prendra le titre. Le traité affecte en outre deux millions cinq cent mille francs de revenu comme propriété et transmissibles à leurs héritiers, aux membres de la famille impériale, indépendamment de leur fortune particulière; il assigne un million pour le traitement de l'impératrice Joséphine, et un établissement con-

venable est assuré hors de la France au prince vice-roi. Sur les fonds que l'Empereur abandonne à la couronne, un capital de deux millions est réservé pour des gratifications aux généraux de sa garde, à ses aides de camp, à sa maison. L'article 13 porte « que les obligations du Monte-Napoleone de Milan, envers tous les créanciers de « Napoléon, soit français, soit étrangers, seront « exactement remplies. » *(C'était la seule condition que Napoléon avait mise à l'abdication du trône d'Italie; elle n'a pas été remplie.)* L'article 17 porte : « S. M. l'empereur Napoléon pourra « emmener avec lui et conserver pour sa garde « quatre cents hommes de bonne volonté... » Un an plus tard l'Europe et la France apprendront ce que peut Napoléon avec ces quatre cents hommes.

La publication de l'armistice et de l'ordre d'adhésion au gouvernement provisoire, arrêta tout à coup dans le Nord les succès miraculeux du général Maison, qui, avec ses douze mille hommes, tenant tête à soixante mille hommes de l'armée de son ancien général, le prince royal de Suède, était rappelé en libérateur par les peuples de la Belgique. Le maréchal Soult, tant en son nom qu'au nom du maréchal Suchet, dut aussi conclure un armistice avec lord Wellington. Le général Decaen l'avait signé pour son armée de la

Gironde avec lord Dalhousie; et le maréchal Augereau, ayant conclu le sien avec le prince de Hesse-Hombourg, avait adressé à son armée cette allocution qui était un modèle d'insolence et de lâcheté envers Napoléon, cruellement puni d'avoir conservé sa confiance à celui qui ne la méritait plus depuis long-temps, et dont le courage n'avait pas survécu à la bataille d'Eylau.

L'abdication et l'armistice passèrent les Alpes, et vinrent avertir le vice-roi qu'il n'y avait plus pour lui ni drapeau français ni drapeau italien. L'évacuation de l'Italie fut convenue entre ce prince et le maréchal de Bellegarde, par des commissaires. Les adieux de l'armée française à la belle Italie durent retentir jusqu'au cœur de Napoléon, et lui porter le dernier coup au milieu des douleurs que son ame s'appliquait à supporter d'une manière digne de lui. Quel changement! Napoléon, naguère maître d'un grand empire et l'arbitre de l'Europe, n'est plus qu'un banni qui conserve un vain titre... Le 15, l'empereur d'Autriche revient pour s'entendre féliciter d'avoir détrôné son gendre; le 16, il enlève à Napoléon son fils et sa femme : l'un et l'autre durent partir pour Vienne par les ordres de François II; les mémoires sont restés silencieux jusqu'à présent sur la résistance que Marie-Louise pouvait oppo-

ser aux violences d'un père. Une autre princesse, moins élevée dans la hiérarchie des souverains, la fille du roi de Wurtemberg, qui avait lui-même sollicité pour elle et malgré elle la main de Jérôme sous la toute-puissante influence du traité de Tilsitt, sut résister avec courage et respect à une volonté tout aussi impérieuse, tout aussi sacrée, et remplir ses devoirs d'épouse et de mère.

Le 19 avril, veille du jour où Napoléon devait quitter Fontainebleau, le général Montholon arriva de Moulins. Admis dans le cabinet de l'Empereur, ce général lui proposa de se rendre soit à Roanne, soit à Moulins, où il serait reçu par un corps de dix mille hommes. Il assura qu'en prenant la route des montagnes, Napoléon pourrait rallier les corps d'armée des maréchaux Soult, Augereau, Suchet, et se trouver à la tête de cent mille hommes. « Il n'est plus temps, lui dit Napoléon, j'ai abdiqué, tout est fini; je ne veux point « avoir *à me reprocher la guerre civile; mais « je n'oublierai jamais ce que vous êtes venu me « proposer : jamais, entendez-vous, jamais!* » La réponse était généreuse de la part d'un prince si indignement outragé dans les liens les plus sacrés de la nature, et qui avait jugé d'un coup d'œil les moyens qu'on lui présentait, et la certitude de la réunion des armées qu'il pouvait aller chercher.

Enfin le 20 avril Napoléon va se séparer de sa fidèle armée, de sa garde!.. Sa garde! elle est rangée dans les cours du palais pour la scène des adieux. Ses vieux soldats, noircis par tous les climats, cicatrisés par la guerre, flétris par la douleur, ne lèvent point les yeux vers l'astre qui les guidait à la victoire; cet astre est à son déclin : ils suivent sa triste fortune; ils tiennent leurs regards baissés, ils les fixent sur la terre que leur général foule pour la dernière fois... En traversant les rangs de ses braves, Napoléon revoit toute sa gloire : il reconnaît tous ses exploits. Cette phalange immortelle compte toujours quelques grenadiers d'Arcole, d'Aboukir, de Marengo; les autres datent d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, de Madrid, de Wagram, de Moskou, même de Lutzen, de Bautzen, de Würschen, de Dresde, de Hanau... Tout à l'heure encore ils se sont vus décimer au sein de la France dans vingt combats où ils ont toujours vaincu... En contemplant ces témoins, ces auteurs de tant de travaux fameux déjà si loin de lui, il était permis à Napoléon de céder à une impression que les plus inébranlables caractères auraient eu peine à surmonter; mais, puisant des forces nouvelles dans la grandeur même des sacrifices qu'il venait de consommer par la signature du traité, après avoir embrassé ses amis, il avait

Digitized by Google

BIBLIOTECA NAZIONALE VITTORIO EMANUELE III
NAPOLI

[illegible]

Digitized by Google

[illegible] les degrés du palais avec autant d'assurance [illegible] les [illegible] puis [illegible] à [illegible] [illegible] son [illegible]

[illegible] Depuis [illegible] ans que [illegible], je suis [illegible] de vous [illegible] au chemin de la [illegible] Europe se sont [illegible] mes géné- [illegible] la France; elle- [illegible]. Avec vous et [illegible] fidèles, j'aurais pu [illegible] eût [illegible] au [illegible] et n'a- [illegible] patrie. Ne plaignez [illegible] lorsque je saurai [illegible]. J'aurais pu mourir; [illegible] servir en- [illegible] choses [illegible] embrasser [illegible] vous, gé- [illegible] cœur! [illegible] aussi!

« Ah! chère aigle, puisse le baiser que je te donne

Digitized by Google

descendu les degrés du palais avec autant d'assurance que s'il eût monté les marches du trône; puis jetant un regard tout à la fois calme et attendri sur ses vieux guerriers, il leur dit d'une voix ferme comme son ame :

« Je vous fais mes adieux. Depuis vingt ans que « nous sommes ensemble, je suis content de vous. « Je vous ai toujours trouvés au chemin de la « gloire. Toutes les puissances de l'Europe se sont « armées contre moi, quelques uns de mes géné- « raux ont trahi leur devoir et la France; elle- « même a voulu d'autres destinées. Avec vous et « les braves qui me sont restés fidèles, j'aurais pu « entretenir la guerre civile; mais la France eût « été malheureuse. Soyez fidèles à votre nouveau « Roi; soyez soumis à vos nouveaux chefs, et n'a- « bandonnez point notre chère patrie. Ne plaignez « pas mon sort : je serai heureux lorsque je saurai « que vous l'êtes vous-mêmes. J'aurais pu mourir; « si j'ai consenti à survivre, c'est pour servir en- « core à votre gloire : j'écrirai les grandes choses « que nous avons faites. Je ne puis vous embrasser « tous, mais j'embrasse votre général : venez, gé- « néral Petit, que je vous presse sur mon cœur! « Qu'on m'apporte l'aigle; que je l'embrasse aussi! « Ah! chère aigle, puisse le baiser que je te donne

« retentir dans la postérité! Adieu, mes enfans, « mes vœux vous accompagneront toujours; gar- « dez mon souvenir! »

Cette scène mémorable eut quelque chose de déchirant par l'émotion qui pour la première fois attendrit devant ses compagnons d'armes le visage de Napoléon. Il pleurait; ils pleurèrent aussi: cette douleur commune des premiers soldats et du premier capitaine de l'Europe fut sublime.

Napoléon monta en voiture avec le général Bertrand; une faible escorte le suivit. Le même jour où Napoléon quittait Fontainebleau en exilé, Louis XVIII faisait comme roi de France une entrée solennelle dans la ville de Londres. Félicité à son arrivée au palais par le prince régent, le Roi avait répondu à ce prince : « ... C'est aux conseils « de V. A. R., à ce glorieux pays et à la con- « fiance de ses habitans que j'attribuerai toujours, « aprés la divine Providence, le rétablissement de « notre Maison sur le trône de ses ancêtres... » Et en effet, c'était bien la Grande-Bretagne qui rendait la France à Louis XVIII; la Fortune, qui proscrivait Napoléon, se plaisait à fournir à l'histoire cet étrange rapprochement ou cet étrange contraste, le 20 avril 1814, et à constater ainsi le triomphe de l'Angleterre sur son plus redoutable

ennemi. Après ce dernier trait, rien ne manquait plus à la catastrophe qui précipitait du trône le capitaine du siècle, investi de tous les titres dont peut être décorée une fortune humaine; celui que l'armée avait appelé son *héros*, la France son *libérateur;* celui qui était pour l'Europe l'homme de la destinée, le distributeur des couronnes et le souverain des rois; en qui le clergé français célébrait l'*Envoyé du Très-Haut*, et que le pape avait nommé tant de fois l'*Oint du Seigneur*.

Partout sur son passage, Napoléon fut accueilli aux cris de *vive l'Empereur!* Nulle part les témoignages d'amour et de regrets n'éclatèrent plus vivement qu'à Lyon; mais le maréchal Augereau eut l'audace et la bassesse d'insulter au malheur d'un grand homme qu'il avait trahi, et de couronner par cette infamie le crime d'une défection qui méritait la mort. Le reste du voyage ne fut pas exempt de dangers; ils augmentèrent à mesure qu'on avançait vers les provinces méridionales. Napoléon n'entra pas dans Avignon, où douze mille forcenés manifestaient des intentions féroces. A Orgon, la fureur était encore plus violente contre lui: des misérables, rassemblés pour fêter les généraux autrichiens, voulurent le massacrer. Il courut d'autres risques très graves, et peut-être le vainqueur généreux qui avait rendu

des trônes aux rois vaincus, et relevé des empires abattus à ses pieds, fut-il réduit à se mettre sous la protection de l'étranger, pour ne pas tomber victime de brigands apostés par des conspirateurs bien plus coupables et bien plus odieux que leurs barbares instrumens. Le voile à moitié déchiré sur la mission confiée à Maubreuil, d'autres découvertes que l'histoire a déjà enregistrées pour l'avenir, la même direction donnée aux fanatiques qui depuis ont assassiné le général Ramel ainsi que le maréchal Brune, et ensanglanté les départemens de l'Hérault et du Gard, placent sous le poids d'une terrible responsabilité les auteurs du complot contre les jours du prince avec lequel les princes de l'Europe, soit respect ou crainte, venaient encore de traiter de souverains à souverain. Napoléon échappa aux émeutes semées sous ses pas, et s'embarqua enfin au port de Saint-Rapheau : quatorze ans auparavant, cette même contrée l'avait vu arriver d'Egypte pour aller prendre les rênes d'un empire. Une frégate anglaise se chargea de transporter le maître du continent dans l'étroite domination que la fortune lui laissait.

Le 3 mai, à six heures du soir, l'Empereur entra à Porto-Ferrajo; il y fut reçu par le général Dahesme, commandant français : « Général, « lui dit-il, j'ai sacrifié mes droits aux intérêts de

« ma patrie, et je me suis réservé la propriété et « la souveraineté de l'île d'Elbe. Faites connaître « aux habitans le choix que j'ai fait de leur île « pour mon séjour. Dites-leur qu'ils seront tou- « jours pour moi l'objet de mon intérêt le plus « vif. » Le maire de Porto-Ferrajo remit à Napoléon les clefs de la ville; la mairie devint le palais; un *Te Deum*, où assista l'Empereur, fut chanté dans la cathédrale : ainsi se termina l'inauguration de cette souveraineté si restreinte. L'exercice de son gouvernement ne fut pour Napoléon qu'une administration de famille pendant les dix mois qu'il régna sur les Elbois. Il étendit le travail des mines, fit des plantations, des constructions, répandit des bienfaits. Sa mère, sa sœur la princesse Pauline Borghèse, quittèrent leurs palais de Rome, leurs jardins enchantés, pour venir adoucir sur les rochers de l'île d'Elbe l'exil d'un fils et d'un frère constamment chéri d'elles; tendres soins, dévouement touchant, où l'histoire se repose du triste spectacle du malheur des nations, et de la nécessité d'avoir sans cesse à répéter les fautes de leurs chefs, fautes dont la censure se trouve presque toujours perdue pour les générations qu'elle devrait instruire et corriger.

Toutefois l'île qui renferme Napoléon n'est pour lui qu'un observatoire d'où il voit, d'où il croit en-

tendre la France. Il errait sur ses sommets comme un aigle égaré qui plonge ses regards perçans à travers l'immensité, pour y chercher sa route vers l'aire paternelle.

FIN DU LIVRE SEIZIÈME.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

DÉBARQUEMENT DE NAPOLÉON AU GOLFE JUAN. — SON ARRIVÉE A GRENOBLE, A LYON, A FONTAINEBLEAU. — DÉCLARATION DE VIENNE. — DÉPART DE LA FAMILLE ROYALE.

Napoléon n'était tombé tout entier pour personne, encore moins pour lui-même. La France et lui s'occupaient de leur commun voisinage, mais silencieusement, car aucune communication, aucune intelligence n'avait établi entre eux la moindre relation directe. Les voyageurs étrangers faisaient seuls cette contrebande d'un intérêt si naturel, et leurs rapports étaient reçus avec une égale avidité par les Français de la grande terre et par ceux de l'île d'Elbe. Il suffisait à Napoléon de la supériorité de son jugement pour apprécier la vérité dans les récits qui lui parvenaient, et pour estimer la position de la France vis-à-vis de son gouvernement : elle avait été blessée dans tous

ses souvenirs, menacée dans ses droits, troublée dans ses jouissances, châtiée dans ses institutions les plus chères; chez elle, c'était elle qui était devenue l'étrangère : les généraux, les administrateurs, éconduits, l'avaient laissée bientôt sans protecteurs et sans guides, sous des princes tout nouveaux pour elle, entourés de vieux généraux inconnus, d'une vieille noblesse pleine de jactance, et d'un clergé persécuteur. L'armée, humiliée par d'insolens mépris, avait vu décimer le corps de ses officiers par un ministre, et ce ministre était l'accusé de Baylen! Trois mille vétérans, mutilés dans les guerres de la république et de l'empire, allaient, en mendiant, porter à leurs villages les nouvelles du changement de système; chassés de l'hôtel des Invalides, ils avaient tous été remplacés par des Vendéens et des Chouans!

Dès le dernier mois de 1814, Napoléon dut se sentir entraîné vers la France par le mécontentement qu'elle éprouvait. Cependant ce ne fut pas de la nation qu'il reçut l'inspiration de rompre son exil et de concevoir l'audacieux projet d'ajouter à l'histoire de la conquête de l'Europe, celle de la conquête de la France. Si des officiers, dont plusieurs de l'ancienne garde, avaient bien formé une conspiration afin de changer l'état des choses, cette conspiration, dans laquelle trempait

Fouché, n'avait pas la restauration de Napoléon pour objet. L'idée de revenir en France, qui tout à coup prit sur Napoléon la force d'une résolution, lui vint d'abord de Paris par la seule lecture du *Moniteur*, qui l'avertit que le moment de son retour était arrivé, comme la lecture des gazettes de Francfort, à Alexandrie, lui avait donné autrefois le signal de son départ d'Egypte. Des lettres de Vienne, ainsi que de son beau-frère Joachim, à qui il avait pardonné, et qui avait des agens auprès du congrès, le fortifièrent dans sa pensée, en lui annonçant le dessein proposé aux alliés par les ministres français, de le surprendre à l'île d'Elbe et de le transporter à Sainte-Hélène. Il fit alors des dispositions pour mettre Porto-Ferrajo en état de défense. Pendant qu'on s'en occupait, deux nobles anglais, indignés d'un projet de trahison dont la honte retomberait sur leur nation, quittèrent Vienne et vinrent donner à Napoléon des détails qui lui dévoilèrent l'imminence de son péril. Quelques personnes crurent que c'était un piége britannique, pour faire encore de Napoléon l'ennemi commun, en le forçant de se montrer dans une attitude menaçante; mais ce n'est jusqu'ici qu'une supposition. D'ailleurs, outre les lumières qu'il avait acquises de l'étranger, Napoléon savait aussi que le gou-

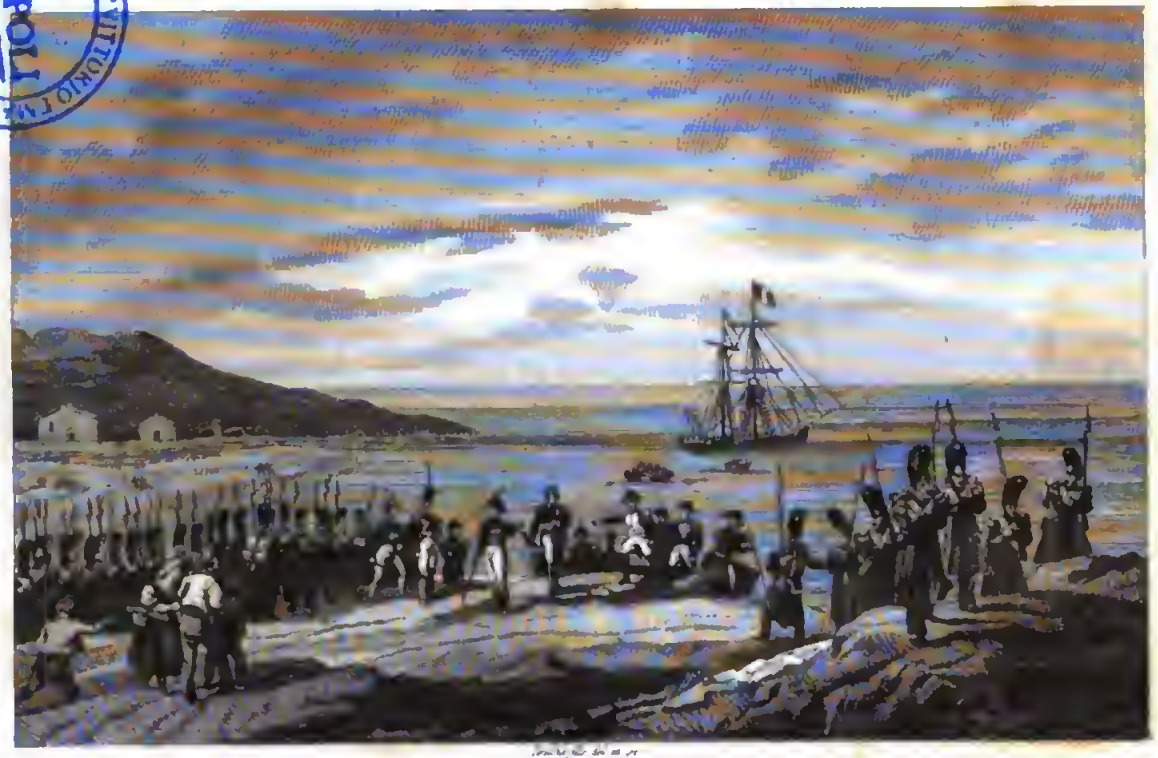
vernement royal de France ne voulait plus exécuter le traité de Fontainebleau, ce qui remettait en jugement la révolution et l'empire. Quant au complot ourdi contre lui par les membres du congrès, il était absolument ignoré à Paris, où les partisans de Napoléon, tombés pareillement sous le poids de la disgrâce européenne, n'avaient plus aucuns moyens de connaître ce qui se passait au dehors. Ceux d'entre eux que l'on a proscrits comme des conspirateurs engagés d'avance dans l'entreprise hasardeuse de son retour, parce que la part qu'ils avaient eue autrefois à sa confiance les désignait aux soupçons, n'avaient pas fait la moindre tentative pour se rappeler à son souvenir. Cependant rien n'était plus facile; car, Napoléon le dit lui-même (tom. II, page 33): « *Dans l'espace de neuf mois, plus de cent officiers français ou italiens arrivèrent successivement à l'île d'Elbe avec leurs uniformes et leurs épées, ayant des passeports en règle.* » Mais, ainsi que je l'ai déjà dit, on conspirait en France pour un autre que Napoléon. Il n'y eut dans le secret de l'île d'Elbe que le roi Joachim, à qui Napoléon prescrivit d'attendre ses ordres pour agir, et un auditeur au conseil d'Etat, Fleury de Chaboulon, qui vint de lui-même rendre compte à Napoléon de l'état des choses en France.

Des munitions de guerre avaient été achetées à Naples, des armes à Alger, des transports à Gênes. Tout se trouva bientôt prêt pour le départ; une troupe de mille hommes, dont six cents de la garde, deux cents chasseurs corses, deux cents fantassins, et cent chevau-légers polonais, reçut tout à coup l'ordre d'embarquement par un coup de canon, le 26 février, à huit heures du soir. Napoléon choisit ce jour où le commandant de la station anglaise était parti pour Livourne; et afin d'éloigner tout soupçon, il donnait lui-même une fête dont sa mère et sa sœur Pauline faisaient les honneurs. Il s'y déroba. « *Le sort en est jeté!* » dit-il en mettant le pied sur le brick *l'Inconstant*. Ce bâtiment, armé de vingt-six pièces de canon, portait quatre cents grenadiers; six autres petits bâtimens légers composaient la flottille impériale. Bientôt on perdit l'île de vue. Excepté les généraux Bertrand et Drouot, personne ne savait où l'on allait. Cependant l'opinion commune sur la flottille était que Napoléon débarquerait en Italie: on s'en inquiétait peu; il était là. « *Grenadiers*, dit-il, après une heure de route, *nous allons en France. Nous allons à Paris.* » Le cri de *vive la France! vive Napoléon!* s'éleva dans les airs; et une joie patriotique reparut sur le front des vieux guerriers de Fontainebleau.

Ainsi, la Méditerranée allait rapporter encore en France, pour détrôner la famille royale, celui que vingt ans plus tôt elle avait ramené d'Egypte pour renverser le Directoire. Cependant le vent devint contraire après qu'on eut doublé le cap Saint-André. A la pointe du jour, on n'avait fait que six lieues, et la mer était gardée par les croisières anglaise et française. Les marins conseillaient de retourner à Porto-Ferrajo ; mais, comme au retour d'Egypte, Napoléon *voulait arriver en France*, et l'on suivit la direction indiquée : son projet, si l'ennemi l'attaquait, était, ou de s'emparer de la croisière, ou d'aller en Corse. Dans le premier cas, il fallait peut-être se battre, et pour mieux se préparer à cette nécessité, il commanda de jeter à la mer tous les effets embarqués, sacrifice que chacun fit avec plaisir. Le soir, on découvrit deux frégates ; et un bâtiment de guerre français, qu'on reconnut pour être *le Zéphir*, vint droit sur la flottille. Napoléon préféra passer incognito avec sa fortune, et ordonna à sa garde de se coucher sur le pont. Une heure après, les deux bricks étaient bord à bord, et *le Zéphir* ayant demandé à *l'Inconstant* des nouvelles de l'Empereur, Napoléon lui-même répondit qu'il se portait bien. Le 28, on reconnut un vaisseau de 74, qui n'aperçut point le bateau de César. Cette journée fut employée à co-

Digitized by Google

BIBLIOTECA NAZIONALE VITTORIO EMANUELE III NAPOLI



DÉBARQUEMENT A CANNES.

Digitized by Google

pier trois proclamations, deux au nom de l'Empereur, l'une aux Français, l'autre à l'armée, et la troisième à l'armée, au nom de sa garde. Les ponts se couvrirent de copistes : ce singulier bureau d'état-major écrivant sous la dictée de Napoléon, en vue des croisières ennemies, au milieu de la mer, sur un bâtiment sans défense, des proclamations qui invitaient trente millions d'hommes à arborer la bannière d'un bataillon, est un fait curieux dans cette période si romanesque de la vie de Bonaparte. Enfin, le 1er mars, mois favori de l'Empereur dans ses prospérités, il revit la terre française, et débarqua au golfe Juan. Les habitans ne lui votèrent pas, comme les Calaisiens à Louis XVIII, une plaque de bronze portant l'empreinte du pied qu'il avait posé sur le sol après vingt-cinq ans d'absence; mais il reçut un bon accueil des paysans que réveilla le bruit du débarquement. Le bivac fut établi dans une plantation d'oliviers. « *Beau présage*, s'écria Napoléon, *puisse-t-il se réaliser!* » Parmi les habitans qui arrivèrent, l'un d'eux avait servi; il reconnut Napoléon, et ne voulut plus le quitter. « *Eh bien! Bertrand*, dit l'Empereur au grand-maréchal, *voilà du renfort!...* »

Déjà un capitaine de la garde et vingt-cinq hommes étaient partis pour Antibes, avec ordre de s'y présenter comme déserteurs et de séduire la gar-

nison. Mais Napoléon avait mal choisi ses négociateurs; ils entrèrent dans la ville aux cris de *vive l'Empereur!* et furent dans l'instant désarmés et arrêtés. N'ayant point de nouvelles de ce détachement, Napoléon envoya à Antibes un officier civil chargé d'instructions pour le commandant : cet officier trouva les portes fermées, et ne put communiquer avec personne. A onze heures du soir, la petite troupe que Napoléon appelait *la députation de la garde*, se mit en mouvement; les Polonais, à pied, portaient sur le dos l'équipement des chevaux qu'ils allaient avoir, à mesure que l'on en achèterait sur la route. Après vingt lieues d'une marche continue, Napoléon arriva au village de Cérénon le 2 au soir; le 3, il coucha à Barême; le 4, à Digne; le 5, à Gap : il ne conserva dans cette ville, pour se garder, que dix hommes à cheval et quarante grenadiers. Ce fut à Gap qu'il fit imprimer les proclamations qu'il avait dictées à bord le 28 février, faute de n'avoir pu déchiffrer lui-même celles qu'il avait écrites à Porto-Ferrajo la veille du départ. Ces proclamations se répandirent en France avec la plus grande profusion, et produisirent sur la masse de la population un effet d'autant plus magique qu'il était inattendu. Elles offraient une disparate singulière avec tout ce qui se faisait alors; aussi obtinrent-elles sou-

dain le triomphe d'une ancienne habitude sur une nouveauté à laquelle on est mal disposé : elles portaient le cachet de cette éloquence de conquérans qui tant de fois avait remué les ames des Français, en leur prédisant de si prodigieuses choses, ou en les remerciant de les avoir accomplies; tout le monde y fut pris : d'ailleurs, à tous les sentimens généreux, à tous les nobles souvenirs, à toutes les hautes espérances que réveillait le nom de Napoléon, se mêlait une admiration facile à concevoir. C'était sans doute une étrange merveille jetée tout à coup au milieu de la monarchie des Bourbons, que Napoléon venant à la tête d'un détachement de onze cents hommes pour reconquérir la souveraineté de la France et peut-être de l'Europe! Le titre de ses proclamations était le titre impérial de son règne : NAPOLÉON, PAR LA GRACE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS DE L'EMPIRE, EMPEREUR DES FRANÇAIS. Il avait apparemment oublié son abdication, ou plutôt il se croyait dégagé d'un traité que les alliés se proposaient de rompre par la force et contre toute espèce de droit; quelle que fût la pensée de Napoléon, il n'avait pas perdu son talent de parler aux hommes le langage du génie et de la gloire, comme on en va juger.

PROCLAMATION A L'ARMÉE.

Golfe Juan, 1er mars.

« SOLDATS !

« Nous n'avons pas été vaincus. Deux hommes « sortis de nos rangs ont trahi nos lauriers, leur « pays, leur prince, leur bienfaiteur. Dans mon « exil, j'ai entendu votre voix. Je suis arrivé à « travers tous les obstacles et tous les périls... « Nous devons oublier que nous avons été les « maîtres des nations; mais nous ne devons pas « souffrir qu'aucune se mêle de nos affaires. Qui « prétendrait être le maître chez nous?... Repre- « nez ces aigles que vous aviez à Ulm, à Auster- « litz, à Iéna, à Montmirail!... Les vétérans de « l'armée de Sambre-et-Meuse, du Rhin, d'Italie, « d'Egypte, de l'Ouest, de la grande armée, sont « humiliés!..... Venez vous ranger sous les dra- « peaux de votre chef..... la victoire marchera au « pas de charge. L'aigle, avec les couleurs natio- « nales, volera de clocher en clocher jusqu'aux « tours de Notre-Dame..... Dans votre vieillesse, « entourés et considérés de vos concitoyens, ils « vous entendront avec respect raconter vos hauts « faits. Vous pourrez dire avec orgueil : Et moi

« aussi, je faisais partie de cette grande armée « qui est entrée deux fois dans les murs de Vienne, « dans ceux de Rome, de Berlin, de Madrid, de « Moskou, qui a délivré Paris de la souillure que « la trahison et la présence de l'ennemi y ont em- « preinte... »

PROCLAMATION AUX FRANÇAIS.

« Français !

« La défection du duc de Castiglione livra Lyon « sans défense à nos ennemis. L'armée dont je « lui avais confié le commandement était, par le « nombre de ses bataillons, la bravoure et le pa- « triotisme des troupes qui la composaient, en état « de battre le corps d'armée autrichien qui lui « était opposé, et d'arriver sur les derrières du « flanc gauche de l'armée ennemie qui menaçait « Paris.

« Les victoires de Champ-Aubert, de Montmi- « rail, de Château-Thierry, de Vaux-Champs, de « Dormans, de Montereau, de Craonne, de Reims, « d'Arcis-sur-Aube et de Saint-Dizier; l'insurrec- « tion des braves paysans de la Lorraine et de la « Champagne, de l'Alsace, de la Franche-Comté « et de la Bourgogne, et la position que j'avais

« prise sur les derrières de l'armée ennemie, en la « séparant de ses magasins, de ses parcs de ré- « serve, de ses convois et de tous ses équipages, « l'avaient placée dans une situation désespérée. « Les Français ne furent jamais sur le point d'être « plus puissans, et l'élite de l'armée alliée était « perdue sans ressources : elle eût trouvé son tom- « beau dans ces vastes contrées qu'elle avait si « impitoyablement saccagées, lorsque la trahison « du duc de Raguse livra la capitale et désorga- « nisa l'armée. La conduite inattendue de ces deux « généraux, qui trahirent à la fois leur patrie, « leur prince et leur bienfaiteur, changea le des- « tin de la guerre. La situation de l'ennemi était « telle, qu'à la fin de l'affaire qui eut lieu devant « Paris, il était sans munitions, par la séparation « de ses parcs de réserve.

« Dans ces nouvelles et grandes circonstances, « mon cœur fut déchiré, mais mon ame resta iné- « branlable, etc... »

Le 6, Napoléon partit de Gap pour Grenoble. A Saint-Bonnet, on allait sonner le tocsin afin de faire lever les villages en sa faveur : « Non, dit-il « aux habitans, vos sentimens me garantissent « ceux de mes soldats. Plus j'en rencontrerai, « plus j'en aurai. Restez donc tranquilles chez « vous. » A Sisteron, le maire voulut insurger

sa commune contre Napoléon; mais le général Cambronne, arrivé seul en avant de ses grenadiers, dont il venait préparer le logement, intimida tellement ce magistrat, qu'il s'excusa sur la crainte que ses administrés ne fussent pas bien payés : « Eh bien! payez-vous, » dit Cambronne en jetant sa bourse. Les habitans fournirent des vivres en abondance, et offrirent un drapeau tricolore au bataillon de l'île d'Elbe. En sortant de la mairie, le général Cambronne se trouva arrêté avec ses quarante grenadiers par une colonne envoyée de Grenoble. Il chercha à parlementer : on ne l'écouta pas. Napoléon, instruit de ce contre-temps, s'avança vers la troupe, et fut bientôt rejoint par sa garde, accourue au danger malgré la fatigue qui l'accablait : « Avec vous, mes braves, leur dit Napo-« léon, je ne craindrais pas dix mille hommes. » Cependant, le bataillon de Grenoble, ayant rétrogradé, avait pris position. Napoléon alla le reconnaître, et se fit précéder d'un officier, qu'on ne voulut pas entendre : « *On m'a trompé*, dit Napoléon au général Bertrand; *n'importe, en avant!* » Il mit pied à terre, et découvrant sa poitrine : « S'il en « est un parmi vous, dit-il aux soldats de Grenoble, « s'il en est un seul qui veuille tuer son général, « son Empereur, il le peut : le voici. » Les soldats répondirent par acclamations : *Vive l'Em-*

pereur! et demandèrent à marcher sur Grenoble avec lui. Ce moment fut décisif pour Napoléon. Un seul coup de fusil enlevait à la postérité le plus étonnant épisode de l'histoire de France, et la moindre résistance de la part de ce bataillon eût produit celle de toute la division qui couvrait Grenoble. Le colonel de Labédoyère n'aurait pas pu amener à Napoléon le 7e de ligne. Ce puissant renfort décida ce prince à entrer le soir à Grenoble, où le général Marchand avait pris des mesures de défense. Les portes de la ville étaient fermées : la garnison se déployait sur les remparts; elle se composait du 3e régiment du génie, du 6e de ligne, dont un bataillon marchait depuis le matin sous le drapeau impérial; du 4e de hussards, et du 4e d'artillerie, où Napoléon avait été capitaine. Du haut des remparts, où s'était portée la population de la ville, la garnison, frappée d'étonnement, voyait s'avancer Napoléon avec sa troupe, l'arme renversée, et marchant ivre de joie aux cris de *vive Grenoble! vive la France! vive l'Empereur!* L'enthousiasme est électrique chez tous les hommes, dans les circonstances qui surprennent tout à coup leur imagination. Les remparts de Grenoble retentirent soudain des mêmes acclamations, et soudain les portes de la ville furent brisées par les habitans. « Tiens, dirent-ils à

« Napoléon, au défaut des clefs de ta bonne ville, « en voici les portes. — *Tout est décidé maintenant*, dit Napoléon à ses officiers; *tout est décidé : nous allons à Paris.* » Le lendemain, 8 mars, il fut reconnu et complimenté solennellement comme Empereur par toutes les autorités civiles, judiciaires, militaires et ecclésiastiques. Il leur parla ainsi : « J'ai su que la France était malheureuse; j'ai entendu ses gémissemens et ses reproches. Mes droits ne sont autres que les droits « du peuple... Je viens les reprendre, non pour « régner, le trône n'est rien pour moi; non pour « me venger, je veux oublier tout ce qui a été dit, « fait et écrit depuis la capitulation de Paris. J'ai « trop aimé la guerre, je ne la ferai plus... Nous « devons oublier que nous avons été les maîtres « du monde... Je veux régner pour rendre notre « belle France libre, heureuse et indépendante... « Je veux être moins son souverain que le premier et le meilleur de ses citoyens. » Napoléon redevint subitement l'homme des soldats et du peuple, dont son retour merveilleux avait saisi, exalté toutes les facultés. Aussi, à la revue qu'il passa de la garnison de Grenoble, l'enthousiasme public monta jusqu'au délire, surtout après ces paroles qu'il adressa au 4e d'artillerie : « C'est « parmi vous que j'ai fait mes premières armes;

« je vous aime tous comme d'anciens camarades.
« Je vous ai suivis sur le champ de bataille, et
« j'ai toujours été content de vous : mais j'es-
« père que nous n'aurons pas besoin de vos ca-
« nons. Il faut à la France de la modération
« et du repos. L'armée jouira, dans le sein de la
« paix, du bien que je lui ai déjà fait et que je lui
« ferai encore. Les soldats ont retrouvé en moi
« leur père; ils peuvent compter sur les récom-
« penses qu'ils ont méritées... »

Après la revue, la garnison se mit en marche sur Lyon, au nombre de six mille hommes. Le soir, Napoléon écrivit à l'Impératrice et au roi Joseph. Les courriers ne manquèrent pas de dire sur leur passage, et le peuple de répéter, qu'ils portaient l'ordre à l'Impératrice de venir avec le roi de Rome rejoindre l'Empereur. Cependant Napoléon ne se contenta pas à Grenoble de prendre possession de l'opinion : il reprit aussi celle du pouvoir impérial, en décrétant qu'à dater du 15 mars, les actes publics seraient faits et la justice rendue en son nom. L'organisation des gardes nationales dans les cinq départemens qu'il venait de traverser ne fut point oubliée.

Il y avait sept jours que cette révolution d'une espèce si merveilleuse, et tentée par un seul homme, continuait son cours, lorsque *le Moniteur* apprit

à la France l'arrivée de Napoléon, par une ordonnance royale qui le mettait hors de la loi, et par une proclamation qui convoquait sur-le-champ les deux Chambres. Le lendemain, ce même journal publia que Napoléon, abandonné des siens, poursuivi par la population et les garnisons, errait dans les montagnes, et ne pouvait manquer d'échapper à la haine commune. Mais on connaissait *le Moniteur;* ainsi les nouvelles de cette feuille officielle n'obtinrent pas un grand crédit. Toutefois il y eut deux opinions : l'une, celle de la masse, qui croyait au succès de Napoléon; l'autre, celle de la cour, qui méprisait un si faible ennemi, comme vingt-cinq ans auparavant elle avait méprisé la révolution. Cependant on ne put cacher long-temps l'entrée à Grenoble, ni la marche sur Lyon : en conséquence, Monsieur, le duc d'Orléans et le maréchal Macdonald partirent en toute hâte pour cette ville... M. le duc d'Angoulême, le maréchal Masséna, les généraux Marchand et Duvernet, devaient fermer la retraite à Napoléon; sur ses flancs se trouvait le général Lecourbe. Le maréchal Oudinot s'avançait à la tête de ses invincibles grenadiers : tout le Midi était levé. Enfin, le 11 mars, on annonça à Paris que Bonaparte avait été complétement battu du côté de Bourgoing. Cependant il avait occupé Bourgoing le 9 sans coup

férir, et le 10, à sept heures du soir, il était entré à Lyon, à la tête de l'armée envoyée pour le combattre. Descendu à l'Archevêché, que venait de quitter MONSIEUR, il n'avait pas voulu d'autre garde que la garde nationale à pied; celle à cheval s'étant présentée, « Nos institutions, lui « dit-il, ne reconnaissent pas de gardes nationales « à cheval; d'ailleurs, vous vous êtes si mal con- « duits avec le comte d'Artois, que je ne veux « point de vous. » En effet, de tous les nobles dont cette garde était presque entièrement composée, un seul avait suivi le prince jusqu'à ce que sa personne fût hors de tout danger. Napoléon le fit appeler : « Je n'ai jamais laissé, lui dit-il, une belle « action sans récompense : je vous donne la croix « de la Légion-d'Honneur. »

Pendant que Napoléon recevait à Lyon, de toutes les divisions militaires de l'Est, les assurances les plus positives de leur retour à son drapeau, le roi recevait chaque jour des autres points de la France une foule d'adresses qui lui portaient, au nom des généraux et des troupes, le vœu de mourir pour le défendre. Ces adresses, en partie, sans doute, étaient forcées par la position des signataires, telles que celles des ministres.

Dans le mois de décembre, le maréchal Soult avait proposé d'élever un monument aux victimes

de Quiberón ; cette proposition ayant été acceptée, il fut placé à la tête de l'association qui se forma pour en faire les frais. Deux jours après, il avait remplacé au ministère de la guerre le général Dupont. Le 8 mars, Soult publia un violent ordre du jour contre celui qu'il appelait *un aventurier*. Malgré cette preuve éclatante d'un dévouement que sans doute le maréchal sentait lui coûter beaucoup, le 11 mars *le Moniteur* annonça la nomination au ministère de la guerre du duc de Feltre, qui, en 1813 et en 1814, et dans le même poste, avait si bien servi les intérêts de la famille royale contre l'Empereur. Toutefois Napoléon, qui le connaissait à fond, ne dut pas être alarmé du choix d'un homme tout-à-fait incapable de prendre une décision forte dans une grande circonstance. Soult eût été plus redoutable, si quelqu'un pouvait l'être devant Napoléon déjà maître du Midi, et environné d'un enthousiasme qui d'heure en heure devenait contagieux pour la France.

En écrivant de Lyon à son frère Joseph, Napoléon l'avait chargé de faire déclarer à la Russie et à l'Autriche, ainsi qu'aux autres puissances, qu'il voulait tenir loyalement le traité de Paris. L'événement prouva depuis que Napoléon ne manifestait pas en vain cette intention auprès de ces deux empires, qu'il fut loin de rencontrer sur le champ

de bataille. Les paroles qu'il dit alors aux autorités retentirent dans toute la France : « ..... *J'ai été entraîné par la force des événemens dans une fausse route ; mais, instruit par l'expérience, j'ai abjuré cet amour de la gloire, si naturel aux Français, qui a eu pour la France et pour moi tant de funestes résultats... Je me suis trompé en croyant que le siècle était venu de rendre la France le chef-lieu d'un grand empire.* » Cette abjuration de l'esprit de conquête était sincère de la part de Napoléon prêt à jurer le traité de Paris. Ce fut aussi à Lyon que, naturellement entraîné à ce parti par le triomphe politique et militaire qui l'avait porté du golfe Juan à travers la ville forte de Grenoble dans la seconde ville de France, au milieu d'une population dont à chaque moment l'exaltation l'enivrait lui-même, Napoléon reprit la souveraineté et dicta plusieurs décrets d'une haute importance, mais non pas tous marqués du même caractère d'à-propos. Le premier prononçait la dissolution des deux Chambres, et ordonnait la réunion *à Paris*, en assemblée extraordinaire du *Champ-de-Mai*, des colléges électoraux de l'empire, soit *pour corriger nos institutions*, soit pour assister au couronnement de l'Impératrice et du roi de Rome. Le second décret rétablissait contre les émigrés non rayés, rentrés en France depuis le

1er janvier 1814, la législation des assemblées nationales, et il frappait leurs biens du séquestre. Le troisième se rattachait, par le premier article, au système de la révolution, en abolissant la noblesse et les droits féodaux. Napoléon aurait dû s'en tenir là, et ne pas se réserver encore les moyens de perpétuer en faveur des héritiers des grandes notabilités de la France, dans tous les genres d'illustration, des priviléges qui blessaient la passion des Français pour l'égalité. Le quatrième décret congédiait tous généraux et officiers de terre et de mer introduits dans nos armées depuis le 1er avril 1814, et qui, émigrés ou non, avaient quitté le service à la première coalition contre la France. Ce décret était éminemment populaire pour l'armée, qui n'obéissait qu'avec une répugnance invincible à des officiers qu'elle n'avait jamais vus. Le cinquième décret rappelait à leurs fonctions tous les magistrats éliminés, *parce que tous les membres de l'ordre judiciaire sont inamovibles par nos constitutions*. Un sixième décret ordonnait le séquestre sur les biens des émigrés, pour tous les établissemens publics à qui ils avaient été repris, et annulait ainsi une mesure dont s'étaient vivement alarmés les acquéreurs de biens nationaux. Ce décret était juste : il rétablissait des propriétés nationales, qui sont aussi sacrées que les propriétés

particulières. Enfin, un autre décret licenciait la maison du roi et les Suisses. La première disposition n'a pas besoin de commentaire; la seconde encore moins : elle délivrait la France de cet impôt à la fois inutile, honteux et ruineux, qui s'appelle *le service étranger*, et que la politique française devrait rejeter, surtout depuis que la Suisse a ouvert deux fois ses portes à l'Europe pour envahir avec elle le territoire de son ancienne protectrice.

Le général Bertrand et le duc de Bassano refusèrent avec raison d'apposer leurs signatures à ces décrets qui, bien que les plus sévères ne fussent que comminatoires et passagers, comme l'atteste la répugnance de Napoléon pour les proscriptions, n'en portaient pas moins le caractère du pouvoir absolu qu'il venait d'abjurer; on y sentait le souverain accoutumé à tout régir, et non le premier citoyen que Napoléon avait promis à la France.

On lit dans ses *Mémoires*, tom. II, pag. 276 : « ... Il résolut de rentrer en France, non avec « l'ambition de conquérir son trône, mais pour se « placer entre les factions. Il avait toujours pensé « que la France ne voulait que l'égalité, et il la « lui avait donnée tout entière. *Les événemens ve-* « *naient de lui apprendre qu'elle voulait aussi* « *la liberté, et il avait résolu de rendre le peuple*

« *français le plus libre de tous les peuples de* « *la terre.* » C'était à Lyon, à Paris surtout que Napoléon aurait dû tenir ce langage, en l'appuyant d'une nouvelle constitution qui eût été le gage et la preuve de sa sincérité. Nul moyen de trouver le germe de ces généreuses intentions dans les actes qui précédèrent et qui suivirent son retour à Paris.

Le gouvernement royal avait envoyé le maréchal Ney se mettre à la tête d'une armée à Lons-le-Saulnier. Napoléon chargea le général Bertrand de lui écrire l'état des choses, en le rendant responsable de la guerre civile, s'il ne faisait pas sa soumission. « *Flattez-le*, disait l'Empereur, *mais ne le caressez pas trop : il croirait que je le crains, et se ferait prier.* » Cependant, grâce à la renommée, la révolution était déjà faite dans l'armée du maréchal : elle n'avait qu'un cri, celui de marcher à Lyon, non pour combattre Napoléon, mais pour le suivre. La défection s'était mise dans plusieurs de ses régimens, et, entraîné par son armée hors du parti du Roi qu'il ne pouvait plus défendre, le malheureux maréchal adressa le 13 mars, à ses soldats, l'ordre du jour suivant :

« La cause des Bourbons est à jamais perdue. « La dynastie que la nation française a adoptée « va remonter sur le trône..... Soldats! *les temps*

« *ne sont plus où l'on gouvernait les peuples en* « *étouffant tous leurs droits. La liberté triomphe* « *enfin, et Napoléon, notre auguste Empereur,* « *va l'affermir à jamais.....* »

Rassuré par la déclaration en sa faveur de cette armée, dont le prince de la Moskowa n'était que l'organe, Napoléon alla au-devant d'elle à Auxerre, où, le 18, il embrassa le maréchal. Là, malgré l'ordonnance qui enjoignait *de lui courir sus*, et les projets sinistres qu'on lui annonçait contre sa personne, Napoléon se mêlait au milieu de la foule avec l'abandon de la plus entière confiance. Il comptait sur l'amour du peuple et des troupes; il ne se trompait pas. L'armée, déjà forte de quatre divisions, s'embarqua sous les yeux de l'Empereur, avec l'ordre d'être à une heure du matin dans Fontainebleau. Le 19 au soir, il était arrivé lui-même à Moret, où il s'arrêta pour attendre le retour des grand'gardes qui avaient dû fouiller la forêt, car on supposait que l'armée du duc de Berri occupait les hauteurs d'Essonne. Essonne avait été fatale à Napoléon; il ne pouvait l'oublier en revenant à Fontainebleau : il entra dans cette résidence à quatre heures du matin, et revit sans émotion apparente ce théâtre de son abdication, qu'il ne regardait plus que comme une aventure rayée de sa vie. En effet, le départ du

Roi, qui eut lieu à minuit, lui ouvrait Paris; et, au lieu d'être gardé à Fontainebleau, ainsi qu'en 1814, au milieu de trente mille Français par deux cent mille étrangers, il marchait vers la capitale, accompagné du peuple et de l'armée. Jamais faveur de la fortune ne dut avoir tant de prix pour Napoléon; elle pouvait effacer à ses yeux l'adversité dont elle était sortie; mais ce grand souvenir rendit nécessairement plus douloureuse la lente agonie de Sainte-Hélène. En regard de ce brillant retour de prospérité, qui faisait saluer encore du nom d'*Empereur* le captif de Fontainebleau, le fugitif de l'île d'Elbe, pendant cette même nuit une scène à laquelle l'infortune et la puissance donnèrent aussi un imposant caractère s'était accomplie à Paris : après vingt-cinq ans d'absence et dix mois de règne, Louis XVIII, vieux et infirme, reprenait la route de l'exil, appuyé sur les anciens compagnons qui l'y avaient déjà suivi; et, avant de quitter, pour la dernière fois peut-être, le palais de ses pères, témoins de tant d'événemens, il n'avait reçu que des adieux timides et privés : il avait pu entendre les acclamations de la France proclamant Napoléon; il avait vu revenir tout seuls de l'armée qui devait arrêter le conquérant, son propre frère et les princes de son sang réduits comme lui à aller avec quelques ser-

viteurs chercher encore un asile dans une hospitalité étrangère. Le 20 mars 1815 est un des grands tableaux de l'histoire.

Cependant le congrès de Vienne publiait, le 13 mars, une déclaration qui renouvelait l'ordonnance royale du 6. Ce manifeste, cet arrêt commun de toutes les puissances, devint pour elles un nouveau lien. La nécessité réunit subitement ceux que l'intérêt avait déjà divisés. L'entreprise trop prématurée de Napoléon resserra le faisceau des cabinets, qui allait, dit-on, se briser. On parlait d'une convention secrète qui unissait l'Angleterre, l'Autriche et la France avec toutes les vastes dépendances de leurs alliés et des trônes de famille, contre la Russie et la Prusse. L'apparition du vainqueur de l'Europe, la peur des résolutions de Napoléon inspiré par son génie et soutenu par son caractère, dans une époque décisive pour le reste de sa vie, la popularité de son nom en France, son empire sur un peuple capable de tout avec un tel chef, rapprochèrent soudain les politiques de Vienne, effrayés du murmure des ames, que l'on s'était partagées au nom de l'indépendance des nations!

CHAPITRE II.

ARRIVÉE DE NAPOLÉON A PARIS. — ACTE ADDITIONNEL. — CHAMP-DE-MAI.

Le 20 mars, à neuf heures du soir, Napoléon entra à Paris, par la barrière de Fontainebleau, avec les troupes qui avaient été placées pour le combattre à Villejuif, et sans se faire annoncer, comme il avait fait en revenant de Marengo, d'Austerlitz, de Tilsitt, de Madrid, de Vienne,... de Moskou. Une foule nombreuse l'attendait dans la cour du Carrousel et sur le quai; mais il passa par la porte du pavillon de Flore, et il fut porté jusqu'à ses appartemens particuliers sur les bras de la multitude. Il se vit tout à coup entouré d'une partie de ses anciens ministres, des maréchaux, des officiers et des dames du palais : il se retrouvait en famille. Les acclamations extérieures se prolongèrent long-temps. Paris, qui s'était réveillé capitale du royaume, s'endormit capitale d'un empire.

Napoléon dit, dans ses *Mémoires*, que la nuit

même de son arrivée à Paris, il délibéra si, avec trente-cinq ou trente-six mille hommes qu'il pouvait réunir dans le Nord, il commencerait les hostilités le 1er avril, en marchant sur Bruxelles et ralliant sous ses drapeaux cette armée belge qui n'attendait que son signal pour lui servir d'avant-garde. Wellington était à Vienne, Blücher à Berlin. Dans les premiers jours d'avril, l'Empereur serait entré à Bruxelles avec son armée. Les forces anglaises et prussiennes étaient faibles, sans chefs et sans places fortes, disséminées sur les bords du Rhin. Mais il sacrifia au vœu général de la France, c'est-à-dire à un sentiment fondé sur la plus grave erreur, une inspiration qui seule eût assuré le succès de la téméraire entreprise qu'il venait d'exécuter. La déclaration du congrès de Vienne ne permettait ni à la France ni à Napoléon la moindre incertitude à cet égard : elle disait « qu'*il ne pouvait y avoir ni paix ni trève avec Napoléon; qu'en détruisant le seul titre légal auquel l'*EXÉCUTION *du traité de Fontainebleau se trouvait attachée, il s'était placé hors des relations civiles et sociales, qu'il s'était livré à la vindicte publique*, etc.... » Il était nécessaire que Napoléon surprît la coalition, comme il avait surpris la monarchie. Rien ne l'empêchait de s'emparer de la Belgique, d'où le général Mai-

son avait emporté d'énergiques souvenirs de l'attachement des troupes et des habitans pour la France. De plus, une vieille animosité aigrissait les Belges, d'abord contre l'Angleterre, dont la Hollande était presque un ancien municipe, et dont la politique avait déjà séquestré, pour les détruire, Flessingue et Anvers; ensuite contre la Prusse, par une antipathie de voisinage et de nation. Il n'y avait donc pas à balancer un instant pour attaquer les armées ennemies présentes devant nous. Il fallait qu'elles fussent chassées par les efforts réunis de la France, de la Belgique et des frontières rhénanes, des camps qu'une surveillance menaçante contre la France avait tracés dans les anciens électorats ecclésiastiques. Une telle invasion, commandée par Napoléon pendant l'absence de leurs généraux en chef et l'éloignement des Russes et des Autrichiens, établissait, au moins pour le moment, l'occupation de la France, et entraînait la foule de ceux qui, répugnant à se rallier au canon, s'empressent de se rallier au succès. Napoléon se trompa en différant; il agit contre l'opinion du plus grand nombre : il donna du temps à ses ennemis du dedans et du dehors. Il remit au mois de mai la décision d'un plan de campagne dont le choix était tout fait, s'il l'eût conçu à Bruxelles, où, déjà couronné

par la victoire, il aurait pu se faire entendre avec une certaine faveur de son beau-père, mécontent de l'ascendant du roi de Prusse, et surtout de l'empereur Alexandre, devenu le maître et l'arbitre de l'Europe sous les couleurs d'une apparente modération.

Dans la nuit du 20 au 21, arrivèrent les grenadiers de l'île d'Elbe. Les généraux Bertrand, Drouot, Cambronne, représentaient aux Tuileries les trophées d'un triomphe qui n'avait pas coûté une seule goutte de sang, suivant la promesse de Napoléon à Cambronne... Ce triomphe était tout populaire : aussi Napoléon, entouré de son ancienne cour, et surtout des hommes qui n'avaient presque pas quitté le palais depuis son départ, disait hautement : « *Ce sont les gens désintéressés qui m'ont amené à Paris ; ce sont les sous-lieutenans et les soldats qui ont tout fait : c'est au peuple et à l'armée que je dois tout.* »

Le 21, l'Empereur passa en revue toute l'armée de Paris que commandait le duc de Berri.

« Soldats! dit-il, je suis venu avec six cents « hommes en France, parce que je comptais sur « l'amour du peuple et sur le souvenir des vieux « soldats. Je n'ai pas été trompé dans mon attente. « Soldats! je vous en remercie. La gloire de ce « que nous venons de faire est toute au peuple

« et à vous. La mienne se réduit à vous avoir « connus et appréciés... »

Au moment où le général Cambronne et les officiers du bataillon de l'île d'Elbe parurent avec les anciennes aigles de la garde, il reprit la parole et dit :

« Soldats ! Voilà les officiers du bataillon qui « m'a accompagné dans mon malheur : ils sont « tous mes amis ; ils étaient chers à mon cœur. « Toutes les fois que je les voyais, ils me repré- « sentaient les différens régimens de l'armée. Dans « ces six cents braves, il y a des hommes de tous « les régimens ; tous me rappelaient ces grandes « journées dont le souvenir m'est si cher : car « tous sont couverts d'honorables cicatrices reçues « à ces batailles mémorables. En les aimant, c'est « vous tous, soldats de l'armée française, que « j'aimais. Ils vous rapportent ces aigles ; qu'elles « vous servent de ralliement : en les donnant à « la garde, je les donne à toute l'armée. La tra- « hison et des circonstances malheureuses les « avaient couvertes d'un voile funèbre ; mais grâce « au peuple français et à vous, elles reparaissent « resplendissantes de toute leur gloire. Jurez « qu'elles se trouveront toujours partout où l'in- « térêt de la patrie les appellera ; que les traîtres « et ceux qui voudraient envahir notre territoire

« n'en puissent jamais soutenir les regards! »

Le Roi et sa famille avaient quitté Lille pour se rendre à Gand. Le duc de Bourbon, après avoir inutilement cherché à soulever la Vendée, était parti le premier; le 22, à deux heures du matin, il s'était embarqué au pont de Cé, sur la Loire. Il ne restait plus en France que le duc et la duchesse d'Angoulême. La princesse se trouvait à Bordeaux, et le prince à Toulouse. MADAME, animée d'un courage viril, essaya de défendre la première de ces cités, et fut réduite enfin à se retirer sur un vaisseau anglais. De son côté, le duc d'Angoulême voulait entraîner le Midi à la tête de douze mille hommes de ligne ou de gardes nationales. La guerre civile régnait en Provence et en Languedoc. Le prince avait demandé des secours aux Sardes et aux Suisses. Il marchait avec deux corps d'armée : l'un sous ses ordres, l'autre sous ceux du général Ernouf. Après son entrée à Valence, le prince occupa Sistéron, Gap, et se disposait à se porter sur Grenoble et sur Lyon. Mais c'était le 3 mars, et non le 3 avril, qu'il eût fallu être en armes sur la route de Grenoble. Bientôt le prince se vit, par les mouvemens rapides des troupes impériales, renfermé entre la Drôme, le Rhône, la Durance et les montagnes. Il pouvait se sauver seul; il préféra justifier la fidélité du petit

nombre de braves qui l'avaient suivi, et capituler. A son lever, l'Empereur reçut du duc de Bassano la dépêche télégraphique qui transmettait cette importante nouvelle, et décida que la capitulation serait exécutée : cette loyale conduite ne devait pas être imitée par ses ennemis envers lui. Dans l'après-midi, quelques oppositions se manifestèrent autour de Napoléon. Sa mise hors de la loi semblait lui commander de ne pas se dessaisir d'un otage aussi précieux. Le soir, le duc de Bassano lui remit une seconde dépêche télégraphique annonçant que, d'après le refus de la ratification par le général Grouchy, la capitulation n'existait plus. Napoléon demanda à son ministre si l'ordre d'accorder la capitulation était parti : le duc répondit affirmativement. L'Empereur voulut savoir encore si, avant d'expédier cet ordre, le ministre avait reçu la seconde dépêche : la réponse fut également affirmative. Napoléon approuva son ministre, et fit écrire au général Grouchy :

« L'ordonnance du roi en date du 6 mars, et la « déclaration signée le 13 à Vienne par ses minis- « tres, pourraient m'autoriser à traiter le duc « d'Angoulême comme cette ordonnance et cette « déclaration voulaient qu'on me traitât, moi et ma « famille. Mais, constant dans les dispositions qui

« m'avaient porté à ordonner que les membres de « la famille des Bourbons pussent sortir librement « de France, mon intention est que vous donniez « des ordres pour que le duc d'Angoulême soit « conduit à Cette, où il sera embarqué, et que « vous veilliez à sa sûreté et à écarter de sa per- « sonne tout mauvais traitement. » Cet ordre reçut son exécution le 9 avril. Le prince mit à la voile le 16 pour l'Espagne. Le lendemain, le général Grouchy fut nommé maréchal de l'empire. Par sa marche rapide, Grouchy a détruit la guerre civile dans le Midi, comme le général Lamarque dans l'Ouest; et bientôt il aura l'immense honneur d'être chargé du salut de l'armée, grâce à cette fatale dignité de maréchal qu'il a gagnée sur tant de champs de bataille, et qu'il doit perdre quand Napoléon perdra l'empire.

Enfin, la France tout entière voit flotter le drapeau impérial : chaque jour apporte à Napoléon la nouvelle des progrès que sa cause a faits parmi les habitans et les chefs de l'armée. Les adresses des corps, les proclamations des généraux se succèdent sans interruption; mais Napoléon dut s'indigner en lisant celle du maréchal Augereau, gouverneur de la 14e division. « Soldats ! disait-il, « vous l'avez entendu : le cri de vos frères d'armes « a retenti jusqu'à nous : il a fait tressaillir nos

« cœurs. L'Empereur est dans sa capitale. Ce « nom, si long-temps le gage de la victoire, a suffi « pour dissiper devant lui tous ses ennemis. Un « moment la fortune lui fut infidèle. Séduit par la « plus noble illusion (le bonheur de la patrie), il « crut devoir faire à la France le sacrifice de sa « gloire et de sa couronne. *Egarés nous-mêmes « par tant de magnanimité*, nous fîmes alors ser- « ment de défendre d'autres droits que les siens. « Ses droits sont impérissables ! il les réclame « aujourd'hui : jamais ils ne furent plus sacrés « pour nous. Soldats ! dans son absence vos re- « gards cherchaient en vain sur vos drapeaux « blancs quelques souvenirs honorables. Jetez les « yeux sur l'Empereur : à ses côtés brillent d'un « nouvel éclat ses aigles immortelles ; rallions- « nous sous leurs ailes. Oui, elles seules condui- « sent à l'honneur et à la victoire. Arborons donc « les couleurs de la nation.

« Caen, 22 mars. »

Onze mois avant, le maréchal Augereau avait dit à ses troupes : « ... Jurons fidélité à Louis XVIII, « et arborons les couleurs vraiment françaises. » Il leur avait dit aussi que Napoléon *n'avait pas su mourir en soldat ;* et il osait se ranger avec elles sous ses aigles, après avoir été flétri à leurs yeux par les proclamations vengeresses du golfe Juan !

Le 26 mars, l'Empereur reçut en audience solennelle les adresses des cours judiciaires, de ses ministres et de son Conseil d'Etat; elles étaient toutes patriotiques et annonçaient assez à Napoléon qu'une grande révolution s'était opérée, pendant l'espace qu'ils nommaient l'*interrègne*, dans les esprits de ses anciens serviteurs. Le dernier des corps que j'ai nommés s'exprimait surtout avec la plus noble indépendance; voici le début de son éloquente adresse :

« Le Conseil d'Etat, en reprenant ses fonctions, « croit devoir faire connaître les principes qui « sont la règle de ses opinions et de sa conduite. « La souveraineté réside dans le peuple; il est la « seule source légitime du pouvoir... » Après avoir ainsi proclamé le dogme fondamental de la démocratie, dogme que Napoléon avait reconnu lui-même en soumettant sa nomination à l'approbation du peuple; après avoir parcouru les phases de la révolution, du consulat, de l'empire, le Conseil d'Etat démontrait que l'abdication de Napoléon, non consacrée par le vœu de la nation, ne pouvait détruire le contrat formé entre elle et l'Empereur, et que Napoléon n'était pas libre de sacrifier les droits de son fils. Passant ensuite à l'établissement du gouvernement royal, il dit que la constitution, décrétée par le Sénat et non

acceptée par le Roi, n'avait pas été soumise à l'acceptation du peuple; *que le Roi accorda volontairement, et par le libre exercice de son autorité royale, une Charte constitutionnelle appelée Ordonnance de réformation;* que cette Charte n'eut d'autre sanction que sa lecture en présence d'une nouvelle Chambre de députés qui ne l'accepta point, n'avait aucun caractère pour la recevoir, et dont les deux cinquièmes n'avaient plus le caractère de représentation; que la présence des armées ennemies avait imprimé un caractère de violence à la publication de ces actes... « L'Empereur, ajoutait le Conseil d'Etat, est appelé « *à garantir de nouveau par des institutions* (et « il en a pris l'engagement dans ses proclamations « à la nation et à l'armée) tous les principes libéraux, la liberté individuelle et l'égalité des droits, « la liberté de la presse et l'abolition de la censure, la liberté des cultes, le vote des contributions et des lois par les représentans de la nation « légalement élus, le maintien des propriétés nationales de toute origine, l'indépendance et l'inamovibilité des tribunaux, la responsabilité des « ministres et de tous les agens du pouvoir; pour « mieux consacrer les droits et les obligations du « peuple et du monarque, les institutions nationales doivent être revues dans une grande as-

« semblée des représentans, déjà annoncée par « l'Empereur... »

Sans doute cette adresse, résultant d'une discussion approfondie, ne semblait plus émaner de l'ancien Conseil d'Etat de l'empire; mais ce corps était le seul qui eût conservé la liberté des opinions sur les matières politiques; et bien qu'à cette époque sa composition n'eût pas éprouvé de changement, il renfermait parmi ses membres beaucoup d'hommes qui saisissaient avec joie une grande occasion de rentrer dans un ordre constitutionnel. L'Empereur répondit :

« Les princes sont les premiers citoyens de « l'Etat : *leur autorité est plus ou moins étendue*, « *selon l'intérêt des nations qu'ils gouvernent.* « La souveraineté elle-même n'est héréditaire que « parce que l'intérêt des peuples l'exige. Hors de « ces principes, je ne connais pas de légitimité. « J'ai renoncé aux idées du grand Empire dont, de- « puis quinze ans, je n'avais encore que posé les « bases. Désormais le bonheur et la consolidation « de l'Empire français seront l'objet de toutes mes « pensées... » C'était parler en monarque, et non en réformateur, comme le demandait le Conseil. On désirait une autre Constitution : Napoléon préparait un Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire !

L'Ouest, que l'on n'avait pu soulever, le Midi, soumis si rapidement, rendaient à l'heureux Napoléon la France disposée à rentrer avec enthousiasme, encore au nom de la liberté et de l'indépendance nationale, dans la carrière des armes : mais pour se donner tout entière, elle attendait le manifeste de sa régénération politique de la même bouche qui, au golfe Juan, avait proclamé sa délivrance ; elle l'attendait de celui qui venait de la mettre en péril, et qu'elle voulait sauver comme elle-même. Par une fatalité, ou plutôt par un aveuglement inconcevable, au lieu de la proclamation solennelle des garanties complètes qui étaient dues à la nation, Napoléon s'obstina à publier, malgré les plus notables oppositions, malgré les vives résistances de ses anciens serviteurs et de ses plus fidèles ministres, l'ACTE ADDITIONNEL AUX CONSTITUTIONS DE L'EMPIRE. Cette promulgation frappa de stupeur la capitale le 22 avril, et apprit à la France que le retour de l'île d'Elbe lui ramenait Napoléon tout entier, et non un empereur converti à la liberté, par ces méditations profondes qui inspirent de grandes résolutions à un grand caractère. Le soulèvement général de l'opinion, si cruellement désabusée par un acte supplémentaire qui supposait le maintien des institutions du pouvoir absolu, fut mortel pour Napoléon. Les véritables

amis de la liberté légale avaient salué avec transport le dictateur de la patrie en danger ; ils jugèrent qu'ils étaient trompés : ils se retirèrent malheureux et mécontens ; et la nation, quoique toujours prête à seconder son chef pour le salut commun, sentit néanmoins se ralentir cet enthousiasme qui ne manque jamais de trouver des prodiges dans le cœur des Français.

Cependant, le 25 mars, les quatre grandes puissances avaient pris, dans un traité, l'engagement de ne déposer les armes qu'après avoir forcé Bonaparte à se désister de ses projets, et l'avoir mis hors d'état de troubler à l'avenir la paix de l'Europe. De son côté, le 29 du même mois, Napoléon avait, sur le rapport du duc d'Otrante, renvoyé l'examen de la déclaration de Vienne à une commission composée des présidens de son Conseil d'Etat : il en était résulté une réfutation qui, par l'énergie du style, le rapprochement des faits, la vigueur des raisonnemens et les principes qu'elle contenait, ne laissa pas longtemps méconnaître son auteur ; Napoléon répondait lui-même à l'Europe. Cette pièce, d'une très haute importance, restera comme une des plus habiles et éloquentes qui soient sorties de la plume d'un homme d'Etat, et comme un des documens les plus curieux de l'histoire de Napoléon ; elle

contrastera singulièrement avec le manifeste absurde et furibond que le congrès lança de nouveau le 12 mai contre l'ennemi commun. Malgré l'échange de ces hostilités écrites, Napoléon crut pouvoir reprendre des relations, soit avec la Russie, soit avec l'Autriche, et conserver l'espoir du succès. Un traité secret entre la France, l'Autriche et l'Angleterre, pour défendre la Saxe du démembrement dont la Russie et la Prusse la menaçaient, avait été oublié dans le cabinet du ministre des affaires étrangères au départ de la cour. A l'arrivée de Napoléon à Paris, les ministres d'Autriche et de Russie étaient encore dans la capitale. Napoléon pensa que la communication de ce traité secret au ministre de Russie détacherait cette puissance des intérêts de la Maison de Bourbon, et jetterait la discorde dans le congrès de Vienne. En conséquence, on montra ce traité à M. de Bandis; d'autres démarches furent faites auprès de l'empereur Alexandre, et quelques ouvertures au cabinet de Londres. Après ces tentatives préliminaires dont aucune n'atteignit son but, Napoléon avait pensé devoir répondre aussi par une déclaration à celle du congrès de Vienne; et, le 4 avril, il écrivit aux princes de l'Europe, en leur donnant le nom de frères, que les rois usurpent et profanent trop souvent

entre eux, même au moment où ils méditent la ruine l'un de l'autre. Sa lettre était ainsi conçue :

« Monsieur mon Frère,

« Vous aurez appris dans le cours du mois der-
« nier mon retour sur les côtes de France, mon
« entrée à Paris et le départ de la famille des
« Bourbons. La véritable nature de ces événemens
« doit être maintenant connue de Votre Majesté;
« ils sont l'ouvrage d'une irrésistible puissance,
« l'ouvrage et la volonté unanime d'une grande
« nation qui connaît ses devoirs et ses droits.
« L'attente qui m'avait décidé au plus grand des
« sacrifices avait été trompée. Je suis venu, et du
« point où j'ai touché le rivage, l'amour de mes
« peuples m'a porté jusqu'au sein de ma capitale.
« Le premier besoin de mon cœur est de payer
« tant d'affection par une honorable tranquillité.
« Le rétablissement du trône impérial étant néces-
« saire au bonheur des Français, ma plus douce
« pensée est de le rendre en même temps utile à
« l'affermissement du repos de l'Europe. Assez
« de gloire a illustré tour à tour les drapeaux des
« diverses nations. Les vicissitudes du sort ont
« assez fait succéder de grands revers à de grands
« succès. Une plus belle arène est aujourd'hui

« ouverte aux souverains, et je suis le premier à « y descendre. Après avoir présenté au monde le « spectacle de grands combats, il sera plus doux « de ne connaître désormais d'autre rivalité que « celle des avantages de la paix, d'autre lutte que « la lutte sainte de la félicité des peuples. La « France se plaît à proclamer avec franchise ce « noble but de tous ses vœux. Jalouse de son « indépendance, le principe invariable de sa po- « litique sera *le respect le plus absolu pour l'in- « dépendance des autres nations*. Si tels sont, « comme j'en ai eu l'heureuse confiance, les sen- « timens personnels de Votre Majesté, le calme « général est assuré pour long-temps, et la justice, « assise aux confins des Etats, suffit seule pour « en garder les frontières. »

Le congrès s'était trop avancé pour reculer : d'ailleurs, l'Angleterre enflammait toutes les passions par ses paroles, et achetait toutes les volontés au poids de l'or; en outre, la lettre de Napoléon jurant à la face du monde le respect le plus absolu pour l'indépendance des autres nations, contrariait trop fortement les plans formés contre cette indépendance par les généreux alliés, alors occupés du projet de se partager l'Europe comme une proie. Cette lettre ne fut point accueillie des cabinets étrangers, qui, se

craignant mutuellement, avaient fermé toutes les avenues à des communications avec le gouvernement français. Malgré ce rigoureux interdit, Napoléon, à qui la confiance souriait comme une expression de sa volonté, renouvela ses démarches auprès de la cour de Vienne; il fit même sonder Talleyrand, son ancien ministre, qu'il connaissait bien et qu'il savait capable de tout entendre et de tout accepter si les chances paraissaient favorables à un changement complet de politique et de conduite.

Les affaires du dehors, quoique si graves et si importantes en elles-mêmes, n'étaient toutefois qu'un épisode dans les méditations de Napoléon, appliqué sans relâche aux travaux du dedans. Persuadé que le glaive devait mettre un poids immense dans la balance de ses destinées, et qu'une victoire éclatante pouvait seule faire de sa nouvelle adoption par les Français un titre irréfragable aux yeux de l'Europe, il ne négligeait aucuns moyens pour assurer le succès définitif de sa cause. Eclairé par l'expérience, il s'attachait à acquérir de la popularité, levier d'une force incalculable dans des positions semblables à la sienne. C'est ainsi qu'il parcourut seul les rangs de la garde nationale, malgré les craintes qu'on avait cherché à lui inspirer, et cette confiance excita un enthousiasme universel : en même temps il

cimentait habilement l'alliance des citoyens avec la garde impériale, par un banquet de quinze cents couverts que ses vieux soldats donnèrent au Champ-de-Mars à la garde nationale. Cependant sept armées se formaient sous les noms d'armée du Nord, de la Moselle, du Rhin, du Jura, des Alpes, des Pyrénées; l'armée de réserve se réunissait à Paris et à Laon. Cent cinquante batteries étaient dressées; on allait placer trois cents bouches à feu sur les hauteurs de Paris; les corps francs et les partisans s'organisaient; la levée en masse des sept départemens frontières, du Nord et de l'Est, se préparait. Toutes les villes étaient fortifiées jusque dans le centre de la France; tous les défilés gardés, tous les passages retranchés : les redoutes, les ouvrages de campagne, s'élevaient partout où il y avait un obstacle à défendre, une issue à fermer, une route à protéger. La France était disposée comme une citadelle à soutenir l'assaut de l'Europe.

Napoléon possédait au plus haut degré la magie militaire sur le soldat français; il avait rendu aux régimens ces beaux surnoms d'*invincible*, de *terrible*, d'*incomparable*, d'*un contre dix*, avec lesquels il avait récompensé des miracles bientôt surpassés par d'autres plus étonnans encore... Aussi, de quatre-vingt mille hommes, l'armée se trouva

portée à deux cent mille. Dix mille soldats d'élite entrèrent dans les vieux rangs de la garde; les braves marins immortalisés à Lutzen et à Bautzen composèrent un corps de trente mille hommes. La grosse cavalerie fut remontée par dix mille chevaux de la gendarmerie; trente mille officiers, sous-officiers et soldats, en réforme ou en retraite, s'offrirent pour les garnisons des places fortes. Enfin, la garde nationale de France, réorganisée en trois cent trente bataillons, présentait une masse de deux millions deux cent cinquante mille hommes, et quinze cents compagnies de chasseurs et de grenadiers de cette garde, formant cent quatre-vingt mille hommes, furent mis à la disposition du ministre de la guerre. Cependant les ouvriers de Paris fabriquèrent quinze cents fusils, et ensuite trois mille par jour: on eut bientôt pris toutes les mesures nécessaires pour assurer l'habillement des troupes: au 1er juin, quarante-six mille chevaux étaient en ligne ou dans les dépôts; l'artillerie en comptait en outre dix-huit mille; la trésorerie payait comptant toutes ces fournitures; la solde des troupes était alignée sans que le paiement des rentes et des pensions ni aucun service public éprouvât de retard: le génie et l'infatigable activité de Napoléon enfantaient toutes ces ressources comme par enchan-

tement ; à la vérité, l'élan national le secondait partout.

Si Napoléon n'avait voulu être que le dictateur de la France en péril, la liberté serait sortie radieuse de toutes ses ruines ; je n'en veux pour preuve que ce qui se passait dans l'Est de la France, dans les provinces de montagnes, dont la nature sauvage est en rapport avec les sentimens austères du patriotisme : leurs habitans firent éclater de nouveau l'enthousiasme et les efforts qui les avaient illustrés pour la cause de la liberté. Il y eut dans les Thermopyles des Vosges et du Jura beaucoup d'exemples de dévouemens antiques : en Alsace, en Franche-Comté, beaucoup de femmes, beaucoup de mères, dignes de Rome et de Sparte, excitaient leurs maris et leurs enfans à prendre les armes. Napoléon avait au fond du cœur la persuasion de la nécessité de son alliance intime avec la nation, et il ne fallait peut-être qu'une conviction forte et une voix courageuse pour le déterminer à suivre son impulsion secrète. Mais, environné de conseils timides, n'ayant autour de lui aucun homme vraiment populaire, nourrissant d'ailleurs d'anciennes et profondes préventions contre la force entraînante des masses, il n'osa point adopter le parti que sa raison jugeait indispensable, comme le seul moyen de salut. Il eut

peur du peuple, il s'inquiéta pour sa couronne impériale, quand, le 12 mai, il entendit le langage austère des fédérés des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, et leurs acclamations à son passage dans leurs rangs ne dissipèrent pas ses craintes : voilà comment une armée qu'il aurait pu composer au sein de la capitale avec les robustes enfans du travail, presque tous éprouvés dans les immortelles campagnes de la république, ne devint entre ses mains qu'un secours faible et borné.

L'agitation des clubs qu'il avait fait rouvrir à Paris, et que Fouché, tout en faisant semblant de les protéger, craignait comme un apostat tremble au souvenir de la religion qu'il a quittée, vint fortifier encore cette disposition de l'Empereur, qui eut des conséquences funestes. En effet, les fédérations bretonne, bourguignonne, lyonnaise, angevine, alsacienne, se formèrent vainement sous les plus rigoureux sermens, au bruit des chants populaires; elles ne trouvèrent pas leurs places dans le grand système de la défense générale, dont la nation ainsi fédérée eût été l'arme invincible. Inquiet de l'aspect, de l'ardeur de ces fédérations, auxquelles ressemblaient toutes les autres insurrections volontaires des campagnes, Napoléon parut également redouter, en les acceptant,

de voir renaître cette force morale qui, après avoir fait lever tout un peuple sous le drapeau d'un chef pour défendre son indépendance contre l'étranger, le tient encore debout après la victoire, pour défendre aussi contre ce même chef les libertés de la patrie. Il jugea les fédérés, et ne voulant pas en faire des citoyens, il en fit des mécontens. Une seule réflexion suffit pour montrer toute l'étendue d'une pareille faute : sans doute Napoléon était bien grand à la tête de la glorieuse armée qui vint ressusciter sous ses aigles; mais la France entière s'insurgeant contre l'Europe entière après avoir choisi un pareil dictateur, était plus grande encore. Napoléon et l'armée pouvaient succomber dans la lutte avec l'Europe; Napoléon et la France étaient invincibles.

Le 16 avril, cent coups de canon annoncèrent à la capitale que le drapeau tricolore flottait à Marseille, Antibes et Draguignan. Le maréchal Masséna, gouverneur de cette division militaire, avait eu son gouvernement envahi le premier par Napoléon, et ce fut le dernier qui reconnut l'autorité de l'Empereur. Le 14 avril, le maréchal rendait compte des retards que la présence du duc d'Angoulême avait apportés à la soumission de Toulon et de Marseille. Toulon, que le prince voulait mettre en dépôt entre les mains des Anglais,

n'avait arboré que le 11 les couleurs nationales. Pour contre-poids à cette heureuse nouvelle, on apprit, par des lettres interceptées, que le duc de Wellington avait quitté Vienne le 25 mars; que le roi de Prusse retournait le 30 à Berlin; que les empereurs d'Autriche et de Russie partaient le 1er avril pour le quartier général de Francfort. Tandis que tout se préparait à la guerre au delà du Rhin et en France, l'Italie aussi était devenue le théâtre d'un grand événement, qui, en dérangeant les vues de Napoléon, donna tout à coup à la coalition un avantage inespéré. Joachim Murat, qui avait trahi Napoléon en 1814, qui, en récompense de cette trahison, avait conservé sa couronne, qui était au moment d'être reconnu par l'Angleterre elle-même, comme l'avait été Bernadotte; Joachim, cédant à une sorte de remords de vanité, venait de se décider à affronter seul l'Europe en armes, et à lever l'étendard de l'invasion contre l'Autriche, quoique Napoléon n'eût cessé de lui prescrire de ne pas agir avant d'avoir reçu ses ordres. Au lieu d'attendre le signal de Napoléon pour marcher, et ne pas tromper une seconde fois sa confiance par une tentative qui les perdait tous deux, Murat court attaquer les Autrichiens à la tête de cinquante mille Napolitains, et entre dans Florence le 6 avril.

Les Autrichiens, surpris, sont obligés de se replier depuis Césenne jusqu'aux rives du Pô; mais les généraux Bianchi et Neipperg combinent leurs mouvemens, prennent à leur tour l'offensive, chassent bientôt devant eux les bandes napolitaines, et, le 2 et le 3 mai, leur font essuyer une déroute complète, dans la marche d'Ancône à Tolentino et à Macerata.

Cependant Napoléon, ayant appris la téméraire levée de boucliers de son beau-frère, lui avait envoyé un officier général très habile pour régler les opérations de son armée; mais il n'était déjà plus temps quand le général Belliard arriva. Un mois avait suffi pour détruire l'armée de Joachim et pour le détrôner. Vainement sa bouillante valeur, encore excitée par son propre désespoir, l'avait vingt fois précipité seul au milieu des rangs ennemis pour y chercher la mort. Hélas! il était invulnérable, et il put s'écrier aussi : *La mort ne veut pas de moi!* « Je n'ai pu mourir, madame! » dit-il à la reine, en revenant à Naples le 18 : son trône avait disparu. Le 19 il nomma des plénipotentiaires pour traiter avec le vainqueur, afin de faire cesser la trop inutile effusion du sang. Il combla de largesses ceux qui lui avaient été attachés. Le 20 il s'embarqua à Miliscola pour l'île d'Ischia, et voulut entrer à Gaëte; il avait

eu le projet de s'enfermer dans cette ville, mais elle était gardée par des vaisseaux anglais. Le 21 il se jeta dans un bâtiment de commerce, qui fit voile pour la Provence, où il débarqua le 28, sur la même plage qui avait reçu le souverain de l'île d'Elbe. La reine Caroline, restée seule, se montra la digne sœur de Napoléon : elle déploya un courage égal à une adversité qu'elle avait vainement prédite. Cette princesse, qui méritait un meilleur sort, stipula avec les Anglais son départ de Naples et le transport de toute sa famille sur un vaisseau britannique, dans le port de Trieste.

Ce funeste épisode de la catastrophe qui attendait Napoléon lui enleva l'appui de l'Italie, dont l'immobilité silencieuse, soutenue par l'attitude menaçante du monarque le plus guerrier de l'Europe après lui, formait une alliance secrète avec sa fortune. Les auspices furent malheureux. La présomptueuse ineptie des conseillers de l'infortuné Joachim abusa de la jactance du caractère de ce prince, causa sa perte, celle de l'Italie; et bien que l'Autriche fût éloignée du champ de bataille où la destinée de Napoléon allait être décidée, l'invasion de Murat contribua puissamment à sa ruine.

Aussitôt débarqué, Joachim envoya un courrier au duc d'Otrante, qu'il chargeait d'informer Napoléon de son arrivée, et de lui offrir son bras.

Pour toute réponse, Napoléon demanda à son ministre quel traité de paix avait été conclu entre la France et Naples depuis 1814. Napoléon, qui eût encore pardonné à Murat, s'il s'était présenté lui-même, se méfia de l'intermédiaire, avec d'autant plus de raison qu'il venait de surprendre Fouché dans une intrigue où trempait aussi M. de Metternich.

Napoléon se serait vengé noblement de 1814 en faisant combattre Murat avec lui, pour l'aider à reconquérir sur l'étranger le trône de France; mais ni l'un ni l'autre ne devaient mourir sous les aigles françaises. Depuis le moment où Joachim malheureux a remis le pied sur le sol de la France, son nom est devenu sacré pour elle; et notre histoire, à laquelle il appartient par tant de hauts faits, conserve à jamais le droit d'appeler à la postérité du jugement qui viola envers ce prince le caractère inviolable de la royauté, comme il est de son devoir d'ajouter que Murat succomba en héros.

Cependant un nouveau manifeste, publié à Vienne le 12 mai, manifeste de l'autocratie future des rois sur les libertés européennes, annonce l'orage qui approche de la France. Les alliés avaient déjà pourvu à tous leurs moyens d'attaque; leurs grands et petits vassaux étaient avertis; ils faisaient la presse de l'Europe. Depuis les Espagnols et les

Tartares, déjà dressés à l'invasion par Wellington et Alexandre, jusqu'aux Napolitains dressés à la retraite par Neipperg, et qui figurèrent, *pour mémoire*, sur l'état-général des armées coalisées, tout se trouvait sous les armes : le rendez-vous était encore PARIS ! et le mot d'ordre, MORT A NAPOLÉON !

Napoléon ouvrit, le 1er juin, le Champ-de-Mai : cette fête politique et religieuse rappelait aux citoyens le serment de la première fédération ! Ce rapprochement n'échappa à personne : l'amour de la liberté vivait dans tous les cœurs, mais il n'éclata pas avec des transports fréquens et spontanés, comme en 1790, à cette époque de jeunesse et d'enthousiasme, où toutes les imaginations, enflammées d'espérances par les magnifiques promesses du présent, s'élançaient vers l'avenir prochain d'un bonheur inconnu jusqu'alors aux nations. Napoléon, son génie, sa gloire, sa présence et les merveilles qu'on attendait, ne pouvaient manquer d'exercer encore un ascendant magique sur les Français. Du haut de son trône, élevé devant la façade de l'Ecole-Militaire, l'Empereur, en réponse à l'orateur des corps électoraux, fit entendre un discours qui était une reconnaissance éclatante de la souveraineté nationale, et dans lequel on remarqua les passages suivans :

« Empereur, consul, soldat, je tiens tout du « peuple; dans la prospérité, dans l'adversité, sur « le champ de bataille, au conseil, sur le trône, « dans l'exil, la France a été l'objet unique et « constant de mes pensées et de mes actions. « Comme le roi d'Athènes, je me suis sacrifié « pour mon peuple, dans l'espoir de voir se réa- « liser la promesse donnée de conserver à la « France son intégrité naturelle, ses honneurs et « ses droits... Les vœux de la nation m'ont « ramené sur ce trône qui m'est cher, parce qu'il « est le *palladium* de l'indépendance, de l'hon- « neur et des droits du peuple... Lorsque nous « aurons repoussé une injuste agression, une loi « solennelle réunira les différentes dispositions « de nos constitutions aujourd'hui éparses... »

Après ce discours, prononcé d'une voix ferme, aux applaudissemens unanimes des spectateurs, l'orateur des corps électoraux proclama le résultat général des scrutins ouverts dans toute la France pour l'acceptation de l'Acte constitutionnel. Alors Napoléon, descendant les degrés de son trône, se rendit à un autel immense que l'on avait construit au milieu du Champ-de-Mars, et là, de même que Louis XVI en 1790, il prêta sur l'Évangile son serment de fidélité à la nouvelle constitution. Ainsi soumis à un engagement sacré, l'Em-

pereur reçut à son tour le serment du peuple par la députation électorale; celui des armées, par les ministres de la guerre et de la marine; celui des gardes nationales, par le ministre de l'intérieur; et enfin il distribua lui-même des aigles à la garde nationale de Paris et à la garde impériale. « *Jurez de les défendre,* » leur dit-il; elles répondirent : « *Nous le jurons.* » Le cri de *vive l'Empereur!* retentit tout à coup dans l'assemblée et dans le Champ-de-Mars, et fut au loin répété par la foule. Les troupes défilèrent devant Napoléon. Les habitans de Paris ne pouvaient se rassasier de voir ces bataillons sacrés de la vieille et de la jeune garde, où la croix d'honneur désignait à la reconnaissance et recommandait à l'inquiétude publique des rangs entiers de soldats. On se pressait autour d'eux; on les saluait, on les admirait. Ces derniers gardes de Napoléon emportaient avec eux tous les souvenirs de la gloire militaire, de la liberté et de l'empire. Leur attitude, toujours héroïque, était pourtant silencieuse : ils avaient l'air de savoir tous qu'ils marchaient à un sacrifice qui ne devait ni sauver l'empire ni conquérir la liberté. Les citoyens, partagés entre ces deux opinions, se séparaient en se disant : « *Nous ne les reverrons plus!* » Mais il existait au fond des cœurs des dispositions

qui détruisaient une partie de l'impression que l'Empereur attendait du jour de sa nouvelle alliance avec le peuple. Un grand nombre de personnes avaient pensé que Napoléon proclamerait son fils au Champ-de-Mai, et déclarerait vouloir se retirer en signant la paix, afin d'épargner la guerre à la France. Il reçut des lettres où l'on agitait cette question avec force, et en l'engageant vivement à s'immoler de nouveau pour le pays. Cette opinion l'inquiéta beaucoup dans le moment, et lui laissa de tristes pressentimens, en lui prouvant que la France, quoique toujours capable de généreux efforts pour se soustraire avec lui à l'orage qui grondait de toutes parts, était surtout avide de repos. Une autre opinion non moins importune se présentait sans cesse à son esprit : l'Acte additionnel s'était élevé comme un ennemi entre la France et lui. Les témoins de la cérémonie du Champ-de-Mai, les électeurs surtout, avaient cru à leur tour que Napoléon profiterait de l'occasion pour rendre cette fête des citoyens et des soldats plus patriotique encore, en donnant des garanties réparatrices du passé et protectrices de l'avenir. Napoléon fut averti de cette pensée des électeurs, et il conçut l'idée de traiter l'importante affaire du rétablissement de nos libertés dans une autre grande fête de famille, dont

il ordonna la pompe pour le 4, au sein même de son palais. Il voulait aussi remettre de sa main aux électeurs les aigles de leurs départemens, et celles des régimens aux députations de l'armée; en conséquence, dix mille personnes furent réunies dans les vastes galeries du Louvre, dont un côté était occupé par les députations de l'armée, et l'autre par les représentans et les électeurs de l'empire. Si Napoléon eût entendu le vœu de tant de citoyens et de soldats, il aurait connu dès lors tous ses périls; il aurait su qu'il n'eût pas été absous de sa dictature impériale par la victoire elle-même.

L'Empereur, le 7 juin, à l'ouverture des Chambres, prononça un discours remarquable par ce début, qui contenait une abjuration des maximes du pouvoir absolu bien étonnante dans la bouche d'un souverain accoutumé à voir tout céder à sa seule volonté :

« Depuis trois mois les circonstances et la con-
« fiance du peuple m'ont revêtu d'un pouvoir illi-
« mité. Aujourd'hui s'accomplit le désir le plus
« pressant de mon cœur. JE VIENS COMMENCER LA
« MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE : les hommes sont
« trop impuissans pour assurer l'avenir ; les insti-
« tutions seules fixent les destinées des nations. »

Quelques jours après, la Chambre des Pairs et

la Chambre des Représentans ayant été admises à apporter leurs adresses au pied du trône :

« Sire, dit la première, vous avez manifesté des « principes qui sont ceux de la nation... Oui, tout « pouvoir vient du peuple. La monarchie constitutionnelle est nécessaire au peuple français, « comme garantie de la liberté et de son indépendance... Si la fortune trompait vos efforts, des « revers, Sire, n'affaibliraient pas notre persévérance et redoubleraient notre attachement pour « vous... » Ces paroles furent prononcées solennellement le 11 juin. La Chambre des Représentans s'exprima ainsi par l'organe de son président :

« ... Attaquer le monarque de son choix, c'est « attaquer l'indépendance de la nation : elle est « armée tout entière pour défendre cette indépendance et repousser sans exception toute famille « et tout prince qu'on oserait vouloir lui imposer. « Aucun projet ambitieux n'entre dans la pensée « du peuple français; la volonté même du prince « victorieux serait impuissante pour entraîner la « nation hors des limites de sa propre défense... « Si tous ces efforts devenaient inutiles, que les « malheurs de la guerre retombent sur ceux qui « l'ont provoquée!... »

L'Empereur répondit à ces deux adresses avec une haute dignité et une fière indépendance.

Il dit aux Pairs :

« La lutte dans laquelle nous sommes engagés « est sérieuse. L'entraînement de la prospérité « n'eut pas le danger qui nous menace aujour- « d'hui. C'est sous les fourches caudines que les « étrangers veulent nous faire passer. C'est dans « les temps difficiles que les grandes nations, « comme les grands hommes, déploient toute l'é- « nergie de leur caractère et deviennent un objet « d'admiration pour la postérité... »

Il dit aux Représentans :

« La Constitution est notre point de ralliement; « elle doit être notre étoile polaire dans ces mo- « mens d'orage. Toute discussion publique qui ten- « drait à diminuer directement ou indirectement « la confiance qu'on doit avoir dans les disposi- « tions du souverain, serait un malheur pour « l'Etat. Nous nous trouverions au milieu des « écueils, sans boussole et sans direction. La crise « où nous sommes engagés est forcée. N'imitons « pas l'exemple du Bas-Empire, qui, pressé de « tous côtés par les Barbares, se rendit la risée « de la postérité en s'occupant de discussions « abstraites, au moment où le bélier brisait les « portes de la ville. Dans toutes les affaires, ma « marche sera toujours droite et ferme. Aidez- « moi à sauver la patrie. Premier représentant

« du peuple, j'ai contracté l'obligation que je re-
« nouvelle, d'employer dans des temps plus tran-
« quilles toutes les prérogatives de la couronne
« et le peu d'expérience que j'ai acquise à vous
« seconder dans l'amélioration de nos constitu-
« tions. »

Pendant que Napoléon promettait ainsi la liberté au peuple français, et donnait à ses représentans des avis prophétiques sur le sort qui attendait la patrie si l'on ne s'unissait pas fortement pour la sauver, les quatre grandes puissances de la coalition, prêtes à marcher, disaient-elles, au secours de la liberté en péril et de la légitimité abattue, se partageaient l'Europe et dépouillaient la France, au mépris des droits les plus sacrés des nations, et en foulant aux pieds les engagemens les plus solennels. Le 9 juin, la traite des blancs, ou, si l'on aime mieux ce titre, l'adjudication des ames, était stipulée dans un traité définitif par tous les princes de la chrétienté. La Russie prenait le grand-duché de Varsovie; la Prusse, pour se consoler du traité de Tilsitt, s'adjugeait la moitié du royaume de Saxe, une partie de la Pologne, de la Westphalie, de la Franconie, et une longueur de soixante-dix lieues de la France républicaine sur la rive gauche du Rhin. L'Autriche reprenait tout ce qu'elle avait perdu à

Campo-Formio en 1797, ainsi que tout ce qu'elle avait abandonné par les traités de Lunéville, de Presbourg et de Vienne. Il n'y a que la Belgique qu'elle ne recouvre pas, parce que la promotion qui a fait un roi du stathouder de Hollande donne à ce prince, par ordre de l'Angleterre, la Belgique, le pays de Liége et le duché de Luxembourg : c'est un présent de cinq millions d'ames que la Maison d'Orange reçoit de lord Castlereagh. L'électeur de Hanovre prend le titre de roi par le même droit, et ajoute à son petit royaume quelques villes catholiques qui complètent un million deux cent mille sujets allemands pour la Grande-Bretagne. Le roi de Sardaigne, qui a vécu si long-temps dans les montagnes de son île comme l'anachorète de la royauté, réclame et obtient, malgré les assurances proclamées par lord Bentinck à Gênes, la réunion de cet ancien État à son royaume continental, dont il est absent depuis quinze ans. Ces peuples, convertis en dons de joyeux avénement, n'apprennent leur changement de condition que par les journaux et par les édits qui les incorporent. Les Belges, les Italiens, les Polonais, les Saxons, les Génois, se réveillent Hollandais, Autrichiens, Russes, Prussiens et Piémontais. C'est sous les auspices de ces odieuses spoliations, c'est la protec-

tion de cette scandaleuse injustice, que les chefs de la Sainte-Alliance et les prétendus libérateurs des nations trompées par les plus magnifiques promesses, s'arment contre celui qu'ils ont renversé, en l'accusant d'ambition et de tyrannie! Ils osent, il est vrai, alléguer des droits; mais dans le fond ils ne comptent que sur le pouvoir de la force.

Cependant l'Europe est en marche. Peut-être Napoléon avait-il conservé jusqu'au mois de mai l'espoir de la paix. Toutefois, s'il put adopter ou plutôt ne pas rejeter cette illusion, du moins, dans ce court espace de temps, il avait trouvé le secret de relever l'empire, de rallier la France, de mettre sur pied quatre cent mille soldats au lieu de quatre-vingt mille, etc., etc. Moins de trois mois avaient suffi à l'enfantement de ces prodiges qui signaleront à jamais à l'étonnement de la postérité ce règne de cent jours. La vie d'aucun des grands hommes de l'antiquité et des modernes, l'histoire d'aucun peuple n'offre de terme de comparaison avec cet ensemble de créations plus surprenantes encore et plus promptes, toutes proportions gardées, que le miracle de la conquête de la France, en vingt jours, par le souverain de l'île d'Elbe, à la tête d'une armée de mille hommes!

Napoléon n'avait plus qu'un devoir à remplir

envers la nation, c'était de la défendre. Deux plans de campagne se présentaient à son esprit: l'un était d'armer et d'approvisionner les places, de réunir à leurs garnisons des bataillons de gardes nationales; de fortifier les positions les meilleures en avant de Paris et de Lyon; d'organiser leurs gardes nationales valides en bataillons réguliers, soutenus par des fédérés. Nos armées se seraient retirées lentement devant l'ennemi, et en combinant leur résistance de manière à gagner le temps dont nous avions surtout besoin. Les alliés, d'après l'époque fixée par eux pour le commencement des hostilités, ne pouvaient être arrivés que le 1er août dans le rayon de ces deux grandes villes, dont ils auraient trouvé le système de défense complet. Le camp retranché de Paris étant gardé par cent mille hommes, Napoléon eût manœuvré sous la protection de ce camp à la tête d'une armée de cent quarante mille soldats sur les deux rives de la Seine et de la Marne; et quand il récapitulait toutes les victoires que ses quarante mille braves avaient remportées l'année précédente sur des armées de cent et de cent cinquante mille combattans, il ne doutait pas de vaincre, avec des forces six fois plus grandes que celles dont il disposait en 1814, les quatre cent cinquante mille étrangers contre lesquels il

devait lutter en 1815. Paris, défendu par Napoléon, par deux armées, par ses habitans, par les sept lieues de lignes fortifiées de son enceinte, pouvait résister à un million d'assaillans. L'Empereur appliqua le même calcul à la ville de Lyon, qui, également appuyée par ses deux fleuves, protégée par une armée de vingt-cinq mille hommes et par une population dès long-temps aguerrie à un siége, eût encore compté sur les talens du maréchal Suchet ayant soixante mille hommes sous ses ordres : car cette fois ce n'était plus à Augereau, malgré sa proclamation de Caen, que Napoléon avait confié le salut de la France du côté du Midi. Ce plan, dans lequel l'ennemi, forcé de bloquer ou d'observer près de cinquante forteresses, et devenu trop faible contre Paris et contre Lyon, se serait vu exposé à de grands revers, et même à sa ruine, que la France aurait consommée avec joie, méritait peut-être la préférence, même sur le premier projet que Napoléon avait voulu exécuter peu de jours après son arrivée; projet qui consistait, comme je l'ai dit plus haut, à surprendre les soldats de la coalition, non dans leurs bivacs, mais dans leurs cantonnemens du Rhin et de la Belgique. La résolution d'une attaque imprévue et soudaine rejetée, Napoléon regardait le parti de rester sur la

défensive comme le meilleur : mais tous les hommes appelés à avoir une opinion lui représentèrent qu'aussitôt que quelques départemens seraient envahis, le découragement se mettrait partout, et que la Chambre des Représentans donnerait elle-même le signal de la défection. La considération de ce danger trop certain, ainsi que l'événement l'a prouvé, devait paraître bien plus décisive dans la supposition d'une défaite de l'Empereur en dehors de la frontière; au contraire, on n'aurait eu rien à craindre en suivant un système où le Corps-Législatif eût été presque constamment sous les yeux de Napoléon, et environné d'une armée urbaine de cent mille hommes qui, ralliés à lui par l'intérêt de la défense commune, et n'ayant qu'une pensée, celle de concourir au salut de Paris et de la France, n'auraient permis à personne de se séparer du grand capitaine sur qui seul reposait notre espoir de triompher encore de la coalition. Napoléon céda, comme en Russie, lors de la retraite de Kutusoff; comme à Dresde, où ses lieutenans l'empêchèrent d'exécuter une de ces résolutions qui sauvent les empires, et se repentit de même de n'avoir pas écouté la seule impulsion de son génie.

Contrarié dans ses idées, l'Empereur adopta alors la proposition de prévenir les alliés, qui ne

pouvaient être prêts que le 15 juillet, et d'ouvrir la campagne le 15 juin. Il n'avait affaire qu'à l'armée anglo-hollandaise et à l'armée prusso-saxonne, dans un pays ami, en Belgique, dont l'armée recruterait la sienne, si l'ennemi était vaincu. Il se portait alors sur l'Alsace, ralliait à son aigle victorieuse le corps de Rapp, et il allait fermer les Vosges aux armées russe et autrichienne. Ce projet l'emporta, malgré la conviction de Napoléon qu'il était plus fort sous Paris avec cent quarante mille hommes contre quatre cent cinquante mille, qu'en Belgique contre deux cent vingt mille. Pour comble de malheurs, la Vendée, après avoir arboré les couleurs nationales en présence même du duc de Bourbon, s'insurgea, et il fallut détacher vingt mille hommes de l'armée de Flandre, sous les ordres du général Lamarque, qui eut la mission de réduire les Vendéens, armés et soldés de nouveau par l'Angleterre. Ce fut un épisode bien funeste que cette guerre de la Vendée : les vingt mille hommes qu'elle employa eussent, avec les dix mille du comte de Lobau, arrêté les Prussiens à la bataille de Waterloo, ou plutôt cette bataille n'aurait pas été livrée, et la journée de Ligny aurait eu pour résultat la prise de Bruxelles, et par suite la conquête de la Belgique. Au reste, malgré une diversion si fâcheuse, malgré des contrariétés

inouïes et des mécomptes qu'aucune prudence humaine ne pouvait prévoir, puisqu'ils trompaient toute l'expérience que l'on avait des hommes et des choses, il s'en fallut de bien peu que l'événement ne justifiât la détermination de prendre l'initiative de l'attaque. Il n'était donc pas permis d'accuser cette résolution d'imprudence; ajoutons que la fortune a couronné vingt entreprises plus téméraires et plus périlleuses dans la carrière de Napoléon.

Le plan de campagne arrêté, et l'ouverture des hostilités fixée au 15 juin, la garde impériale partit le 8, de Paris, à marches forcées, pour Avesnes; tous les autres corps de l'armée étaient également en mouvement vers Maubeuge et Philippeville: dans la nuit du 11 au 12, Napoléon quitta la capitale. L'Europe entière sous les armes formait une vaste chaîne pour l'envelopper : il laissait derrière lui la France, dont il n'avait pas eu le temps d'organiser l'insurrection; Paris à moitié fortifié; sa garde nationale, pleine de dévouement, mais manquant d'une direction forte pour le moment du danger; la législature livrée à de funestes divisions et à un esprit de vertige; un ministère où la trahison d'un seul, plus puissante que la fidélité de tous, menaçait de nouveau d'ourdir des trames dans l'armée. Voyons si, troublé par tant

d'images qui devaient l'obséder, il s'abandonnera lui-même, ou si, retiré dans la haute partie de son ame, et, de là, supérieur à toutes ces difficultés, son génie éclatera encore tout entier.

CHAPITRE III.

BATAILLES DE LIGNY ET DE WATERLOO. — RETOUR DE NAPOLÉON A PARIS.

WELLINGTON avait son quartier général à Bruxelles : son armée, qui présentait une masse de cent quatre mille deux cents combattans, sans compter six mille hommes récemment débarqués à Ostende, campait autour de Gand, de Nivelles, de Genappe, de Soignies, de Grammont et d'Ath. Blücher, à la tête de cent vingt mille hommes, se tenait à Namur ; ses cantonnemens, appuyés à la gauche des Anglais, occupaient les environs de Ham, de Ciney, de Charleroy et de Fleurus, rendez-vous général de ses troupes. Un bataillon, détaché à Frasmes par la brigade placée à Genappe, formait le seul point de liaison entre les deux armées. Trop faible pour les affronter à la fois, Napoléon dut adopter le parti de les battre séparément, et chacune à leur tour. Il avait cal-

culé, d'après la position de Wellington et celle de Blücher, qu'il leur fallait au moins deux jours pour faire leur jonction et agir sur le même champ de bataille, et dès lors la possibilité d'un double triomphe lui avait paru d'autant plus démontrée, que les alliés, à qui déjà ses manœuvres avaient échappé, allaient être surpris par une attaque dont le résultat serait de leur enlever tout moyen de se rejoindre. Restait à choisir entre deux opérations offensives : assaillir de front les Anglais pouvait être dangereux, et en outre n'aboutir, même avec le succès, qu'à amener la réunion des ennemis. Wellington, qui craignait de recevoir les premiers efforts de la furie française, ne jugea pas bien Napoléon. Celui-ci, au contraire, résolut d'attaquer la tête des colonnes de l'armée prussienne, de percer leur ligne à Charleroy, et d'ouvrir entre elles tout l'espace de Namur à Bruxelles. Napoléon s'était déterminé par de puissantes raisons. « En effet, disait-il, si nous dérobons à l'ennemi les mouvemens des deux corps qui doivent, de Lille et de Valenciennes, se rendre à Maubeuge, Blücher ne sera prévenu de notre approche que par l'enlèvement de Charleroy ; conséquemment, nul moyen pour lui non seulement de dépasser Namur, mais même d'y réunir le 16 plus que huit divisions. De son côté Wellington, averti seule-

ment la veille au soir du passage de la Sambre, ne pourra avoir ses troupes rassemblées que le 16 sur la fin du jour; encore sa cavalerie n'arrivera-t-elle que la nuit suivante; ces impérieuses circonstances livrent seul à nos coups Blücher, séparé d'une partie de ses forces. »

Napoléon avait bien exécuté ce qu'il avait bien conçu: l'armée, forte de cent vingt-deux mille quatre cent quatre hommes, et pourvue de trois cent cinquante bouches à feu, se trouvait réunie le 14, à l'insu des Prussiens, et apprenait la présence de l'Empereur par la proclamation suivante, qui aurait dû achever de dessiller les yeux de l'Europe, déjà si cruellement désabusée grâce au manque de foi et à l'avide ambition des directeurs suprêmes de la coalition.

« Soldats !

« C'est aujourd'hui l'anniversaire de Marengo « et de Friedland, qui décida deux fois du des- « tin de l'Europe. Alors comme après Austerlitz, « comme après Wagram, nous fûmes trop géné- « reux. Nous crûmes aux protestations et aux ser- « mens des princes que nous laissâmes sur le trône. « Aujourd'hui cependant, coalisés entre eux, ils en « veulent à l'indépendance et aux droits les plus

« sacrés de la France. Ils ont commencé la plus in-
« juste des agressions : marchons donc à leur ren-
« contre ! Eux et nous ne sommes-nous plus les
« mêmes hommes ? Soldats ! à Iéna contre ces
« mêmes Prussiens, aujourd'hui si arrogans, vous
« étiez un contre deux, et à Montmirail un contre
« trois. Que ceux d'entre vous qui ont été prison-
« niers des Anglais vous fassent le récit de leurs
« pontons et des maux affreux qu'ils ont soufferts !
« Les Saxons, les Belges, les Hanovriens, les
« soldats de la Confédération du Rhin, gémissent
« d'être obligés de prêter leurs bras à la cause
« des princes ennemis de la justice et des droits
« de tous les peuples. Ils savent que cette coalition
« est insatiable ; après avoir dévoré deux millions
« de Polonais, douze millions d'Italiens, un mil-
« lion de Saxons, six millions de Belges, elle
« devra dévorer les Etats du deuxième ordre de
« l'Allemagne. Les insensés ! un moment de pros-
« périté les aveugle ; l'oppression et l'humiliation
« du peuple français sont hors de leur pouvoir.
« S'ils entrent en France, ils y trouveront leur
« tombeau. Soldats ! nous avons des marches for-
« cées à faire, des batailles à livrer, des périls
« à courir ; mais, avec de la constance, la victoire
« sera à nous. Les droits, l'honneur et le bonheur
« de la patrie seront reconquis ; pour tout Fran-

« çais qui a du cœur, le moment est arrivé de « vaincre ou de périr. »

Tout avait réussi au gré de notre attente : le 14 au soir une sécurité parfaite régnait à Bruxelles, à Charleroy et à Namur. Blücher allait être surpris ; mais le général Bourmont, commandant la troisième division du 4e corps, et employé sur les vives instances du brave et digne général Gérard, déserta avec le colonel du génie Clouet et le chef d'escadron Willoutrey, l'un de ceux qui perdirent Dupont en Espagne, et courut porter à l'ennemi le secret des intentions de l'Empereur. Blücher profita de l'avis précieux qu'il recevait, pour se rapprocher de l'armée anglaise, puisqu'il n'avait pas le temps de lui donner la main. Napoléon de son côté, prévoyant les changemens que devait produire une révélation si funeste pour lui, et connaissant le caractère entreprenant de Blücher, prit de nouvelles dispositions d'après celles qu'il attendait de son adversaire, et le 15, à la pointe du jour, l'armée française se prépara à passer la Sambre sur trois points, avant midi. L'avant-garde du deuxième corps, formé par la division du prince Jérôme, culbuta les Prussiens près de Thuin. Vers dix heures et demie du matin, l'Empereur, précédé de

Digitized by Google

BIBLIOTECA NAZIONALE VITTORIO EMANUELE III
NAPOLI

au Châtelet et venait de s'emparer du pont. Le

Digitized by Google

Digitized by Google

la cavalerie du général Pajol et des sapeurs de la marine de la garde, entra dans Charleroy abandonné par les ennemis, qui fuyaient partout devant nos intrépides soldats, et se retiraient sur Gilly. La Sambre franchie et tous les corps d'armée réunis, le maréchal Ney, auquel, malgré toute sa diligence, il a été impossible de rejoindre l'Empereur avant sept heures du soir, reçoit le commandement de l'aile gauche, composée des premier et deuxième corps, l'un ayant pour chef le général d'Erlon, l'autre le général Reille, avec lesquels il devra le lendemain chercher à s'emparer des Quatre-Bras. Napoléon, devinant les mouvemens stratégiques de Wellington et de Blücher, a senti d'abord l'extrême importance de ce poste, point de jonction naturel de l'armée anglaise, et qui était encore la clef de la position de Fleurus : en effet, l'occupation des Quatre-Bras par des forces imposantes, réparait le mal que nous avait causé la trahison, consommait la séparation des armées ennemies, couvrait les derrières des Français, et assurait la position de Sombref.

Ces dispositions faites, l'Empereur se porta vers Gilly, où il ordonna d'attaquer vivement l'ennemi. La tête de la colonne du quatrième corps arrivait au Châtelet et venait de s'emparer du pont. Le

général Pirch, se voyant assailli de front et même de flanc, songea à se retirer. Le troisième corps français déboucha sur la route de Fleurus; les deux bataillons prussiens, formés en carrés aux deux côtés de la route pour protéger la retraite des bataillons de gauche, furent enfoncés et sabrés, et Pirch repoussé avec les siens vers Fleurus après une perte assez considérable. L'Empereur était présent à cette action. Pendant ce temps, Ney, ayant gagné à huit heures la tête de l'avant-garde de ses troupes, formées du corps de Reille moins la division Girard, poussait l'ennemi chassé de Gosselies, et forçait même le prince de Nassau, après lui avoir fait huit cents prisonniers et enlevé deux pièces de canon, à quitter Frasmes, où nous nous établîmes à dix heures du soir. Les troupes marchaient depuis trois heures du matin; les têtes de colonnes avaient combattu ou manœuvré toute la journée; le maréchal leur accorda un repos nécessaire, et revint à Charleroi auprès de l'Empereur, avec lequel il passa une partie de la nuit.

Le soir, Blücher n'avait pas encore réuni son armée, et celle des Anglais restait tranquille. Deux avis de notre attaque victorieuse ébranlèrent à peine Wellington : enfin, surpris au bal par un dernier courrier de Blücher qui voulait risquer le lendemain une bataille, le Fabius breton mit

son armée en mouvement le 16 au matin, pour la rassembler aux Quatre-Bras.

Au même moment peut-être, l'Empereur envoyait le général Flahaut dire au maréchal Ney de s'avancer avec toute l'aîle gauche, de dissiper les troupes anglaises, tandis que lui-même, avec le centre et la droite, allait marcher contre Blücher. A une heure, en débouchant de Fleurus, on aperçut les Prussiens en avant de Ligny, au nombre de quatre-vingt-dix mille; le corps de Bulow, arrivant de Liége, n'avait pu rejoindre encore. L'Empereur fit prendre position à l'armée, et reconnut lui-même les ennemis : il fut satisfait de les rencontrer dans un ordre de bataille oblique, dont l'aile droite se trouvait déjà débordée et exposée à être enveloppée par un mouvement décisif de notre gauche. Napoléon avait aussi un autre sujet de joie en voyant, comme il l'avait prévu, l'impétueux Blücher forcé de venir au devant de nos vœux, et de chercher une bataille que nous brûlions de lui livrer. Cependant la position du feld-maréchal était forte, et son armée plus nombreuse que la nôtre : Napoléon, qui ne comptait que soixante mille hommes, n'en jugea pas moins nécessaire d'ordonner l'attaque; elle commença à trois heures et demie. Après un combat assez vif,

Digitized by Google

Vandamme enleva Saint-Amand; au centre de la ligne ennemie, Ligny était le théâtre d'une action aussi acharnée que glorieuse pour les deux partis; mais nous y perdîmes le général Girard, l'un des héros de Lutzen. Vers quatre heures, Napoléon, qui voulait principalement donner le change à l'ennemi et attirer toute son attention du côté de Saint-Amand, avait fait porter au maréchal Ney un nouvel ordre d'attaquer tout ce qui était devant lui, et de se rabattre en toute hâte dans la direction de Bry pour envelopper la droite des Prussiens, et tomber à bras raccourcis sur leurs derrières. La dépêche contenait ces propres mots : « Cette armée est perdue si vous agissez « vigoureusement. Le sort de la France est dans « vos mains : ainsi n'hésitez pas un instant pour « faire le mouvement que l'Empereur vous or- « donne. » C'est après le départ du courrier, que Napoléon dit à l'habile et intrépide général Gérard, partant pour emporter Ligny : « Il se peut « que, dans trois heures, le sort de la guerre soit « décidé; si l'on exécute bien les ordres, il ne « s'échappera pas un canon de l'armée prussienne : « elle est prise en flagrant délit. » Malheureusement Ney, privé du concours du premier corps, et aux prises avec des forces considérables, ne pouvait répondre à cette attente. Cependant le

comte d'Erlon, à la tête du premier corps qui allait enfin rejoindre le maréchal Ney devant les Quatre-Bras, ayant reçu par le colonel Forbin-Janson l'ordre direct de l'Empereur qui le rappelait à lui, avait commencé à s'y conformer, et déjà il était parvenu, avec un corps de la division Durutte, à la hauteur de Villers-Péruin. C'est pendant ce temps que Blücher renouvelait ses attaques sur Saint-Amand. A Ligny l'affaire devenait de plus en plus grave; ce village fut pris et repris quatre fois, toujours avec la même valeur et la même opiniâtreté des deux parts. La bataille se prolongeait et coûtait beaucoup de sang; toutefois la résistance des Prussiens commençait à mollir, et l'intrépide Gérard allait emporter Ligny, quand le corps de d'Erlon, arrivant sur nos derrières, fut pris pour l'ennemi. La garde impériale, destinée à soutenir Gérard, dut suspendre son mouvement pour aller combattre la colonne inconnue. On fut bientôt détrompé; mais cette méprise nous avait fait perdre deux heures bien précieuses. Enfin l'Empereur résolut d'achever de vaincre, comme il se l'était toujours proposé, en perçant la ligne de l'ennemi qu'il avait forcé de dégarnir son centre. De son côté Blücher, trompé par le mouvement de la garde et des cuirassiers de Milhaud, crut à notre retraite, et reprit l'offensive sur

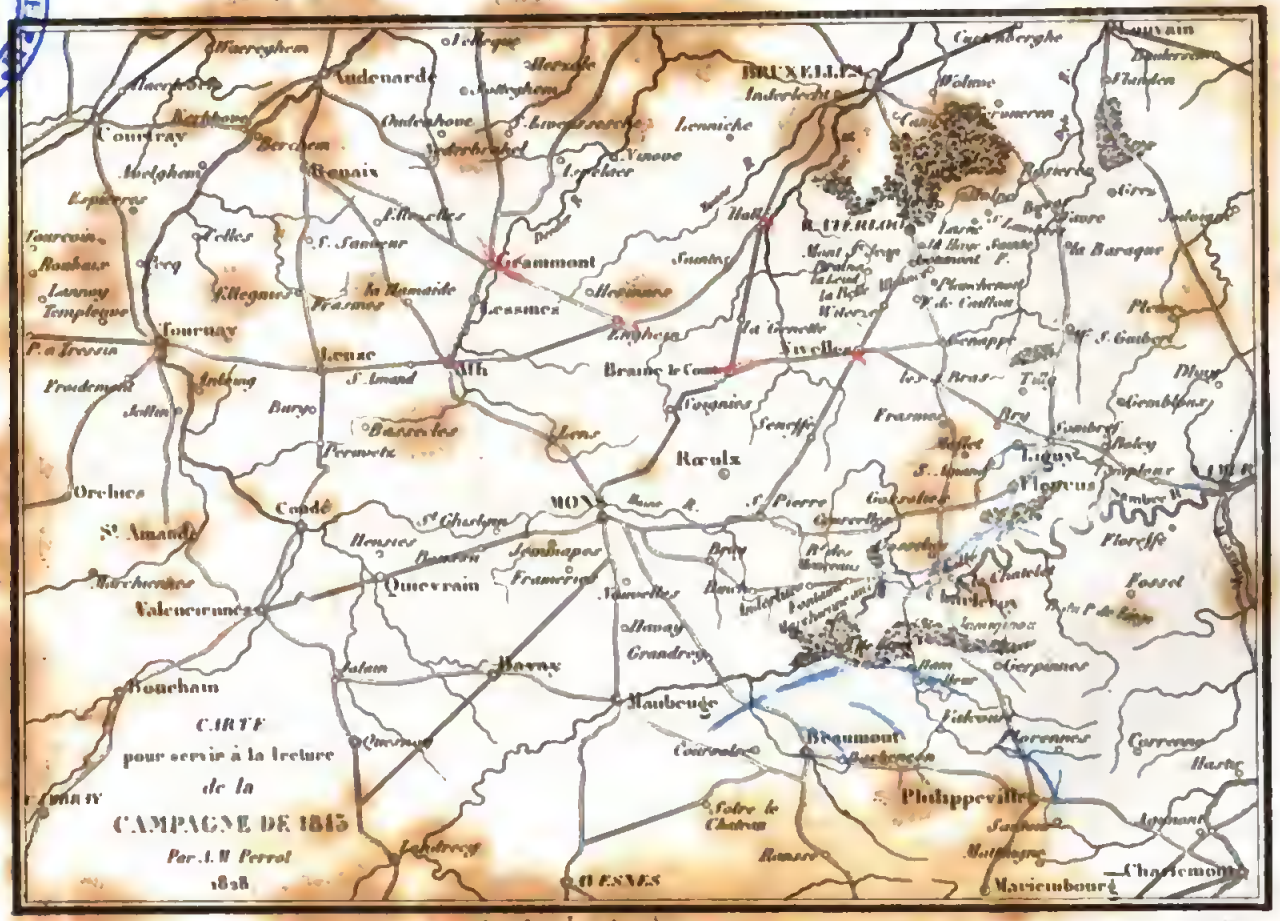
Saint-Amand avec violence, dans le double but de profiter de la victoire qu'il pensait tenir, et de rapprocher sa droite vers Chestian où il comptait s'appuyer des Anglais : mais la brigade de dragons envoyée au devant de la cavalerie prussienne s'avançait, ainsi que la division Durutte, sur le point dont il voulait se rendre maître. Leur apparition et la vigoureuse résistance de la division Gérard et du troisième corps trompèrent ses calculs. Alors, instruit qu'il attendrait vainement le secours de l'armée anglaise retenue aux Quatre-Bras par le maréchal Ney, et l'arrivée des trente mille hommes de Bulow, dans cette journée, il se borna à occuper le petit Saint-Amand, et parut s'arrêter : toutefois il conservait encore une partie de Ligny; nous n'avions pu l'emporter, malgré tous les efforts de nos soldats, conduits par le général Gérard, qui acquit tant de gloire pendant cette bataille. Napoléon fit entrer en ligne le reste de la division Pescheux; une charge de cavalerie ébranla les troupes ennemies. A la faveur de cette circonstance, les grenadiers à pied de la garde s'avancèrent en colonne, tandis que les grenadiers à cheval tournèrent le village. Les divisions prussiennes, qu'on avait placées en arrière pour le défendre, tout à coup prises en flanc et enfoncées, abandonnèrent en déroute

les hauteurs de Ligny, bientôt couronnées par les Français. Blücher, surpris de l'impétuosité de cette attaque combinée, et cruellement détrompé de son rêve de victoire, accourut à la tête de six escadrons, mais il les vit rompus par nos cuirassiers, et lui-même, ayant eu son cheval tué, resta quelques momens renversé à terre au milieu des Français : l'obscurité de la nuit empêcha de le reconnaître, et favorisa la cavalerie qui vint le dégager. Battu de toutes parts, poursuivi par la division Durutte et la brigade de dragons entre Vaynelé et Marbais, exposé sur ce point et sur Bry au feu de notre artillerie qui canonnait ses troupes dans leur retraite, il lui fallut céder partout et nous livrer le champ de bataille; il y laissait vingt mille hommes avec quarante pièces de canon et huit drapeaux. Notre triomphe était brillant, sans doute; néanmoins quelle différence si les ordres de Napoléon avaient pu être exécutés! au lieu d'une défaite, les Prussiens éprouvaient un désastre.

Dans la matinée de cette affaire, Wellington, venu au moulin de Bussy pour se concerter avec Blücher, proposa de le secourir; mais le feld-maréchal pouvait être écrasé avant que l'armée anglaise arrivât en ligne, et l'on s'arrêta au projet de la faire avancer, dès qu'elle serait réunie, par

la chaussée des Quatre-Bras, à Sombref. Cependant, pressé par les ordres de l'Empereur et par sa propre impétuosité, le maréchal Ney ne cessait d'envoyer des courriers au comte d'Erlon. Enfin, à une heure, espérant l'arrivée de cet officier, et n'ayant pas connaissance de la décision supérieure qui avait disposé du premier corps, il commença son attaque. A l'instant où l'action s'engagea, il n'y avait encore dans ce village, qui nous deviendra si fatal, que la division hollandaise de Perponcher, dont la brigade du prince Bernard, composée de cinq bataillons, occupait le bois de Bossu; celle de Bylaudt, de même force, se trouvait en arrière de la ferme de Germioncourt. De premiers succès, remportés par les généraux Bachelu, Foy et Piré, semblaient nous assurer bientôt la possession des Quatre-Bras et du bois de Bossu, la clef de cette favorable position. Dans ce moment, la division anglaise de Picton déboucha par la route de Genappe; successivement parurent la division de Brunswick, la brigade de Nassau, la brigade de cavalerie hollandaise de Van-Merden, et peu après la division hanovrienne d'Alten. Nonobstant ces renforts, l'ennemi ne put résister à l'impétuosité de notre cavalerie, appuyée par le feu continuel et meurtrier de nos batteries; plusieurs régimens écossais furent détruits. Wel-

BIBLIOTECA NAZIONALE VITTORIO EMANUELE
NAPOLI


CARTE
pour servir à la lecture
de la
CAMPAGNE DE 1815
Par A. H. Perrot
1828
BRUXELLES
Audenarde
Courtray
Renais
Grammont
Tournay
Leuze
Ath
Braine le Comte
Nivelles
Rœulx
MONS
Condé
Valenciennes
Quievrain
Bavay
Maubeuge
Beaumont
Philippeville
Mariembourg
Charlemont
Fleurus
Charleroi
Gosselies
Frasnes
Binche
Chimay
Givet
Dinant
Namur
Wavre
Louvain
Malines
Anvers
Gand
Alost
Termonde
Hal
Enghien
Lessines
Ecaussines
Soignies
Seneffe
Jemappes
Frameries
Hensies
Bouchain
Orchies
St Amand
Condé
Lens
Bapaume
Cambrai
Landrecies
Avesnes
Philippeville
Mariembourg
Charlemont

Digitized by Google

lington, qui venait d'arriver de la bataille de Ligny, redoutant deux mouvemens convergens de l'armée française, l'un sur Pernimont, l'autre sur le bois de Bossu, résolut de rendre les approches des Quatre-Bras de plus en plus difficiles, et jeta de nouvelles troupes en avant pour nous arrêter; il soutint ainsi le combat, mais n'empêcha pas les siens d'éprouver des pertes énormes. De son côté, dans le dessein que l'on a exposé plus haut, Napoléon, qui nous croyait maîtres des Quatre-Bras, envoya prescrire au maréchal le mouvement sur Bry, dont nous avons parlé. Pendant l'intervalle du départ du courrier à son arrivée, le maréchal, réduit à dix-sept mille hommes devant cinquante mille, et sans se laisser déconcerter par la nouvelle qu'il ne pouvait plus compter sur le premier corps, redoublait d'efforts afin de s'emparer des Quatre-Bras, dont il sentait toute l'importance. Malgré quelque mélange de non succès, ces efforts furent d'abord heureux, et nous allions, pour la seconde fois, emporter le bois de Bossu, lorsqu'il nous fut enlevé, ainsi que le village de Pernimont, et ensuite Germioncourt. C'est alors seulement, c'est-à-dire à six heures du soir, que parvint l'ordre si impérieux et si précis de Napoléon, pour qu'on se portât sur les hauteurs de Bry et de Saint-Amand. Aussi fortement engagé avec l'ar-

mée anglaise, le maréchal ne pouvait que la contenir; il déploya une audace et une constance nouvelle pour rétablir les affaires, et soutint du moins l'honneur de nos armes, en résistant jusqu'à la nuit à un ennemi si nombreux, et défendu par l'avantage d'une position si difficile à aborder. Vers le soir, il vit arriver le comte d'Erlon, dont le corps, qui avait erré entre les deux armées sans tirer un coup de fusil pendant toute la journée, était renvoyé à Frasnes par l'Empereur.

Après la perte de la bataille de Ligny, l'armée prussienne, à moitié détruite et dispersée, fit dans le plus grand désordre sa retraite : les premier et deuxième corps sur Mont-Saint-Guibert, et le troisième sur Gembloux, où il fut rejoint pendant la nuit par les trente mille hommes de Bulow. La précipitation même de la fuite des ennemis nous empêcha de les poursuivre. De son côté, Wellington passa la nuit aux Quatre-Bras, point de la réunion successive de ses corps d'armée; mais, instruit avant le jour de la défaite de Blücher, il ordonna aussitôt la retraite sur Bruxelles. L'Empereur, qui avait prévu ce mouvement, expédia le général Flahaut au maréchal Ney, pour l'avertir de se tenir prêt à suivre les Anglais, et d'occuper la position des Quatre-Bras jusqu'à l'arrivée des troupes que Napoléon destinait à agir du

Digitized by Google

BIBLIOTECA NAZIONALE "VITTORIO EMANUELE III"
NAPOLI

Digitized by Google

compte sur la prompte exécution du mouvement

Digitized by Google

Digitized by Google

côté de Bruxelles. Le maréchal, ayant paru incertain sur l'importance des résultats de la journée de Ligny, reçut des détails positifs de la victoire, avec un nouvel ordre d'enlever les Quatre-Bras. Napoléon présumait avec raison que le général anglais ne laisserait devant le maréchal qu'une arrière-garde, et que, dans le cas où il resterait en place avec son armée, les troupes en avant de Ligny marcheraient par la route de Namur que Blücher nous avait abandonné, et viendraient appuyer l'aile gauche. Mais la position des Quatre-Bras, où l'Empereur et le maréchal firent leur jonction à dix heures du matin, le 17, avait été évacuée dans la nuit par le général anglais, qui parut vouloir opposer quelque résistance en avant de la forêt de Soignes. Continuant son mouvement de retraite, il s'arrêta à Waterloo, où il établit son quartier général. L'Empereur suivit l'ennemi avec soixante-huit mille hommes et deux cent quarante pièces de canon, tandis que Ney marchait dans la même direction avec le corps du comte d'Erlon, et que le maréchal Grouchy, dirigé sur les traces des Prussiens, par les routes de Mont-Guibert et de Gembloux, avait reçu l'ordre d'être en même temps qu'eux à Wavre : c'était là que Blücher devait se retirer. Napoléon compte sur la prompte exécution du mouvement

qu'il a prescrit; il s'assure par là ses communications avec le corps de Grouchy, qui forme son aile droite. Mais le lieutenant de l'Empereur se trompe sur la marche de Blücher et porte la plus grande partie de ses forces sur Gembloux, pendant que le général prussien, qui a gagné trois heures sur lui, est déjà à Wavre. Le maréchal, qui n'avait fait que deux lieues dans la journée, remet néanmoins au lendemain la poursuite de l'ennemi!

Napoléon expédie, dans la nuit du 17, de nouveaux ordres à Grouchy, et lui rappelle toute l'importance du commandement dont il est chargé; il peut, il doit réparer la faute de la veille, en empêchant la jonction des Prussiens avec l'armée de Wellington, en poursuivant Blücher qui est à Wavre. Tout annonce pour le lendemain une grande bataille; Napoléon la désire, car il espère frapper un coup décisif avant que la coalition ait jeté tous ses soldats sur la France; une victoire qui le conduirait à Bruxelles, sur les débris de l'armée anglaise, peut résoudre en sa faveur la question politique qui arme l'Europe contre lui: ce ne serait pas la première fois que l'épée du grand capitaine aurait tranché le nœud de la diplomatie.

La coopération de Grouchy est pour Napoléon le gage du triomphe; la seule crainte qu'il éprouve,

c'est que Wellington n'ose l'attendre dans les plaines de Waterloo, et, la nuit, il visite les lignes de grand'garde, pour s'assurer que l'ennemi ne lui abandonne pas le champ de bataille. Enfin l'aurore vient dissiper ses inquiétudes : toute l'armée anglaise est devant lui ! les rayons du soleil ont éclairé tout à coup l'atmosphère, chargée depuis quelques jours de nuages orageux, et les Français ont pu saluer encore le soleil d'Austerlitz. A dix heures et demie, Napoléon parcourt les rangs de ses soldats dont l'enthousiasme belliqueux lui promet de vaincre ou de mourir. Ils tiendront leur serment. Quant à l'Empereur, il a fait ses dispositions pour percer le centre des Anglais, les pousser sur la chaussée, et arrivant au débouché de la forêt, couper la retraite à la droite et à la gauche de leur ligne. Le succès de cette attaque doit rendre toute retraite impossible à Wellington, le séparer de l'armée prussienne, et, lui faire expier cruellement la faute qu'il a commise par le choix du champ de bataille de Waterloo, en avant d'une forêt épaisse et d'une grande ville, après la défaite de Blücher.

La pluie, qui a tombé par torrens pendant toute la nuit, a rendu les chemins presque impraticables ; la marche de nos soldats en est nécessairement ralentie : ils ont d'ailleurs à sécher leurs

armes et à les mettre en état ; le combat ne doit s'engager que vers une heure, par trois attaques simultanées. Les troupes anglo-bataves, rangées en bataille sur la chaussée de Charleroi à Bruxelles, en avant de la forêt de Soignes, occupaient les hauteurs depuis le plateau qui domine le château de Hougoumont jusqu'au penchant d'un autre plateau près des fermes de la Haye et de Papelotte. La position de Hougoumont à la gauche des Anglais devenait pour eux de la plus grande importance, car c'était par là que les Prussiens devaient les joindre; Wellington y avait jeté ses plus braves soldats; c'est sur ce point aussi que Napoléon dirige la première attaque : Jérôme, qui en est chargé, enlève le bois de Hougoumont; prise et reprise plusieurs fois par les Français et les Anglais, cette position reste enfin au pouvoir des premiers. Mais l'ennemi s'est maintenu dans le château, qu'il a crénelé avec soin, et qui renferme ses meilleures troupes : le général Reille reçoit l'ordre de mettre le feu à ce château avec une batterie d'obusiers.

A la droite, le comte d'Erlon, appuyé par une immense artillerie, se porte vers le village de Mont-Saint-Jean. Là éclate une épouvantable canonnade qui porte le ravage dans les rangs de l'infanterie anglaise et balaie le plateau. Napo-

léon, après avoir parcouru toute la ligne, au milieu de l'enthousiasme et des acclamations de joie des troupes, se place sur une éminence près la ferme de la Belle-Alliance, d'où il peut embrasser toutes les parties du champ de bataille, disposer de ses réserves, et s'élancer à leur tête partout où le danger appellerait sa présence.

Napoléon allait faire attaquer le centre de l'armée anglaise par le maréchal Ney, quand il aperçoit un corps de troupes sur les hauteurs de Saint-Lambert : sont-ce les divisions que l'Empereur a fait demander à Grouchy, pour le seconder dans la bataille contre Wellington ? une lettre interceptée lève bientôt tous les doutes, en nous apprenant que Bulow vient, avec trente mille hommes, occuper l'intervalle entre l'armée française et le corps de Grouchy. Mais si ce général n'a pu contenir Bulow, ou s'est laissé devancer par lui, sans doute il arrive sur ses derrières ; il suit l'armée prussienne, qu'il occupera assez long-temps pour que Napoléon en finisse avec Wellington. En attendant, par la faute de Grouchy, l'ennemi a quatre-vingt-dix mille hommes à opposer aux cinquante-neuf mille de Napoléon, qui est forcé de changer ses dispositions et de se priver d'une partie de sa réserve, afin d'empêcher l'attaque dont un nouvel ennemi le menace.

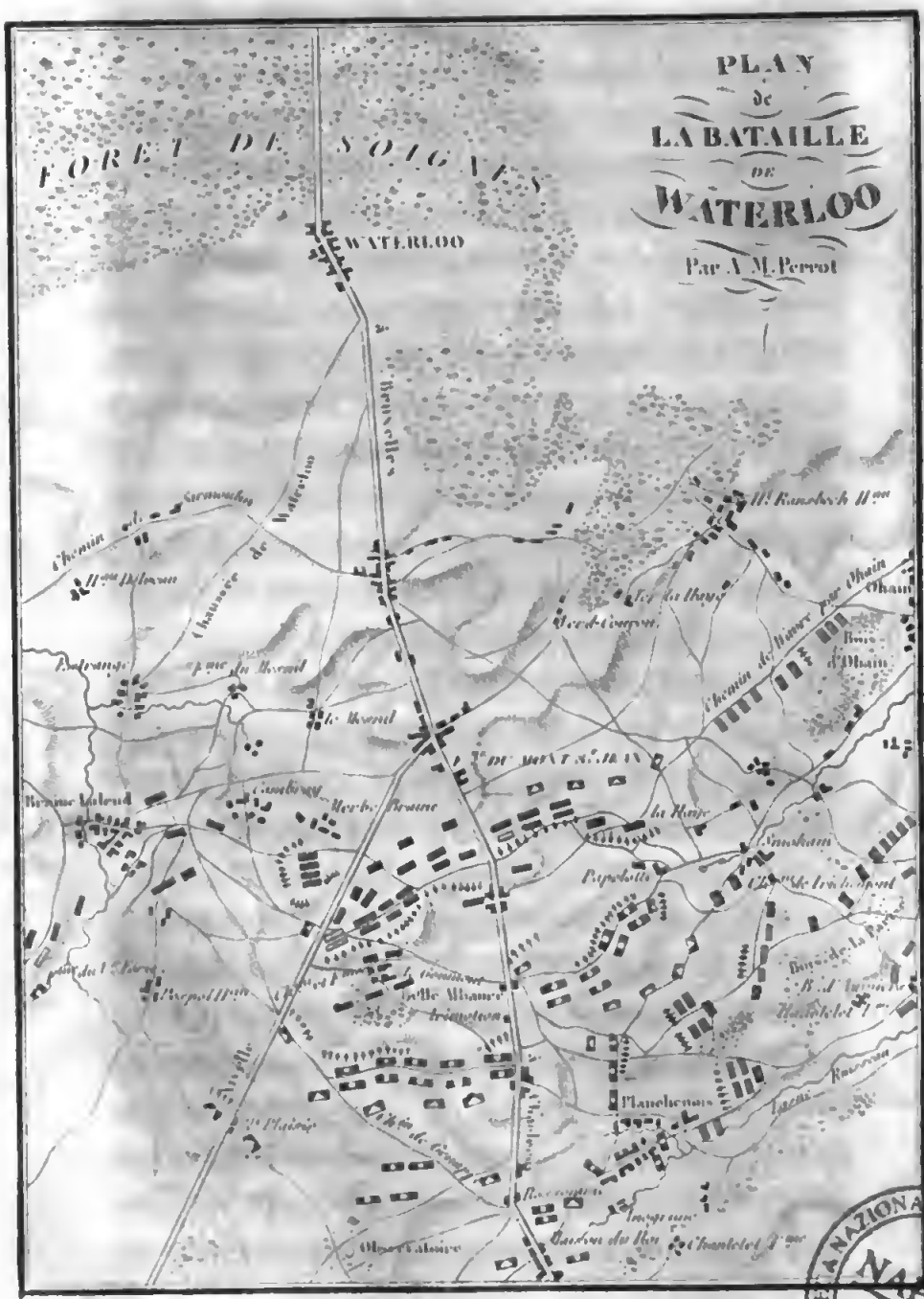
Domont et Suberwick, avec deux mille cinq cents hommes de cavalerie légère, doivent chercher à contenir l'avant-garde de Bulow et pousser des partis pour se mettre en communication avec le maréchal Grouchy, qu'un premier courrier a prévenu de l'arrivée de Bulow; en même temps un corps de sept mille hommes, aux ordres du comte Lobau, va se ranger derrière la cavalerie du général Domont, pour garantir nos flancs si le mouvement de Bulow n'était pas arrêté par Grouchy. Ces dispositions prises, Napoléon ordonne au maréchal Ney d'enlever la ferme de la Haie-Sainte et le village de la Haie. Au bout d'une demi-heure, les batteries ennemies s'éloignent de la ligne, et sont remplacées par d'autres; les tirailleurs anglais se reploient à leur tour; Wellington craint pour ses masses foudroyées par notre artillerie, et leur cherche un abri derrière les crêtes des hauteurs. Nos troupes se portent en avant. Ney aborde la position avec son intrépidité ordinaire, et quatre-vingts pièces d'artillerie le secondent; mais la cavalerie ennemie s'élance sur l'infanterie française, qu'elle parvient à ébranler, et qui recule après avoir perdu deux aigles et plusieurs de nos pièces culbutées dans un chemin creux. Milhaud accourt avec une brigade de cuirassiers; ils couvrent de morts le champ de bataille. De son côté l'Em-

pereur, qui avait vu l'ébranlement de notre infanterie à droite, s'y était porté au galop, et avait bientôt rétabli l'ordre. La canonnade continue avec fureur, et une nouvelle attaque nous rend maîtres de la ferme de la Haie-Sainte. Le général anglais Pichn est tombé mort; l'ennemi fuit en désordre, sabré par la cavalerie de l'infatigable Milhaud; la bataille est gagnée si Grouchy se présente.

C'était alors que Bulow, débouchant de Saint-Lambert, se déployait devant les bois de la Parise. Quatre-vingt mille Prussiens s'avançaient au secours de Wellington, et les troupes de Grouchy ne paraissaient pas encore. En vain le comte de Lobau s'efforce d'arrêter le nouvel ennemi qui marche droit au centre de l'armée française. Napoléon espère cependant encore enfoncer le centre des Anglais, avant que les Prussiens puissent s'y opposer. Pendant que le maréchal Ney se soutient à la Haie-Sainte, suivant l'ordre de Napoléon, qui lui avait prescrit de ne faire aucun mouvement jusqu'à ce qu'on connût l'issue de l'attaque des Prussiens, Durutte attaque les fermes de la Haie et de Papelotte; vers quatre heures et demie, Wellington renouvelle ses tentatives sur la Haie-Sainte : ses troupes sont ramenées par notre infanterie. Alors le maréchal, pé-

nétré de la nécessité d'appuyer le succès et de s'emparer des hauteurs toujours occupées par l'armée anglo-hollandaise, appelle une brigade de réserve composée des cuirassiers de Milhaud; ils s'ébranlent : bientôt le maréchal couronne le plateau avec ces troupes, dont les charges brillantes font un mal horrible aux ennemis. Cette manœuvre paraît décisive; tout le monde chante victoire autour de Napoléon; mais il ne précipite pas ainsi son jugement, et voyant cette cavalerie exposée au feu meurtrier de la mitraille, aux nouvelles charges de l'ennemi, dont les lignes ne sont pas encore enfoncées, il ordonne au comte de Valmy de la soutenir avec deux divisions de cuirassiers; entraînée par ce mouvement et par un excès d'ardeur, la division du général Guyot les suit : c'était la réserve de la garde; et Napoléon essaya en vain de la rappeler. Il était cinq heures du soir.

Le choc des trois mille cuirassiers de Kellermann et de la grosse cavalerie de la garde fut terrible; Milhaud, qui avait été obligé de se replier devant les forces supérieures de Wellington, se rallie aux nouveaux corps qui viennent l'appuyer; alors tous se précipitent à la fois sur ce plateau dont l'occupation doit décider du sort de la bataille. L'infanterie anglaise, assaillie par ces charges impétueuses,



BIBLIOTECA NAZIONALE VITTORIO EMANUELE III
NAPOLI

Digitized by Google

Digitized by Google

se forme en carrés, qui vomissent la mitraille et la mort sur les escadrons français; mais ceux-ci s'élancent successivement contre ces remparts de feu, dont plusieurs sont enfin renversés; au milieu de leurs débris une nouvelle lutte s'engage entre la cavalerie française et celle de l'ennemi, qui vole au secours de son infanterie. Vingt fois les carrés enfoncés, brisés, se reforment; vingt fois aussi les soldats de Kellermann et de Milhaud s'y jettent avec une nouvelle fureur. Wellington voit s'éclaircir les rangs de son infanterie; obligé lui-même de s'enfermer à chaque instant dans un carré, il ne trouve pour lui de salut que dans l'immobilité de ses soldats qui meurent à leurs postes. A l'aspect de ce carnage épouvantable, il verse des larmes : « Il faut encore, s'écrie-t-il, quelques heures pour tailler en pièces ces braves gens; plût au ciel que la nuit et les Prussiens arrivassent avant! » Mais la main de fer de nos cuirassiers continue de décimer ses bataillons; pendant deux heures ces héroïques soldats affrontent la mort; ni l'artillerie, ni la baïonnette, ne peuvent ralentir leurs attaques sans cesse renaissantes, et douze mille Anglais sont tombés sous nos coups.

Wellington est battu! déjà la route de Bruxelles est encombrée de fuyards et de bagages; des soldats de toutes armes se jettent à travers la forêt

de Soignes; les caissons, les voitures renversées, annoncent le désordre d'une déroute, et le général anglais s'apprête à donner le signal de la retraite : il a même fait rétrogader sur Anvers la batterie de dix-huit qui devait le joindre ; la nuit et l'armée prussienne paraissent seules pouvoir le sauver. C'est dans ce moment extrême que Blücher entre en ligne, à la tête de trente-un mille hommes, ouvrant la communication entre Bulow et Wellington. En même temps deux brigades de cavalerie anglaise, fortes de six mille hommes, placées naguère en réserve sur la route, et rendues disponibles par l'arrivée des troupes prussiennes, viennent se présenter aussi devant nous.

Que faisait alors Grouchy ? Parti à dix heures seulement de Gembloux, au lieu d'avoir quitté cette position à deux heures du matin, afin d'arriver à Wavre assez tôt pour arrêter Blücher, il se trouvait vers midi à moitié chemin de ce village. En vain la canonnade de Waterloo l'appelle sur le terrain ou Napoléon l'attend avec tant d'impatience; en vain Excelmans et Gérard le pressent de voler à son secours : il continue à marcher sur Wavre où se trouvait seul le corps de Thielmann; Blücher en était parti le matin à sept heures. Napoléon, abandonné à lui-même, privé de son aile droite, en présence de cent cinquante mille hommes qui

vont fondre sur sa faible armée, épuisée déjà par huit heures de combat, juge de sang-froid sa position. Il lui faut faire face aux deux armées, et il ordonne un grand changement de front. Les bataillons de la garde se forment en deux colonnes sous les yeux de l'Empereur. Cependant trois bataillons d'infanterie de la deuxième ligne viennent en bon ordre se mettre en retraite auprès de la garde; Napoléon court au-devant d'eux et les renvoie à leur poste. Mais leur mouvement rétrograde et la vue de l'arrivée du corps de Blücher avaient fait reculer plusieurs régimens aux prises avec l'ennemi sur le plateau. A cet aspect, Napoléon sent la nécessité de soutenir sa cavalerie indécise; Il se porte avec les quatre premiers bataillons de la moyenne garde sur la gauche de la Haie-Sainte, et prescrit au général Reille de réunir tout son corps sur son extrême gauche, et de le former en colonne d'attaque. Arrivé à la Haie-Sainte, Napoléon rencontre une partie des troupes du maréchal Ney en retraite, et les fait ranimer par la nouvelle de l'arrivée de Grouchy : en même temps il remet au maréchal Ney les quatre bataillons dont on vient de parler, et lui donne l'ordre de se porter en avant pour conserver le plateau. Tout s'arrête et ressaisit la position. Un quart d'heure après, les huit autres bataillons arrivent

au bord du ravin qui séparait les deux armées, et se formait, sous les yeux de Napoléon, un bataillon en bataille, et flanqué sur ses flancs par deux autres en colonne serrée. De son côté, le général Reille, ayant réuni tout son corps vers Hougoumont, traverse le ravin, et aborde la position ennemie.

Cependant les quatre bataillons de la moyenne garde sont aux prises; Ney à pied, l'épée à la main, Friant, Cambronne, repoussent tout ce qui se trouve devant eux, et bravent le feu d'une ligne immense : l'ennemi ne peut soutenir l'impétuosité de notre attaque; mais Wellington, entièrement rassuré par l'arrivée des Prussiens, fait avancer les bataillons dont il peut maintenant disposer, et le combat se rallume; la victoire va encore couronner les efforts des soldats français, lorsque Blücher, culbutant la faible division qui lui est opposée, parvient au village de la Haie. Wellington profite du trouble et de l'hésitation qu'il remarque dans le mouvement de notre armée, par suite de la marche de Blücher, et lance toute sa cavalerie, qui, n'osant pas essayer de les enfoncer, tourne les huit carrés de la garde pour atteindre l'extrême droite, et pénètre entre la Haie-Sainte et le corps du général Reille. Plus de ralliement possible. La division de cavalerie de

réserve aurait pu le favoriser; mais par un malheur qui tenait à la fatalité de cette journée, la division de réserve de la garde, composée de deux mille grenadiers à cheval et dragons, tous gens d'élite, s'était engagée sur le plateau sans attendre l'ordre de l'Empereur. Il n'a plus de disponibles que les quatre escadrons de service autour de sa personne : il les fait charger, et, bientôt accablés par des masses énormes, ces braves sont culbutés, malgré des prodiges de valeur. En même temps, les quatre bataillons de la moyenne garde et les corps de cavalerie de la garde qui tiennent tête depuis plusieurs heures à presque toute l'armée anglaise, ayant épuisé tous leurs efforts et brûlé toutes leurs munitions, voyant le feu de nos carrés derrière eux, reculent à leur tour, et la journée est perdue pour nous. Maîtresse du plateau, toute l'armée anglo-batave marche en avant et occupe cette position qui devait nous assurer la victoire. Alors le cri fatal de *sauve qui peut!* poussé par quelques traîtres, et répété par des soldats en désordre, se fait entendre; les lignes se rompent, les rangs se mêlent, et la déroute de l'armée française commence. Enfin, les huit bataillons de la garde qui étaient au centre, soutenus par le magnanime Cambronne, et le maréchal Ney, qui avait eu cinq chevaux tués

sous lui, après avoir résisté avec un courage héroïque aux attaques furieuses de l'ennemi, et n'avoir cédé le terrain que pied à pied à des forces immenses, sont désorganisés à leur tour par la masse des fuyards, et tombent écrasés sous le nombre, en se défendant jusqu'au dernier soupir. La cavalerie ennemie, multipliant ses charges contre les bataillons rompus et dispersés, redouble la confusion qu'augmente encore l'obscurité de la nuit; l'artillerie anglaise et prussienne balaie le champ de bataille, où quelques carrés de la vieille garde sont encore debout.

Napoléon, qui a tout fait pour prévenir et arrêter ce désordre, se jette au milieu des fuyards, et s'efforce de les rallier derrière un régiment de la garde en réserve à la gauche de Planchenoit avec deux batteries; mais les ténèbres, qui empêchent de le voir, détruisent tout l'effet accoutumé de sa présence sur les troupes, en même temps qu'un tumulte effroyable s'oppose à ce qu'on entende sa voix. Entraîné dans la déroute, entouré d'ennemis, il se place, l'épée à la main, au milieu d'un carré, et veut périr avec les braves qui combattent encore; son dernier champ de bataille sera son tombeau! Mais les généraux qui entourent Napoléon l'arrachent à la mort qu'il demande, qu'il affronte comme un soldat; enfin il se décide

à la retraite. Arrivé à Genappe avec son état-major, il essaie d'y réunir quelques troupes pour former l'arrière-garde et arrêter les poursuites de l'ennemi : la nuit, la confusion d'une déroute générale, l'encombrement des hommes et des chevaux, tout s'oppose à la résolution de l'Empereur. Il quitte Genappe, s'arrête quelques heures à Philippeville, et arrive, le 20, à Laon, où les gardes nationales d'un côté, les paysans de l'autre, pourvus de toutes sortes d'armes, l'accueillent aux cris de *vive l'Empereur!* et lui proposent le secours de leur généreux dévouement. Satisfait du courage de ces braves gens, Napoléon les remercie, et charge le maréchal Soult de rallier les corps de l'armée, diminuée de vingt-cinq mille hommes, dont huit mille prisonniers et dix-sept mille tués ou blessés; la perte de l'ennemi avait été égale à celle des Français. Jérôme ramène vingt-cinq mille hommes avec cinquante pièces de canon; la garde impériale, sous les ordres de Morand et de Colbert, se réunit à eux sous les murs d'Avesnes. D'un autre côté, Rapp a reçu l'ordre de venir les rejoindre avec vingt-cinq mille hommes d'élite, et Grouchy, dont le corps d'armée est intact, opère sa retraite après avoir battu Thielmann à Wavre, et menacé Bruxelles. Sous peu de jours, Napoléon pourra couvrir Paris avec cent vingt mille hom-

mes de vieilles troupes et trois cent cinquante bouches à feu.

Il veut rester à Laon et y défendre les approches de la capitale. Le conseil de ses généraux combat cette résolution, et le détermine à quitter l'armée pour se rendre à Paris; mais il pressent le sort qui l'y attend : « Je vais à Paris, dit-il, mais « je suis persuadé que vous me *faites faire une* « *sottise;* ma vraie place est ici; je pourrais y diriger « ce qui se passera dans la capitale, et mes frères « feraient le reste. » Il part, précédé du funèbre bulletin de la bataille de Waterloo : ce terrible désastre n'est pas la faute de son génie, qui pourrait seul le réparer. Profondément convaincu de ces deux vérités, et certain de sauver encore la France, son intention, en se rendant à Paris, était d'y passer seulement quarante-huit heures pour prévenir la commotion que la nouvelle de la perte de la bataille pouvait produire, déjouer la conspiration flagrante dont il avait une entière connaissance, ordonner tous les préparatifs de défense de la capitale, diriger sur le nouveau quartier général tous les renforts que l'on pourrait tirer des dépôts et des places, et rejoindre ensuite son armée sur Laon.

CHAPITRE IV.

ABDICATION DE NAPOLÉON. — SÉANCES DES CHAMBRES. — NAPOLÉON A LA MALMAISON. — SON DÉPART POUR ROCHEFORT. — SON EMBARQUEMENT SUR LE BELLÉROPHON. — SON ARRIVÉE A SAINTE-HÉLÈNE.

Le lendemain 21 juin, Napoléon descend à l'Elysée, à quatre heures du matin; il revenait rempli de l'idée qu'une grande dictature lui était nécessaire pour sauver la patrie; il aurait pu s'emparer de l'autorité illimitée, mais il jugeait bien plus utile et plus national qu'elle lui fût déférée par les Chambres. Les plus grands événemens tiennent souvent à de petites causes. Si Napoléon, encore botté, et tout couvert de la poussière du champ de bataille, eût suivi sa résolution d'aller droit à ces mêmes Chambres, de leur parler le langage d'une généreuse confiance et d'un grand homme qui sent ses forces, nul doute que sa demande n'eût obtenu le succès qu'il en attendait; nul

doute que, tracé par lui, le tableau rapide et vrai des ressources du pays et de tout ce qu'il avait préparé avec tant d'habileté depuis trois mois n'eût fait passer dans les cœurs sa profonde conviction de la certitude du salut de la France entre ses mains. Malheureusement l'excès de la fatigue avait affaibli ses forces physiques. Constamment à cheval depuis le quinze, exposé à une affreuse intempérie, ayant donné trois batailles en trois jours, et passé la nuit la plus cruelle après Waterloo, il était hors d'état de se présenter et de parler à une grande assemblée. Vaincu par la nécessité, il se mit au bain et se contenta d'assembler ses ministres autour de lui. Là du moins son génie et les hautes pensées ne lui manquèrent pas. D'abord le découragement parut régner dans les cœurs, et se manifesta par des paroles peu dignes de ministres français; mais Carnot et Lucien proposèrent des mesures hardies et proportionnées à l'imminence du danger; ce dernier voulait avec raison qu'on se passât du secours des Chambres, puisqu'on ne pouvait compter sur leur bonne volonté. Napoléon espéra que la présence de l'ennemi sur le sol national rendrait aux députés le sentiment de leur devoir, et comptait d'ailleurs sur l'attachement du peuple et de l'armée, éprouvé tant de fois et jamais démenti.

Alors, avec une rare précision, une force d'expression admirable, et un accent qu'on ne saurait définir, il passa en revue tous les moyens de salut qui restaient à la France, et produisit une révolution telle dans les esprits, que les plus timides embrassèrent le parti du courage; le conseil tout entier, même les traîtres cachés qu'il renfermait, se montra unanime dans l'adoption des grandes résolutions. Telles étaient les dispositions autour de l'Empereur. Pendant ce temps la Chambre des Représentans, réunie sous la présidence de Lanjuinais, entendait sortir de la bouche de La Fayette les paroles suivantes, qui étaient une véritable levée de boucliers contre Napoléon :

« Lorsque, pour la première fois depuis bien « des années, j'élève une voix que les vieux amis « de la liberté reconnaîtront encore, je me sens « appelé à vous parler des dangers de la patrie, « que vous seuls maintenant avez le pouvoir de « sauver... Voici le moment de nous rallier au- « tour du vieux étendard tricolore, celui de 89, « celui de la liberté, de l'égalité et de l'ordre pu- « blic. C'est enfin le seul que nous avons à dé- « fendre contre les prétentions étrangères et contre « les tentatives intérieures. Permettez à un vé- « téran de cette cause sacrée, qui fut toujours

« étranger à l'esprit de faction, de vous soumettre « quelques résolutions préalables, dont vous ap- « précierez, j'espère, la nécessité.

« ART. 1er *La Chambre des Représentans dé- « clare que l'indépendance de la patrie est me- « nacée.*

« ART. 2. *La Chambre se déclare en perma- « nence. Toute tentative pour la dissoudre est un « crime de haute trahison :* QUICONQUE *se rendrait « coupable de cette tentative,* SERA TRAÎTRE A LA « PATRIE ET SUR-LE-CHAMP JUGÉ COMME TEL.

« L'armée de ligne et la garde nationale, qui « ont combattu et combattent encore pour dé- « fendre la liberté, l'indépendance et le territoire « de la France, ont bien mérité de la patrie.

« Les ministres de la guerre, des relations exté- « rieures et de l'intérieur, sont invités à se rendre « sur-le-champ au sein de l'assemblée, etc. »

« J'appuie la proposition de M. de La Fayette, « dit un membre; car, *dans quelques instans, la « Chambre pourrait être dissoute.* »

Les dispositions de l'assemblée, les manœuvres ténébreuses de Fouché qui avait séduit et trompé un assez grand nombre de députés, la crainte illusoire d'une dissolution prochaine à laquelle Napoléon ne pensait aucunement, firent triompher cette proposition dans la Chambre des Représen-

tans, et, bientôt après, dans la Chambre des Pairs, où Boissy-d'Anglas se laissa entraîner par la même erreur que La Fayette, et ne vit pas que la France ne pouvait expulser les ennemis qui l'avaient envahie, que par l'accord des deux Conseils avec le seul homme capable de réunir les forces nationales, et d'improviser de nouveaux miracles dans une circonstance si propre à enflammer son génie. Napoléon mesura d'un coup d'œil toutes les conséquences de cette funeste hostilité des Chambres. « J'avais bien pensé, dit-il, que « j'aurais dû congédier ces gens-là avant mon dé- « part. C'en est fait, ils vont perdre la France! » Il sentit surtout qu'au lieu de l'abandonner avec si peu de sens et tant d'indignité, les Représentans se rallieraient autour de lui, s'il était encore à la tête de l'armée, et se repentit vivement de n'avoir pas suivi son impulsion particulière à Laon. Mais tout ne lui paraît pas encore désespéré, et cependant, se rappelant ce que Regnault lui avait déclaré sur les mauvaises dispositions de la Chambre, il dit en levant le conseil : « J'abdiquerai s'il le faut... » Il aurait bien voulu retenir cette imprudente parole; mais elle avait été prononcée devant Fouché qui ne la laissa pas tomber par terre. Cependant, par ses ordres, les ministres, assistés du prince Lucien, se rendent à la Chambre des Représen-

tans, pour leur communiquer les résultats de la bataille de Waterloo, et leur demander de s'unir avec le chef de l'Etat, dans le noble but de concourir aux mesures de salut public nécessitées par le danger. Mais les esprits se trouvaient trop échauffés pour écouter les conseils de la raison, et Lucien avait en vain démontré que, chercher à isoler la nation de l'Empereur, c'était aller au devant des vœux les plus ardens de l'ennemi; néanmoins des explications données par le duc de Vicence et par le prince d'Eckmülh, et les efforts des amis de Napoléon, avaient réussi à lui rallier la majorité; La Fayette, mal inspiré par de nobles sentimens, eut encore le fatal honneur de ranimer la discorde; Dupin ne soutint que trop vivement cette nouvelle hostilité, secondée par Manuel, qui, arrivé trop récemment à Paris, marchait à tâtons sur un théâtre nouveau et semé d'embûches. La Chambre des Pairs avait montré plus de calme et de jugement; mais elle ne pouvait pas beaucoup influer sur les grandes décisions du moment, et toute la prépondérance publique reposait sur la Chambre élective, qui voulait évidemment l'abdication de Napoléon : il fallait ou dissoudre les Représentans ou se démettre de la couronne, comme La Fayette le demandait, aux applaudissemens de ses collègues; le premier parti

était une résolution extrême, mais nécessaire; le duc de Vicence et le duc de Bassano la combattirent, animés par de bonnes intentions, mais intimidés par un excès de faiblesse. Napoléon, qui les juge, sent ce qu'il pourrait encore; mais tout est tiède ou froid autour de lui : il lit sur les fronts le découragement des cœurs; aucun de ses ministres n'élève une voix généreuse : dans les Chambres, ses ennemis vont la tête levée, et redoublent d'audace à mesure que ses conseils et ses amis laissent voir leur manque de résolution ou l'absence du dévouement : on menace même d'exiger de l'Empereur ce qu'on venait de lui demander comme un sacrifice à la patrie. Il l'apprend. A cette nouvelle, il s'indigne de la violence qu'on veut lui faire; peut-être va-t-il prendre une mesure conforme à la puissance de son caractère, et en appeler des Représentans qui s'égarent, à la nation que la raison, l'attachement, et surtout les périls de la patrie, rallieront à lui. Il résiste aux lâchetés si contagieuses en de pareilles circonstances, et fait tête à l'orage, non pas dans son intérêt, qui le touche peu, mais pour le pays, dont la situation l'afflige, et qu'il voudrait délivrer des alliés : « Il ne s'agit pas de moi, disait-il à M. Cons-« tant; il s'agit de la France. On veut que j'abdi-« que..... C'est autour de moi, autour de mon

« nom que se groupe l'armée : si j'abdique au-
« jourd'hui, vous n'aurez plus d'armée dans deux
« jours... Me repousser quand je débarquai à
« Cannes, je l'aurais conçu... Si on m'eût ren-
« versé il y a quinze jours, c'eût été du courage...
« Mais je fais partie actuellement de ce que l'étran-
« ger attaque. Je fais donc partie de ce que la
« France doit défendre... Ce n'est pas la liberté
« qui me dépose, c'est Waterloo, c'est la peur... »
Comme il parlait, une foule tumultueuse affluait tout à coup dans l'avenue de Marigny, et criait avec enthousiasme : *vive l'Empereur!* Les trames et la police de Fouché ne pouvaient empêcher ces témoignages; elles n'auraient pas pu davantage arrêter la marche de Napoléon, s'il eût voulu se rendre au camp avec tout ce peuple, et reprendre le commandement de l'armée. « Que me doivent
« ceux-ci? reprit Napoléon. Je les ai trouvés, je
« les ai laissés pauvres. L'instinct de la nécessité
« les éclaire. La voix du pays parle par leur
« bouche; et si je le veux, si je le permets, la
« Chambre rebelle, dans une heure, n'existera
« plus... Mais la vie d'un homme ne vaut pas ce
« prix : je ne suis pas revenu de l'île d'Elbe pour
« que Paris fût inondé de sang. »

Joseph et Lucien même, qui avaient jusqu'alors montré tant de fermeté, n'ont cessé d'insister pour

déterminer leur frère à résigner la couronne, et sont parvenus à vaincre enfin sa résistance obstinée : il les appelle au conseil avec tous ses ministres, auquel il expose froidement la nécessité de son abdication. Elle a déjà été rédigée par Lucien. Le duc de Bassano arrive, et annonce qu'il doit parler contre l'abdication ; Napoléon l'interrompt, et lui dit qu'il n'est plus question que de la forme. On la trouvait vicieuse en ce qu'elle réservait aux frères de Napoléon une part dans le gouvernement ; et ils durent entendre qu'ils étaient repoussés par la confiance nationale. Un nouveau travail se fit séance tenante, et Lucien écrivit sous la dictée de l'Empereur la déclaration suivante :

« Au Peuple Français.

« En commençant la guerre pour l'indépen-
« dance nationale, je comptais sur la réunion de
« tous les efforts, de toutes les volontés, et le
« concours de toutes les autorités nationales. J'é-
« tais fondé à en espérer le succès, et j'avais
« bravé toutes les déclarations des puissances
« contre moi. Les circonstances me paraissent
« changées. Je m'offre en sacrifice à la haine des
« ennemis de la France. Puissent-ils être sincères

« dans leurs déclarations, et n'en avoir voulu seu-
« lement qu'à ma personne ! Ma vie politique est
« terminée, et je proclame mon fils, sous le titre
« de *Napoléon II, Empereur des Français*. Les
« ministres actuels formeront provisoirement le
« conseil de gouvernement. L'intérêt que je porte
« à mon fils m'engage à inviter les Chambres à
« organiser sans délai la régence par une loi.
« Unissez-vous tous pour le salut public et pour
« rester une nation indépendante.

« Au palais de l'Élysée, 22 juin 1815.

« NAPOLÉON. »

Cette déclaration fut remise aux ministres pour être communiquée aux deux Chambres. Ainsi, Fouché ne tarda pas à jouir de son ouvrage. Cependant, dans l'intervalle de cette communication, celui des ministres d'Etat qui avait porté la parole à Napoléon pour abdiquer, et qui avait renouvelé cette proposition dans le conseil, vint lui dire que la Chambre des Représentans exigeait son abdication, et qu'il n'y avait pas un instant à perdre. Une fois encore, le même homme, député pour le même objet, revint remplir cette mission si pénible. Enfin, l'abdication n'arrivant pas encore

assez tôt au gré de la Chambre impatiente, il dépêcha un officier supérieur de la garde nationale, avec l'ordre de presser auprès de l'Empereur l'envoi de l'acte, dont, pour des intérêts cachés et plus qu'incertains, quelques personnages se montraient si avides. « *Ces bonnes gens,* lui dit Napoléon, *sont bien pressés. Dites-leur de se tranquilliser.* » En effet, dans la Chambre des Représentans, sur la proposition de M. Duhem, l'Empereur devait être engagé à abdiquer; mais le général Solignac ayant généreusement représenté *qu'il importait à l'honneur de la Chambre de ne pas proposer une chose qui semblait devoir être l'expression libre de la volonté du monarque,* sur sa proposition, la séance fut suspendue jusqu'à l'arrivée du message. Un moment après, le ministre de la guerre vint déclarer qu'à la frontière du Nord, l'armée était encore de soixante mille hommes, et qu'on pouvait la renforcer de dix mille hommes d'infanterie, d'un corps de cavalerie et de deux cents pièces de canon. « Vous aurez, dit-il, une armée assez res-
« pectable pour appuyer nos négociations avec un
« ennemi qui a prouvé qu'il ne tenait pas tou-
« jours fidèlement ses promesses. »

A une heure, furent introduits les ministres de la police, de l'intérieur, des relations extérieures

et de la guerre. Le président lut la déclaration de l'Empereur, dont ils étaient porteurs. Fouché proposa de nommer, séance tenante, une commission de cinq membres, chargée d'aller traiter, auprès des alliés, des intérêts, des droits et de l'indépendance de la France. On observa que ce choix appartenait au pouvoir exécutif, qu'il était urgent de nommer. La Chambre arrêta :

« 1° Que son président et son bureau iraient exprimer à Napoléon, au nom de la nation, la reconnaissance et le respect avec lesquels elle acceptait le noble sacrifice qu'il venait de faire ;

« 2° Qu'il serait nommé une commission provisoire de gouvernement, dont trois membres choisis dans la Chambre des Représentans, et deux dans la Chambre des Pairs ; et que les ministres continueraient leurs fonctions près de cette commission. »

La Chambre vota ensuite l'acceptation de l'abdication de l'Empereur. Le ministre de la guerre demanda, et la Chambre arrêta, de déclarer traîtres à la patrie tous les militaires de tout grade qui ne se rendraient pas à leur poste.

« J'ai des motifs, dit le prince d'Eckmühl, pour « réclamer cette mesure. Des émissaires cherchent « à faire déserter les gardes nationales qui sont « dans les places. Prenons garde de ne pas renou-

« veler la faute du gouvernement provisoire, et de « laisser désorganiser l'armée. »

La Chambre des Pairs adopta les décisions de la Chambre des Représentans sur la députation à l'Empereur et la nomination de la commission exécutive. Un incident très grave marqua cette séance :

« Il faut s'exprimer franchement, dit La Bé- « doyère, sur la forme de gouvernement que l'on « prétend adopter. L'Empereur s'est expliqué; « son abdication est indivisible : elle est nulle si « l'on ne reconnaît point son fils. »

L'article 67 de l'acte additionnel, qui proscrivait la Maison de Bourbon, fut aussi rappelé dans la Chambre des Pairs, comme il l'avait été dans l'autre Chambre. On résolut de passer à l'ordre du jour sur ces importantes questions, afin de les laisser entières pour la discussion : elle eut lieu le soir même. Cependant, les députations des deux Chambres s'étaient rendues auprès de l'Empereur, qui leur avait répondu :

« Je vous remercie des sentimens que vous « m'exprimez. Je désire que mon abdication puisse « faire le bonheur de la France, mais je ne l'es- « père point. *Elle laisse l'État sans chef, sans « existence politique.* Le temps perdu à renver- « ser la monarchie aurait pu être employé à mettre « la France en état d'écraser l'ennemi. Je recom-

« mande à la Chambre de renforcer promptement « les armées. Qui veut la paix, doit se préparer à « la guerre. *Ne mettez pas cette grande nation « à la merci des étrangers. Craignez d'être déçus « dans vos espérances; c'est là qu'est le danger.* « Dans quelque position que je me trouve, je serai « toujours bien, si la France est heureuse. Je re- « commande mon fils à la France; j'espère qu'elle « n'oubliera pas que je *n'ai abdiqué que pour « lui.* Je l'ai fait aussi, ce grand sacrifice, pour « le bien de la nation : ce n'est qu'avec ma dy- « nastie qu'elle peut espérer d'être libre, heureuse « et indépendante. »

Napoléon prononça cette réponse avec un accent si noble, si touchant, que tous les assistans furent profondément émus, et que Lanjuinais lui-même, qui se laissait entraîner au souffle de la politique de Fouché, ainsi qu'au torrent des idées du moment, ne put retenir ses larmes.

L'abdication de Napoléon mit les passions à l'aise, et les opinions aux prises dans la Chambre des Députés, sur laquelle Fouché exerçait, soit par ses créatures, soit par ceux qu'il trompait, une assez grande influence. Napoléon II et la régence avaient évidemment la majorité dans la Chambre, mais le parti d'Orléans y comptait aussi un assez bon nombre de défenseurs que le mi-

nistre soutenait assez ouvertement, puisqu'il ne craignait pas de dire à ceux qui conservaient encore de l'attachement pour le gouvernement républicain : « Mon Dieu! la république, je l'aime tout « autant que vous; mais, pour y arriver, il faut « passer par *l'hôtel d'Orléans.* » Ce mot n'était encore qu'un nouveau trait de duplicité. Une intrigue qui remontait assez loin et assez haut s'agitait en faveur du prince de Suède, qui, en 1814, affectait sourdement le trône de Napoléon, après avoir rougi ses armes du sang des Français, et conduit les armées alliées au sein de sa patrie. Une assemblée composée de tels élémens couvait nécessairement des orages dans son sein : on les vit éclater à la séance du 23. Parmi les Représentans qui s'efforçaient de faire déclarer la vacance du trône, M. Mourgues s'empara de la proposition de M. Dupin, et lui donna une extension nouvelle. Le ministre d'Etat Regnault, en la combattant avec toute la force du bon droit et les armes de la raison, commit la faute ou eut la faiblesse de recourir à l'un de ces moyens termes qui ne sont pour l'ordinaire que de coupables lâchetés ou des pâlliatifs dangereux, et ne plaisent que trop souvent à la majorité d'une assemblée fatiguée sur une longue délibération; il proposa, au lieu du conseil de régence, la seule mesure légale et consti-

tutionnelle dans la circonstance, une commission exécutive de cinq membres, qui aurait le choix et la direction des négociateurs à envoyer aux alliés; ce qui était prononcer de fait l'exhérédation de Napoléon II, et l'abdication de son père anéantie. La proposition de M. Regnault fut adoptée par la Chambre : ensuite, le conseiller d'État Béranger, après avoir éloquemment établi les droits de Napoléon II, éleva une question importante, en demandant la responsabilité du gouvernement provisoire. M. Dupin proposa de l'admettre à un serment. Le conseiller d'Etat Defermont repoussa cette proposition, en déclarant que la Chambre elle-même n'avait point caractère pour recevoir ce serment; et de là, reprenant avec force l'argumentation de Béranger en faveur du droit constitutionnel de Napoléon II à la couronne, il s'exprima avec tant d'énergie, que l'assemblée se leva d'enthousiasme aux cris de *vive l'Empereur Napoléon II!* On demanda et on adopta l'insertion au procès verbal de ce mouvement de la Chambre. Béranger représenta sa proposition sur la responsabilité des membres du gouvernement provisoire. « Qu'arriverait-il, dit-il, *si l'un d'eux, infidèle à ses devoirs, venait à perdre votre confiance?* » La Chambre garda le silence, mais le nom de Fouché se trouvait alors dans tous les

cœurs et sur toutes les lèvres. Le conseiller d'État Boulai de la Meurthe reproduisit encore avec succès la grande question de l'hérédité au trône. « ... N'avons-nous pas une monarchie constitu- « tionnelle? L'empereur mort, l'empereur vit. « Napoléon Ier a déclaré son abdication; vous « l'avez acceptée: par cela seul, par la force des « choses, par une conséquence irrésistible, Napo- « léon II est empereur des Français. Vous ne « pouvez pas même délibérer; nos lois fondamen- « tales ont décidé la question... L'abdication de « l'Empereur est indivisible... Nous sommes en- « tourés de beaucoup d'intrigans, de factieux qui « voudraient faire déclarer le trône vacant... Je « veux aller plus loin. Je veux mettre le doigt sur « la plaie. Il existe une faction d'Orléans... Il est « douteux que le duc d'Orléans voulût accepter la « couronne: mais s'il l'acceptait, ce serait pour la « rendre à Louis XVIII. — *Je puis l'assurer posi-* « *tivement*, dit un membre. — Je demande, con- « tinue Boulai de la Meurthe, que l'assemblée dé- « clare et proclame qu'elle reconnaît Napoléon II « pour empereur des Français. »

Cette proposition, qui agite l'assemblée, est vivement soutenue par le ministre d'Etat Regnault de Saint-Jean-d'Angély; il demande que tous les actes publics et privés soient rédigés au nom

de Napoléon II, et qu'on le proclame dans cette séance. Plusieurs membres ont interrompu l'orateur en substituant *la nation* à tout ce que le comte Regnault rapportait à Napoléon II. M. Dupin suit le même système, et le précise davantage : « ... Nous serions insensés, dit-il, d'abandonner « ce que nous pouvons encore espérer d'un héros, « pour l'attendre d'un enfant... Je demande si « Napoléon II pourra faire ce que son père « reconnaît n'avoir pu faire par l'acte de son abdi- « cation ?... Qu'avons-nous à opposer aux ennemis ? « la nation ! C'est au nom de la nation qu'on se « battra, qu'on négociera ; *c'est d'elle qu'on doit « attendre le choix du souverain.* C'est elle qui « précède tout gouvernement et qui lui survit... « —Que ne proposez-vous la république ! » dit un membre. Telle n'était pas la pensée de M. Dupin. Enfin M. Manuel, après une improvisation très habile sur la question politique qui occupait la France, l'Europe et les Chambres, après avoir reproduit tous les argumens en faveur de la reconnaissance de Napoléon II, par suite de l'acceptation de l'abdication de l'Empereur, et révélé dans l'existence du parti républicain, du parti d'Orléans et du parti royaliste, les divisions qui menaçaient la France, conclut en ces termes : « Je répète que par cela seul qu'on l'a mis en question, Napo-

léon II doit être reconnu... Je demande que la Chambre passe à l'ordre du jour, motivé : 1° *Sur ce que Napoléon II était devenu empereur par le fait de l'abdication de Napoléon et par la force des constitutions de l'empire;* 2° *sur ce que les deux Chambres avaient voulu et entendu, en nommant une commission de gouvernement, assurer à la nation les garanties dont elle a besoin dans les circonstances extraordinaires où elle se trouve, pour conserver sa liberté et son repos.* » Ceci avait trait à l'incertitude que l'orateur avait signalée sur l'espèce de régence qui serait donnée au souverain mineur. Cette proposition passa à l'unanimité, et pour la seconde fois l'assemblée et les tribunes se levèrent au cri de *vive l'Empereur!* Ainsi Napoléon II venait encore d'être proclamé par la Chambre des Représentans.

Les diverses résolutions de la Chambre des Représentans furent portées à la Chambre des Pairs, où la séance du soir devint aussi très orageuse. Les amis de Napoléon ne pouvaient s'endormir sur la proposition de La Bédoyère, appuyée par M. de Ségur.

Le président ouvrit la séance et rapporta les dernières paroles de l'Empereur à la députation : « *Je n'ai abdiqué que pour mon fils.* » « L'Em-« pereur a abdiqué, dit Lucien Bonaparte, *vive*

« *l'empereur!* Je demande que la Chambre, par « un mouvement unanime et spontané, déclare « qu'elle reconnaît Napoléon II comme empereur « des Français. » Cette proposition, combattue par Boissy, fut violemment soutenue par La Bédoyère : « Je répète, dit-il, ce que j'ai dit ce « matin. Napoléon a abdiqué pour son fils. Si les « Chambres ne proclament point Napoléon II, « l'abdication est nulle, de toute nullité. J'ai en- « tendu des voix autour du souverain heureux ; « elles s'en éloignent aujourd'hui qu'il est dans le « malheur. Il y a des gens qui ne veulent pas recon- « naître Napoléon II, parce qu'ils veulent recevoir « la loi de l'étranger, à qui ils donnent le nom « d'ALLIÉ. L'abdication de Napoléon est indivisible. « Si l'on ne veut pas reconnaître son fils, il doit « tenir l'épée, environné de Français qui ont versé « leur sang pour lui, et qui sont encore couverts « de blessures. Il sera abandonné par de vils géné- « raux qui déjà l'ont trahi. Mais si l'on déclare que « tout Français qui quittera son drapeau sera cou- « vert d'infamie, *sa maison rasée, sa famille pros- « crite*, alors plus de traîtres, plus de ces manœu- « vres qui ont occasioné les dernières catastrophes, « et dont peut-être quelques auteurs siégent ici. »

Au milieu du tumulte causé par cette violente improvisation, les cris *à l'ordre!* se font enten-

dre. « *Écoutez-moi!* » reprend La Bédoyère. Le président se couvre, et le calme se rétablit. La discussion est reprise.

« Que risquons-nous en disant ce qui est? dit « le comte de Ségur. Napoléon est mort politi- « quement, quand il pouvait encore défendre son « trône; il ne faut pas que son sacrifice soit inu- « tile. Son successeur est Napoléon II. Le gou- « vernement provisoire traitera en son nom. Je « demande que le gouvernement provisoire prenne « le titre de *régence.* » La proposition de Lucien, soutenue par le duc de Bassano, le prince Joseph, les comtes Rœderer, Flahaut, Cornudet, est ajournée au lendemain, sur l'avis de Thibaudeau. On s'étonna beaucoup d'entendre le ministre Decrès s'écrier avec véhémence : « Est-ce le moment de « s'occuper des personnes? la patrie avant tout... « Je demande que la discussion soit fermée. »

Après cette discussion, la Chambre héréditaire, qui avait accueilli les résolutions de la Chambre élective, procéda à la nomination de deux membres du gouvernement : son choix se fixa sur le baron Quinette et le duc de Vicence; les Représentans donnèrent leurs suffrages au général Grenier, au comte Carnot, et au duc d'Otrante, qui obtint, dit-on, la présidence par une supercherie. Ainsi, tout était consommé; Fouché occu-

pait la place de Napoléon : quel successeur d'un grand homme ! quelle indigne profanation du pouvoir ! quelle garantie pour la nation indignée ! Le gouvernement provisoire ainsi constitué chargea le prince d'Essling du commandement en chef de la garde nationale de Paris. La déclaration de Napoléon portait : « Les ministres continueront « leurs fonctions sous l'autorité de la commission. » Deux refusèrent de les exercer : le duc Cambacérès et le duc de Bassano. Boulai de la Meurthe et Berlier les remplacèrent, l'un à la Justice, l'autre à la Secrétairerie d'Etat. M. Bignon remplaçait le duc de Vicence aux relations extérieures. Le ministre de la guerre se chargea de la défense de Paris ; le maréchal Jourdan eut le commandement de l'armée du Rhin ; MM. de Pontécoulant, de La Fayette, Sébastiani, d'Argenson et Laforest, nommés plénipotentiaires, durent partir avec la mission d'aller porter aux alliés des paroles de paix.

Aussitôt après son installation, le gouvernement provisoire fut présenté à Napoléon : en y retrouvant deux de ses ministres et un de ses conseillers d'État, il dut se croire suffisamment garanti sous le rapport des égards et de sa sûreté personnels. Le 27, MM. Andréossy, Boissy-d'Anglas, Valence, Flaugergues et Labesnardière,

furent envoyés auprès de Wellington pour négocier un armistice.

Le gouvernement provisoire arrêta que tous ses actes seraient publiés *au nom du peuple français*. Cette étrange disposition amena la demande d'une explication de la part de la Chambre étonnée. Sommé de s'expliquer, le duc d'Otrante répondit que *puisque Napoléon II n'avait encore été reconnu par aucune puissance, on ne pouvait traiter en son nom, et qu'il avait fallu ôter aux ennemis tout prétexte à un refus de négocier*. Une telle réponse condamnait évidemment ou détruisait de fait la reconnaissance de Napoléon II, consacrée par l'adoption de l'amendement politique du représentant Manuel et par les suffrages de la Chambre des Pairs. Ainsi, cette commission éphémère de gouvernement déclarait qu'elle ne reconnaissait pas le fils de Napoléon comme son successeur, tandis qu'elle n'était elle-même qu'un résultat de l'abdication faite en faveur de cet enfant, solennellement proclamé empereur. Cependant, le 28 juin, la législature déclarait Paris en état de siége, appelait l'armée du Nord pour défendre la capitale au dehors, la garde nationale et les tirailleurs pour la défendre au dedans. Il n'était point question des fédérés, quoiqu'on eût consacré solennellement l'acceptation de leurs secours,

en lisant à la tribune leurs généreuses propositions de se dévouer au salut commun. Les Chambres votèrent aussi des adresses patriotiques aux armées et au peuple français. Ce malheureux peuple, battu par tant d'orages, en butte à tant de chances diverses, avait reçu, dans le court espace de dix-huit mois, des proclamations de Napoléon, de la régence, des souverains étrangers, du gouvernement provisoire *Talleyrand;* du comte d'Artois, comme lieutenant-général du royaume; de son frère, remonté sur le trône; de ce même prince, partant de nouveau pour un exil dont le terme était incertain; puis de Napoléon, des Chambres, du gouvernement provisoire *Fouché;* il allait en recevoir encore des souverains alliés; et enfin de Louis XVIII, prêt à reprendre la couronne. Heureusement l'histoire offre peu d'exemples de ce jeu bizarre de la fortune, qui condamnait une nation à flotter nécessairement entre des vœux, des intérêts et des devoirs si opposés. La raison publique dut être long-temps ébranlée par le choc de ces singulières commotions; mais un grand peuple ne périt jamais corps et biens; il survit aux tempêtes par sa propre force.

Le 30 juin, le prince d'Eckmühl, ministre de la guerre, écrivait du quartier général de la Villette à lord Wellington : « Vos mouvemens hos-

« tiles continuent, quoique, *suivant leurs décla-* « *rations,* les motifs de la guerre que nous font « les souverains alliés n'existent plus, puisque « l'Empereur Napoléon a abdiqué. » Et il lui demandait, en attendant la décision du congrès, un armistice pareil à celui que le maréchal Suchet venait de conclure à Chambéry avec les généraux autrichiens, dont les instructions devaient être semblables à celles de Sa Seigneurie. D'un autre côté, nos plénipotentiaires recevaient des alliés l'assurance de l'intention la plus prononcée *de n'imposer à la France aucune forme de gouvernement.*

Mais la commission provisoire, sans perdre de vue un moment l'hôte encore si redoutable de l'Elysée, ne paraissait occupée que des intérêts généraux, et ne s'apercevait pas de toutes les manœuvres de son président, dans un intérêt purement personnel. Fouché, qui seul sans doute était dans le secret de l'avenir, présidait lui-même avec une imperturbable duplicité aux soins de la guerre et aux soins de la pacification. Bien que déjà éclairé sur l'issue de la situation actuelle, il ne négligeait aucun moyen, soit par les communications, soit par les actes du gouvernement, soit enfin par des relations privées, d'entretenir à la fois la nation, l'armée, les Chambres, les alliés,

et enfin le Roi dans une égale confiance. L'armée était organisée et rassemblée pour la défense de Paris. Le maréchal Grouchy avait ramené quarante mille hommes et cent cinquante pièces de canon, après avoir battu les Prussiens à Wavre; il avait pu suspendre à Soissons la marche de l'ennemi, qui, maître de Compiègne, de Senlis, de Creil, était déjà plus près que lui de Paris : ce maréchal avait reçu le commandement de l'armée du Nord, appelée à la défense de la capitale. Le premier et le sixième corps se trouvaient sous les ordres du général Reille; le troisième et le quatrième corps, ainsi que la cavalerie du général Excelmans, obéissaient au général Vandamme. Drouot, le compagnon de Napoléon à l'île d'Elbe, commandait la garde, et le plus grand homme de guerre après Napoléon, Masséna, était à la tête de la garde nationale parisienne. D'un autre côté, M. de Vitrolles, que Napoléon n'avait pas voulu faire juger, était plus que libre, et exerçait publiquement à Paris et au quartier général des fonctions confidentielles. D'accusé il était devenu protecteur, depuis la funeste résolution de l'abdication. Mais tant que l'Empereur est à l'Elysée, l'armée et même le peuple lui appartiennent par leurs sentimens unanimes, et les fédérés brûlent du désir de prendre la revanche de 1814, en sai-

sissant ces mêmes armes que le duc de Feltre, actuellement à Gand, leur avait refusées. Fouché et ses adhérens, les uns engagés dans sa cause par l'intérêt, les autres trompés par sa politique, quelques uns par des craintes fondées sur de généreux motifs, sentent le besoin d'éloigner promptement celui qui, même désarmé et presque captif, tient encore en échec, à Paris ses amis et ses ennemis intérieurs, au dehors le Roi et l'étranger : car, qui peut calculer les suites de l'apparition subite de Napoléon à la tête de quatre-vingt mille soldats, de la garde nationale et de la population, qui peut-être n'attend que lui pour se dévouer? Aussi, immédiatement après l'abdication, la peur et la politique, sous le masque du zèle, avaient abordé, auprès de l'Empereur, la question de la pressante nécessité de son départ, et lui-même s'était hâté de déclarer qu'il devait mettre fin à son séjour à Paris, dans la crainte que les alliés pussent douter de sa bonne foi et calomnier son abdication. Il mettait son honneur à exécuter sur-le-champ ses promesses, abandonnant à la foi de ceux qui avaient accepté l'acte de son dévouement, le soin d'en remplir aussi les conditions. C'était ainsi qu'il avait agi pour la France lors du traité d'Amiens, et, pour lui, lors du traité de Fontainebleau. A ces deux époques, qui peuvent

servir de cadre au tableau de son règne, il laissa les parties contractantes en dehors des engagemens stipulés. Jusqu'au dernier moment, Napoléon voulut rester fidèle à son grand sacrifice. Le 25 juin, il demanda deux frégates pour le transporter hors de France, et le même jour, se décidant à quitter le palais de l'Elysée, trop petit quelques jours auparavant pour contenir la foule empressée des ambitieux et des courtisans, et maintenant déserté par tous ces esclaves de la Fortune, il résolut d'attendre la réponse du gouvernement provisoire à la Malmaison, devenue la première station de l'exil.

L'Empereur, descendu deux fois du trône que peut-être il pouvait conserver avec l'appui de la France, a revu l'habitation du premier Consul : il y est reçu par la princesse Hortense. Quelle véritable grandeur lui retrace ce charmant séjour, et quel bonheur la fille de Joséphine, aussi aimable que sa mère, et douée d'une force d'ame qu'on ne lui connaissait pas avant une si grande épreuve ! Les images du grand Frédéric, éparses dans les appartemens, les portraits de François II et d'Alexandre, les marbres, les tableaux, tout dans Malmaison rappelle à Napoléon sa gloire militaire, tout l'entretient de l'armée qui a fait tant de prodiges avec lui. De quel lieu peut-il lui faire

de plus touchans, de plus nobles adieux, que de la retraite où tant de fois il a trouvé la pensée de ses triomphes, et le repos après la gloire? Aussi adressa-t-il à ses anciens compagnons d'armes cette belle et dernière proclamation qui avait pour titre :

Napoléon aux braves soldats de l'armée devant Paris.

« SOLDATS !

« Quand je cède à la nécessité qui me force de « m'éloigner de la brave armée française, j'em- « porte avec moi l'heureuse certitude qu'elle jus- « tifiera, par les services éminens que la patrie « attend d'elle, les éloges que nos ennemis eux- « mêmes ne peuvent pas lui refuser. Soldats ! je « suivrai vos pas, quoiqu'absent. Je connais tous « les corps, et aucun d'eux ne remportera aucun « avantage signalé, que je ne rende justice au cou- « rage qu'il aura déployé. Vous et moi, nous avons « été calomniés. Des hommes, indignes d'appré- « cier vos travaux, ont vu dans les marques d'at- « tachement que vous m'avez données un zèle « dont j'étais le seul objet ; que vos succès futurs « leur apprennent que c'était la patrie par dessus « tout que vous serviez en m'obéissant, et que si

« j'ai quelque part à votre affection, je le dois à « mon ardent amour pour la France, notre mère « commune. Soldats! encore quelques efforts, et « la coalition est dissoute. Napoléon vous recon- « naîtra aux coups que vous allez porter. Sauvez « l'honneur, l'indépendance des Français. Soyez « jusqu'à la fin tels que je vous ai connus depuis « vingt ans, et vous serez invincibles. »

Ces généreux adieux ne parvinrent pas à l'armée, et ne furent pas même publiés dans *le Moniteur;* ils effrayèrent trop Fouché, dont ils auraient sans doute déconcerté les trames et les projets. Au lieu d'une noble et dernière satisfaction, un nouvel outrage attendait Napoléon. Le lieutenant général Becker, membre de la Chambre des Représentans, arriva à la Malmaison, envoyé par la commission du gouvernement, qui avait mis sous ses ordres la garde de Napoléon. « L'honneur de « la France, disait le ministre de la guerre, com- « mande de veiller à la conservation de la per- « sonne de l'Empereur, et au respect qui lui est « dû. L'intérêt de la patrie exige qu'on empêche « la malveillance de se servir de son nom pour « exciter des troubles. »

Napoléon, qui reconnut aussitôt les précautions de la frayeur cachée sous les apparences

hypocrites du zèle, se contenta de répondre au général Becker : « Qu'on aurait dû l'informer offi-
« ciellement de cette disposition, qu'il regardait
« comme une affaire de forme et *non comme me-*
« *sure de surveillance*, à laquelle il lui semblait
« d'autant plus inutile de vouloir l'assujétir, qu'il
« n'avait pas l'intention d'enfreindre ses engage-
« mens. » Informé par le général de la marche du gouvernement et des dispositions des deux Chambres: « Que l'on me donne, dit-il, les frégates que
« j'ai demandées, et je pars à l'instant pour Ro-
« chefort. Encore faut-il que je puisse me rendre
« à ma destination sans risquer *de tomber dans*
« *les mains de mes ennemis*. Il me tarde de sortir
« de France, afin de me soustraire aux desseins
« *que l'ennemi a sur ma personne*, et d'échap-
« per à une catastrophe, dont l'odieux retombe-
« rait sur la nation. » Napoléon était alors mieux inspiré qu'il ne le fut quinze jours après, quand il alla se précipiter dans le péril qu'il avait voulu éviter.

Si la commission de gouvernement avait mis à la disposition de Napoléon, au moment même de sa demande, les deux frégates qu'il réclamait pour se rendre aux Etats-Unis avec sa famille, la mer était libre, et l'Empereur eût échappé à la coalition. Mais la commission en agit autrement.

Le 26, elle chargea le général Becker *d'accompagner Napoléon jusqu'à l'île d'Aix*, et de rester auprès de sa personne jusqu'à l'arrivée des passeports *qu'elle avait réclamés de l'Angleterre pour le passage de ce prince en Amérique.* Elle donnait en même temps l'ordre au ministre de la marine de faire armer deux frégates à Rochefort, en leur fixant les Etats-Unis pour destination. Par cette dernière mesure, elle donna l'éveil aux Anglais sur le point de l'embarquement, et remit volontairement entre leurs mains le sort de Napoléon. En effet, elle savait bien qu'elle ouvrait une négociation incertaine dans son issue, qui pouvait traîner en longueur, finir même par un refus; circonstance dans laquelle Napoléon, dont le départ ne pouvait avoir lieu avec sécurité que s'il était imprévu, se trouverait à la merci de ses plus cruels ennemis. Mais la sûreté du grand homme parut être un soin secondaire pour la commission.

Napoléon à la Malmaison excitait les alarmes des membres de la commission. Non contens de lui enlever chaque jour, sous de nouveaux prétextes, la plupart des officiers sur le dévouement desquels il pouvait compter, *les cinq empereurs*, comme il les appelait, écrivirent au ministre de la guerre, le 27: « Il est indispensable que Napoléon « se décide à partir pour l'île d'Aix. *S'il ne se ré-*

« *sont pas à la notification de l'arrêté,* vous le fe-
« rez surveiller à la Malmaison, de manière à ce qu'il
« ne puisse s'en évader. » Fouché, plus inquiet et plus pressant que les autres, manda au général Becker : « *en attendant on doit prendre toutes les précautions pour la sûreté personnelle de Napoléon, et pour qu'il ne quitte pas le séjour qui lui est momentanément assigné.* » Le même jour, le ministre de la guerre, encore plus odieux par son lâche acharnement contre l'idole aux pieds de laquelle on l'avait vu si humblement prosterné, prescrivait au général Becker, en lui renouvelant l'ordre du départ, de faire à Napoléon la notification de la décision de la commission des cinq, *et d'exercer la plus active surveillance pour qu'il ne pût sortir de la Malmaison, dans le cas où il ne se déciderait pas à partir pour l'île d'Aix. La gendarmerie et les troupes étaient mises à la disposition du général Becker pour garder toutes les avenues de la Malmaison.* Ainsi Napoléon se voyait en quelque sorte emprisonné par ses ministres et par ses généraux de la veille. Aussi quand le général Becker eut communiqué ces nouveaux ordres à Napoléon, ce prince le chargea de déclarer au maréchal Davoust, « *que les communications n'étant plus libres, il renonçait au voyage : qu'il ne trouvait pas de garantie suffi-*

sante pour sa personne. Que d'ailleurs, en arrivant à cette première destination, il se considérait comme prisonnier, puisque son départ de l'île d'Aix devait dépendre des passeports, qui lui seraient sans doute refusés, pour se rendre en Amérique. D'après cela, ajoute Napoléon, *je suis décidé à recevoir mon arrêt à la Malmaison, et en attendant qu'il soit statué sur mon sort par le duc de Wellington, auquel le gouvernement peut annoncer ma résignation, je resterai à la Malmaison, persuadé que l'on n'entreprendra rien contre moi, qui ne soit digne de la nation et de son gouvernement.* » Le général Becker écrivit cette réponse sous la dictée de l'Empereur, qui avait bien jugé la démarche de Fouché auprès de Wellington.

Cependant l'ennemi faisait des progrès et menaçait les environs de Malmaison; Blücher avait déjà des partis du côté de Saint-Germain. A cette nouvelle, les derniers défenseurs, groupés autour de Napoléon, firent des reconnaissances, et le général Becker, par les ordres de son prisonnier, brûla le pont de Châtou, qui avait dû sauter ainsi que celui du Pec; mais ce dernier devait être livré à l'ennemi par un Français, qui oserait demander et qui obtiendrait la récompense d'une telle action! Le général Becker reçut le 28 un nouvel ordre de

se conformer aux instructions données au ministre de la marine. Le comte Merlin fut chargé de se joindre au général pour déterminer Napoléon à partir. M. Bignon, chargé du portefeuille des affaires étrangères, venait de recevoir la réponse du duc de Wellington... « *Pour ce qui regarde un passeport pour Napoléon Bonaparte, pour passer aux États-Unis d'Amérique, je dois prévenir V. Exc. que je n'ai aucune autorité de mon gouvernement pour donner une réponse quelconque à cette demande.* » Le ministre de la marine et le comte Boulay de la Meurthe arrivèrent le soir à la Malmaison pour décider Napoléon; il leur promit de partir le lendemain.

Mais avant de monter en voiture, il entendit un coup de canon. Cette explosion devint électrique pour cette ame encore toute guerrière : « Qu'on « me nomme général, dit-il vivement au comte « Becker, je commanderai l'armée ; je vais en faire « la demande, partez de suite... Expliquez leur « que je ne veux pas ressaisir le pouvoir, que je « veux écraser l'ennemi et le forcer à traiter d'une « manière plus avantageuse avec le peuple fran- « çais... qu'ensuite je poursuivrai ma route... » Blücher avait commis la plus haute des imprudences en se séparant des Anglais, et nul doute que son armée n'aurait été écrasée, si l'on eût laissé

le génie de Napoléon profiter d'une position décisive qu'il avait saisie et jugée avec la rapidité de son coup d'œil militaire. Becker était Français, il sentit l'importance de la dernière victoire que le grand capitaine voulait remporter pour le salut commun; et, malgré la rigueur du mandat qui l'attachait à la personne de Napoléon, il partit pour Paris. Sa confiance était un honorable témoignage rendu au caractère de l'Empereur, qu'il jugeait aussi incapable de manquer à sa parole que d'user d'un tel subterfuge pour s'échapper. Des sentimens aussi élevés que ceux du héros, un si généreux sacrifice, ne pouvaient entrer dans l'ame de Fouché. « *Est-ce qu'il se moque de nous?* dit-il après la lecture de la lettre de Napoléon; *d'ailleurs il sera sans doute parti et il est à présent à haranguer les soldats.* » Le général se rendit garant de la parole de Napoléon : cependant Carnot, trop éclairé pour ne pas comprendre l'à-propos et l'importance de la proposition de Napoléon, penchait à le replacer à la tête de l'armée; mais Fouché, d'autant plus obstiné à défendre l'avis contraire, qu'il craignait de voir toutes ses trames coupées tout à coup par le succès de Napoléon, succès auquel il croyait plus que personne, parvint à déterminer ses collègues au refus par des raisons, dont quelques unes ne manquaient pas d'évidence et de force, quoiqu'au fond

elles ne servissent qu'à colorer les manœuvres ténébreuses d'un lâche et d'un traître. Les membres de la commission répondirent à l'Empereur : « que « leur devoir envers la patrie, et les engagemens « pris avec les puissances étrangères ne permet- « taient pas d'accepter son offre. » Carnot fut chargé d'aller porter cette décision. Napoléon parut aussi indigné qu'affligé d'une conduite aussi opposée au caractère français que nuisible aux intérêts de la France. « Eh bien! puisque c'est ainsi, partons, partons ! » dit-il au général Becker, qui était de retour des Tuileries. Après cette exclamation, Napoléon chargea M. de Flahaut d'aller à Paris concerter son départ et son embarquement avec les membres de la commission. Dans l'intervalle de l'absence de cet officier, oubliant les affreuses paroles du prince d'Eckmülh, qui avait osé proférer au conseil la menace de venir arrêter lui-même son empereur, Napoléon fit éclater aux yeux de l'amitié une douleur profonde du refus de la commission; ensuite, livré à des mouvemens généreux et passionnés, il paraissait vouloir reprendre son épée et courir se mettre à la tête de l'armée sous Paris. « Il faut en finir, disait-il; si vos cinq em- « pereurs ne veulent pas de moi pour sauver la « France, je me passerai de leur consentement. Il « me suffira de me montrer, et Paris et l'armée

« me recevront encore une fois en libérateur. » Mais le malheur de la France, qu'il pouvait accroître en cas de revers, arrêtait ses résolutions.

Pendant les entretiens si graves qu'amenait la position de Napoléon, position cruelle sans doute mais non désespérée, si ce grand caractère n'eût pas trouvé, dans sa haute raison et dans un amour sincère du pays, des motifs puissans pour ne pas écouter les conseils de son audace naturelle, on apprit que les Prussiens se proposaient d'enlever l'Empereur, et que Blücher avait menacé de lui ôter la vie par le plus lâche des crimes, s'il parvenait à se saisir de sa personne. L'Empereur fit alors quelques dispositions pour se mettre à l'abri d'une surprise; mais elles étaient inutiles : ses anciens compagnons d'armes, les soldats, les officiers, les généraux, placés dans la direction de la Malmaison, veillaient sur lui, prêts à verser pour sa défense jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

La proximité de nos troupes du dernier asile de l'Empereur, la crainte que, touché des nouvelles preuves de leur dévouement, Napoléon ne pût résister à l'envie de venir se battre à leur tête ; que l'armée, toujours idolâtre de son ancien chef, ne vînt le reconquérir, et le forcer de la conduire à l'ennemi, ou enfin que Blücher ne parvînt à réussir à exécuter son odieux projet, jetèrent la

commission dans une perplexité dont l'éloignement de Napoléon pouvait seul la tirer. Le 29, à trois heures et demie du matin, elle envoya de nouveau le ministre de la marine et le comte Boulai de la Meurthe le presser de partir sur-le-champ; il promit de le faire dans la journée. A cinq heures moins un quart, Napoléon, tout troublé intérieurement des adieux de la princesse Hortense, qui avait montré le cœur de sa mère Joséphine dans des momens si cruels, ému des larmes du petit nombre des serviteurs fidèles dont l'avenir l'inquiétait bien plus que le sien, frappé au cœur par le douloureux sentiment d'une séparation éternelle avec la France, mais la contenance ferme, la voix calme, les traits sereins, comme un homme supérieur aux coups de la fortune, se jeta dans la voiture de l'un de ses officiers, suivi des généraux Bertrand, Rovigo et Becker. La veille on lui avait proposé de se livrer lui-même aux étrangers, à l'empereur Alexandre, par exemple : « Ce dévouement serait beau, avait-« il répondu; mais une nation de trente mil-« lions d'hommes qui le souffrirait serait à jamais « déshonorée. »

La commission, par un message du 30 juin, déclara aux deux chambres les graves considérations qui lui avaient imposé le devoir sacré d'é-

loigner Napoléon de Paris. L'Empereur avait annoncé l'intention de ne pas s'arrêter en route, mais il voulut coucher à Rambouillet. Pendant la nuit, il envoya des courriers sur la route pour aller au devant des nouvelles de Paris; il pensait que, pressé par l'imminence du danger, éclairé par la nécessité, le gouvernement le rappellerait pour le salut commun. A la pointe du jour, il reçut un courrier, lut la dépêche, et dit au général Becker, en levant au ciel des regards contristés : « C'est « fini! c'en est fait de la France! Partons. » A huit heures du matin, il quitta la résidence impériale, après avoir donné ordre au concierge de lui envoyer le mobilier de quelques appartemens. La demande qu'il avait aussi faite de la bibliothèque de Trianon, composée de deux mille deux cents volumes, à laquelle il voulait qu'on joignît l'*Iconographie* de Visconti et la *Description de l'Egypte*, l'un des monumens dont sa gloire et sa munificence avaient doté le pays, fut deux jours après la matière d'une communication du gouvernement. La Chambre des Représentans accueillit ce vœu qui forme un singulier contraste avec la puissance de celui qui disposait naguère des destinées de cent cinquante millions d'hommes! Dans sa route, Napoléon s'arrêta à la barrière de Tours, s'entretint avec le préfet, et partit ensuite pour

Poitiers, d'où il expédia un courrier au préfet maritime de Rochefort.

Le même jour, quinze généraux et le ministre de la guerre signaient au camp de la Villette une lettre adressée à la Chambre des Représentans : « *Nous sommes en présence de nos ennemis. Nous jurons entre vos mains, à la face du monde, de défendre jusqu'au dernier soupir la cause de notre indépendance et de l'honneur national. On voudrait nous imposer les Bourbons... Dans nos succès on nous a vus grands et généreux : dans nos revers, si l'on veut nous humilier, nous saurons mourir...* » Au même moment, la Chambre des Représentans votait une adresse au peuple français dans le même sens. Elle avait aussi terminé le projet de la nouvelle constitution, qui pouvait encore rallier tous les esprits, en donnant à la patrie autant de défenseurs que de citoyens; à cette occasion, les cris de *vive Napoléon II* avaient retenti dans l'enceinte législative, et mêlé le nom du jeune prince à l'espoir de la liberté consacrée par le nouveau pacte social. De son côté, le général Lamarque venait de signer la pacification de la Vendée. Mais l'événement touchait à sa fin pour l'armée, pour les Représentans et les Pairs, pour Napoléon II et pour la commission de gouvernement. En effet, le président, qui agissait en dehors

d'elle et la trahissait sans aucune pudeur, sans songer qu'il préparait lui-même sa propre perte, informa les Chambres, le 2 juillet, que l'on traitait d'un armistice au quartier général du duc de Wellington.

Arrivé à Niort, Napoléon y trouva un triomphe populaire. C'était une perfidie de la fortune. Sa route était semée d'écueils pour son courage, sans compter ceux qui se cachaient dans les replis de son ame, ouverte à un profond désespoir, sans cesser de rêver encore de nouvelles espérances. Entraîné par les acclamations des habitans, et par l'enthousiasme de la garnison de Niort, dont la plus grande partie, officiers et soldats, vinrent se jeter à ses pieds en le suppliant de se mettre à leur tête, et informé qu'il existait déjà à Rochefort de grandes difficultés pour la sortie des frégates, il ordonna au général Becker d'écrire au gouvernement pour les lui signaler. « *Dites-lui aussi qu'il connaît mal l'esprit de la France, qu'il s'est trop pressé de m'éloigner;* que s'il avait accepté ma proposition, les affaires auraient changé de face; *que je pourrais encore, au nom de la nation, exercer une grande influence en appuyant les négociations par une armée* à laquelle mon nom servirait de point de ralliement... » Au moment où le général Becker, chargé de trans-

mettre ces mémorables paroles, achevait sa lettre, on apprit qu'une forte canonnade avait été entendue le 30; l'Empereur dicta et fit ajouter le *post-scriptum* suivant: « Nous espérons que l'ennemi nous donnera le temps de couvrir Paris, et de voir l'issue des négociations; *si, dans cette situation, la croisière anglaise arrête le départ de l'Empereur, vous pouvez disposer de lui comme général uniquement occupé du désir d'être utile à la patrie.* » Il chargeait aussi le général Becker de demander au gouvernement d'autoriser le capitaine de la frégate à communiquer avec le commandant de la station anglaise pour sa sûreté personnelle, et *pour épargner à la France la douleur et la honte de le voir enlever à son dernier asile, pour être livré à la discrétion de ses ennemis.* Le 3, Napoléon atteint Rochefort, où l'ennemi prévenu a établi sa croisière. Il attend la réponse à la lettre écrite de Niort, sous sa dictée, par le général Becker. Cette réponse arriva le 4. Le ministre de la guerre disait: « *Les garnisons de Rochefort et de La Rochelle doivent vous prêter main forte pour faire embarquer Napoléon.* » La commission écrivait également: « *Napoléon doit s'embarquer sans délai.* Il aurait pu partir le 29..... *Employez la force..... Faites-le partir..... Faites-le embarquer..... Ses services ne peuvent être ac-*

ceptés à cause de nos engagemens avec les puissances..... La commission voit des inconvéniens à ce que Napoléon communique avec l'escadre anglaise..... Elle refuse la permission demandée..... » Il faut donc tenter absolument le passage sur les frégates. Napoléon ordonne de mettre à la voile. Le vent se lève favorable pour échapper aux Anglais, et dans le cas où l'on ne pourrait se soustraire à leur vigilance, une des frégates leur livrera un combat, dont la défaite serait glorieuse, et l'autre, celle qui portera Napoléon, obtiendra l'éternel honneur de le sauver. Chacun alors aurait fait son devoir, même la commission des Cinq; mais le commandant, appelé par l'Empereur, lui présente les instructions qu'il a reçues; elles sont précises... « *Le gouvernement a fait armer vos frégates pour faire porter Napoléon aux États-Unis. Il approuve tout ce qu'exigera le succès de votre mission, et vous ne ferez rien de trop pour sauver l'honneur du gouvernement, en exposant vos bâtimens et votre liberté.* » Mais comme cette phrase présente une sorte d'ambiguité, et qu'au besoin le commandant des frégates peut l'interpréter dans un sens généreux, la commission ajoute : « IL VOUS EST DÉFENDU D'ACCOMPLIR VOTRE MISSION, SI LES BATIMENS DE L'ÉTAT PEUVENT COURIR QUELQUE DANGER. » Le danger n'est que trop

manifeste. Ainsi, la seule ressource que la prévoyance de la commission ait préparée à Napoléon, en l'envoyant à Rochefort, en avertissant Wellington par la demande d'un sauf-conduit, et en désignant le point de départ dans l'ordre donné au général Becker de conduire à l'île d'Aix L'ENNEMI COMMUN, cette ressource consiste à se livrer lui-même aux mandataires des vainqueurs de Waterloo! Le refus du commandant des frégates d'obtempérer à la demande de Napoléon est d'autant mieux caractérisé, qu'un navire danois, commandé par M. Besson, officier français, a montré la route aux frégates, et est sorti du port sous les yeux de Napoléon; il échappe à la croisière, et il parcourt librement les mers!!!

Le jour où Napoléon ne peut plus même sortir de France sur un navire français, le 3 juillet, le palais de Saint-Cloud, où tant de fois il reçut la France et l'Europe, le palais de Saint-Cloud, devenu le quartier général de Blücher, voit signer, en vertu des pouvoirs donnés par le maréchal Davoust au baron Bignon, chargé du portefeuille des affaires étrangères, au général Guilleminot, chef d'état major de l'armée, au comte de Bondy, préfet de la Seine, la convention qui remet Paris entre les mains des alliés et envoie l'armée au delà de la Loire, pour y recevoir un arrêt de dissolution.

Ces éphémérides sont tragiques. Elles ont aussi un lendemain bien étrange. Car c'est dans la séance du 4, que le représentant Garat donne lecture de la *Déclaration des droits des Français et des principes fondamentaux de leur constitution*. Le 5, *le Moniteur* réunit encore deux actes bien différens dans ses colonnes passives. L'un est la déclaration de la Chambre des Représentans, signée de son président et de son bureau, par laquelle elle publie hautement ses sentimens et ses principes politiques, conformément à la nouvelle constitution :

« Les troupes des puissances alliées vont occu-
« per la capitale... La Chambre des Représentans
« n'en continuera pas moins de siéger au milieu
« des habitans de Paris, où la volonté expresse du
« peuple a appelé ses mandataires... Elle déclare
« qu'elle se repose sur le respect des puissances al-
« liées pour l'indépendance de la nation, si positi-
« vement exprimé dans leurs manifestes... Que
« le gouvernement de la France, quel qu'en puisse
« être le chef, doit réunir les vœux de la nation
« légalement émis... Ainsi, tout gouvernement qui
« n'aurait d'autres titres que des acclamations et
« la volonté d'un parti, ou qui serait imposé par la
« force, tout gouvernement qui n'adopterait pas
« les couleurs nationales, et ne garantirait point la

« liberté des citoyens, etc., etc. (les droits du « peuple), n'aurait qu'une existence éphémère... « Que si les bases énoncées dans cette déclaration « pouvaient être méconnues ou violées, les Repré- « sentans du peuple... protestent d'avance à la face « du monde entier contre la violence et l'usurpa- « tion... » L'autre acte était la proclamation de la commission de gouvernement, aussi adressée aux Français. « Dans les circonstances difficiles où « les rênes de l'Etat nous ont été confiées, il n'é- « tait pas en notre pouvoir de maîtriser le cours « des événemens et d'écarter tous les dangers : « mais nous devions défendre les intérêts du peu- « ple et de l'armée, également compromis dans la « cause d'un prince abandonné par la fortune et la « volonté nationale, etc. » La séance du même jour de la Chambre des Représentans fut consacrée à la discussion de la déclaration des droits du peuple français. Elle passa à la majorité de trois cent vingt-et-un votans sur trois cent soixante-trois!

Le 6, la garde nationale parisienne déclara, par l'organe de ses chefs de légion et de ses majors, *qu'elle tiendrait à honneur de conserver à jamais les couleurs nationales, qui ne pourraient être abandonnées sans danger*. Immédiatement après cette déclaration, *le Moniteur* publie cette déclaration du Roi aux Français :

« J'apprends qu'une porte de mon royaume est « ouverte, et j'accours... Je n'ai pas permis qu'au- « cun prince de ma famille parût dans les rangs « des étrangers... Mon gouvernement devait faire « des fautes : peut-être en a-t-il fait... Il est des « temps où les intentions les plus pures ne suf- « fisent pas pour diriger, et quelquefois même « elles égarent. Je promets, moi qui n'ai jamais « promis en vain (l'Europe entière le sait), de « pardonner, à l'égard des Français égarés, tout « ce qui s'est passé depuis le jour où j'ai quitté « Lille au milieu de tant de larmes, jusqu'au jour « où je suis rentré dans Cambrai au milieu de « tant d'acclamations. Cependant le sang de « mes sujets a coulé par une trahison dont les « annales du monde n'offrent pas d'exemple. « Cette trahison a appelé l'étranger dans le cœur « de la France; je dois donc, pour la dignité de « mon trône, pour l'intérêt de mes peuples, « pour le repos de l'Europe, exempter de par- « don les instigateurs et les auteurs de cette trame « horrible. Ils seront désignés à la vengeance « des lois par les deux Chambres, que je me « propose de convoquer incessamment.

« Cambrai, 28 juin.

« LOUIS.

« Plus bas :

« Le prince DE TALLEYRAND. »

Dans une situation aussi cruelle, où la terre et la mer étaient également fermées à Napoléon par le gouvernement provisoire et par la coalition, ce prince a la générosité de résister aux vives et continuelles instances qu'il reçoit de l'armée victorieuse de Lamarque, dans la Vendée, et de celle que commande Clausel, à Bordeaux. Le fléau de la guerre civile est la tête de Méduse qu'il oppose invinciblement à cette dernière et violente tentation de reparaître encore à la tête des soldats français qui l'appellent; il congédie, les larmes aux yeux, les généraux, les officiers qui sont venus lui porter ces paroles de la gloire; son sacrifice doit être complet. Il repousse l'idée que le sang français ne coulerait pas pour la patrie, mais pour lui seul. Après la journée de Waterloo, où la trahison a changé un revers en un désastre, entouré de nouvelles embûches, presque menacé par un arrêt de mort s'il reste sur le sol français, il a le droit et le pouvoir d'en appeler une dernière fois aux armes; cependant, malgré cette certitude, et quoique rempli du sentiment de sa force, il ne veut pas risquer le sort du pays à ce grand jeu de la fortune où le triomphe est toujours si voisin de la défaite. D'ailleurs, si l'événement venait encore à lui être contraire, où fuirait-il après cette

dernière catastrophe, qui l'aurait couvert inutilement encore du sang de ses braves? en Corse? Il le sait, cette patrie de son obscurité lui est ouverte. Il pourrait, dans ces mêmes montagnes de la Ronda, où la guerre le fit tressaillir, il y a quarante-six ans, dans le sein de sa mère, défier long-temps toutes les forces de l'Europe. Un sentiment sublime éteint tout-à-coup dans son ame cette séduction puissante de régner, de combattre et de mourir aux lieux qui l'ont vu naître. Il ne sera pas dit *que seul il aura trouvé le port dans le naufrage du peuple Français!*

Napoléon résidait à Rochefort, non en fugitif, mais comme prince; reçu par la première autorité du département, accueilli par les acclamations du peuple, il habitait la préfecture, et recevait les mêmes honneurs qu'aux Tuileries; mais il n'était guère accessible qu'au duc de Rovigo, son ancien ministre, et au général Bertrand, son grand-maréchal. Le 8, après d'assez mauvaises nouvelles, l'Empereur, accompagné de Bertrand, de Rovigo, de Becker et de Gourgaud, quitte la France au milieu des témoignages de dévouement et des regrets des militaires et de la population, et monte un canot de dix rameurs, pour aller coucher à bord de *la Saal.* L'équipage de la frégate lui prodigua tous les

honneurs dus à sa personne, à son rang, à sa gloire, à son malheur qui le rendait plus auguste au lieu de le rabaisser. Le lendemain, il descend à l'île d'Aix; il s'empresse d'inspecter la garnison, de visiter la place, aux cris redoublés de *vive l'Empereur!* poussés sur son passage par les militaires et les habitans : cette visite est le dernier adieu qu'il fait à la France comme général; ces acclamations, le dernier adieu qu'il reçoit comme souverain. Il retourne à bord, mais une dépêche du ministre Decrès, en date du 6, accompagnée du dernier arrêté du gouvernement provisoire, informe le général Becker que si Napoléon *voulait aller à bord de la croisière anglaise, où directement en Angleterre, il devait faire par écrit au préfet maritime la demande d'un parlementaire; il devait en être de même pour obtenir un aviso, si Napoléon se décidait à partir pour l'Amérique. Sous aucun motif Napoléon ne pouvait débarquer sur le territoire Français, sous peine, pour le commandant du bâtiment,* DE HAUTE TRAHISON. D'après ces nouvelles et impératives instructions, une péniche fut envoyée à l'île de Rhé, pour connaître, par les signaux, le nombre des bâtimens anglais et la position de leurs stations. Ce rapport n'arriva que le 10 et ne fit que redoubler,

dans Napoléon, le supplice de l'irrésolution. Il se décida seulement à faire partir sur un parlementaire, pour l'escadre anglaise, le duc de Rovigo et le comte de Las Cases, les chargeant de s'informer si l'on avait reçu des saufs-conduits, et comment il serait reçu en Angleterre, s'il allait demander l'hospitalité au peuple britannique? A deux heures les deux envoyés revinrent avec cette réponse : Que le commandant de la station anglaise prendrait les ordres de l'amiral, ce qui devait employer trois ou quatre jours. Cette circonstance força donc Napoléon de reprendre les tentatives entretenues, afin de pouvoir se dérober sur un bâtiment léger aux regards de l'ennemi. Cependant *le Bellérophon*, où avaient abordé Rovigo et Las Cases, les suivit et vint mouiller dans la rade des Basques; les stations des deux nations furent dès lors très rapprochées.

En conséquence, le 11, le général Lallemand partit sur une péniche à bord de la corvette *la Bayadère*, pour la rivière de Bordeaux. Les marins de Rochefort répondaient du capitaine. Le 12 seulement, Napoléon apprit par les journaux que le gouvernement royal avait déplacé le gouvernement provisoire, et que les alliés étaient à Paris. Alors, pressé par l'impérieuse nécessité, Napoléon déclara sa volonté d'aller

chercher un refuge sur la croisière anglaise; il fit embarquer ses bagages sur l'*Epervier* et sur *la Sophie*, et retourna à l'île d'Aix, où il voulut attendre le retour du général Lallemand. Son affreuse anxiété fut bientôt portée au comble par l'arrivée de son frère, qui lui confirma toutes les nouvelles de Paris. Joseph lui donna le conseil de prendre à l'instant même un parti quelconque, avant que le nouveau ministère, à la tête duquel se trouvaient Talleyrand et Fouché, ne fît mettre un embargo sur les bâtimens de l'Etat, et ne lui enlevât tout moyen de salut. Dans le même moment Lallemand revint de sa mission : *la Bayadère* se mettait aux ordres de Napoléon. La rivière de Bordeaux n'était point surveillée: il y avait de plus en partance un bâtiment américain sur lequel on pouvait tromper la croisière. Mais d'un autre côté, le drapeau blanc flottait déjà sur les forts de la route à parcourir par terre. Il fallait faire quatre lieues de la Tremblaye à Royan, pour éviter le passage de Maumusson; tel fut le rapport du général Lallemand. Malgré le péril du trajet par terre, ce parti était encore le meilleur. Mais l'idée affreuse et révoltante de pouvoir être arrêté par une patrouille, traduit sur-le-champ à une commission militaire ou à un tribunal prévotal, comme ayant remis

le pied sur le continent français, contre les instructions récemment envoyées, souleva l'ame de Napoléon; et, après avoir reçu les adieux de son frère Joseph, qui s'embarqua à Rochefort pour l'Amérique, il se décida à partir, dans la nuit du 13 au 14, sur un bâtiment neutre danois, avec Bertrand, Rovigo, Lallemand et Gourgaud. Un incident domestique fit changer tout-à-coup cette salutaire résolution. Mêmes difficultés avaient eu lieu le 13 au soir pour s'embarquer sur des chasse-marées.

On était au 14 : le temps pressait; Napoléon décida enfin que Las Cases et Lallemand se rendraient en parlementaire à la station anglaise, pour y chercher la réponse aux ouvertures faites le 10. Le capitaine Maitland, commandant *le Bellérophon,* leur dit: « qu'il attendait à chaque minute « les ordres relatifs aux saufs-conduits, mais que « si l'Empereur voulait, dès cet instant, s'em- « barquer pour l'Angleterre, il était autorisé à « l'y conduire et à le traiter avec tout le res- « pect et les égards dus au rang qu'il avait oc- « cupé. » Le capitaine ajouta : « que, d'après son « opinion privée, et plusieurs autres capitaines « présens se joignirent à lui, on ne pouvait dou- « ter que Napoléon ne trouvât un accueil favo- « rable en Angleterre; que dans ce pays le prince

« et les ministres n'exerçaient pas le pouvoir ar-
« bitraire du continent; que le peuple anglais
« avait une générosité de sentimens et une libé-
« ralité d'opinions supérieures à la souveraineté
« même. » Ces protestations cachaient la plus odieuse duplicité et n'étaient que des subterfuges pour attirer la noble victime dans le piége; en effet, le capitaine qui osait prodiguer ces explications rassurantes, avait reçu, dès le 7 juillet, de la part de lord Keith, et par l'entremise de sir Henri Hotham, l'injonction de redoubler de vigilance pour intercepter Bonaparte. « S'il
« vient à être pris, écrivait l'amiral, il doit m'être
« amené dans cette baie (Plymouth), parce que
« j'ai des ordres pour disposer de sa personne. »
Une autre lettre, en date du 8, écrite au capitaine, en renouvelant l'injonction de redoubler de vigilance afin de s'emparer de l'Empereur, portait : « Si vous êtes assez heureux pour l'inter-
« cepter, vous devez le transférer, avec sa fa-
« mille, sur le vaisseau que vous commandez,
« l'y tenir sous bonne et sûre garde, revenir en
« toute diligence au port le plus voisin d'Angle-
« terre; interdire, à votre arrivée, toute com-
« munication avec la terre, et garder le plus
« profond secret sur toute l'affaire, jusqu'à ce que
« vous receviez des ordres ultérieurs de l'ami-

« rauté. » Trop élevé au-dessus des lâches détours auxquels s'abaissait le ministre des volontés de lord Keith, avide de saisir sa proie, Napoléon, persuadé, d'ailleurs, par le sentiment unanime de ses compagnons, qui ne pouvaient soupçonner une telle déloyauté, accepta l'hospitalité du *Bellérophon* avec une noble confiance. Ce sentiment éclate au plus haut degré dans ce qu'il fit écrire au capitaine Maitland par le grand-maréchal, et plus encore dans la lettre suivante dont il chargea le général Gourgaud pour le prince régent d'Angleterre :

« ALTESSE ROYALE,

« En butte aux factions qui divisent mon pays « et à l'inimitié des plus grandes puissances de « l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique, et « je viens, comme Thémistocle, m'asseoir au foyer « du peuple britannique. Je me mets sous la pro- « tection de ses lois, que je réclame de V. A. R. « comme du plus puissant, du plus constant, et « du plus généreux de mes ennemis.

« Rochefort, 13 juillet 1815.

« NAPOLÉON. »

Digitized by Google

BIBLIOTECA NAZIONALE VITTORIO EMANUELE III NAPOLI

Couché del et sc.

[illegible]

Publié par Amb.ᵉ Dupont et C.ⁱᵉ Rue Vivienne N.° 16

Digitized by Google

Malgré la convention faite avec le capitaine Maitland, que Gourgaud aurait toutes les facilités pour remplir son message, et remettre à son Altesse Royale la lettre dont il était porteur, cet officier, expédié à Plymouth sur la corvette *le Slaney*, à bord de laquelle il fut toujours considéré comme parlementaire, reçut de l'amiral Keith la défense de débarquer, et ne put obtenir aucun moyen de communication directe avec le prince.

Le 15, Napoléon se rendit à bord de l'*Épervier;* mais avant d'y monter il dit au général Becker ces belles paroles qui rappellent celles de Crassus à ses soldats : « *Retirez-vous, général; je ne veux pas qu'on puisse croire qu'un Français soit venu me livrer à mes ennemis.* » Avant ce moment, Napoléon avait remis à cet officier une copie de sa lettre au prince régent, en ajoutant :

« Puisque je suis un obstacle à la paix de l'Eu-
« rope, je ne puis lui donner une plus grande
« preuve de ma condescendance à ses désirs,
« qu'en me livrant à la puissance qui dirige la
« politique du continent.

« C'est à la postérité qu'appartient désormais
« le jugement de la conduite des souverains en-
« vers la France. En continuant la spoliation de

« notre patrie, ils seront condamnés par leurs « propres manifestes; et les monumens historiques que ces grandes catastrophes transmettront « aux générations à venir, fixeront l'opinion des « siècles futurs sur la grandeur de mes entreprises.

« Que la paix de l'Europe devienne donc le « prix de ma renonciation au trône de France! « Que l'empereur Alexandre soutienne le caractère de grandeur et de magnanimité qui le « distingue dans les circonstances mémorables de « son règne : qu'il n'oublie pas que dans la situation où se trouve l'Europe, le repos de la « Russie dépend de la conservation de l'ancienne « France. Enfin, que les souverains qui règlent « maintenant le sort des nations remplissent leurs « engagemens, et mes vœux seront remplis. »

L'*Epervier* l'eut bientôt transporté à bord du vaisseau amiral de la station. En mettant le pied sur *le Bellérophon*, Napoléon dit au capitaine : « Je viens à votre bord me mettre sous la protection des lois d'Angleterre. »

Vers les trois heures, l'amiral Hotham arriva au mouillage sur *le Superbe*, de 74. Il rendit visite à Napoléon, et le pria de venir le lendemain visiter son vaisseau; Napoléon y déjeûna avec toute sa suite. Mais avant de descendre du *Bel-*

lérophon, il s'arrêta sur le pont, où était rangée la garnison, et lui fit faire l'exercice. Le séjour sur *le Bellérophon* se prolongea neuf jours, en raison des calmes et des vents contraires. Napoléon y fut l'objet d'un respect aussi constant que l'admiration de l'équipage. Enfin, le 24, le vaisseau jeta l'ancre dans la rade de Torbay. Là revint Gourgaud, porteur de la fatale nouvelle du refus qu'il avait éprouvé. Il avait dû se dessaisir de la lettre au prince régent; cet augure était funeste. Napoléon n'eut pour distraction du chagrin qu'il ressentit que les acclamations publiques. Aussitôt que l'on eut appris sa présence à bord du *Bellérophon*, la mer se couvrit d'embarcations, et les cris d'enthousiasme qui s'élevèrent de ces bâtimens furent si unanimes, que le capitaine parut craindre l'enlèvement de son hôte, et ordonna de repousser ces canots à coups d'avirons. Deux jours après, il reçut l'ordre d'appareiller pour Plymouth. Là, seulement, le gouvernement britannique devait faire connaître sa décision sur la demande de Napoléon.

A Plymouth, l'affluence devint bien plus considérable qu'à Torbay. Les journaux avaient averti l'Angleterre de l'arrivée de Napoléon; la population sembla se porter tout entière à Torbay pour voir, pour honorer le grand homme du siècle. Les

routes étaient couvertes de voitures : la mer disparaissait sous les barques innombrables qui couvraient la rade; elles luttaient de rapidité et d'adresse pour approcher *le Bellérophon*. A l'heure où Napoléon paraissait sur le pont, toute cette foule le saluait, restait la tête découverte, et agitant ses chapeaux, remplissait l'air d'acclamations. Napoléon contemplait avec émotion ce respect, cet intérêt universel du peuple britannique : il voyait qu'en Angleterre aussi, il avait la popularité de la gloire, et que le malheur le mettait en paix avec ce grand pays. L'accueil triomphal qu'il recevait dans le premier port de la Grande-Bretagne, devait être pour lui le présage assuré d'une généreuse hospitalité. Mais le peuple anglais ne fut pas consulté par son gouvernement, et bientôt *le Bellérophon* s'entoura de canots armés qui repoussèrent les spectateurs à coups de fusil. Quelques anglais périrent dans les flots, par suite de la brutalité avec laquelle on exécutait l'ordre d'isoler *le Bellérophon*. Une pareille violence, exercée tout à coup contre ceux qui venaient l'honorer, dut révéler à Napoléon le secret de sa captivité; d'ailleurs, il n'avait pas reçu dans la rade de Plymouth, à son arrivée, la visite de l'amiral Keith, comme il avait reçu au mouillage de Rochefort celle de l'amiral Hotham. Cepen-

dant les Anglais ignoraient l'arrêt porté par leur ministère; ils étaient encore trompés à Plymouth, comme Napoléon l'avait été à Torbay. Ils conservaient toujours l'espoir que le condamné de la fortune n'avait plus rien à craindre des hommes : ils se trompaient. Le 30 juillet, lord Keith se rendit à bord du *Bellérophon* avec le chevalier Banbury, sous-secrétaire d'État. Admis en présence de Napoléon, ils lui remirent une pièce ministérielle où on lisait :

« ...Il ne peut convenir ni à nos devoirs envers « notre pays, ni à nos alliés, que le général Bona- « parte conserve le moyen de troubler de nouveau « la paix du continent. L'île de Sainte-Hélène a été « choisie pour sa future résidence. *Le climat est « sain*, et la situation locale permettra qu'on l'y « traite avec plus d'indulgence qu'on ne le pour- « rait faire ailleurs, *vu les précautions indispen- « sables qu'on serait obligé d'employer pour s'as- « surer de sa personne...* »

A cette nouvelle, Napoléon opposa les plus énergiques réclamations. Dans le premier moment, il paraissait décidé à mourir au milieu des efforts de sa résistance, plutôt que d'obéir à un arrêt si cruel. « L'idée seule de Sainte-Hélène, disait-il, « me fait horreur! Être relégué pour toute sa vie « dans une île entre les tropiques, à une distance

« immense de tout continent, privé de toute com-
« munication avec le monde, et de tout ce qu'il
« renferme de cher à mon cœur ! C'est pis que la
« cage de Tamerlan ! Autant aurait valu signer
« tout de suite mon arrêt de mort. » Mais on fut sourd à ces justes plaintes ; la mesure était irrévocablement arrêtée : si Napoléon résistait, les satellites du ministère anglais avaient reçu l'ordre de porter les mains sur lui. L'illustre captif sentit qu'il ne devait pas se commettre à de pareils ennemis ; et c'est alors que, du haut de sa raison, il adressa à lord Keith cette lettre qui n'a point d'égale dans l'histoire des plus grandes victimes de l'inconstance de la fortune :

« Je proteste solennellement ici, à la face du
« ciel et des hommes, contre la violence qui m'est
« faite, contre la violation de mes droits les plus
« sacrés, en disposant par la force de ma per-
« sonne et de ma liberté. Je suis venu librement à
« bord du *Bellérophon*. Je ne suis pas prisonnier,
« je suis l'hôte de l'Angleterre. J'y suis venu à
« l'instigation même du capitaine, qui a dit avoir
« des ordres du gouvernement de me recevoir et
« de me conduire en Angleterre avec ma suite, si
« cela m'était agréable. Je me suis présenté de
« bonne foi, pour venir me mettre sous la protec-
« tion des lois d'Angleterre. Aussitôt assis à bord

« du *Bellérophon*, je fus sur le foyer du peuple « britannique. Si le gouvernement, en donnant « des ordres au capitaine du *Bellérophon* de me « recevoir ainsi que ma suite, n'a voulu que me « tendre une embûche, il a forfait à l'honneur et « flétri son pavillon. Si cet acte se consommait, ce « serait en vain que les Anglais voudraient parler « désormais de leur loyauté, de leurs lois et de « leur liberté. La foi britannique se trouvera per- « due dans l'hospitalité du *Bellérophon*. J'en ap- « pelle à l'histoire : elle dira qu'un ennemi, qui fit « vingt ans la guerre au peuple anglais, vint libre- « ment dans son infortune chercher un asile sous « ses lois. Quelle plus éclatante preuve pouvait-il « lui donner de son estime et de sa confiance? « Mais comment répondit-on en Angleterre à une « telle magnanimité? On feignit de tendre une main « hospitalière à cet ennemi; et quand il se fut livré « de bonne foi, on l'immola!

« NAPOLÉON.

« A bord du *Bellérophon*, à la mer. »

Ainsi Napoléon s'était tout-à-coup vu enlever à l'Europe et à la bienveillance publique du peuple anglais par un arrêt clandestin. A cette époque,

il s'était formé, parmi les officiers de Napoléon, un projet qu'on pourrait bien appeler la conspiration du désespoir. La grande salle du vaisseau était tapissée d'armes suspendues; il y en avait à peu près pour cinquante personnes. Les braves qui avaient survécu à tant de batailles, et surmonté tant d'obstacles réputés insurmontables, s'élançant tous ensemble jusqu'au capitaine, et s'emparant des armes, auraient fait main basse sur les premiers qui eussent voulu leur résister, et se seraient rendus maîtres du vaisseau; dans le cas où la victoire leur eût paru impossible à espérer, ils devaient faire sauter les poudres et s'ensevelir avec l'Empereur dans le naufrage commun. Napoléon parut adopter d'abord ce hardi complot, mais sa raison ne tarda point à le rejeter. « Les Anglais, dit-il, feront un hourra sur « moi; ils m'enlèveront malgré vous et malgré « moi, et j'aurai la douleur de vous voir tous « périr sans pouvoir vous défendre. Loin de moi « cet affreux spectacle; il me poursuivrait jus- « qu'à mon dernier soupir. »

Le 4 août l'on appareilla, et *le Bellérophon*, qui n'était point équipé pour une course lointaine, croisa vers l'est dans la Manche, en attendant que *le Northumberland*, destiné à l'expédition de Sainte-Hélène, fût prêt à recevoir

le captif européen. Ce bâtiment était à Portsmouth.

Le 6, *le Bellérophon*, au lieu d'aller attendre *le Northumberland* dans l'excellente rade de Torbay, mouilla à côté dans la mauvaise baie de Starpoint, où parut bientôt le vaisseau de l'exil, escorté de deux frégates, chargées de troupes, destinées à former la garnison de Sainte-Hélène. Cette escadre était sous les ordres de l'amiral Cokburn. Un incident fort singulier avait déterminé le brusque départ de Plymouth. L'amiral Keith prétendit avoir été averti par le télégraphe qu'un officier public était parti de Londres, avec un ordre d'*habeas corpus*, pour réclamer la personne de Napoléon; cet homme se présenta effectivement dans la journée du 4 août. On l'aperçut de loin; lord Keith, pour l'esquiver, se vit contraint d'abandonner son vaisseau, de gagner un autre bâtiment, et définitivement de mettre en mer, après avoir pris toutes les précautions pour défendre les approches du *Bellérophon*, et empêcher qu'aucun acte ne fût notifié au capitaine. Lord Keith tremblait que son prisonnier n'échappât à la proscription, en se trouvant tout-à-coup placé sous la protection des lois anglaises, qu'il était venu implorer. C'eût été un spectacle d'un intérêt bien extraordinaire pour la ville de Londres, de voir Napoléon conduit

en prison par un shériff, et rentré tout-à-coup sous l'empire de la loi commune pour se soustraire à la sentence illégale et despotique que le congrès de Vienne, transplanté à Paris, venait d'improviser contre lui. On s'empressa d'autant plus d'enlever à Napoléon cet étrange moyen de salut, que rien n'aurait pu, ni à Torbay ni à Plymouth, empêcher l'officier public de faire son devoir.

Les amiraux Keith et Cockburn se rendirent à bord du *Bellérophon*, et remirent à Napoléon un extrait de leurs instructions : « Napoléon et sa « suite doivent être désarmés. L'amiral Cockburn « fera la visite des meubles, et saisira les diamans, « l'argent, les valeurs, afin de l'empêcher d'en « faire un instrument d'évasion. Ces sommes se- « ront administrées pour subvenir à ses besoins. » Le cas de mort était prévu. « Le général (c'est le « nom affecté à Napoléon) peut disposer de ses « biens par testament. Le général sera mis en pri- « son s'il essaie de s'évader. Toutes ses lettres et « celles de ses compagnons seront lues par le gou- « verneur... » On permettait aux généraux Bertrand, Montholon, Gourgaud et au chambellan Las Cases de suivre la victime; les généraux Savary, duc de Rovigo, et Lallemand, tous deux condamnés à mort, étaient exclus du nombre de ses compagnons d'infortune. Jamais en Europe,

depuis sa civilisation, jamais outrages plus odieux n'ont souillé la politique d'un gouvernement. La peur qu'inspirait Napoléon à ses ennemis le poursuivait jusque dans son exil, et la haine britannique ne croyait pas pouvoir prendre trop de précautions pour se tranquilliser elle-même, et rassurer ses magnanimes alliés.

Le 2 août, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Prusse et la Russie, avaient signé cette convention :

« Napoléon Bonaparte étant *au pouvoir des souverains alliés*, LL. MM. les rois, etc., et les « empereurs, etc., ont agréé, en vertu des stipu- « lations du traité du 25 mars 1815, sur les me- « sures les plus propres à rendre impossible toute « entreprise de sa part contre le repos de l'Eu- « rope :

« Art. 1er. Napoléon Bonaparte *est considéré* « par les puissances qui ont signé le traité du 20 « mars dernier, *comme leur prisonnier*.

« 2. Sa garde est spécialement confiée au gou- « vernement britannique. Le choix de la place et « des mesures qui peuvent le mieux assurer l'ob- « jet de la présente stipulation, est réservé à « S. M. britannique.

« 3. Les Cours impériales d'Autriche et de « Russie, et la Cour royale de Prusse, nomme-

« ront des commissaires pour se rendre et ha-
« biter dans la place que le gouvernement de
« S. M. britannique aura assignée pour la ré-
« sidence de Napoléon Bonaparte, et qui, sans
« être responsables de sa garde, s'assureront de
« sa présence.

« 4. S. M. Louis XVIII est invitée, au nom
« des quatre Cours ci-dessus mentionnées, d'en-
« voyer pareillement un commissaire français au
« lieu de la détention de Napoléon Bonaparte.

« 5. S. M. le roi du royaume uni de la Grande-
« Bretagne et de l'Irlande, s'oblige à remplir les
« engagemens qui lui sont assignés par la pré-
« sente convention.

« 6. La présente convention sera ratifiée, etc. »

On doit remarquer à cet égard la promptitude avec laquelle la sentence fut exécutée. L'amiral Keith, accompagné du contre-amiral Cockburn, vint la signifier à Napoléon sur le *Bellérophon*, dans la rade de Starpoint, le 6 août. Le lendemain, à deux heures après midi, Napoléon dut quitter la trompeuse hospitalité du *Bellérophon*, pour la prison du *Northumberland*. Là, le ton de ses gardiens ou de ses geoliers changea : ils affectaient de se couvrir devant lui et de nommer seulement général le souverain dont lord Castlereagh lui-même avait, l'année précédente, reconnu la qua-

lité d'empereur dans la négociation de Châtillon.

Cette époque sera connue dans l'histoire sous le nom d'*époque des violations*. Les violations de la capitulation de Dresde, de celle de Dantzick et de la convention de Paris, étaient des présages assez certains de la violation d'un droit non moins sacré dans la personne de Napoléon; mais il ne put s'abaisser jusqu'à croire que son infortune et sa confiance ne seraient pas respectées par le gouvernement d'un grand peuple; il se trompait, comme Alexandre ou César se seraient trompés en pareil cas. Le 10, l'escadre fit voile pour Madère; le 11, Napoléon, dans son cabinet, disait à Gourgaud : « J'aurais fait mieux « de ne pas quitter l'Egypte, j'aurais pu m'y main- « tenir. L'Arabie attend un homme; avec les Fran- « çais en réserve, les Arabes et les Egyptiens « comme auxiliaires, je me serais rendu maître « de l'Inde, et j'aurais dominé l'Orient. » Le 15, jour de sa fête, qui fut célébrée sur le vaisseau, Napoléon ne put s'empêcher de jeter un regard sur les époques précédentes de cette solennité annuelle, et de laisser échapper ces tristes paroles dans le sein de l'amitié : « Quelle « différence avec ce que nous avons vu, quand la « France entière était dans l'allégresse! »

Le 17 août, le *Northumberland* passa en vue

du cap la Hogue. C'est là que Napoléon salua pour la dernière fois la France, par ces mots dignes de lui : « Adieu, adieu, terre des braves! adieu, « chère France! Quelques traîtres de moins, et « tu serais encore la grande nation et la maîtresse « du monde. » C'était dans la profonde conviction de cette vérité, que ses implacables et lâches adversaires le déportaient à Sainte-Hélène.

Le 24 on s'arrêta à Madère; le lendemain on fit voile pour Sainte-Hélène. Pendant une si longue navigation, Napoléon, toujours semblable à lui-même, ne se démentit pas un moment. Pour les siens il était toujours l'Empereur; pour les Anglais, l'un des premiers capitaines, et l'un des plus grands hommes du monde. L'admiration inspirée à l'équipage par Napoléon était telle, que l'amiral Cockburn craignit de le voir devenir maître du vaisseau; le même officier, convaincu du vide que l'illustre captif laissait en Europe, et prévoyant le besoin que sa patrie pourrait en avoir plus tard, disait quelquefois : « Peut-être un jour une escadre « anglaise ramènera Napoléon en Europe. » Ce mot avait de la portée; en effet, si Napoléon eût survécu à son infortune, la Grande-Bretagne ne l'aurait pas laissé à Sainte-Hélène; et aujourd'hui nul doute qu'elle ne le rappelât au secours de sa puissance ébranlée. Les vents furent favorables à la

vengeance des rois : le 14 octobre, Napoléon aperçut le rocher qu'il allait habiter; le 15, l'escadre jeta l'ancre à midi, et l'on resta en panne. En regardant Sainte-Hélène de plus près, Napoléon ne put s'empêcher de dire à ses amis : « Ce n'est pas un beau séjour; j'aurais mieux fait « de rester en Egypte, je serais aujourd'hui em- « pereur de tout l'Orient. » Le 17, à sept heures et demie, cent onze jours après son départ de Paris, l'Empereur descendit à terre avec le maréchal Bertrand et l'amiral anglais.

FIN DU LIVRE DIX-SEPTIÈME.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

Napoléon à Sainte-Hélène.

CHAPITRE PREMIER.

ÉTABLISSEMENT DE NAPOLÉON A SAINTE-HÉLÈNE. — SA VIE. — LE GOUVERNEUR HUDSON-LOWE. — SA TYRANNIE ENVERS LE PRISONNIER.

1815 à 1821.

Le généreux équipage du *Bellérophon* avait vu avec douleur Napoléon passer, au milieu des hommages du peuple britannique, sous les verroux du *Northumberland*. L'équipage de ce dernier vaisseau, non moins sensible à une infortune si auguste, ne vit pas, sans frémir, le héros du siècle toucher sur le sol qui devait le dévorer. Le silence, les larmes des officiers, des matelots, de la

Digitized by Google

toucher sur le sol qui devait le dévorer. Le silence, les larmes des officiers, des matelots, de la

Digitized by Google

[illegible] A St[e] HÉLÈNE.

BIBLIOTECA NAZIONALE VITTORIO EMANUELE III NAPOLI

Digitized by Google

garnison du bord, adieux muets et prophétiques, honorèrent les Anglais et la victime de leur affreux gouvernement. Sur *le Northumberland*, Napoléon venait de passer ses trois derniers mois d'Europe; un canot le jeta tout-à-coup en Afrique; il descendit dans une auberge. Le lendemain, accompagné de l'amiral Cockburn et du général Bertrand, il alla voir, à trois lieues de la ville, la maison de Longwood, qui lui était destinée. Au retour, il s'arrêta à une maison de campagne nommée les Briars (les Ronces), et il désira s'établir, le jour même, dans un petit pavillon dépendant de la maison de M. Balcombe, plutôt que de passer une autre nuit dans l'auberge, où, gardé à vue, il avait pu regretter la liberté du *Northumberland*. Le pavillon de Briars ne formait qu'une pièce au rez-de-chaussée, surmontée d'un grenier; il n'était nullement préparé pour y recevoir un tel hôte; mais l'air au moins y était libre, et quelques arbres l'ombrageaient.

Ce lieu, où Napoléon fit établir son lit de camp, devint tout à la fois la chambre à coucher, le salon, la salle à manger et le cabinet de travail. Las-Cases et son fils Emmanuel s'établirent dans le comble, au-dessus de Napoléon. Aux environs, et jusqu'à deux milles de distance, furent dispersés M. et Mme Bertrand; M. et Mme de Montho-

lon, avec leurs enfans ; le général Gourgaud, et les serviteurs de Napoléon. A l'entour, et au plus près, sont les sentinelles, les corps-de-garde, les postes : il faut avoir affaire à chacun d'eux pour aborder Napoléon, pour lui porter ses vêtemens, son linge, ses alimens. Le ministère anglais a fait, du pic de Sainte-Hélène, un ponton commandé par sir George Cockburn ; cependant le captif ne paraît pas encore condamné à une mort lente et inévitable ; il est seulement retenu à Sainte-Hélène, comme coupable du crime de haute confiance envers le prince régent d'Angleterre ; on ne le traite encore que comme un grand prisonnier d'Etat. Il a d'ailleurs, pour compensations, les soins de la famille de l'honnête et sensible M. Balcombe qui lui prodigue tous les égards compatibles avec la surveillance sévère, quoique mesurée, de l'amiral. Mais quand les commissaires des princes chrétiens seront arrivés et réunis autour du geolier de la Sainte-Alliance, alors l'affreuse nature qui a élevé les roes arides de Sainte-Hélène au milieu des abîmes de la mer et des précipices, au sein d'une atmosphère pestilentielle, ne sera plus qu'un faible auxiliaire de l'exécrable tyrannie qui doit attacher l'immortalité du crime au nom de sir Hudson-Lowe. En attendant un supplice que n'eût deviné aucun des poètes qui ont

chanté le Tartare, que n'a retracé aucun des historiens qui ont transmis de grandes infortunes, Napoléon, qu'on n'a jamais abordé, même sur *le Bellérophon*, que par l'intermédiaire de ses compagnons, voit tout-à-coup entrer brusquement dans sa chambre le capitaine du *Redpol*, qui retourne en Europe, et il lui remet la note suivante, que Las-Cases écrit sous sa dictée rapide :

Note. « L'Empereur désire, par le retour du prochain vaisseau, avoir des nouvelles de sa femme et de son fils, et savoir si celui-ci vit encore. Il profite de cette occasion pour réitérer et faire parvenir au gouvernement britannique, les protestations qu'il a déjà faites contre les étranges mesures adoptées contre lui :

« 1° Le gouvernement l'a déclaré prisonnier de guerre. L'Empereur n'est point prisonnier de guerre : sa lettre écrite au prince régent, et communiquée au capitaine Maitland, avant de se rendre à bord du *Bellérophon*, prouve assez, au monde entier, les dispositions et la confiance qui l'ont conduit librement sous le pavillon anglais.

« L'Empereur eût pu ne sortir de France que par des stipulations qui eussent prononcé sur ce qui était relatif à sa personne; mais il a dédaigné

de mêler des intérêts personnels avec les grands intérêts dont il avait constamment l'esprit occupé. Il eût pu se mettre à la disposition de l'empereur Alexandre, qui avait été son ami, ou de l'empereur François, qui était son beau-père; mais, plein de confiance dans la nation anglaise, il n'a voulu d'autre protection que les lois; et, renonçant aux affaires publiques, il n'a cherché d'autre pays que les lieux qui étaient gouvernés par des lois fixes, indépendantes des volontés particulières.

« 2° Si l'Empereur eût été prisonnier de guerre, les droits des nations civilisées sur un prisonnier de guerre sont bornés par le droit des gens, et finissent d'ailleurs avec la guerre même.

« 3° Le gouvernement anglais considérant l'Empereur, même arbitrairement, comme prisonnier de guerre, son droit se trouvait alors borné par le droit public; ou bien il pouvait, comme il n'y avait point de cartel entre les deux nations dans la guerre actuelle, adopter, vis-à-vis de lui, les principes des sauvages, qui donnent la mort à leurs prisonniers. Ce droit eût été plus humain, plus conforme à la justice, que celui de le porter sur cet affreux rocher : la mort, qui lui eût été donnée à bord du *Bellérophon*, en rade de Plymouth, eût été un bienfait en comparaison.

« Nous avons parcouru les contrées les plus infortunées de l'Europe; aucune ne saurait être comparée à cet aride rocher. Privé de tout ce qui peut rendre la vie supportable, il est propre à renouveler, à chaque instant, les angoisses de la mort. Les premiers principes de la morale chrétienne, et ce grand devoir imposé à l'homme de suivre sa destinée quelle qu'elle soit, peuvent l'empêcher de mettre lui-même un terme à une si horrible existence : l'Empereur met de la gloire à demeurer au-dessus d'elle; mais si le gouvernement britannique devait persister dans ses violences envers lui, il regarde comme un bienfait qu'il lui fasse donner la mort. »

Le capitaine Desmont part avec cette note, qui aura le sort de la sublime protestation du *Bellérophon*. Napoléon n'en doute pas, et, n'espérant plus rien de la générosité du gouvernement anglais, il continue à se réfugier avec calme dans le souvenir de sa vie passée. En effet, le jour même de l'arrivée à Briars, le lendemain de son débarquement, il s'était occupé à dicter à Las-Cases la campagne d'Italie, à Bertrand celle d'Egypte. Fidèle à ses engagemens, il aura le courage d'accomplir à Sainte-Hélène, autant que le lui permettront ses forces, la promesse de l'île

d'Elbe : *J'écrirai les grandes choses que nous avons faites.* Les généraux Montholon et Gourgaud furent appelés aussi alternativement pour écrire sous sa dictée. Ne pouvant plus tenir l'épée, chacun d'eux se voyait réduit, comme le héros, à tenir la plume; mais c'était servir encore la France et Napoléon, que de retracer la gloire des campagnes d'Italie et d'Égypte, la grandeur du consulat et celle de l'empire.

Quinze jours s'étaient à peine écoulés depuis le débarquement à Sainte-Hélène, que le climat avait déjà attaqué la santé de Napoléon. L'exercice du cheval lui était nécessaire : mais comme il ne put obtenir de l'amiral, qui faisait les fonctions de gouverneur *par intérim*, de n'être pas surveillé dans ses courtes promenades par un officier anglais, il renvoya ses chevaux. Malgré ses premières douleurs physiques et morales, que renouvelait chaque incident de ses longues journées, Napoléon disait à ses compagnons : « Notre situation peut même avoir des attraits. « L'univers nous contemple; nous demeurons « les martyrs d'une cause immortelle. Des mil- « lions d'hommes nous pleurent. La patrie sou- « pire et la gloire est en deuil. Nous luttons ici « contre l'oppression des dieux, et les vœux des « nations sont pour nous... Mes véritables souf-

« frances ne sont point ici. Si je ne considérais « que moi, peut-être aurais-je à me réjouir. Les « malheurs ont aussi leur héroïsme et leur gloire. « *L'adversité manquait à ma carrière.* Si je « fusse mort sur le trône, dans les nuages de « ma toute-puissance, je serais demeuré un pro- « blème pour bien des gens. Aujourd'hui, grâce « au malheur, on pourra me juger à nu... »

Un autre jour il leur disait : « A quel infame « traitement ils nous ont réservés! Ce sont les « angoisses de la mort! A l'injustice, à la vio- « lence, ils joignent l'outrage et les supplices « prolongés. Si je leur étais si nuisible, que ne se « défaisaient-ils de moi? Quelques balles dans le « cœur ou dans la tête auraient suffi. Il y eût eu « au moins quelque énergie dans ce crime. Si ce « n'était vous autres, vos femmes surtout, je ne « voudrais recevoir ici que la ration d'un simple « soldat. Comment les souverains de l'Europe « peuvent-ils laisser polluer en moi ce caractère « sacré de la souveraineté? Ne voient-ils pas « qu'ils se tuent de leurs propres mains à Sainte- « Hélène? Je suis entré vainqueur dans leurs ca- « pitales; si j'y eusse apporté les mêmes senti- « mens, que seraient-ils devenus? Ils m'ont tous « appelé leur frère; je l'étais devenu par le choix « des peuples, la sanction de la victoire, le ca-

« ractère de la religion, les alliances de leur po-
« litique et de leur sang..... Faites vos plaintes,
« Messieurs, que l'Europe les connaisse et s'en
« indigne! Les miennes sont au-dessous de ma
« dignité et de mon caractère. J'ordonne, ou je
« me tais. »

Le 10 décembre, après un séjour d'environ deux mois dans le pavillon de Briars, Napoléon alla prendre possession de son dernier asile. Il existe dans l'île d'heureuses positions offrant de grands arbres, des jardins, et d'autres belles habitations; entre autres, *Plantation-House*. Des ordres barbares, venus de Londres, ne permirent pas à Napoléon de s'y établir; on préféra pour lui *Longwood*, maison de campagne du sous-gouverneur, jadis construite pour servir de grange à la Compagnie des Indes, et assise sur un plateau élevé de deux mille pieds au-dessus du niveau de la mer, sans cesse battu par des vents impétueux, par des pluies violentes, qui durent plus de la moitié de l'année, et presque toujours couvert de nuages épais d'où s'échappent parfois les rayons d'un soleil dévorant. Des rochers à pic, séparés par de profonds abîmes, des montagnes escarpées et arides, terminent l'horizon de ce théâtre d'une ancienne convulsion de la nature. On éprouve à Longwood les plus éton-

nantes variations atmosphériques; en moins d'une heure de temps on passe de la zone glaciale à la zone torride; là règnent toute l'année des dyssenteries, des hépatites aiguës et chroniques, affections presque toujours mortelles, et souvent si promptes, si terribles, qu'un instant suffit pour porter le désordre dans l'économie animale, et détruire la puissance des remèdes les plus efficaces. La population n'offre point d'exemple de longévité; même, pour un indigène, le terme de quarante-cinq ans est le dernier période de la vie commune, vérité attestée par les registres de l'état civil. Voilà désormais la retraite du dominateur de l'Europe, et le cimetière où il doit laisser sa cendre; aussi Napoléon disait: « *Ce pays est mortel. Partout où les fleurs sont étiolées, l'homme ne peut pas vivre. Ce calcul n'a point échappé aux élèves de Pitt. Transformer l'air en instrument de meurtre,* disait encore Napoléon, *cette idée n'était pas venue au plus farouche de nos proconsuls; elle ne pouvait germer que sur les bords de la Tamise.* »

La maison de Longwood se compose de vingt petites pièces, presque toutes construites en bois. Pendant neuf mois, l'humidité en moisit les cloisons, et pendant les trois autres, où le soleil des tropiques frappe d'aplomb cette demeure, on y

respire l'odeur infecte du goudron dont elle est enduite. Napoléon habite une seule pièce tendue en nankin brun, encadré dans du papier vert; deux fenêtres de cette pièce s'ouvrent sur le camp du 54e régiment, qui le garde; elle a pour décoration quelques portraits du roi de Rome, des deux impératrices, le réveil-matin du grand Frédéric, et le lit de fer d'Austerlitz. Un canapé chargé de livres, quelques chaises, un guéridon sur lequel Napoléon mange seul quelquefois, une commode qui supporte un grand nécessaire et une aiguière d'argent, complètent l'ameublement de la chambre à coucher. Un cabinet de bain est auprès : plus loin un billard et une salle à manger obscure; les officiers de Napoléon sont logés, partie sous le même toit que lui, partie dans des demeures voisines. Ses serviteurs, au nombre de onze, composent sa maison domestique; un homme excellent, un habile médecin, le docteur O'Meara, descendu avec lui du *Northamberland*, attaché d'office à l'illustre captif, s'est dévoué à lui comme un vieux français, et s'applique à adoucir, par ses soins et par son affection, les mesures tyranniques du gouvernement anglais.

Outre le travail important de ses mémoires, à la rédaction desquels Napoléon associait ses compagnons d'infortune, des conversations du

plus haut intérêt avec eux étaient également un des plaisirs favoris de son esprit. C'était un penchant bien naturel dans un homme qui avait occupé le monde pendant vingt années, que d'aimer à planer sur le passé, pour y ressaisir la source, les moyens, les jouissances de sa grandeur, et la justifier, comme s'il parlait à la postérité; mais loin de se concentrer tout entier en lui-même, par suite de cet égoïsme si exclusif dont on accuse ses pareils, Napoléon aimait aussi quelquefois à jeter encore des regards d'aigle sur l'avenir de l'Europe et surtout de la France.

Il parlait un jour de sa chute avec une grande impartialité : « C'est sans raison surtout qu'on « m'a reproché d'avoir employé des nobles et « des émigrés... Ce ne sont point les nobles et « les émigrés qui ont amené la restauration, « mais bien plutôt la restauration qui a ressus- « cité les nobles et les émigrés... Les vrais cou- « pables sont les intrigans de toutes les couleurs « et de toutes les doctrines. Fouché n'est point « un noble; Talleyrand n'est pas un émigré; Au- « gereau et Marmont n'étaient ni l'un ni l'autre... « Le bon M. de Ségur, malgré son âge, m'a fait « offrir de me suivre.... Ce n'est rien de tout « cela qui m'a renversé : mais seulement des ca- « tastrophes imprévues, inouïes, des circonstan-

« ces forcées, cinq cent mille hommes aux portes « de la capitale, une révolution encore toute « fraîche, une crise trop forte pour les têtes fran- « çaises, et surtout une dynastie pas assez an- « cienne. Je me serais relevé du pied des Pyré- « nées même, si seulement j'eusse été mon petit- « fils; et, ce que c'est pourtant que la magie du « passé, bien certainement j'étais l'élu des Fran- « çais. Leur nouveau culte était leur ouvrage; « eh bien, dès que les anciens ont reparu, voyez « avec quelle facilité ils sont retournés aux idoles! « Et comment une autre politique, après tout, « eût-elle pu empêcher ce qui m'a perdu? J'ai « été trahi par Marmont, que je pouvais dire mon « fils, mon enfant, mon ouvrage; lui auquel je « confiais mes destinées en l'envoyant à Paris, au « moment même où il consommait sa trahison et « ma perte! J'ai été trahi par Murat, que de soldat « j'avais fait roi, qui était l'époux de ma sœur. J'ai « été trahi par Berthier, véritable oison que j'avais « fait une espèce d'aigle. J'ai été trahi dans le sénat « précisément par ceux du parti national qui me « doivent tout.... Si un Macdonald, un Valence, « un Montesquiou m'eussent trahi!.... mais ils « m'ont été fidèles. Que si l'on m'objectait la « bêtise de Murat, je répondrais par l'esprit de « Marmont.... »

« Saint-Jean-d'Acre enlevé, disait-il un autre « jour, l'armée française volait à Damas et à Alep. « Elle eût été en un clin d'œil sur l'Euphrate : « les chrétiens de Syrie, les Druses, les chré- « tiens de l'Arménie se fussent joints à elle : les « populations allaient être ébranlées.... J'aurais « atteint Constantinople et les Indes : j'eusse « changé la face du monde. »

Une seule circonstance, peu importante au premier aspect, a interrompu ces grandes destinées; en effet, une connivence coupable, et achetée au poids de l'or, ayant fait sortir du Temple sir Sydney Smith qui passait pour avoir voulu incendier la flotte de Brest, et Philippeaux, ancien camarade de Napoléon à l'Ecole-Militaire, ces deux hommes parvinrent à enlever sur le Nil notre artillerie de siége, et à ravitailler Saint-Jean-d'Acre au moment où cette ville, battue en brèche par l'armée française, allait tomber, malgré la perte que nous avions faite. Qu'un homme vénal fût de moins au pouvoir, qu'un chef de bureau inaccessible à la corruption conservât son emploi, Napoléon donnait à l'Europe et à l'Asie le spectacle d'un Mahomet politique, et renouvelait l'empire de Sésostris ou d'Alexandre.

En avril 1816, après la lecture des papiers

publics, où était vivement retracé l'état déplorable de plusieurs de nos provinces, Napoléon, toujours occupé du sort de la France et du monde, s'écria : « La contre-révolution, même en la lais-« sant aller, doit inévitablement se noyer d'elle-« même dans la révolution. Il suffit à présent de « l'atmosphère des jeunes idées pour étouffer les « vieux féodalistes; car rien ne saurait désor-« mais détruire ou effacer les grands principes de « notre révolution. Ces grandes et belles vérités « doivent demeurer à jamais, tant nous les avons « entrelacées de lustre, de monumens, de pro-« diges : nous en avons lavé les premières souil-« lures dans des flots de gloire; elles seront dé-« sormais immortelles. Sorties de la tribune fran-« çaise, cimentées du sang des batailles, déco-« rées des lauriers de la victoire, saluées des « acclamations des peuples, sanctionnées par les « traités, les alliances des souverains, devenues « familières aux oreilles comme à la bouche des « rois, elles ne sauraient plus rétrograder. Elles « vivent dans la Grande-Bretagne; elles éclairent « l'Amérique; elles sont nationalisées en France. « Voilà le trépied d'où jaillira la lumière du « monde. Elles le régiront, elles seront la foi, la « religion, la morale de tous les peuples; et cette « ère mémorable se rattachera, quoi qu'on en ait

« voulu dire, *à ma personne*, parce que, après « tout, j'ai fait briller le flambeau, consacré les « principes, et qu'aujourd'hui la persécution « achève de m'en rendre le Messie. Ainsi, amis et « ennemis, tous m'en diront le premier soldat, « le grand représentant... »

La lecture des journaux lui inspirait toujours de brillantes et terribles improvisations, qui étaient autant de traits de lumière avec lesquels il semblait éclairer les ténèbres de l'avenir : « Que ré- « sultera-t-il de tout cela? (en parlant de la France « quelques jours après) : deux peuples sur un « même sol, acharnés, irréconciliables, qui se « chamailleront sans relâche et s'extermineront « peut-être! Bientôt la même fureur gagnera toute « l'Europe. L'Europe ne formera bientôt plus que « deux partis ennemis; on ne s'y divisera plus « par peuples et par territoires, mais par couleur « et par opinion; et qui peut dire les crises, la « durée, les détails de tant d'orages? Car l'issue « n'en saurait être douteuse : les lumières et le « siècle ne rétrograderont pas! Quel malheur que « ma chute! J'avais renfermé l'outre des vents : les « baïonnettes l'ont déchirée. Je pouvais marcher « paisiblement à la régénération universelle! Elle « ne s'exécutera désormais qu'à travers des tem- « pêtes! »

Les prophéties contenues dans ces deux morceaux sont empreintes d'une sorte de repentir; il avait raison quand il disait : *l'adversité manquait à ma carrière.* De si nobles, de si hautes vérités ne seraient pas sorties *des nuages de sa toute-puissance;* il les aurait gardées pour lui.

Ces idées sont celles qui l'ont le plus constamment dominé sur la terre de l'exil; elles le poursuivaient comme des vérités qu'il semblait forcé de révéler. Le pic de Sainte-Hélène était devenu pour lui le trépied du destin; il y rendait des oracles sur le monde dont on l'avait banni. Napoléon prédisant, dans les fers de la Sainte-Alliance, le triomphe des idées libérales, n'est pas le moins grand phénomène de sa vie.

«... Les mœurs publiques sont en hausse, et l'on « peut prédire qu'elles s'amélioreront graduelle- « ment partout le globe. La raison humaine, son « développement, celui de nos facultés : voilà « toute la clef sociale, tout le secret du législa- « teur. Il n'y a que ceux qui veulent tromper les « peuples et les gouverner à leur profit, qui peu- « vent vouloir les retenir dans l'ignorance... Le « premier devoir d'un prince est de vouloir ce « que veut le peuple. Il faudra tôt ou tard que « la régénération moderne s'accomplisse : c'est « en vain que les vieilles aristocraties multiplie-

« raient leurs efforts pour s'y opposer. C'est la « roche de Sisyphe qu'elles tiennent élevée au-« dessus de leurs têtes; quelques bras se lasse-« ront, et au premier défaut tout croulera. Le « vieux système est à bout. Le premier souverain « qui, au milieu de la première grande mêlée, em-« brassera de bonne foi la cause des peuples, se « trouvera à la tête de toute l'Europe et pourra « tenter ce qu'il voudra. »

Ce qui suit n'est pas moins remarquable, parce que la raison du grand politique de Sainte-Hélène prévoit et annonce le ministère de M. Canning, sans le nommer.

« Le ministère de Castlereagh passera, et *celui « qui lui succédera, héritier de tant de fautes, « deviendra grand s'il veut seulement ne pas les « continuer.* Tout son génie peut se borner à « laisser faire, à obéir aux vents qui soufflent. « *Au rebours de Castlereagh, il n'a qu'à se « mettre à la tête des idées libérales, au lieu « de se liguer avec le pouvoir absolu, et il re-« cueillera les bénédictions universelles, et tous « les torts de l'Angleterre seront oubliés.* »

Cet oracle extraordinaire était rendu à Sainte-Hélène!.... Peut-être a-t-il donné la mort à Castlereagh, et produit Canning.

En parlant ainsi sur les autres, Napoléon sen-

tait aussi que son propre règne était fini, et que, pour le continuer, il eût dû se mettre à la tête de l'émancipation des peuples. Une telle autorité est imposante sur une pareille question. « *Il fallait vaincre à Moskou!* » disait-il. Il fallait surtout vaincre à Waterloo. L'esprit de ces deux campagnes ne se ressemblait pas : à Moskou, c'était encore pour l'empire du monde qu'il avait les armes à la main; à Waterloo, c'était pour l'indépendance de la patrie. Cette victoire changeait à elle seule tout son système : elle eût amené le 18 *brumaire* de l'Empire.

Le 17 avril 1816, le nouveau gouverneur, sir Hudson-Lowe, fit sa première visite à Longwood. « Il est hideux, dit Napoléon, c'est une « face patibulaire; mais le moral, après tout, peut « raccommoder ce que cette figure a de sinistre. »

C'était une barbarie de la part des ministres anglais d'avoir relégué Napoléon sous le fatal climat de Sainte-Hélène; ce fut un crime d'assigner à l'illustre captif sir Hudson-Lowe pour gardien; l'amiral Cockburn, auquel on donnait un si indigne successeur, avait paru rigide, tracassier, jaloux de son autorité, violent même, mais il possédait un cœur d'homme et son caractère ne manquait pas de générosité. Sir Hudson-Lowe, accoutumé à martyriser les soldats français sur

ces fameux pontons, la honte éternelle de nos voisins, avait un singulier titre d'honneur comme officier : avec deux mille hommes et une bonne artillerie, il s'était laissé forcer, dans l'île inexpugnable de Caprée, par le général Lamarque à la tête de douze cents baïonnettes françaises. Sir Hudson apportait à Sainte-Hélène l'esprit d'un sbire, la surveillance inquiète et tyrannique d'un geolier ombrageux, et les caprices d'un bourreau de Tibère, appliqué à prolonger les supplices pour plaire à son maître; voilà l'instrument des vengeances de lord Bathurst, ce digne ami de Castlereagh; tel était le ministre subalterne dont les commissaires des rois de l'Europe vinrent sanctionner par leur présence la basse tyrannie, le 17 juin, en apportant à Sainte-Hélène le bill relatif à la détention de Napoléon; car le ministère britannique avait osé faire convertir en loi l'acte le plus indigne de porter le nom sacré de *loi*, c'est-à-dire d'une décision conforme aux principes éternels de la justice, au droit des gens et aux conventions qui régissent les rapports des nations entre elles, soit pendant la guerre, soit pendant la paix.

Rien ne fut oublié par le nouveau gouverneur pour torturer sa victime. Le cheval était absolument nécessaire à Napoléon; la surveillance indécente et prochaine qui l'arrêtait à chaque pas le

força de se priver d'un exercice indispensable avec sa constitution et ses habitudes; bientôt même l'espace qu'il parcourait à pied fut tellement circonscrit par les sentinelles multipliées sur son passage, qu'il se vit obligé de renoncer à ses promenades. La transition subite d'une vie laborieuse et agitée à une inaction complète des facultés physiques, suffisait pour porter une atteinte funeste à la constitution du prisonnier. La mauvaise qualité des alimens, la nature de l'eau, qui n'était supportable qu'après avoir subi l'épreuve du feu, des privations de toute espèce, le strict nécessaire à peine assuré, et près de manquer quelquefois, la petitesse et l'incommodité d'une maison malsaine, devaient accroître incessamment le danger. Mais un tempérament robuste et éprouvé, l'énergie d'un grand caractère, pouvaient triompher de tout, même de la funeste influence du climat; sir Lowe eut recours à tous les moyens propres à miner et à décomposer les forces morales du captif. La maison de Longwood fut par le fait mise au secret : on interdit à Napoléon et aux siens toute correspondance avec les habitans de l'île; on entrava les communications avec les officiers et les soldats de la garnison, et particulièrement avec ceux du brave 63e, qui, lui rendant cette espèce de culte qu'un grand capitaine obtiendra toujours

dans le cœur même des guerriers ses ennemis, admiraient et plaignaient Napoléon sans manquer toutefois à aucun de leurs devoirs. Indépendamment de ces vexations journalières, les agens de sir Hudson pénétraient à toute heure dans les appartemens de Longwood; les occupations, l'état de maladie, le sommeil même si nécessaire au prisonnier, ne suspendaient point ces visites réitérées. Ce n'est pas tout; la haine du cabinet britannique avait interdit d'avance à Napoléon la possibilité de recevoir des nouvelles de sa mère, de sa femme, de ses frères et de son fils! Leurs lettres, si on en laissait passer quelques unes, ne lui parvenaient qu'après avoir été décachetées et lues par des officiers subalternes; nul moyen d'écrire, même au prince régent, sans soumettre la correspondance au gouverneur; apparemment lord Bathurst craignait que la libre et noble expression des douleurs du grand homme, parvenant directement au prince, ne lui inspirât une résolution généreuse. Vainement Napoléon avait fait demander les journaux anglais et français, et les livres relatifs aux années qui s'écoulaient pendant son exil, cette requête si simple avait été rejetée; non content donc de l'enfermer vivant dans une affreuse prison qu'on s'appliqua à lui montrer comme son tombeau, on voulait encore lui fermer pour jamais

tout rapport, même intellectuel, avec la France, l'Europe et le monde. Quelquefois on paraissait se relâcher de la sévérité de cette consigne, mais c'était pour mettre sous ses yeux des fragmens des gazettes, et les libelles les plus remplis d'injures débitées contre lui par des misérables qui avaient rampé à ses pieds, et fatigué sa patience par leur servilité intéressée. La mort venait-elle à frapper quelques uns des objets de son affection? le gouverneur, par un raffinement de barbarie, s'empressait de lui communiquer cette triste vérité; en même temps on lui enviait toutes les consolations du cœur. Ainsi, ayant appris qu'un homme venu d'Europe avait vu Marie-Louise, et touché de ses mains leur enfant, Napoléon, ému jusqu'au fond des entrailles, demanda la permission d'entretenir un instant cet étranger sur des personnes si chères; un refus cruel fut la réponse de sir Hudson. Napoléon, qui n'avait point abdiqué la première des souverainetés de l'homme, celle de son propre cœur, restait supérieur à ces injures et à ces outrages; mais à la lecture du discours prononcé, dans la Chambre des Pairs, par lord Bathurst, qui, sourd aux instances privées, et répondant par des mensonges aux plaintes publiques de lord Holland et des membres les plus distingués de l'Opposition, au sujet de la détresse

de l'illustre prisonnier sur le rocher de Sainte-Hélène, avait osé affirmer qu'il avait des trésors immenses à sa disposition, il dicta de verve cette éloquente réfutation, bien moins pour confondre le ministre, que pour être entendu de l'Angleterre et de la France, de l'Europe et de la postérité :

« Vous voulez connaître les trésors de Napoléon. « Ils sont immenses, il est vrai, mais ils sont ex- « posés au grand jour. Les voici : le beau bassin « d'Anvers, celui de Flessingue, capables de con- « tenir les plus nombreuses escadres, et de les « préserver des glaces de la mer; les ouvrages hy- « drauliques de Dunkerque, du Havre, de Nice; « le gigantesque bassin de Cherbourg; les ouvra- « ges maritimes de Venise; les belles routes d'An- « vers à Amsterdam, de Mayence à Metz, de Bor- « deaux à Bayonne; les passages du Simplon, du « Mont-Cénis, du Mont-Genèvre, de la Corniche, « qui ouvrent les Alpes dans quatre directions « (dans cela seul vous trouveriez plus de 800 mil- « lions); ces passages, qui surpassent en har- « diesse, en grandeur et en efforts de l'art, tous « les travaux des Romains! Les routes des Pyré- « nées aux Alpes, de Parme à la Spezzia, de Sa- « vone en Piémont; les ponts d'Iéna, d'Austerlitz, « des Arts, de Sèvres, de Tours, de Rouanne, de

« Lyon, de Turin, de l'Isère, de la Durance, de « Bordeaux, de Rouen, etc., etc. Le canal qui « joint le Rhin au Rhône par le Doubs, unissant « les mers de Hollande avec la Méditerranée; celui « qui unit l'Escaut à la Somme, joignant Amster- « dam à Paris; celui qui joint la Rance à la Vilaine; « le canal d'Arles, celui de Pavie, celui du Rhin. « Le desséchement des marais de Bourgoing, du « Cotentin, de Rochefort. Le rétablissement de la « plupart des églises démolies pendant la révolu- « tion; l'élévation de nouvelles; la construction « d'un grand nombre d'établissemens d'industrie, « pour l'extirpation de la mendicité. La construc- « tion du Louvre, des greniers publics, de la Ban- « que, du canal de l'Ourcq; la distribution de ses « eaux dans la ville de Paris; les nombreux égoûts, « les quais, les embellissemens et les monumens « de cette grande capitale. Les travaux pour l'em- « bellissement de Rome; le rétablissement des « manufactures de Lyon; la création de plusieurs « centaines de manufactures de coton, de filature « et de tissage, qui emploient plusieurs millions « d'ouvriers. Des fonds accumulés pour créer plus « de quatre cents manufactures de sucre de bette- « rave pour la consommation d'une partie de la « France, qui auraient fourni du sucre au même « prix que celui des Indes, si elles eussent conti-

« nué d'être encouragées seulement encore quatre « ans. La substitution du pastel à l'indigo, qu'on « fût venu à bout de se procurer en France à la « même perfection et à aussi bon marché que cette « production des colonies. Le nombre des manufac- « tures pour toute espèce d'objets d'art... etc., etc. « Cinquante millions employés à réparer et à em- « bellir les palais de la couronne. Soixante mil- « lions d'ameublemens placés dans les palais de la « couronne en France, en Hollande, à Turin, à « Rome. Soixante millions de diamans de la cou- « ronne, tous achetés avec l'argent de Napoléon. « Le *Régent* même, le seul qui restât des anciens « diamans de la couronne de France, ayant été « retiré par lui des mains des juifs de Berlin, aux- « quels il avait été engagé pour trois millions. Le « musée Napoléon, estimé à plus de quatre cent « millions, et ne contenant que des objets légi- « timement acquis, ou par de l'argent, ou par des « conditions de traités de paix, connus de tout le « monde, en vertu desquels ces chefs-d'œuvre « furent donnés en commutation de cession de « territoire ou de contributions. Plusieurs millions « amassés pour l'encouragement de l'agriculture, « qui est l'intérêt premier de la France. L'institu- « tion des courses de chevaux, l'introduction des « mérinos, etc., etc., etc.

Digitized by Google

« Voilà qui forme un trésor de plusieurs mil-
« liards, qui durera des siècles.

« Voilà les monumens qui confondront la ca-
« lomnie!!!.... L'histoire dira que tout cela fut
« accompli au milieu de guerres continuelles, sans
« aucun emprunt, et même lorsque la dette publi-
« que diminuait tous les jours, et qu'on avait allégé
« les taxes de près de cinquante millions. Des
« sommes très considérables demeuraient encore
« dans son trésor particulier. Elles lui étaient con-
« servées par le traité de Fontainebleau, comme
« résultant des épargnes de sa liste civile et de
« ses autres revenus privés. Elles furent partagées
« et n'allèrent pas entièrement dans le trésor public,
« ni entièrement dans celui de la France!!!....»

Cependant les persécutions continuaient avec le même caractère à Sainte-Hélène; le gouverneur crut devoir venir se justifier en rejetant sur le ministère anglais tout l'odieux d'une conduite infame; il prétendait accomplir un devoir. « Le « bourreau en fait autant, lui répondit l'Empereur; « il exécute aussi les ordres qu'il a reçus. Je ne « crois pas qu'un gouvernement soit assez vil pour « donner de semblables ordres à ceux que vous « faites exécuter... Vous avez plein pouvoir sur « mon corps, mais aucun sur mon ame. Cette « ame est aussi fière, aussi courageuse, que

« quand elle commandait à l'Europe. Vous êtes « un sbire sicilien et non pas un Anglais. Je vous « prie de ne plus revenir, jusqu'à ce que vous « apportiez l'ordre de me *dépêcher*, alors vous « trouverez toutes les portes ouvertes. » Malgré cette défense, les sicaires de sir Hudson-Lowe voulurent pénétrer dans l'asile de Napoléon; la menace d'une défense désespérée, et la protestation réitérée qu'on ne violerait le droit de sa porte qu'en passant sur son cadavre, le débarrassèrent enfin d'un indigne assujétissement. Mais la haine et la méchanceté n'en parvinrent pas moins à leur but, celui de l'assassiner lentement et d'une manière infaillible; en effet, pour se dérober à des persécutions sans relâche et sans fin, Napoléon résolut de se confiner dans son étroite et fatale demeure, et avança ainsi, par le défaut d'exercice et surtout par le travail immense que nécessitait la rédaction de ses Mémoires, l'époque à laquelle, suivant son énergique expression, le ciel de Sainte-Hélène, chargé du forfait de sa mort, devait le consommer.

CHAPITRE II.

MALADIE, MORT, TESTAMENT DE NAPOLÉON.

Le comte de Las-Cases, chambellan de Napoléon, à qui l'on doit de précieux et de touchans souvenirs des quinze premiers mois de Sainte-Hélène, avait été enlevé à la confiance, à l'amitié du captif, par son impitoyable gardien. Une lettre insignifiante, confiée à un voyageur, sans avoir été remise ouverte au gouverneur, suivant la règle imposée par ce geolier ombrageux, fut la cause innocente de l'enlèvement de M. de Las-Cases, et de ce jeune Emmanuel son fils, alors enfant, qui, depuis, est allé venger publiquement à Londres, sur la personne de sir Hudson-Lowe, les outrages faits à son père et à Napoléon. Ce prince les vit, de sa fenêtre, entraînés par des soldats. Un autre calcul de la barbarie envenimée par la peur, qui tourmentait jour et nuit le geolier de Longwood, ravit de même au malade le médecin du

Northumberland, O'Meara, qui avait obtenu et mérité sa confiance. Le docteur O'Meara s'était rendu bien coupable aux yeux de Hudson-Lowe; il était aimé de Napoléon, il l'aimait; et, crime irrémissible! il avait voulu épargner un crime à sa patrie, en écrivant au ministère que l'air de Sainte-Hélène suffisait pour tuer le prisonnier. Pour surcroît de malheur, le général Gourgaud, qui, de retour en Europe, n'a cessé de défendre Napoléon pendant sa vie et après sa mort, fut condamné, par le délabrement total d'une santé depuis long-temps chancelante, à rompre le ban d'une fidélité qui lui était bien chère. Ainsi Napoléon se trouva tout-à-coup privé de quatre compagnons, qui, par la variété de leurs services, et par celle de leurs connaissances, contribuaient chaque jour à lui rendre moins pesant le fardeau de son existence. Il n'avait plus auprès de lui que les généraux Bertrand et Montholon.

Malgré la défense du gouverneur, O'Meara était allé rendre compte à Napoléon de la nécessité de son départ. « Le crime s'en consommera plus vite, « lui dit Napoléon.... Quand vous serez arrivé en « Europe, vous irez trouver mon frère Joseph; « vous lui direz que je désire qu'il vous donne le « paquet contenant les lettres particulières et con- « fidentielles qui m'ont été écrites par les empe-

« reurs Alexandre et François, par le roi de Prusse « et les autres souverains de l'Europe, que je lui « ai confiées à Rochefort (1).

« Vous les publierez pour couvrir de honte ces « souverains, et découvrir au monde l'hommage « vil que ces orgueilleux vassaux me rendaient, « quand ils sollicitaient des faveurs ou me sup- « pliaient pour leurs trônes. Lorsque j'étais fort, « et que j'avais le pouvoir en main, ils briguè- « rent ma protection et l'honneur de mon allian- « ce, et ils léchèrent la poussière de mes pieds : « maintenant que je suis vaincu, ils m'oppriment « lâchement, et me séparent de ma femme et de « mon enfant. » Napoléon recommanda ensuite au docteur de tâcher de lui envoyer des renseignemens authentiques sur la manière dont son fils était élevé. « Qu'il n'oublie jamais, dit-il, qu'il est « né prince français ! Adieu, O'Meara, nous ne « nous reverrons plus ! »

Le docteur Stokoë, chirurgien du vaisseau *le Conquérant,* remplaça le docteur O'Meara, et fut aussi congédié par le gouverneur. Napoléon resta sans médecin pendant près d'une année. Ce fut après cette période, et lorsque la ma-

(1) Voyez la note *A*, à la fin du livre.

ladie avait eu le temps de prendre un caractère incurable, qu'il vit arriver le docteur Antomarchi, professeur de Florence, et les chapelains Buonavita et Vignali, envoyés de Rome par le cardinal Fesch, tous les trois compatriotes de Napoléon. Ils lui apportaient les vœux de la terre natale, sans prévoir qu'ils devaient bientôt y reporter ses derniers adieux. La première entrevue avec Antomarchi, qui eut lieu le 23 septembre 1819, brisa son ame émue par les souvenirs les plus tendres. Il reçut alors avec transport le portrait de son fils, qu'il contempla long-temps avec des yeux pleins de larmes. « Cher enfant, s'il n'est « pas victime de quelque infamie politique, il ne « sera pas indigne de celui dont il tient le jour. » Quelque temps après cette scène, suivie de plusieurs autres, où l'amour paternel avait éclaté avec toute la tendresse possible, l'Empereur, rentrant accablé de fatigue, et ne sachant que faire pour combattre une mauvaise disposition, se saisit d'un Racine, et ouvrit le livre à *Andromaque*. « *Andromaque*, dit-il, *c'est la pièce des pères* « *malheureux* » Puis il se mit à lire quelques vers. Mais à ce passage fameux :

> Je passais jusqu'aux lieux où l'on garde mon fils,
> Puisqu'une fois le jour vous souffrez que je voie
> Le seul bien qui me reste et d'Hector et de Troie;

J'allais, seigneur, pleurer un moment avec lui
Je ne l'ai point encore embrassé d'aujourd'hui!

l'ouvrage lui tomba des mains.

Au milieu des plus cruelles souffrances, un de ses plaisirs les plus doux était d'appeler les enfans du grand-maréchal, d'assister à leurs jeux et d'accommoder leurs différends; il se prêtait à ce rôle avec une complaisance toute paternelle : mais ces distractions, de famille en quelque sorte, ne le détournaient pas des hautes pensées et des généreux sentimens. L'amour de la patrie occupait surtout cette grande ame, à laquelle on a voulu refuser la sensibilité, parce que chez lui la sensibilité ardente, et même pleine de tendresse, était modérée par la puissance aux prises avec tous les périls, avec tous les embarras et toutes les extrémités des choses humaines. Sur son roc de Prométhée, Napoléon ne parlait de la Corse qu'avec une tendresse filiale. « Ah! docteur, quels « souvenirs la Corse m'a laissés! Je jouis encore « de ses sites, de ses montagnes; je la foule, je « la reconnais à l'odeur qu'elle exhale. Je voulais « l'améliorer, la rendre heureuse, tout faire en « un mot pour elle : le reste de la France n'eût « pas désapprouvé ma prédilection. » Ensuite, après avoir détaillé tous ses projets de gran-

deur pour le pays qui l'avait vu naître, il s'écria : « *La patrie! la patrie!* Si Sainte-Hélène « était la France, je me plairais sur cet affreux « rocher. » Les bons soins du médecin, la docilité du malade, si habituellement rebelle aux prescriptions de l'art, avaient produit un mieux sensible dans son état; le 13 novembre, il marchait dans son jardin; faible encore, il s'assit, promena ses regards à droite et à gauche, et dit au docteur Antomarchi avec une expression pénible : « Ah! où est la France? où est son riant climat? « Si je pouvais la contempler encore! si je pou- « vais respirer au moins un peu d'air qui eût « touché cet heureux pays! Quel spécifique que « le sol qui nous a vus naître! Antée répa- « rait ses forces en touchant la terre : ce prodige « se renouvellerait pour moi; je le sens, je se- « rais revivifié si j'apercevais nos côtes. Nos « côtes! j'oubliais que la lâcheté a fait une sur- « prise à la victoire; on n'appelle pas de ses « décisions. »

L'année 1819 s'écoula dans des alternatives de maladie et de rétablissement, qui aboutirent à une rechute grave et dont l'issue ne pouvait que donner de fortes inquiétudes. Cependant, malgré ses souffrances et un dépérissement visible, la mémoire de Napoléon, toujours présente, son imagi-

nation toujours la même, lui retraçaient les événemens avec une fidélité admirable et les coloraient avec une étonnante richesse. Dans le récit de ses campagnes d'Italie et d'Égypte, il lui échappait des éclairs de génie semblables à ceux qui jaillissent d'un horizon enflammé.

La maladie continuait avec les mêmes vicissitudes en 1820; dans les premiers mois de l'année, Napoléon semblait avoir repris la santé, grâce à une vie plus active et aux travaux du jardinage, auquel il avait eu recours sur la foi de son médecin. Illusion trompeuse! l'affection était trop grave pour guérir sous un climat aussi propre à développer son énergie. Cette situation du malade, prévue et annoncée par la correspondance et la relation du docteur O'Meara et par les rapports du docteur Stokoë, était connue en Angleterre; le 20 juillet, le fidèle O'Meara, toujours attentif à l'état de son illustre ami, écrivit à lord Bathurst :

« Votre Seigneurie me rendra la justice de se « rappeler que la crise actuellement arrivée, a été « prédite par moi, et officiellement annoncée à l'a- « mirauté, à mon retour de Sainte-Hélène, en 1818. « Un temps bien court a trop malheureusement « justifié une opinion que le simple bon sens suffi- « sait pour faire prononcer, et que la probité la

« plus ordinaire obligeait de divulguer. » La déclaration du docteur, aussi remarquable par la précision des faits que par l'énergie de l'expression, devait ôter tout prétexte de doute au ministre anglais. Elle portait : « *que la mort pré-* « *maturée de Napoléon était aussi certaine, si-* « *non aussi prochaine, si le même traitement* « *était continué à son égard, que si on l'avait* « *livré au bourreau.* » Le digne M. O'Meara sollicitait, par la même lettre, la permission de retourner à Sainte-Hélène, pour y donner ses soins à Napoléon dont il avait, pendant trois ans, étudié la constitution. Il demandait à partir gratuitement, et même à résider à ses frais auprès du PATIENT. L'expression si énergique de PATIENT avait été proposée par le grand maréchal Bertrand, et acceptée par le gouverneur sir Hudson-Lowe, en remplacement des qualifications d'empereur et de général, dont l'une était rejetée par les Anglais, et l'autre par les Français. Lord Bathurst ne voulut point écouter la proposition du courageux O'Meara, et accepta sans hésiter la responsabilité d'un refus qui équivalait presque à un arrêt de mort. A Sainte-Hélène comme à Londres, on prévoyait la fin de la douloureuse agonie de Sainte-Hélène ; le 20 juillet, le docteur Antomarchi adressa au docteur Colonna, pour être commu-

niquée à la famille de Napoléon, une lettre qui annonçait, non pas un danger imminent, mais le désespoir de la guérison. Cependant, le 31 du même mois, le malade paraissait rétabli; il reprit avec plaisir ses habitudes matinales : mais le feu couvait sous la cendre; le physique se décomposait par degrés, et le moral était affecté. Les mauvaises nouvelles répandues sur Napoléon II avaient porté une vive et profonde atteinte au cœur paternel; heureusement la nouvelle arriva que l'enfant impérial avait été promu au grade de caporal. Assuré ainsi de l'existence de son fils qu'il avait cru mort, « Ah! je respire! » s'écria-t-il; et, suivant sa coutume, il se jeta sur d'autres souvenirs pour dissimuler son émotion. Vers le 15 septembre, les symptômes fâcheux ayant reparu avec un nouveau caractère de violence, une lettre pressante sur l'état critique de Napoléon fut adressée, par le comte Bertrand, au lord Liverpool, et ne produisit encore aucun effet. Il fallait autre chose pour convaincre lord Bathurst, qui avait pour Napoléon la dureté de cœur d'un émule de Castlereagh, et que rassuraient sans cesse les mensonges de sir Hudson-Lowe.

De nobles souvenirs de l'Italie et de la France, de touchantes images de sa famille, remplissent les intervalles des douleurs du malade, et ne

l'empêchent pas de prononcer chaque jour son arrêt lui-même, malgré les déceptions par lesquelles la pitié du médecin cherche à lui déguiser la triste vérité; la douleur de la mort de sa sœur, la princesse Elisa, rappelle Napoléon à cette idée fixe de sa fin prochaine : « Je n'ai plus ni « forces, ni activité, ni énergie; je ne suis plus « Napoléon, dit-il à son médecin. Vous cherchez « en vain à me rendre l'espérance, à rappeler la « vie prête à s'éteindre. Vos soins ne peuvent rien « contre la destinée; elle est immuable. La première « personne de notre famille qui doit suivre Elisa « dans la tombe est ce grand Napoléon qui végète, « qui plie sous le faix, et qui pourtant tient encore « l'Europe en alarmes! » Il ne se trompait pas. En effet, les révolutions d'Espagne et de Naples, qu'il apprit au mois de janvier 1820, avaient porté au plus haut degré les alarmes de l'Angleterre sur celui qu'elle retenait comme enchaîné dans une prison inaccessible, entouré de tous côtés par des troupes nombreuses, et dominé encore par deux camps assis à droite et à gauche sur deux mamelons les plus élevés de l'île. Cette frayeur était si grande, qu'elle semblait encore animer sir Walter Scott, lorsqu'il écrivait en 1827 : « On ne saurait calculer l'effet qu'aurait pu produire son nom dans ce moment de com-

motion générale; mais, ce qui est certain, c'est que les conséquences de son évasion auraient été terribles; le ministère, sachant quelle action un génie semblable exercerait au milieu des élémens du désordre, avait enjoint au gouverneur de Sainte-Hélène de redoubler de vigilance. » Napoléon se mourait de jour en jour, pendant que lord Bathurst, le voyant déjà l'épée à la main au milieu de l'Italie, enivrée de revoir son libérateur, prescrivait au docile sir Hudson-Lowe et à l'amiral qui commandait la station de Sainte-Hélène, les plus grandes précautions pour empêcher l'évasion du prisonnier. Qu'on juge de son sort, puisque toutes les rigueurs employées contre lui devaient encore s'accroître pour calmer la frayeur que ce nouvel Annibal causait à la nouvelle Rome!

L'année 1821 a commencé sous de funestes auspices. Napoléon décline de moment en moment; n'importe! un pied déjà dans la tombe, il s'occupe encore de l'Europe et de son avenir; il parle de l'Italie en homme qui avait sur elle de grands et de justes desseins; il regrette amèrement de n'avoir pu faire de la Péninsule une puissance unique et indépendante sur laquelle son fils eût régné. Dans le mois de février, une comète parut au-dessus de Sainte-Hélène; Napoléon songea d'abord à celle

de Jules-César, et parut prévoir que sa propre mort était prochaine. Tout ce qui l'environnait le pressait d'aller voir ce phénomène, mais instances inutiles! Un seul de ses officiers gardait le silence. « Vous m'avez compris, vous! » lui dit-il. Depuis long-temps il avait la conviction de ne point échapper au climat de Sainte-Hélène, et à tout moment quelques paroles prophétiques annonçaient cette conviction. Elle était aussi dans le cœur de ses serviteurs; aussi, le 17 mars, le comte Montholon écrivit à la princesse Borghèse : « que la « maladie de foie dont Napoléon souffrait depuis « plusieurs années, et qui est endémique et mor- « telle à Sainte-Hélène, avait fait des progrès « effrayans depuis deux mois; qu'il ne pouvait « marcher dans son appartement sans être sou- « tenu. » Le comte ajoutait : « A la maladie de foie « se joint une autre maladie, également endémique « dans cette île. Les intestins sont gravement « attaqués... Le comte Bertrand a écrit au mois « de septembre à lord Liverpool pour demander « que l'Empereur soit changé de climat, et faire « connaître le besoin qu'il a des eaux minérales. « Le gouverneur, sir Hudson-Lowe, *s'est refusé* « *à faire passer cette lettre à son gouvernement*, « *sous le vain prétexte que le titre d'empereur* « *était donné à S. M.* L'Empereur compte aussi

« sur V. A. pour faire connaître à des Anglais « influens l'état véritable de sa maladie. Il meurt « sans secours sur cet affreux rocher ; son agonie « est effroyable... »

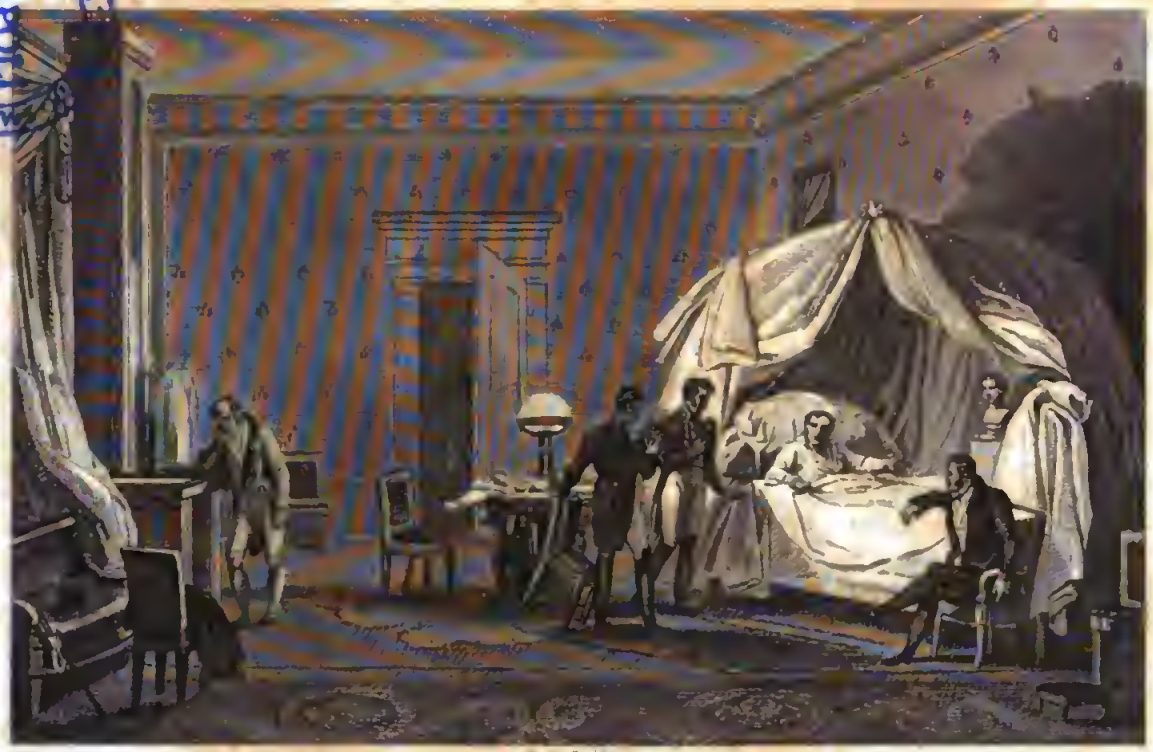
En effet, ce fut le jour même où écrivait le général Montholon que commença la crise qui, deux mois après, devait emporter Napoléon. « *Là,* « *c'est là !* » disait-il, le 17 mars, en montrant sa poitrine au docteur Antomarchi. Celui-ci lui présenta un flacon d'alcali. « *Eh non, ce n'est pas* « *faiblesse*, s'écria Napoléon, *c'est la force qui* « *m'étouffe; c'est la vie qui me tue...* » Puis s'élançant à une fenêtre et regardant le ciel. « ...17 « *mars*, dit-il, *à pareil jour, il y a six ans* (il « était à Auxerre, venant de l'île d'Elbe), *il y* « *avait des nuages au ciel. Ah! je serais guéri* « *si je voyais ces nuages.* » Puis il saisit la main du docteur, et, l'appuyant sur son estomac : « *C'est* « *un couteau de boucher qu'ils m'ont mis là, et* « *ils ont brisé la lame dans la plaie.* »

Les derniers jours de Napoléon furent aussi grands que les plus glorieuses époques de sa vie. Trop certain de sa mort, il souriait de pitié ou plutôt de compassion à ceux qui cherchaient à combattre en lui cette idée. « *Pouvez-vous joindre* « *cela ?* » dit-il à M. Munckhouse, officier anglais, après avoir coupé en deux le cordon de la sonnette

de son lit : « ...Aucun remède ne peut me guérir. « Mais ma mort sera un baume salutaire pour nos « ennemis. J'aurais désiré de revoir ma femme et « mon fils. Mais que la volonté de Dieu soit faite ! » Puis, avec une attitude digne de Socrate, il ajouta : « Il n'y a rien de terrible dans la mort. Elle a été « la compagne de mon oreiller pendant ces trois « semaines, et à présent elle est sur le point de « s'emparer de moi pour jamais. » Un autre jour il dit : « Les monstres ! me font-ils assez souffrir ? « Encore s'ils m'avaient fait fusiller, j'aurais eu « la mort d'un soldat... J'ai fait plus d'ingrats « qu'Auguste ; que ne suis-je comme lui en « situation de leur pardonner !... » La nouvelle maison destinée à Napoléon venait d'être terminée. « *Elle me servira de tombeau,* » dit-il ; et, en effet, on dut en prendre les pierres pour bâtir le caveau où il repose.

Le 15 avril, Napoléon s'enferme avec MM. de Montholon et Marchand ; il fait ce testament où il n'oublie personne, ni ceux qui l'ont suivi, ni ceux qu'il a laissés en France, ni ceux qui, depuis long-temps, avaient cessé de vivre, ni aussi les pervers qui l'ont trahi. Ce précieux inventaire des sentimens de Napoléon remonte de la prison de Longwood à sa jeunesse : près du dernier moment, il songe aux enfans du général Dutheil

qui a pris soin de lui dès son entrée dans la carrière militaire; à la famille du représentant Gasparin qui a sanctionné les inspirations du génie, et défendu leur auteur contre la prévention; au fils de l'intrépide Dugommier, son ami, et le premier qui ait deviné le maître futur de l'Europe dans un jeune commandant d'artillerie de la république. Parmi ses légataires, sont les soldats de l'île d'Elbe, les blessés de Waterloo, les proscrits de l'amnistie de 1815, les victimes de la réaction, les anciens amis, les serviteurs fidèles: sa chère ville de Brienne, et huit provinces de France, ont part aux libéralités de cet autre César, non moins reconnaissant et non moins généreux que le premier. De son lit de mort, Napoléon, conservant en quelque sorte son autorité jusqu'à la dernière heure, stipule aussi les intérêts qui, après lui, doivent occuper deux empires. Son vœu le plus cher est que ses cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu *de ce peuple français qu'il a tant aimé*... Il recommande à son fils *de ne jamais oublier qu'il est né prince français, de ne jamais combattre la France*, d'adopter sa devise: *tout pour le peuple français*, etc., etc. Antomarchi arrive: « *Voilà mes apprêts, docteur!* » lui dit Napoléon en lui montrant des papiers qui couvrent le tapis. « *Je m'en vais... plus d'illusion. Je*



DERNIERS MOMENS DE NAPOLEON.

BIBLIOTECA NAZIONALE VIT. EMANUELE NAPOLI

« tenait à l'Angleterre de surprendre, d'entraîner

Digitized by Google

suis résigné. » Le 19, il est mieux. On s'en réjouit. « *Vous ne vous trompez pas*, dit-il, *je suis mieux, mais je ne sens pas moins ma fin s'approcher. Quand je serai mort, chacun de vous aura le bonheur de revoir l'Europe, ses parens, ses amis: moi je reverrai mes braves dans les Champs-Elysées. Oui*, ajouta-t-il d'une voix forte et solennelle, *Kléber, Desaix, Bessières, Duroc, Ney, Murat, Masséna, Berthier, tous viendront à ma rencontre... En me voyant, ils deviendront tous fous d'enthousiasme et de gloire. Nous causerons de nos guerres avec les Scipion, les Annibal, les César, les Frédéric ; à moins*, ajouta-t-il en riant, *que là-bas on n'ait peur de voir tant de guerriers ensemble.* » Dans le même moment entra le docteur Arnold, chirurgien d'un régiment anglais. « C'en est fait, lui dit Napoléon; le coup est porté. « Je touche à ma fin : je vais rendre mon corps à la « terre. Approchez Bertrand, traduisez à Mon- « sieur ce que vous allez entendre... N'omettez pas « un mot : J'étais venu m'asseoir au foyer du « peuple britannique. Je demandais une loyale « hospitalité. Contre tout ce qu'il y a de droits sur « la terre, on me répondit par des fers. J'eusse « reçu un autre accueil d'Alexandre, de l'empe- « reur François, du roi de Prusse. Mais il appar- « tenait à l'Angleterre de surprendre, d'entraîner

« les rois, et de donner au monde le spectacle « inouï de quatre grandes puissances s'acharnant « sur un seul homme. C'est votre ministère qui a « choisi cet affreux rocher où se consomme, en « moins de trois ans, la vie des Européens, pour « y achever la mienne par un assassinat. Et com- « ment m'avez-vous vu traité depuis que je suis sur « cet écueil? Il n'y a pas une indignité dont vous ne « vous soyez fait une joie de m'abreuver. Les plus « simples communications de famille, celles mêmes « qu'on n'a jamais interdites à personne, vous me « les avez refusées... Ma femme, mon fils, n'ont « plus vécu pour moi : vous m'avez tenu six ans « dans la torture du secret. Dans cette île inhos- « pitalière, vous m'avez donné pour demeure « l'endroit le moins fait pour être habité, celui où « le climat meurtrier du tropique se fait le plus sen- « tir; il a fallu me renfermer entre quatre cloisons, « moi qui parcourais à cheval toute l'Europe! Vous « m'avez assassiné longuement, avec préméditation, et l'infame Hudson a été l'exécuteur des « hautes-œuvres de vos ministres... Vous finirez « comme la superbe république de Venise; et moi, « mourant sur cet affreux rocher, privé des miens, « et manquant de tout, *je lègue l'opprobre de ma « mort à la maison régnante d'Angleterre.* » Tel fut le manifeste testamentaire de Napoléon.

Napoléon était trop pénétré du sentiment de sa propre grandeur, pour ne pas croire à l'immortalité de l'ame. Deux jours après, le 21, il voulut rendre l'hommage du chrétien à ce dogme consolateur; la veille, à l'insu des généraux Bertrand et Montholon, l'autel se trouva dressé dans la pièce voisine de la chambre mortuaire; il avait tout prescrit lui-même au chapelain qui reçut sa confession. L'état du malade ne permit pas qu'on lui administrât le viatique. Seul, avec l'abbé Vignali qui ne l'avait connu qu'à Sainte-Hélène, il ne donna à aucun témoin de sa grandeur passée le spectacle de cette dernière abdication. Témoin des ordres que Napoléon avait intimés, le 20, à son chapelain, le docteur Antomarchi parut manifester une sorte d'étonnement. « *Je ne suis*, lui dit Napoléon, *ni philosophe ni médecin. N'est pas athée qui veut.* » C'était sans doute *matérialiste* que Napoléon avait voulu dire. Le 24, il eut la force d'ajouter quatre codicilles à son testament.

Le 28, un soin stoïque occupe Napoléon; il charge Antomarchi de faire l'autopsie de son corps, de communiquer à son fils ses observations, de mettre son cœur dans de l'esprit-de-vin, et de le porter « *à sa chère Marie-Louise! Vous irez à Rome, docteur; vous direz aux miens que le grand Napoléon est expiré sur*

ce triste rocher, dans l'état le plus déplorable, manquant de tout, abandonné à lui-même et à la gloire. » Le lendemain on lui apporta de l'eau de la fontaine voisine de Hutsgate. « Si la « destinée voulait que je me rétablisse, dit-il, « j'élèverais un monument dans le lieu où jaillit « cette source; je couronnerais sa fontaine, en « mémoire du soulagement qu'elle m'a causé. Si « je meurs, et que l'on ne proscrive pas mon « cadavre comme on a proscrit ma personne, je « souhaite que l'on m'enterre auprès de mes an- « cètres, dans la cathédrale d'Ajaccio. S'il ne m'est « pas permis de reposer où je naquis, eh bien, « que l'on m'ensevelisse là où coule cette eau si « douce et si pure ! » Il ne formait ce dernier vœu que parce qu'il savait bien qu'on lui refuserait d'être inhumé sur les bords de la Seine. Le 2 mai, dans un accès de délire, il se croyait à la tête de l'armée d'Italie, et s'écriait : « *Steingel, Desaix, Masséna, allez, courez, prenez la charge, ils sont à nous!* » Le lendemain, Napoléon a vu s'approcher sa dernière heure : la veille on avait entendu le guerrier qui décidait du sort d'une bataille; le 3 mai, on écoute le dictateur de l'Europe qui parle aux sujets qui lui sont restés. Sa voix est solennelle, et il va prononcer la dernière volonté de sa toute-puissance; il s'adresse

à ses exécuteurs testamentaires, aux généraux Bertrand et Montholon, et leur dit :

« Vous allez repasser en Europe. Je vous dois « quelques conseils sur la conduite que vous « avez à tenir. Vous avez partagé mon exil, *vous « serez fidèles à ma mémoire; vous ne ferez « rien qui puisse la blesser.* J'ai sanctionné tous « les principes, je les ai infusés dans mes lois, « dans mes actes; il n'y en a pas un seul que je « n'aie consacré. Malheureusement, les circons- « tances étaient graves. J'ai été obligé de sévir, « d'ajourner; les revers sont venus; *je n'ai pu « débander l'arc, et la France a été privée des « institutions libérales que je lui destinais.* Elle « me juge avec indulgence, elle me tient compte « de mes intentions; elle chérit mon nom, mes « victoires. *Imitez-la, soyez fidèles aux opinions « que nous avons défendues, à la gloire que nous « avons acquise; il n'y a hors de là que honte « et confusion.* »

Le 4, une tempête affreuse déracina jusqu'au dernier arbre qui avait prêté son ombrage à Napoléon; elle parut annoncer que le dernier astre sous lequel la terre avait brillé, allait s'éteindre. A cinq heures et demie du soir, Napoléon n'interrompit le silence léthargique où il était plongé, que pour laisser échapper ces deux mots : « TÊTE

D'ARMÉE. » Telle fut la dernière parole du vainqueur de l'Europe. Le buste de son fils, qu'il avait fait placer, depuis un mois, en face de son lit, avait eu son dernier regard. Vingt minutes après, ces mains qui avaient tenu et donné tant de sceptres, qui avaient élevé tant de monumens et renversé tant de remparts, se glacèrent sous les baisers et sous les larmes des enfans du général Bertrand!

Le lendemain, à six heures du soir, le docteur Antomarchi procéda religieusement à l'autopsie, d'après les intentions de Napoléon. Ce triste devoir eut pour témoins les exécuteurs testamentaires, des officiers de la garnison, et huit médecins anglais; ces derniers, d'après l'ordre du gouverneur, dressèrent procès-verbal de l'opération. Il y était dit que Napoléon avait succombé *à une affection cancéreuse héréditaire*. Le docteur Antomarchi refusa de signer la déclaration, parce que son opinion était que Napoléon avait succombé à une *gastro-hépatite chronique*, produite par le climat. Ainsi, au lieu de constater la vérité, l'autopsie consacra la fable absurde du caractère d'hérédité que les médecins anglais durent appliquer à la maladie de Napoléon, d'après les insinuations ou les ordres de sir Hudson, qui voulait essayer de soustraire son gouverne-

ment, et lui-même, à la responsabilité éternelle d'un grand crime que les siècles n'absoudront jamais. Les instructions ministérielles qui avaient décidé de longue main, malgré les déclarations du docteur O'Méara, que le *patient* mourrait de la maladie de son père, avaient démenti d'avance le témoignage irréfragable de l'autopsie du cadavre de *l'ennemi commun*. Le ministère britannique et la Sainte-Alliance donnaient sans doute encore ce nom à Napoléon; mais lui, dans un élan sublime, la veille de sa mort, avait dit : « *Je suis en paix avec tout le genre humain.* » Aussi, après la mort, son visage portait encore l'empreinte du calme de son ame. Le moment était venu où il avait tout pardonné.

Le Congrès d'Aix-la-Chapelle, où la haine avait dicté le choix de Sainte-Hélène pour servir de tombeau à Napoléon, et prévu sa mort inévitable, avait aussi défendu à ses cendres le retour dans la patrie; elles devaient rester ensevelies dans la terre étrangère et au lieu même du supplice du proscrit. Ni les réclamations des généraux Bertrand et Montholon, qui invoquèrent le traité de Paris, ni, depuis, les instances de la famille Bonaparte qui demanda de faire transporter à Rome le corps de son chef, ne purent rien changer à la décision du Congrès, dont

Hudson-Lowe prescrivit impérieusement l'exécution. Alors le premier vœu de Napoléon, renouvelé peu de jours avant sa mort, d'être inhumé auprès de la fontaine, fut réclamé par ses compagnons, heureux de donner du moins à leur souverain le dernier asile qu'il avait choisi lui-même. Le lieu où repose Napoléon est un site très romantique, au fond d'une petite vallée que l'on appelle *vallée du Geranium*. Auprès coule un filet d'eau limpide, qui descend du pic de Diane : au-dessus est *Hutsgate*, la Porte de la Cabane, première habitation du grand-maréchal Bertrand. Au commencement de l'exil, cette vallée était un des repos favoris de Napoléon dans ses promenades : ce lieu lui plaisait, et un sentiment de prédilection l'y attirait : « Si je dois mourir sur ce rocher, dit-il « au général Bertrand, faites-moi enterrer au-des- « sous de ces saules, près de ce ruisseau. »

Cependant, après l'autopsie, sir Hudson-Lowe ayant refusé aux exécuteurs testamentaires le transport en Europe du cœur et de l'estomac de Napoléon, ils firent enfermer ces précieux restes dans des coupes pleines d'esprit de vin. Napoléon, revêtu de l'uniforme des chasseurs à cheval de la garde impériale, couvert de tous les ordres qu'il avait ou créés ou reçus pendant son règne, fut exposé sur son lit de mort transformé ainsi en lit

de parade; le manteau de Marengo lui servait de drap mortuaire : ces rapprochemens ont de l'éloquence. Le captif des rois allait descendre dans la tombe avec toutes les décorations de la royauté européenne; et la couche de fer où il se reposait après les quarante-neuf batailles rangées où il les avait tous vaincus, devenait un monument funèbre autour duquel la religion et la vénération historique rassemblaient, au fond de l'Océan atlantique, les respects d'un état-major britannique et les regrets d'une famille française. En ce moment, le gouverneur parut se joindre à la douleur dont les amis de Napoléon étaient accablés. Il déplora la perte qu'ils avaient faite, en annonçant qu'elle était d'autant plus fâcheuse, que son gouvernement revenait à bien. Le ministère l'avait chargé de faire connaître au général Bonaparte, que l'instant approchait où la liberté pouvait lui être rendue, et que Sa Majesté britannique ne serait pas la dernière à accélérer le terme de la captivité. Sir Hudson ajouta, d'une manière étrange, et comme un homme qui laisse échapper, malgré lui, l'expression de sa pensée : « Il est mort : tout est « fini; nous lui rendrons demain les derniers de- « voirs. »

Napoléon resta exposé le 6 et le 7 mai. Sir Hudson, revenu à des sentimens convenables, permit

à tout Anglais de venir contempler l'*hôte du Bellérophon*, le mort de Sainte-Hélène. Le concours fut général et les regrets unanimes. Pas un habitant qui ne pleurât sur Napoléon; pas un soldat qui ne donnât des regrets au grand capitaine. Ses souffrances lui avaient attiré tous les cœurs; sa mort le rendait sacré. Le 8, le corps fut embaumé : on le revêtit ensuite de l'uniforme de la veille, et on le renferma dans un quadruple cercueil. Le 9, la pompe funèbre eut lieu dans l'ordre suivant : Napoléon Bertrand, filleul de l'Empereur, fils du grand-maréchal; le chapelain Vignali, revêtu de ses habits sacerdotaux; les docteurs Antomarchi et Arnold; vingt-quatre grenadiers anglais, destinés à descendre le corps au bas de la colline; ensuite une voiture de deuil, où le corps était placé; derrière elle, le cheval de Napoléon; les exécuteurs testamentaires, comte Bertrand, comte Montholon, et Marchand, premier valet-de-chambre; et les serviteurs de Napoléon, escortaient à pied le convoi, que la comtesse de Montholon suivait, en voiture, avec sa fille. Là finissait la famille française. Venait ensuite un groupe d'officiers anglais de mer et de terre; les membres du conseil de l'île; le général Coffin, le marquis de Monchenu, commissaire pour la France et l'Autriche; l'amiral; et, le héros de cette pompe funèbre, le gouverneur;

enfin lady Hudson-Lowe et sa fille en grand deuil, dans une voiture. Trois mille hommes escortèrent le corps au sortir de Longwood. Comme la route ne permettait pas au char funèbre d'arriver jusqu'au lieu de la sépulture, des grenadiers anglais de Walter-Scott eurent l'honneur de porter, sur leurs épaules, les dépouilles mortelles du héros; elles reçurent les prières et la bénédiction du prêtre, avant de pénétrer dans le caveau avec les coupes d'argent qui renfermaient le cœur et l'estomac, et qui furent placées sur le cercueil descendu dans le funèbre asyle. Douze salves d'artillerie apprirent à l'Océan que l'ame de Napoléon avait quitté la terre. Une garde d'officiers anglais fut chargée de veiller sur la sépulture du grand homme.

On trouva, dans la chambre de Napoléon, quelques papiers qu'il avait déchirés. Ces fragmens sont précieux; ils renferment les premières étincelles des pensées vigoureuses qui, jusqu'au dernier moment, fermentèrent dans son esprit et tinrent son ame élevée au-dessus de son infortune:

« Nouveau Prométhée, je suis cloué à un roc, « où un vautour me ronge. Oui, j'avais dérobé « le feu du ciel pour en doter la France: le feu « est remonté à sa source et me voilà! L'amour « de la gloire ressemble à ce pont que Satan jeta

« sur le chaos pour passer de l'Enfer au Paradis :
« la gloire joint le passé à l'avenir, dont il est sé-
« paré par un abîme immense. Rien à mon fils,
« que mon nom! »

Napoléon régnait encore à Sainte-Hélène, et ne perdait pas de vue l'Europe qu'il pouvait gouverner encore, mais il vivait surtout avec sa gloire comme avec l'hôte des siècles à venir; elle assistait à ses derniers momens, lorsqu'il choisit sa tombe près d'une source limpide, abritée par des saules, et cette sépulture d'un sage était pour lui le monument sépulcral du maître du monde.

Jamais homme, depuis Alexandre-le-Grand et César, n'eut le droit d'être plus avide des regards de la postérité. En regardant des yeux de la pensée son cercueil placé sous la garde des orages, au sein de l'Océan immortalisé par les chants du Camoëns, son ame prophétisait peut-être pour ses cendres le pélerinage de l'univers. Il a pu se dire : Où sont les restes de Cyrus, de Sésostris, d'Alexandre, de César, de Charlemagne? Les miens habiteront à jamais mon tombeau. Ils ne sont pas placés sur le chemin des conquérans!

FIN DU DIX-HUITIÈME ET DERNIER LIVRE.

NOTE *A*.

Il n'y a malheureusement, depuis long-temps, plus de doute sur le sort qu'ont eu ces lettres, que l'on pouvait avec raison regarder comme les documens les plus précieux de l'histoire de Napoléon. Au moment de faire voile pour l'Amérique, Joseph, on ignore pour quel motif, remit les lettres à un ami, qui fut bientôt un dépositairé infidèle, et eut l'infamie de les vendre aux souverains intéressés. On croit avoir la certitude que la partie la plus importante de cette correspondance, celle de l'empereur Alexandre, a été achetée fort cher à Londres, pour ce prince, par un général étranger, l'un de ses aides de camp. L'on assure aussi qu'une copie était restée entre les mains de Napoléon, et qu'elle doit exister dans les papiers venus de Sainte-Hélène. On comprend facilement pourquoi cette copie, revêtue d'une légalisation très authentique, n'a pas été publiée encore. Mais il semble que l'on doit être à jamais rassuré sur sa religieuse conservation, étant sous la garde des hommes les plus dévoués par honneur et par reconnaissance à la mémoire de celui qui fut leur souverain jusqu'au samedi 5 mai 1821.

Digitized by Google

[illegible]

de [illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

l'Empereur Napoléon, de la Lettre qu'il
Régent d'Angleterre le quatorze de juillet
Ile de Ste hélène 1818.
Le Général d'artillerie, Aide de Camp de l'Empereur
Le Baron Gourgaud

BIBLIOTECA NAZIONALE "VITTORIO EMANUELE III" NAPOLI

BIBLIOTECA NAZIONALE "VITTORIO EMANUELE III" NAPOLI

TESTAMENT

ET CODICILLES

DE NAPOLÉON.

BIBLIOTECA NAZIONALE "VITTORIO EMANUELE III" NAPOLI

Cejourd'hui 15 avril 1821, à Longwood, île de Sainte-Hélène.

Ceci est mon Testament, ou acte de ma dernière volonté.

I.

1° Je meurs dans la religion apostolique et romaine, dans le sein de laquelle je suis né il y a plus de cinquante ans.

2° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

3° J'ai toujours eu à me louer de ma très chère épouse Marie-Louise. Je lui conserve, jusqu'au der-

Digitized by Google

nier moment, les plus tendres sentimens : je la prie de veiller pour garantir mon fils des embûches qui environnent encore son enfance.

4° Je recommande à mon fils de ne jamais oublier qu'il est né prince français, et de ne jamais se prêter à être un instrument entre les mains des triumvirs qui oppriment les peuples de l'Europe. Il ne doit jamais combattre ni nuire en aucune manière à la France : il doit adopter ma devise : *Tout pour le peuple français.*

5° Je meurs prématurément, assassiné par l'oligarchie anglaise et son sicaire. Le peuple anglais ne tardera pas à me venger.

6° Les deux issues si malheureuses des invasions de la France, lorsqu'elle avait encore tant de ressources, sont dues aux trahisons de M....., A....., T..... et L..... Je leur pardonne. Puisse la postérité française leur pardonner comme moi!

7° Je remercie ma bonne et très excellente mère, le cardinal, mes frères Joseph, Lucien, Jérôme, Pauline, Caroline, Julie, Hortense, Catarine, Eugène, de l'intérêt qu'ils m'ont conservé. Je pardonne à Louis le libelle qu'il a publié en 1820. Il est plein d'assertions fausses et de pièces falsifiées.

8° Je désavoue le manuscrit de Sainte-Hélène et autres ouvrages sous le titre de *Maximes, Sentences*, etc., que l'on s'est plu à publier depuis six ans : ce ne sont pas là les règles qui ont dirigé ma vie. J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, parce que cela

était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français (1), lorsque... entretenait, de son aveu, soixante assassins à Paris. (Dans de semblables circonstances j'agirais de même.)

II.

1° Je lègue à mon fils les boîtes, ordres et autres objets, tels que l'argenterie, lit de camp, armes, selles, éperons, vases de ma chapelle, livres, linge qui a servi à mon corps et à mon usage, conformément à l'état annexé, coté (A). Je désire que ce faible legs lui soit cher, comme lui retraçant le souvenir d'un père dont l'univers l'entretiendra.

---

(1) Tout ce qui peut expliquer la pensée, peindre la situation intérieure de Napoléon écrivant son testament, est digne d'intérêt. Or il est aisé de se convaincre, à l'inspection de l'original, qu'il a d'abord fini l'article I à notre renvoi; car, immédiatement au-dessous de la ligne, il écrit le numéro II de l'article suivant qu'on voit plus bas; mais trouvant sans doute que sa phrase n'a pas rendu tout ce qu'il voulait, il raie ce numéro II et ajoute ce qu'on lit comme complément, explication et justification de ce qui précède. Ce n'est pas tout : vient plus tard, et à une seconde lecture, à ce qu'il paraîtrait par l'écriture et par la forme des parenthèses, ce qui termine l'article.

Au surplus, rien n'est plus propre à jeter des lumières sur ce triste sujet, et à faire juger des sentimens qui dirigeaient en ce moment Napoléon, que les détails curieux et les particularités intéressantes consignées à cet égard dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. VII, 20 novembre 1816.

2° Je lègue à Lady Holland le camée antique que le pape Pie VI m'a donné à Tolentino.

3° Je lègue au comte Montholon deux millions de francs, comme une preuve de ma satisfaction des soins filials qu'il m'a rendus depuis six ans, et pour l'indemniser des pertes que son séjour à Sainte-Hélène lui a occasionées.

4° Je lègue au comte Bertrand cinq cent mille francs.

5° Je lègue à Marchand, mon premier valet de chambre, quatre cent mille francs : les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami : je désire qu'il épouse une veuve, sœur ou fille d'un officier ou soldat de ma vieille garde.

6° *Idem* à Saint-Denis, cent mille francs.

7° *Idem* à Novarre, cent mille francs.

8° *Idem* à Peyron, cent mille francs.

9° *Idem* à Archambaud, cinquante.

10° *Idem* à Corsor, vingt-cinq mille.

11° *Idem* à Chandell, *idem*.

12° A l'abbé Vignale, cent mille francs. Je désire qu'il bâtisse sa maison près de Ponte-Novo de Rostino.

13° *Idem* au comte de Las Cases, cent mille francs.

14° *Idem* au comte Lavalette, cent mille francs.

15° *Idem* au chirurgien en chef Larrey, cent mille francs. C'est l'homme le plus vertueux que j'aie connu (1).

(1) On trouve au *Mémorial*, t. VI, mercredi, 23 octobre 1816,

16° *Idem* au général Brayer, cent mille francs.

17° *Idem* au général Lefèvre Desnouette, cent mille francs.

18° *Idem* au général Drouot, cent mille francs.

19° *Idem* au général Cambronne, cent mille francs.

20° *Idem* aux enfans du général Mouton Duverney, cent mille francs.

21° *Idem* aux enfans du brave La Bédoyère, cent mille francs.

22° *Idem* aux enfans du général Girard, tué à Ligny, cent mille francs.

23° *Idem* aux enfans du général Chartrand, cent mille francs.

24° *Idem* aux enfans du vertueux général Travost, cent mille francs.

25° *Idem* au général Lallemand, l'aîné, cent mille francs.

26° *Idem* au comte Réal, cent mille francs.

27° *Idem* à Costa de Bastilica en Corse, cent mille francs.

28° *Idem* au général Clausel, cent mille francs.

29° *Idem* au baron de Menevalle, cent mille francs.

30° *Idem* à Arnault, auteur de *Marius*, cent mille francs.

31° *Idem* au colonel Marbot, cent mille francs. Je l'engage à continuer à écrire pour la défense de la

---

la circonstance intéressante et curieuse qui a mérité une si magnifique apostille.

gloire des armes françaises, et en confondre les calomniateurs et les apostats.

32° *Idem* au baron Bignon, cent mille francs. Je l'engage à écrire l'histoire de la diplomatie française de 1792 à 1815.

33° *Idem* à Poggi, de Talaro, cent mille francs.

34° *Idem* au chirurgien Emmery, cent mille francs.

35° Ces sommes seront prises sur les six millions que j'ai placés en partant de Paris, en 1815, et sur les intérêts à raison de 5 p. 100 depuis juillet 1815; les comptes en seront arrêtés avec le banquier, par les comtes Montholon, Bertrand et Marchand.

36° Tout ce que ce placement produira au delà de la somme de 5,600,000 fr., dont il a été disposé ci-dessus, sera distribué en gratifications aux blessés de Waterloo, et aux officiers et soldats du bataillon de l'île d'Elbe, sur un état arrêté par Montholon, Bertrand, Drouot, Cambronne et le chirurgien Larrey.

37° Ces legs, en cas de mort, seront payés aux veuves et enfans, et au défaut de ceux-ci, rentreront à la masse.

III.

1° Mon domaine privé était ma propriété, dont aucune loi française ne m'a privé, que je sache. Le compte en sera demandé au baron de la Bouillerie, qui en était le trésorier. Il doit se monter à plus de 200,000,000 fr., savoir : 1° le portefeuille contenant

les économies que j'ai pendant quatorze ans faites sur ma liste civile, lesquelles se sont élevées à plus de 12,000,000 par an : j'ai bonne mémoire; 2° le produit de ce portefeuille; 3° les meubles de mes palais tels qu'ils étaient en 1814. Les palais de Rome, Florence, Turin, compris tous ces meubles, ont été achetés des deniers des revenus de la liste civile; 4° la liquidation de mes maisons du royaume d'Italie, tels qu'argent, bijoux, meubles, écuries : les comptes en seront donnés par le prince Eugène et l'intendant de la couronne Compagnoni.

2° Je lègue mon domaine privé, moitié aux officiers et soldats qui restent des armées françaises qui ont combattu depuis 1792 jusqu'à 1815, pour la gloire et l'indépendance de la nation. La répartition en sera faite au prorata des appointemens d'activité. Moitié aux villes et campagnes d'Alsace, de Lorraine, de Franche-Comté, de Bourgogne, de l'Ile de France, de Champagne, Forez, Dauphiné, qui auraient souffert par l'une ou l'autre invasion. Il sera de cette somme prélevé un million pour la ville de Brienne, et un million pour la ville de Méry.

J'institue les comtes Montholon, Bertrand et Marchand, mes exécuteurs testamentaires.

Ce présent testament, tout écrit de ma propre main, est signé et scellé de mes armes.

Signé NAPOLÉON.

Google

Etat A joint à mon Testament.

I.

1° Les vases sacrés qui ont servi à ma chapelle à Longwood.

2° Je charge l'abbé Vignale de les garder et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

II.

1° Mes armes, savoir : mon épée, celle que je portais à Austerlitz, le sabre de Sobieski, mon poignard, mon glaive, mon couteau de chasse, mes deux paires de pistolets de Versailles.

2° Mon nécessaire d'or, celui qui m'a servi le matin d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, de l'île de Lobau, de la Moscowa, de Montmirail. Sous ce point de vue, je désire qu'il soit précieux à mon fils. (Le comte Bertrand en est dépositaire depuis 1814.)

3° Je charge le comte Bertrand de soigner et conserver ces objets; et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

III.

1° Trois petites caisses d'acajou contenant, la première, trente-trois tabatières ou bonbonnières ; la

deuxième, douze boites aux armes impériales, deux petites lunettes et quatre boîtes trouvées sur la table de Louis XVIII, aux Tuileries, le 20 mars 1815; la troisième, trois tabatières ornées de médailles d'argent à l'usage de l'empereur, et divers effets de toilette conformément aux états numérotés : I, II, III.

2° Mon lit de camp, dont j'ai fait usage dans toutes mes campagnes.

3° Ma lunette de guerre.

4° Mon nécessaire de toilette. Un de chacun de mes uniformes, une douzaine de chemises, et un objet complet de chacun de mes habillemens, et généralement de tout ce qui sert à ma toilette.

5° Mon lavabo.

6° Une petite pendule qui est dans ma chambre à coucher de Longwood.

7° Mes montres, et la chaîne de cheveux de l'impératrice.

8° Je charge Marchand, mon premier valet de chambre, de garder ces objets et de les remettre à mon fils lorsqu'il aura seize ans.

IV.

1° Mon médailler.

2° Mon argenterie et ma porcelaine de Sèvres, dont j'ai fait usage à Sainte-Hélène : état *b* et *c*.

3° Je charge le comte Montholon de garder ces objets et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

V.

1° Mes trois selles et brides, mes éperons qui m'ont servi à Sainte-Hélène.

2° Mes fusils de chasse au nombre de cinq.

3° Je charge mon chasseur Noveras de garder ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

VI.

1° Quatre cents volumes choisis dans ma bibliothèque parmi ceux qui ont le plus servi à mon usage.

2° Je charge Saint-Denis de les garder et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

Signé NAPOLÉON.

ÉTAT (*a*).

1° Il ne sera vendu aucun des effets qui m'ont servi. Le surplus sera partagé entre mes exécuteurs testamentaires et mes frères.

2° Marchand conservera mes cheveux, et en fera faire un bracelet avec un petit cadenas en or pour être envoyé à l'impératrice Marie-Louise, à ma mère, et à chacun de mes frères, sœurs, neveux, nièces, au cardinal, et un plus considérable pour mon fils.

3° Marchand enverra une de mes paires de boucles à soulier en or au prince Joseph.

4° Une petite paire de boucles en or à jarretières au prince Lucien.

5° Une boucle de col en or au prince Jérôme.

ÉTAT (*a*).

Inventaire de mes effets que Marchand doit garder pour remettre à mon fils.

1° Mon nécessaire d'argent, celui qui est sur ma table, garni de tous ses ustensiles, rasoirs, etc.

2° Mon réveil-matin. C'est le réveil-matin de Frédéric II, que j'ai pris à Postdam (dans la boîte n° III).

3° Mes deux montres avec les chaînes des cheveux de l'Impératrice, et une chaîne de mes cheveux pour l'autre montre. Marchand la fera faire à Paris.

4° Mes deux sceaux (un de France renfermé dans la boîte n° III).

5° La petite pendule dorée qui est actuellement dans ma chambre à coucher.

6° Mon lavabo, son pot à eau et son pied.

7° Mes tables de nuit, celles qui me servaient en France, et mon bidet de vermeil.

8° Mes deux lits de fer, mes matelas et mes couvertures, s'ils se peuvent conserver.

9° Mes trois flacons d'argent où l'on mettait mon eau-de-vie, que portaient mes chasseurs en campagne.

10° Ma lunette de France.

11° Mes éperons, deux paires.

12° Trois boîtes d'acajou, n°s I, II, III, renfermant mes tabatières et autres objets.

13° Une cassolette en vermeil.

Linge de toilette.

6 Chemises.
6 Mouchoirs.
6 Cravates.
6 Serviettes.
6 Paires de bas de soie,
4 Cols noirs.
6 Paires de Chaussettes.
2 Paires de draps de batiste.
2 Taies d'oreiller.
2 Robes de chambre.
2 Pantalons de nuit.
1 Paire de bretelles.
4 Culottes, vestes de casimir blanc.
6 Madras.
6 Gilets de flanelle.
4 Caleçons.
6 Paires de gants.
1 Petite boîte pleine de mon tabac.
1 Boucle de col en or.
1 Paire de boucles de jarretières en or.
1 Paire de boucles en or à souliers.
} renfermées dans la petite boîte n° III.

Habillement.

1 Uniforme chasseur.
1 *Idem* grenadier.

1 *Idem* Garde nationale.
1 Capote grise et verte.
1 Manteau bleu (celui que j'avais à Marengo).
1 Jebeline petite veste.
2 Paires de souliers.
2 Paires de bottes.
1 Paire de pantoufles.
6 Ceinturons.

ÉTAT (*b*).

Inventaire des effets que j'ai laissés chez M. le comte de Turenne.

1 Sabre de Sobieski (1).
1 Grand collier de la Légion-d'Honneur.
1 Épée en vermeil.
1 Glaive de consul.
1 Épée en fer.
1 Ceinturon de velours.
1 Collier de la Toison-d'Or.
1 Petit nécessaire en acier.
1 Veilleuse en argent.
1 Poignée de sabre antique.
1 Chapeau à la Henri IV et une toque, les dentelles de l'empereur.
1 Petit médailler.

(1) C'est par erreur que ce sabre est porté sur l'état A. Celui-là est le sabre que l'Empereur portait à Aboukir, et qui est entre les mains de M. le comte Bertrand.

2 Tapis turcs.

2 Manteaux de velours cramoisi brodés, avec veste et culottes.

1° Je donne à mon fils :

Le sabre de Sobieski.

Le collier de la Légion-d'Honneur.

L'épée en vermeil.

Le glaive de consul.

L'épée en fer.

Le collier de la Toison-d'Or.

Le chapeau de Henri IV et la toque.

Le nécessaire d'or pour les dents, resté chez le dentiste.

2° A l'impératrice Marie-Louise, mes dentelles.

A Madame, la veilleuse en argent.

Au cardinal, le petit nécessaire en acier.

Au prince Eugène, le bougeoir en vermeil.

A la princesse Pauline, le petit médailler.

A la reine de Naples, un petit tapis turc.

A la reine Hortense, un petit tapis turc.

Au prince Jérôme, la poignée du sabre antique.

Au prince Joseph, un manteau brodé, veste et culotte.

Au prince Louis, un manteau brodé, veste et culotte.

Signé NAPOLÉON.

Au dos des feuilles pliées et scellées, renfermant l'ensemble du Testament, se lisait :

« *Ceci est mon Testament, écrit tout entier de ma propre main.* »

NAPOLÉON.

Avril, le 16. — 1821. Longwood.

Ceci est un Codicille de mon Testament.

1° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

2° Je lègue au comte Bertrand, Montholon et à Marchand, l'argent, bijoux, argenterie, porcelaine, meubles, livres, armes, et généralement tout ce qui m'appartient dans l'île de Sainte-Hélène (1).

Ce Codicille tout entier, écrit de ma main, est signé et scellé de mes armes.

Signé NAPOLÉON.

---

(1) Le Testament et les Codicilles de l'empereur ont été imprimés plusieurs fois, et se trouvent dans divers ouvrages; mais le plus souvent ils sont incomplets et dans un ordre interverti. La plupart des éditeurs ont négligé celui-ci. Frappés de trouver à l'article Ier la répétition littérale d'un paragraphe du Testament, et de voir le second en contradiction manifeste avec le contenu de ce même Testament, et ne pouvant s'expliquer cette singularité, ils ont pensé qu'ils n'avaient rien de mieux à faire, que d'éluder la difficulté qu'ils ne pouvaient résoudre, et l'ont laissée de côté. Toutefois, en voici l'explication bien simple. Le Testament était la pièce réelle et secrète, confiée au soin des exécuteurs testamentaires; le présent Codicille, la pièce fictive et ostensible, qui, présentée à sir Hudson-Lowe, laissait les exécuteurs testamentaires en pleine liberté d'agir d'après leurs instructions; sans cette précaution nécessaire, le gouverneur n'eût pas manqué de faire mettre le scellé sur tout ce qui appartenait à Napoléon, et l'eût fait transmettre en Europe à son gouvernement.

Au dos se lisait : « Ceci est un Codicille de mon Testament, écrit tout de ma propre main. »

NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821. Longwood.

Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté.

Sur la liquidation de ma liste civile d'Italie, tels que argent, bijoux, argenterie, linge, meubles, écuries, dont le vice-roi est dépositaire, et qui m'appartenaient, je dispose de deux millions que je lègue à mes plus fidèles serviteurs. J'espère que, sans s'autoriser d'aucune raison, mon fils Eugène Napoléon les acquittera fidèlement. Il ne peut oublier les 40,000,000 que je lui ai donnés soit en Italie, soit par le partage de la succession de sa mère.

1° Sur ces deux millions, je lègue au comte Bertrand 300,000 francs, dont il versera 100,000 dans la caisse du trésorier, pour être employés selon mes dispositions à l'acquit de legs de conscience.

2° Au comte Montholon, 200,000, dont il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

3° Au comte Las Cases, 200,000, dont il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

4° A Marchand, 100,000, dont il versera 50,000 à la caisse pour le même usage que ci-dessus.

5° Au comte Lavalette, 100,000.

6° Au général Hogendorp, Hollandais, mon aide de camp, réfugié au Brésil, 50,000, cinquante mille francs.

7° A mon aide de camp Corbineau, 50,000.

8° A mon aide de camp Cafarelli, 50,000.

9° A mon aide de camp Dejean, 50,000.

10° A Percy, chirurgien en chef à Waterloo, 50,000.

11° 50,000, savoir : 10,000 à Peyron, mon maître d'hôtel ; 10,000 à Saint-Denis, mon premier chasseur ; 10,000 à Novarre ; 10,000 à Cursor, mon maître d'office ; 10,000 à Archambaud, mon piqueur.

12° Au baron Menneval, 50,000.

13° Au duc d'Istrie, fils de Bessière, 50,000.

14° A la fille de Duroc, 50,000 fr.

15° Aux enfans de Labédoyère, 50,000.

16° Aux enfans de Mouton-Duverney, 50,000.

17° Aux enfans du brave et vertueux général Travot, 50,000.

18° Aux enfans de Chartran, 50,000.

19° Au général Cambronne, 50,000.

20° Au général Lefèvre Desnouettes, 50,000.

21° Pour être répartis entre les proscrits qui errent en pays étrangers, Français, ou Italiens, ou Belges, ou Hollandais, ou Espagnols, ou des départemens du Rhin, sur ordonnance de mes exécuteurs testamentaires, 100,000.

22° Pour être répartis entre les amputés ou bles-

sés grièvement de Ligny, Waterloo, encore vivans, sur des états dressés, par mes exécuteurs testamentaires, auxquels seront joints Cambronne, Larrey, Percy et Emmery, il séra donné double à la garde, quadruple à ceux de l'île d'Elbe, 200,000 francs.

Ce Codicille est écrit entièrement de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Au dos était écrit : « Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté, dont je recommande l'exacte exécution à mon fils Eugène Napoléon. Il est tout écrit de ma propre main.

NAPOLÉON. »

Ce 24 avril 1821, à Longwood.

Ceci est un troisième Codicille à mon testament du 15 avril.

1° Parmi les diamans de la couronne qui furent remis en 1814, il s'en trouvait pour 50,000,000 livres qui n'en étaient pas, et faisaient partie de mon avoir particulier. On les fera rentrer pour acquitter mes legs.

2° J'avais chez le banquier Torlonia, de Rome, 2 à 300,000 livres en lettres de change de mes reve-

nus de l'île d'Elbe ; depuis 1815, le sieur de Peyrusse, quoiqu'il ne fût plus mon trésorier, et n'eût pas de caractère, a tiré à lui cette somme : on la lui fera restituer.

3° Je lègue au duc d'Istrie trois cent mille francs, dont seulement cent mille reversibles à la veuve, si le duc était mort lors de l'exécution des legs. Je désire, si cela n'a aucun inconvénient, que le duc épouse la fille de Duroc.

4° Je lègue à la duchesse de Frioul, fille de Duroc, deux cent mille francs. Si elle était morte avant l'exécution du legs, il ne sera rien donné à la mère.

5° Je lègue au général Rigaud, celui qui a été proscrit, cent mille francs.

6° Je lègue à Boisnod, commissaire ordonnateur, cent mille francs.

7° Je lègue aux enfans du général Letort, tué dans la campagne de 1815, cent mille francs.

8° Ces 800,000 livres de legs seront comme s'ils étaient portés à la suite de l'art. 36 de mon Testament, ce qui porterait à 6,400,000 livres la somme des legs dont je dispose par mon Testament, sans comprendre les donations faites par mon second Codicille.

Ceci est écrit de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Au dos se lisait : « Ceci est mon troisième Codicille

à mon Testament, tout entier écrit de ma main, signé et scellé de mes armes. »

Sera ouvert le même jour, et immédiatement après l'ouverture de mon Testament.

NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821. Longwood.

Ceci est un quatrième Codicille à mon Testament. Par les dispositions que nous avons faites précédemment, nous n'avons pas rempli toutes nos obligations, ce qui nous a décidé à faire ce quatrième Codicille.

1° Nous léguons au fils ou petit-fils du baron Dutheil, lieutenant général d'artillerie, ancien seigneur de Saint-André, qui a commandé l'école d'Auxonne, avant la révolution, la somme de 100,000, cent mille francs, comme souvenir de reconnaissance pour les soins que ce brave général prit de nous, lorsque nous étions comme lieutenant et capitaine sous ses ordres.

2° *Idem* au fils ou petit-fils du général Dugommier, qui a commandé en chef l'armée de Toulon, la somme de cent mille francs (100,000). Nous avons sous ses ordres dirigé ce siége, commandé l'artillerie. C'est en témoignage de souvenir pour les marques d'estime, d'affection et d'amitié que nous a données ce brave et intrépide général.

3° *Idem* nous léguons cent mille francs (100,000)

aux fils ou petits-fils du député de la Convention Gasparin, représentant du peuple à l'armée de Toulon, pour avoir protégé, sanctionné de son autorité le plan que nous avons donné, qui a valu la prise de cette ville, et qui était contraire à celui envoyé par le Comité de salut public. Gasparin nous a mis par sa protection à l'abri des persécutions de l'ignorance des états-majors qui commandaient l'armée avant l'arrivée de mon ami Dugommier.

4° *Idem* nous léguons cent mille francs (100,000) à la veuve, fils ou petit-fils de notre aide de camp Muiron, tué à nos côtés à Arcole, nous couvrant de son corps (1).

---

(1) Beaucoup ont écrit sur le caractère et les qualités de Napoléon, soit en attaque, soit en défense. Que ceux qui sont avides de données propres à les guider dans la vérité, s'arrêtent sur ses derniers actes! Il n'est pas un paragraphe, une ligne de son Testament et de ses nombreux Codicilles, qui, dans leurs préambules et leurs détails, ne jettent de vives lumières, et ne se trouvent caractéristiques. Après les avoir lus soigneusement, on ne se demande plus s'il fut bon citoyen, bon époux, bon père, parent, ami affectionné; s'il fut sensible aux bienfaits, aux services qu'il reçut; s'il en perdit jamais le souvenir.

Le présent Codicille surtout est des plus touchans à cet égard; et combien de si précieux témoignages ne se trouvent-ils point rehaussés encore par toutes les circonstances dont ils furent entourés! Napoléon touchait à sa fin, des douleurs aiguës le torturaient sans relâche, et c'est dans cette situation désespérée, dans un même instant, le même jour, qu'il trace avec cette dignité, cette précision, ce même esprit d'ordre et de calcul qui présidaient à ses décrets, ses quatre derniers Codicilles!! et il les écrit entièrement de sa main; lui, pour qui ce devait être une

5° *Idem* (10,000) dix mille francs au sous-officier Cantillon, qui a essuyé un procès comme prévenu d'avoir voulu assassiner lord Wellington, ce dont il a été déclaré innocent. Cantillon avait autant de droit d'assassiner cet oligarque, que celui-ci de m'envoyer, pour y périr, sur le rocher de Sainte-Hélène. Wellington, qui a proposé cet attentat, cherchait à le justifier (1) sur l'intérêt de la Grande-Bretagne. Cantillon, si vraiment il eût assassiné le lord, se serait couvert, et aurait été justifié par les mêmes motifs, l'intérêt de la France, de se défaire d'un général qui d'ailleurs avait violé la capitulation de Paris, et par là s'était rendu responsable du sang des martyrs Ney, Labédoyère, etc., et du crime d'avoir dépouillé les musées contre le texte des traités.

6° 410,000, quatre cent dix mille francs seront ajoutés aux 6,400,000 dont nous avons disposé, et porteront mes legs à 6,810,000. Ces 410,000 doivent être considérés comme faisant partie de notre Tes-

---

si grande affaire, en ayant depuis long-temps tout-à-fait perdu l'habitude !

(1) Quelques uns ont blâmé, dans ce quatrième Codicille, l'article du subalterne Cantillon, comme pouvant, suivant eux, être pris pour un sentiment de haine et avoisiner la justification du meurtre ; mais nullement, et ce serait bien mal lire. Napoléon n'a voulu au contraire, par une similitude frappante, que mieux constater un grand principe de haute morale, et faire ressortir d'autant plus énergiquement tout l'odieux du raisonnement, de la violence, de l'assassinat même, selon lui, employés contre sa personne.

tament, article 35, et suivre en tout le même sort que les autres legs.

7° Les 9,000 liv. sterlings que nous avons données au comte et à la comtesse de Montholon doivent, si elles ont été soldées, être déduites et portées en compte sur les legs que nous lui faisons par nos Testamens : si elles n'ont pas été acquittées, nos billets seront annulés.

8° Moyennant le legs fait par notre Testament au comte Montholon, la pension de 20,000 fr. accordée à sa femme est annulée : le comte Montholon est chargé de la lui payer.

9° L'administration d'une pareille succession, jusqu'à son entière liquidation, exigeant des frais de bureau, de courses, de missions, de consultations, de plaidoiries, nous entendons que nos exécuteurs testamentaires retiendront 3 p. 100, trois pour cent, sur tous les legs, soit sur les 6,800,000 fr., soit sur les sommes portées dans les Codicilles, soit sur les 200,000,000 du domaine privé.

10° Les sommes provenant de ces retenues seront déposées dans les mains d'un trésorier, et dépensées sur mandat de nos exécuteurs testamentaires.

11° Si les sommes provenant des susdites retenues n'étaient pas suffisantes pour pourvoir aux frais, il y sera pourvu aux dépens des trois exécuteurs testamentaires et du trésorier, chacun dans la proportion du legs que nous leur avons fait par notre Testament et Codicille.

12° Si les sommes provenant des susdites retenues sont au-dessus des besoins, le restant sera partagé entre nos trois exécuteurs testamentaires et le trésorier, dans le rapport de leurs legs respectifs.

13° Nous nommons le comte de Las-Cases, et, à son défaut, son fils, et, à son défaut, le général Drouot, trésorier.

Ce présent Codicille est entièrement écrit de notre main, signé et scellé de mes armes.

Signé NAPOLÉON.

24 avril 1821. Longwood.

Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté.

Sur les fonds remis en or à l'impératrice Marie-Louise, ma très chère et bien-aimée épouse, à Orléans, en 1814, elle reste me devoir deux millions, dont je dispose par le présent Codicille, afin de récompenser mes plus fidèles serviteurs, que je recommande du reste à la protection de ma chère Marie-Louise.

1° Je recommande à l'Impératrice de faire restituer au comte Bertrand les 30,000 livres de rentes qu'il possède dans le duché de Parme et sur le mont Napoléon de Milan, ainsi que les arrérages échus.

2° Je lui fais la même recommandation pour le duc d'Istrie, la fille de Duroc, et autres de mes ser-

viteurs qui me sont restés fidèles, et qui me sont toujours chers; elle les connaît.

3° Je lègue sur les deux millions ci-dessus mentionnés trois cent mille francs au comte Bertrand, sur lesquels il versera 100,000 dans la caisse du trésorier pour être employés, selon mes dispositions, à des legs de conscience.

4° Je lègue 200,000 au comte Montholon, sur lesquels il versera 100,000 dans la caisse du trésorier pour le même usage que ci-dessus.

5° *Idem* 200,000 au comte Las Cases, sur lesquels il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

6° *Idem* à Marchand, 100,000, sur lesquels il versera 50,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

7° Au maire d'Ajaccio, au commencement de la révolution, Jean-Jérôme Lewie ou à sa veuve, enfans ou petits-enfans, 100,000 livres.

8° A la fille de Duroc, 100,000.

9° Au fils de Bessières, duc d'Istrie, 100,000.

10° Au général Drouot, 100,000.

11° Au comte Lavalette, 100,000.

12° *Idem* 100,000, savoir : 25,000 à Peyron, mon maître d'hôtel ; 25,000 à Novarre, mon chasseur; 25,000 à Saint-Denis, le garde de mes livres ; 25,000 à Santini, mon ancien huissier.

13° *Idem* 100,000, savoir : 40,000 à Planat, mon officier d'ordonnance; 20,000 à Hébert, dernière-

ment concierge à Rambouillet, et qui était de ma chambre en Égypte ; à Lavigne qui était dernièrement concierge d'une de mes écuries, et qui était mon piqueur en Egypte ; à Jeannet Dervieux, qui était piqueur des écuries, et me servait en Égypte.

14° Deux cent mille francs seront distribués en aumônes aux habitans de Brienne-le-Château, qui ont le plus souffert.

15° Les trois cent mille francs restant seront distribués aux officiers et soldats du bataillon de ma garde de l'île d'Elbe actuellement vivans, ou à leurs veuves et enfans, au prorata des appointemens, et selon l'état qui sera arrêté par mes exécuteurs testamentaires. Les amputés ou blessés grièvement auront le double. L'état en sera arrêté par Larrey et Emmery.

Ce Codicille est écrit tout de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Au dos était écrit : « Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté, dont je recommande l'exécution à ma très chère épouse l'impératrice Marie Louise.

Signé NAPOLÉON. »

FIN DU TESTAMENT.

Indépendamment des dispositions écrites que nous venons de rapporter, il en est d'autres ou antérieures ou verbales qui en font le complément. Une des principales est celle relative au général Gourgaud; la voici telle que les exécuteurs testamentaires l'ont publiée dans le *Galignani's Messenger* du 11 août 1824:

« Monsieur,

« Nous avons lu avec surprise, dans votre feuille « d'hier, un article relatif aux dernières dispositions « de l'empereur Napoléon à Sainte-Hélène.

« Son testament avait été déposé, et avait dû l'être, « à la cour des prérogatives de l'archevêque de Can- « torbéry, dans le ressort de laquelle l'île Sainte-Hé- « lène, dernière résidence du testateur, est située. « Il ne nous appartient pas de faire connaître des « actes qui n'étaient point destinés à devenir publics; « mais nous croyons de notre devoir de déclarer, au- « tant pour notre propre satisfaction, que par res- « pect pour la mémoire de notre dernier capitaine, « que, dans ses derniers momens, il n'a oublié, dans « la répartition de ses bienfaits, aucune des person- « nes qui l'ont suivi dans son exil, et que le général

« Gourgaud, dont le nom ne se voit pas sur les listes « que vous avez publiées, a été l'objet d'une disposition spéciale de l'Empereur, en reconnaissance de « son dévouement, et pour les services qu'il lui a « rendus, pendant dix ans, comme premier officier « d'ordonnance et aide de camp, soit sur les champs « de bataille en Allemagne, en Russie, en Espagne « et en France, soit sur le roc de Sainte-Hélène.

« Si les legs faits sur les sommes demandées à l'archiduchesse de Parme et au prince Eugène n'ont « pu jusqu'ici recevoir leur exécution, cet accident « doit être imputé à des événemens indépendans de « notre volonté, et sans doute étrangers aux illustres « personnages qui ont eu une si grande part aux affections du testateur.

« Nous avons l'honneur, etc.

« *Signés* le comte BERTRAND ;

« Le comte DE MONTHOLON. »

Paris, le 7 août 1824.

C45096
SBN

TABLE ANALYTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE QUATRIÈME ET DERNIER VOLUME.

LIVRE QUATORZIÈME.

CHAPITRE PREMIER. Nouveaux préparatifs de Napoléon, page 9. — Affaires d'Espagne, 10. — Concordat de 1813, 14 et suivantes. — Affaires de Prusse, 18 et suiv. — Traité d'alliance entre la Prusse et la Russie, 22. — Dissolution de la Confédération du Rhin, 24. — Affaires d'Autriche, 25 et suiv. — Le comte de Narbonne part pour l'ambassade de Vienne, 30. — Intrigues de l'Angleterre, 31. — Marie-Louise régente, 32. — Le prince de Schwartzemberg arrive à Paris, 33. — Napoléon part pour l'armée, 34.

CHAP. II. Médiation armée de l'Autriche, 36. — Combat de Weissenfels, 37. — Mort du duc d'Istrie, 38. — Bataille de Lutzen, 39 et suiv.

CHAP. III. Retraite des alliés, 48. — L'Empereur arrive à Dresde, 49. — Il envoie le vice-roi en Italie, 51. — Arrivée de M. de Bubna à Dresde, 52. — Napoléon demande un armistice, *ibid.* — Position des ennemis, 54. — Combat de Weissig, 56. — Dispositions de Napo-

léon, 57. — Bataille de Bautzen, 58 et suiv. — Napoléon décrète qu'un monument sera élevé sur le Mont-Cénis, 64. — Combat de Reichembach, *ibid.* — Duroc blessé à mort, 65. — Entrevue entre Duroc et Napoléon, 66. — Les alliés demandent un armistice, 68. — — L'armée française en Silésie, 69.

LIVRE QUINZIÈME.

Chapitre premier. Armistice de Pleswitz, 72. — Le Danemarck renoue avec la France, 73. — M. de Metternich arrive à Dresde, 75. — Convention de Dresde, 76. — L'Autriche entre dans la coalition, 78. — Activité de Napoléon, 80. — Retraite de l'Espagne, 81. — Bataille de Vittoria, 82. — Le maréchal Soult est envoyé en Espagne, *ib.* — Dispositions de l'Empereur pour une seconde campagne, 83.

Chap. II. Congrès de Prague, 87 et suiv. — Dissolution du congrès, 90. — Déclaration de guerre de l'Autriche, *ibid.* — Dernière tentative de Napoléon pour la paix, 91.

Chap. III. Arrivée du général Moreau à l'armée ennemie, 94. — Blücher viole l'armistice, 95. — Napoléon part de Dresde, *ibid.* — Il bat Blücher, 96. — Bataille de Dresde, 97 et suiv. — Mort de Moreau, 101. — Bataille de la Katzbach, 102. — De Kulm, 105. — Traité de la triple alliance à Tœplitz, 107. — Bataille de Gross-Beeren, 108. — De Dennewitz, 110. — Napoléon marche contre Blücher, 112. — Il revient à Dresde, 113. — Bombardement de Wittemberg, 114. — Mouvement général des

alliés, 116. — Déclaration de guerre de la Bavière, 117. — Retraite de l'armée française sur Leipsick, 118.

Chap. IV. Bataille de Wachau, 119 et suiv. — Napoléon renvoie le général Meerweldt porter des propositions conciliatrices à l'empereur d'Autriche, 124. — Poniatowski, maréchal de l'Empire, 127. — Bataille de Leipsick, 128 et suiv. — Retraite de l'armée française, 134. — Dernière entrevue du roi de Saxe et de Napoléon, 135. — Le pont de l'Elster saute, 138. — Mort de Poniatowski, *ibid.* — Combat de Hanau, 141. — L'armée française arrive à Mayence, 144. — Cantonnemens des armées alliées, 144 et 145.

Chap. V. Affaires d'Espagne, 146. — Affaires d'Italie, 147. — Combat de Caldiero, 148. — Napoléon de retour à Paris, 150. — Négociation de Francfort, 151. — Violation de la capitulation signée avec le maréchal Saint-Cyr, 152. — Siége de Torgau, 153. — Traité de Valençay, *ibid.* — Négociation avec le pape, 154. — Séances du Sénat et du Corps-Législatif, 155. — Dissolution du Corps-législatif, 160. — Discours de Napoléon aux députés, 161.

LIVRE SEIZIÈME.

Chapitre premier. Suite des négociations de Francfort, 165. — Défection du roi de Naples, 166. — Invasion de la France par les alliés, 166 et 167. — Préparatifs pour leur résister, 167. — Marie-Louise régente, 169. — Napoléon part de Paris, *ibid.* — Combat de Saint-Dizier,

170. — De Brienne, 171. — Bataille de la Rothière, 173. — Congrès de Châtillon, 174. — Bataille de Champ-Aubert, 178. — De Montmirail, 179. — Les Autrichiens demandent un armistice, 181. — Négociations de Châtillon, 183. — Bataille de Montereau, 184. — Retraite des armées alliées, 186. — L'Empereur rentre à Troyes, 188. — Soissons livrée à Blücher, 193. — Bataille de Craonne, 194. — Suite des négociations à Châtillon, 195. — L'Empereur entre à Reims, 197. — Le duc d'Angoulême à Bordeaux, 198. — Suite des négociations à Châtillon, 199. — Rupture des conférences, 200.

Chap. II. — Bataille d'Arcis, 203. — Marche des alliés sur Paris, 206. — Napoléon part pour Paris, 208. — Départ de Marie-Louise et du roi de Rome, 209. — Bataille et capitulation de Paris, 212 et suiv. — Napoléon part pour Fontainebleau, 216.

Chap. III. — Entrée des alliés à Paris, 218. — Faction royaliste, 220. — Conseil chez l'empereur Alexandre, 222. — Proclamation des alliés, 224. — Gouvernement provisoire, 226. — Le duc de Vicence est admis en présence d'Alexandre, 227. — Le Sénat prononce la déchéance, *ibid.* — Défection de Marmont, 232. — Proclamation de Napoléon à l'armée, 233. — Abdication conditionnelle de Napoléon, 236. — Il envoie des plénipotentiaires à Paris, 237. — Ils arrivent à Essonne, 238. — Ils emmènent Marmont à Paris, 240. — Ils sont admis chez l'empereur Alexandre, *ibid.* — Alexandre exige une abdication absolue, 242. — Napoléon apprend la défection de Marmont, 246. — Proclamation à l'armée, *ibid.* — Le corps de Marmont est conduit à Versailles, 248. — L'Empereur passe la revue de ses troupes, 255. — Il

veut aller rejoindre les armées du Midi, 257. — Il propose de se retirer en Italie, 258. — Abdication absolue, 259. — On accorde à Napoléon la souveraineté de l'île d'Elbe, 261. — Bataille de Toulouse, *ibid.* — L'Empereur tente de s'empoisonner, 265. — Arrangemens relatifs à la famille impériale, 266. — Évacuation de l'Italie, 268. — Adieux de Fontainebleau, 270. — Départ de Napoléon, 272. — Arrivée à Porto-Ferrajo, 274.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

Chapitre premier. Mécontentement général, 277. — Conspiration militaire, 278. — Napoléon apprend qu'il est question de le transporter à Sainte-Hélène, 279. — Il part de l'île d'Elbe, 281. — Débarquement au golfe Juan, 283. — Résistance d'Antibes, 284. — Arrivée à Gap, *ibid.* — Proclamation à l'armée, 286. — Proclamation aux Français, 287. — Marche sur Grenoble, 289. — Entrée dans cette ville, 290. — Le *Moniteur* annonce l'arrivée de Napoléon, 293. — Les princes partent pour s'opposer à sa marche, 293. — Entrée de Napoléon à Lyon, 294. — Soult, ministre de la guerre, 295. — Décrets publiés à Lyon, 296. — Le maréchal Ney passe du côté de Napoléon, 299. — Le Roi quitte Paris, 301.

Chap. II. Napoléon arrive à Paris, 303. — Il délibère s'il n'attaquera pas sur-le-champ les alliés, 304. — Il passe en revue l'armée de Paris, 306. — Le duc de Bourbon dans la Vendée, la duchesse d'Angoulême à Bordeaux, le duc d'Angoulême dans le Midi, 308. — Capitu-

lation accordée au duc d'Angoulême, 309. — Proclamation d'Augereau, 310. — Adresses des différens corps de l'État, 312. — Publication de l'Acte additionnel, 315. — Traité d'alliance des quatre grandes puissances contre Napoléon, 316. — Napoléon tente de renouer avec l'Autriche, 317. — Sa lettre aux rois de l'Europe, 318. — — Préparatifs de guerre, 321. — Fédérés, 324. — Murat marche contre les Autrichiens, 326. — Il est battu et forcé d'abandonner son royaume, 327. — Arrivée de ce prince en France, 328. — Champ-de-Mai, 330 et suiv. — Ouverture des Chambres, 334. — Partage de l'Europe entre les alliés, 337. — Préparatifs de défense dans l'intérieur de la France, 340. — Insurrection de la Vendée, 343. — L'armée marche vers la Belgique ; Napoléon part de Paris, 344.

Chap. III. Forces des alliés, 346. — Proclamation à l'armée française, 348. — Passage de la Sambre, 350. — Affaire de Gilly, 351. — Bataille de Ligny, 353 et suiv. — Retraite des Prussiens et des Anglais, 360. — Bataille de Waterloo, 365 et suiv. — L'armée française se rallie à Laon, 375. — Départ de Napoléon pour Paris, 376.

Chap. IV. Napoléon à l'Élysée, 377. — Séances des Chambres, 379 et suiv. — Abdication de l'Empereur, 384 et suiv. — Perfidie de Fouché, 390 et suiv. — Gouvernement provisoire, 397. — Départ de Napoléon pour Rochefort, 416. — Installation du gouvernement royal à Paris, 428. — Invitation du capitaine Maitland, commandant *le Bellérophon*, pour que Napoléon se rende à son bord, 430.—Lettre de l'Empereur au prince régent d'Angleterre, 432. — L'île de Sainte-Hélène est choisie pour le lieu de son exil, 437. — Protestations de Napoléon, 438. — Arrivée à Sainte-Hélène, 447.

Digitized by Google

LIVRE DIX-HUITIÈME.

CHAPITRE PREMIER. Établissement de Napoléon à Sainte-Hélène, 449. — Ses compagnons d'exil, 450. — Note remise à un capitaine anglais pour le gouvernement britannique, 451. — Napoléon s'occupe à écrire ses Mémoires, 453. — La maison de Longwood, 456. — Tyrannie de l'infame Hudson-Lowe, nouveau gouverneur de Sainte-Hélène, 360 et suiv. — Les trésors de Napoléon, 371.

CHAP. II. Le comte de Las Cases et son fils, et le docteur O'Meara, sont renvoyés de Sainte-Hélène par ordre d'Hudson-Lowe, 476. — Arrivée dans l'île du docteur Antomarchi, avec le portrait du fils de Napoléon, 479. — Lettre d'O'Meara à lord Bathurst sur la maladie de Napoléon, 482. — Mensonges d'Hudson-Lowe, 484. — Napoléon s'occupe à faire son testament; ses différens legs, 489 et suiv. — Son legs particulier à la Maison régnante d'Angleterre, 492. — Il charge le docteur Antomarchi de faire l'autopsie de son corps, 493. — Affreuse tempête à Sainte-Hélène la veille de la mort de Napoléon, 495. — Son agonie et ses dernières paroles, 496. — Ses funérailles, 500 et suiv. — Fragmens d'écrits trouvés dans sa chambre, 501 et suiv. — Testament et Codicilles de Napoléon, 507 et suiv. — Lettre des exécuteurs testamentaires, 531.

FIN DE LA TABLE DU TOME QUATRIÈME ET DERNIER.

IMPRIMERIE ET FONDERIE DE J. PINARD,
RUE D'ANJOU-DAUPHINE, N. 8.

Google

Digitized by Google

Digitized by Google